

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
RÉGIME JURIDIQUE DES COOPÉRATIVES

Principes coopératifs
et Exposé synthétique de la Législation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 10 juin 1919, à 4 h. 1/2

PAR

Alfred NAST

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

Président : M. LYON-CAEN, *professeur*
Suffragants { M. GIDE, *professeur*
 { M. PERCEROU, *professeur*.

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
RÉGIME JURIDIQUE DES COOPÉRATIVES

Principes coopératifs
et Exposé synthétique de la Législation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 10 juin 1919, à 4 h. 1/2

PAR

Alfred NAST

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris



Président : M. LYON-CAEN, *professeur*

Suffragants { M. GIDE, *professeur*
 { M. PERCEROU, *professeur*.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Le Régime juridique des Coopératives

Principes coopératifs et Exposé synthétique de la Législation

INTRODUCTION

1. Importance de la coopération. — Sous le nom de « coopératives », on désigne des institutions très diverses par leur objet et par leur caractère.

2. Elles se rencontrent sur tous les grands domaines de l'économie politique et sociale, appliquées en effet à la consommation, au logement, à la production, au crédit.

Elles intéressent toutes le chapitre intitulé par les économistes « la répartition des richesses » :

1° Les unes impliquent chez les associés la recherche du profit tel qu'il découle de l'organisation marchande, et elles tendent à le leur faire obtenir soit directement sous la forme d'entreprises de production, industrielle ou agricole, en commun, soit indirectement par l'aide apportée à l'exercice individuel de leur profession (avances, garanties, fourniture de matières

premières, etc.) ; mais, pour l'attribution de l'avantage économique provenant du groupement, l'axe n'est plus le même que celui des entreprises reposant sur le principe de la fructification des capitaux. D'abord celles de ces institutions qui procurent directement le profit, c'est-à-dire les sociétés coopératives de production, allouent ce bénéfice à l'élément travail, et la rémunération du capital se borne à un intérêt limité. Quant aux organisations dont l'objet n'est que de seconder les entreprises individuelles de leurs membres, elles pratiquent la règle de l'économie coopérative, en ce sens qu'elles fonctionnent de manière à fournir à ces derniers, aux conditions les plus avantageuses, les moyens indispensables pour l'exercice de leur métier : indépendamment de la possibilité d'obtenir ainsi des ressources en argent ou en marchandises que peut-être on n'eût pas été à même de trouver en restant isolé, il y a, pour l'entreprise individuelle, diminution des frais généraux (1) ;

2° C'est au profit lui-même que s'attaquent les coopératives de consommation et les coopératives d'habitation. Les unes et les autres s'opposent aux précédents types dont l'utilité, purement professionnelle, est par cela même restreinte. Elles ont en effet un caractère

1. L'emploi de ce procédé se rencontre stipulé dans les « consortiums » que des industriels ont formés pendant la guerre pour se procurer au prix de revient les matières et produits nécessaires. (Entre autres exemples, v. les statuts de la *Société courtière des confituriers français*, publiés dans la *Loi* des 8-10 décembre 1918).

d'intérêt général, en raison de l'universalité de chacun des besoins auxquels elles correspondent. La coopération de consommation ? C'est l'organisation des consommateurs, par eux-mêmes et pour eux-mêmes ; or, le consommateur, c'est tout le monde. Les sociétés coopératives d'habitation ? C'est une aspiration commune à tous les hommes d'avoir au moins un toit pour s'abriter. Le système coopératif repose réellement sur l'organisation du consommateur : celle-ci ne se borne pas à acheter, elle est naturellement amenée à produire ; d'autre part, quels que soient les moyens envisagés pour résoudre le problème de l'habitation, l'on peut tout au moins concevoir celui-ci comme un prolongement du problème de la consommation : socialement, il est du même ordre. Le consommateur ne s'organise pas pour jeter sur le marché les objets dont il se fournit et pour tirer un bénéfice de leur vente. Aussi dit-on que la coopération de consommation poursuit la suppression radicale du profit (1), et la même remarque vaut pour les sociétés coopératives d'habitation. Un risque, toutefois, peut se concevoir : c'est que, désireuse de faire autant que possible baisser le prix de revient des choses, l'organisation des consommateurs cherche à obtenir ce résultat au détriment de la main-d'œuvre et des concours techniques qu'elle est obligée

1. Ch. Gide, *La coopération*, 3^e édition, *passim* (notamment p. 301 et suiv.).

de rémunérer dans ses établissements : de telle sorte que, éliminant le profit prélevé sur le consommateur, elle pourrait bien créer quelque chose d'analogue à ce profit, mais un profit à rebours cette fois, réalisé par le consommateur lui-même sur le producteur. Cette hypothèse montre simplement que la détermination des conditions de travail constitue pour les coopératives de consommation un problème fort délicat, pouvant se résoudre en fait au moyen d'accords entre ces institutions et les syndicats du personnel intéressé, accords dont, d'ailleurs, la pratique offre des exemples.

Quoi qu'il en soit, la question du maintien et de l'attribution du profit, ou de son abolition, marque bien l'antithèse qui existe entre la coopération de consommation et toutes les institutions, dites coopératives, à caractère professionnel. Cette antithèse n'a pas simplement une portée théorique et n'est pas présentée seulement pour satisfaire l'esprit par le mérite d'une classification claire. Il s'agit d'une opposition fondamentale de tendances qui se traduit dans les faits par un antagonisme irréductible dont on trouvera maintes fois la preuve en ce livre.

3. La connaissance des formes si variées sous lesquelles se présente la coopération offre, ainsi qu'on vient de le voir, un intérêt considérable au point de vue doctrinal : on ne peut, en effet, les tenir simplement pour des modes particuliers d'activité pratique, elles touchent aux notions les plus délicates sur les-

quelles discutent les théoriciens de l'économie politique et de la sociologie (concurrence, concentration, répartition des revenus entre les divers facteurs de la production, juste prix, etc) (1).

L'idée même de la coopération eût donc mérité examen de ce point de vue purement théorique, lors même qu'elle serait seulement née d'hier dans le cerveau d'un homme qui en eût démontré les possibilités d'application. Mais il s'agit ici d'autre chose que de simples conceptions. L'on peut penser de la coopération tout ce que l'on voudra, la louer ou la critiquer, s'enthousiasmer pour elle ou faire à son sujet toutes les réserves imaginables, on est amené à cette constatation : le phénomène ou — plus exactement — les phénomènes coopératifs, d'une si nombreuse variété, se manifestent éminemment dans la réalité des faits. La coopération a ses idéalistes, et cet idéalisme, croyons-nous, n'est pas étranger à sa force de propagande. Pour l'observateur, la création des organisations qualifiées de coopératives, quelle que soit la diversité de leurs traits caractéristiques et de leurs tendances profondes, répond historiquement à des nécessités pratiques. Le milieu économique, la condition sociale des individus, les

1. V. notamment les ouvrages de M. Charles Gide. Les auteurs sont obligés aujourd'hui, — et il faudrait les citer tous, tant en France qu'à l'étranger, — de faire une place dans leurs traités aux institutions coopératives, et même à ce qu'on a appelé le « coopératisme ». Le coopératisme figure dans l'étude de la répartition parmi les modes socialistes (Gide, *Cours d'économie politique*, 4^e édition, 1919, t. II, p. 191).

transformations techniques, industrielles ou agricoles, et même la situation politique : autant de causes qui expliquent leur naissance.

Bien que modernes dans leur développement et même dans leur origine, ces institutions ne datent pas seulement d'aujourd'hui. Nous ne pouvons songer à présenter ici, — et ce n'est d'ailleurs pas utile pour l'étude que nous nous proposons, — un historique même résumé du mouvement coopératif. Ce mouvement est mondial, et son histoire, en ce qui concerne la France seulement, exigerait un volume !

Nous voudrions cependant, au moins par quelques chiffres, marquer l'importance pratique de la coopération contemporaine. Sans vouloir dissenter ici sur la valeur des statistiques, suivant les conditions de leur établissement et les sources d'information utilisées, sans vouloir non plus nous attarder aux considérations diverses auxquelles pourrait donner lieu l'examen des chiffres produits, disons que les quelques tableaux ci-après ont pour seul but de fournir un certain nombre de données approximatives.

Nous nous bornerons aux statistiques intéressant la France (1). On voudra bien observer que nos tableaux se réfèrent, et pour cause, à une époque antérieure (mais immédiatement antérieure) à la guerre de 1914, à l'exception d'un seul, qui est plus récent et porte

1. On trouvera aussi quelques données plus générales dans des cas particulièrement intéressants.

sur une catégorie d'institutions tout spécialement intéressantes : les coopératives de consommation, organismes de lutte contre la vie chère (1).

TABLEAU A. — *Associations ouvrières de production*

Nombre de Sociétés au 1 ^{er} janvier 1914 . .	450
Nombre de sociétaires (439 sociétés). . . .	18.284
Chiffre d'affaires (pour 419 sociétés). . . .	73.570.800 fr.

TABLEAU B. — *Crédit urbain (banques populaires)*

Nombre de Sociétés au 1 ^{er} janvier 1914. .	13
Nombre de sociétaires	4.882
Chiffre d'affaires (pour 6 Sociétés). . . .	16.356.450 fr.

(Il faudrait ajouter la Banque des associations ouvrières de production, avec 270 sociétés adhérentes et faisant un chiffre d'affaires de 5 millions).

1. On se contentera de donner ci-dessous les chiffres principaux, tels que le nombre des institutions, celui des sociétaires, le montant des opérations effectuées. Sans doute il serait intéressant de mentionner, pour chacun des divers groupes, d'autres éléments, tels que le montant des capitaux engagés, etc. Mais nous devons nous limiter ici à quelques indications très générales. Il ne serait indispensable de donner plus de détails que dans des études monographiques ayant pour objet tel ou tel type d'organisations.

Les renseignements numériques ci-après sont extraits : pour les associations ouvrières de production, pour le crédit urbain et rural et pour les sociétés coopératives de consommation au 1^{er} janvier 1914, du *Bulletin du Ministère du Travail* (1914, p. 606 et suiv. ; 1915, p. 115 et suiv. ; 219 et suiv.) ; pour les sociétés coopératives d'habitation en 1913, du rapport du Conseil supérieur des habitations à bon marché ; pour les coopératives ayant alimenté le personnel des usines de guerre, d'une brochure publiée par le Ministère de l'Armement sous le titre : *Les Institutions du ravitaillement du personnel des usines de guerre* (Imprimerie Nationale, 1918).

TABLEAU C. — *Crédit rural*

Nombre de caisses locales au 1 ^{er} janvier	
1914	4.533
Nombre d'adhérents	236.860
Chiffre d'affaires	96.532.078 fr.

TABLEAU D. — *Sociétés coopératives agricoles*
(autres que celles de crédit)

M. Gide (1) donne pour 1914 les chiffres suivants :	
Associations d'achat (syndicats)	6.000
Associations de vente	2.200
Associations de production	300

TABLEAU E. — *Sociétés coopératives*
d'habitation à bon marché

Nombre de Sociétés au début de 1914	258
Nombre de Sociétés ayant envoyé au Minis- tère du Travail leur bilan de 1912	190
Capital social	37.936.976 fr.
Emprunts. Soldes	18.887.658
Terrains et constructions	32.954.565
Prêts. Soldes	1.090.167

1. *Cours*, 5^e édit., 1919, t. I, p. 250, note 2. Les données ci-dessous concernent spécialement la France. Le chiffre cité par le *Bulletin de l'Alliance coopérative internationale* du 19 août 1914, relativement au nombre des associations coopératives agricoles dans les 17 principaux pays, était imposant : 93.561, et encore cette statistique ne comprenait-elle ni la Russie, où leur nombre s'est encore considérablement accru depuis la guerre, ni l'Espagne, le Portugal, les Indes, etc... M. Gide (*loc. cit.*) estime que le nombre de ces associations dépasse notablement 120.000.

TABLEAU F. — *Sociétés coopératives de consommation* (1)

Nombre de Sociétés au 1 ^{er} janvier 1914 . . .	3.156
Nombre desociétaires (pour 3.078 sociétés) . . .	889.711
Chiffre d'affaires (pour 2.988 sociétés) . . .	315.212.000 fr.

TABLEAU G. — *Institutions coopératives de ravitaillement du personnel des usines de guerre* (2)

Nombre de restaurants au 1 ^{er} avril 1918 . . .	119
Nombre de magasins . . .	813
Total	932

Chiffre d'affaires pendant le 1^{er} trimestre 1918 :

Pour 112 restaurants.	7.866.657 fr.
Pour 748 magasins.	83.805.459
Total (pour 860 institutions).	91.672.116 fr.

Les résultats mentionnés ci-dessus ne concernent que les organisations groupant des individualités, des « personnes physiques », pour parler comme les juristes. Nous n'avons pas voulu reproduire, afin de ne point multiplier nos tableaux, des chiffres dont il faudrait tenir compte si l'on examinait la vie des coopératives sous un autre aspect très intéressant : l'aspect fédératif. On devrait prendre alors en considération :

1. Selon M. Gide (*Cours*, t. II, p. 484, note 1), on comptait en Europe, avant la guerre, 30.000 sociétés de consommation, groupant environ 10 millions de familles.

2. Ces institutions sont toutes celles qui ont consacré leurs efforts, en tout ou en partie, à l'alimentation du personnel des usines de guerre.

En multipliant par quatre le chiffre trimestriel donné ci-dessous, on obtiendrait pour l'année un chiffre d'affaires supérieur à 365 millions de francs.

en matière de crédit, les caisses régionales, groupant les caisses locales ; relativement à la consommation, les unions régionales d'achat et le Magasin de gros des coopératives de France, etc... Mais il n'y aurait eu, dès lors, aucune raison de nous arrêter : plein d'intérêt aussi est le fonctionnement des services de production établis par les consommateurs eux-mêmes au sein de leurs propres organisations (boulangeries, créations diverses du magasin de gros précité).

En tout cas, les tableaux qui précèdent, en montrant à quels degrés différents de développement étaient parvenues les institutions coopératives en 1914 selon leur catégorie, font ressortir l'importance pratique toute spéciale de celles constituées en vue de la consommation. La supériorité de ces dernières s'est marquée davantage encore depuis cette époque : la coopération de consommation est sortie grandie de l'épreuve de la guerre. La situation économique générale, provoquée par les hostilités, ne pouvait être, d'ailleurs, favorable aux autres types de coopératives, créées exclusivement pour l'œuvre de production ou l'exercice du commerce, et fonctionnant, comme nous l'avons déjà dit, en conformité de l'esprit et selon les pratiques du régime marchand ; or, celui-ci repose essentiellement sur l'échangisme et la compétition. L'universel bouleversement des conditions de travail et la raréfaction de la main-d'œuvre d'un côté, les formidables restrictions subies par le marché, d'autre part, autant de circons-

tances nuisibles pour ces institutions, et qui ne laissaient guère de champ qu'aux fortes concentrations capitalistes et aux diverses entreprises gravitant dans l'orbe de ces dernières. La crise du ravitaillement, la cherté de la vie devaient, au contraire, appeler la coopération de consommation à jouer un rôle qu'on peut, sans exagération, qualifier de premier ordre. L'organisation des consommateurs oppose au système compétitif l'économie distributive, et elle est un instrument régulateur des cours. Signe des temps ! jusqu'à la veille de la guerre, les pouvoirs publics, pleins de bienveillance et d'attentions pour toutes les sociétés de coopération des autres catégories, se montraient indifférents aux coopératives de consommation, ou du moins, lorsqu'ils s'en occupaient, c'était à l'instigation de commerçants, adversaires nés de ces institutions, et pour prendre contre elles des mesures « d'étranglement », surtout d'ordre fiscal ; depuis les hostilités, au contraire, force a été pour le gouvernement, le Parlement, les municipalités, de demander, sous l'empire des nécessités économiques, le concours de ces organisations : elles ont connu dès lors les encouragements sous forme de crédits, elles ont obtenu une loi définissant leur statut juridique (1) et, s'il a été institué au Ministère du Travail en 1918 un *Conseil supérieur de la coo-*

1. Sur la faculté d'option qui leur est laissée quant à leur forme légale, si elles ne veulent pas bénéficier de ces encouragements, v. *infra*, n° 142.

pération, dont nous avons l'honneur d'être membre, — Conseil divisé en deux sections, l'une des coopératives de production, l'autre des coopératives de consommation, — c'est à l'initiative de ces dernières qu'on doit sa création. Elles n'ont pas, d'ailleurs, ménagé leur effort : lutte contre la hausse des prix de boucherie par la vulgarisation et la livraison de la viande frigorifiée, distribution (sans rémunération autre que le remboursement des frais très minimes de gestion) des pommes de terre et denrées diverses mises par l'Administration à la disposition des allocataires, vente du charbon municipal au prix fixé par la Ville, etc. Ce gros effort, accepté et accompli pour répondre à des nécessités nées de circonstances toutes spéciales, et qui a montré que la coopération était capable de s'élever à la hauteur d'un véritable service public, cet effort s'ajoutait au grand travail d'organisation, de transformation et de perfectionnement auquel, sans arrêt, se livraient ces institutions pour satisfaire aux besoins généraux de la population, notamment dans les agglomérations ouvrières, en adoptant et pratiquant les méthodes nouvelles imposées par l'évolution technique moderne (fourniture de tous articles d'alimentation et autres, tels que chaussure nationale; création de restaurants; ouverture incessante de succursales; fusion de sociétés; développement des fortes organisations, lequel se trouvait encore facilité par la disparition consentie des petites coopératives situées dans leur rayon d'action, etc.).

Constatation certaine : les événements, au cours de cette guerre, se sont chargés de faire eux-mêmes une immense propagande en faveur du mouvement coopératif. Auparavant, la coopération n'était connue, du moins en France, que dans certains milieux. Sans doute, aujourd'hui encore, c'est dans les centres industriels, en quelque sorte naturellement, qu'elle trouve, il faut le reconnaître, ses plus solides appuis (1). Le problème de la vie chère, par la place qu'il a prise dans les préoccupations du public, — une place d'honneur ! mais quel honneur ! — a appelé un peu partout l'attention des consommateurs sur les bienfaits de leur organisation (2). Et l'on sait l'utilité et la popularité qu'ont eues, aux armées mêmes, les « coopératives ». Assurément, ces institutions militaires ne présentent pas, socialement et juridiquement, les caractères de la véritable coopération, au sens organique de ce mot. Il n'en est pas moins vrai qu'elles ont rendu de grands services aux soldats. Le résultat, en somme, de ces mul-

1. Dans certains pays la coopération est foncièrement agricole, même en ce qui concerne les sociétés de consommation : par exemple au Danemark.

2. Que de gens se sont groupés dans les administrations publiques ou privées, dans certaines communes, dans un même immeuble, pour passer simplement des commandes en commun ! Toutefois, ces groupements de consommateurs n'ont rien du caractère solide et durable de la coopération réellement organisée.

Pour montrer le degré de pénétration de celle-ci au moyen d'un exemple tout spécial, signalons que l'*Union des Coopératives*, de Paris, a ouvert un restaurant et un rayon d'épicerie à l'intérieur de l'Opéra pour le personnel de cet établissement.

tiples faits, c'est que le nom même des « coopératives » est devenu aujourd'hui familier à tout le monde.

4. **Objet et caractère de la présente étude.** — Nombreux sont les problèmes juridiques soulevés par l'organisation et le fonctionnement des institutions coopératives. A supposer que jusqu'à présent ces institutions fussent, comme telles, demeurées inconnues de la législation positive, leur adaptation — ou peut-être leur impossibilité d'adaptation — au droit commun ne laisserait pas, dans la pratique, de créer de sérieux embarras. La nécessité de leur conférer un régime approprié, en raison de leurs traits spéciaux, s'est fait sentir, à l'expérience, d'une si catégorique façon qu'à peu près dans tous les pays où elles ont apparu il a fallu leur donner une place à part dans le droit positif (1). Cette intervention du législateur est plus ou moins ancienne suivant le degré de développement des coopératives. En France, les dispositions relatives à la variabilité du capital dans les différentes espèces de sociétés ont été introduites dans la loi du 24 juillet 1867 particulièrement à leur intention.

Le régime légal des institutions coopératives diffère excessivement, d'ailleurs, selon les pays. Dans la très grande majorité d'entre eux, on a préféré un système

1. Un pays qui n'est pas grand, mais où le système coopératif est très largement appliqué, le Danemark, fait toutefois exception à la règle, ceci dit sous réserve de ce qui a pu se passer à cet égard, sans que nous le sachions, depuis les événements de 1914.

unitaire : doter la coopération d'une loi organique, applicable à toutes les manifestations de ce mode d'activité sociale. En France, on a légiféré sur les institutions coopératives selon une toute autre méthode. Il faut, pour s'expliquer cette méthode, considérer deux choses :

1^o L'insuffisance ayant été démontrée du droit commun si imparfaitement corrigé par les dispositions spéciales qui, dans la loi de 1867, se bornaient à faire de la variabilité du capital une simple modalité du régime général des sociétés (1), l'idée vint d'instaurer une législation qui eût intéressé la coopération dans son ensemble. Un projet de loi présenté à la Chambre le 16 juillet 1888, et limité par le gouvernement aux sociétés coopératives de production et au contrat de participation aux bénéfices, reçut du Parlement l'extension que nous venons d'indiquer. S'il avait été adopté, il eût ainsi formé la base d'une législation coopérative susceptible d'être, par la suite, simplement modifiée, amendée, en raison des besoins justifiés par la pratique. Mais ce projet, après avoir fait — combien de fois ! — la navette entre les deux Chambres, tomba le 13 mars 1896, à cause de la divergence de vues qui s'était produite au Sénat sur une question extrêmement

1. M. Waldeck-Rousseau le déclarait dans son discours d'installation de la Commission extraparlamentaire instituée en 1883 à l'effet de « rechercher le moyen de faciliter aux associations ouvrières leur admission aux adjudications et soumissions de travaux de l'Etat, etc... »

spéciale : celle de l'application de la patente aux sociétés de consommation. Cette question de patente ayant été réglée par une loi du 19 avril 1905, et réglée dans le sens favorable aux récriminations du petit commerce, nous avons personnellement, connaissant les mille difficultés d'ordre juridique auxquelles se heurtait le mécanisme des coopératives, réclamé à maintes reprises depuis cette époque la préparation et le vote d'une grande loi, pour l'élaboration de laquelle il eût suffi de reprendre, en le perfectionnant, le projet de 1888-1896, dont l'échec avait été dû à une cause qui désormais n'existait plus (1).

2° Le législateur a procédé suivant une autre voie : de ses délibérations sont sorties, à des dates diverses, un certain nombre de lois spéciales à telle ou telle catégorie de coopératives. Jusqu'à présent, cette histoire s'étend de 1894 à 1917. Qu'est-ce qui peut bien rendre compte de l'emploi de cette méthode ? Le voici : l'intervention du législateur, dans tous ces cas, n'a jamais eu pour but direct et exclusif d'assurer aux organisations coopératives une situation juridique à l'abri des controverses, par conséquent certaine et stable (2). Le

1. Alfred Nast, *les Syndicats agricoles* (extrait du *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1909) ; *Documents du Congrès juridique international des Sociétés par actions et des Sociétés coopératives*, Bruxelles, 1910, t. II ; *les Fausses Coopératives et la législation* (dans les *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 1911).

2. Non pas le but, disons-nous, de cette intervention, — et ce point est en effet indiscutable, — mais un résultat cependant, comme nous l'expliquerons plus loin (v n° 143).

Parlement a été amené par les circonstances, grâce à certaines initiatives, à un courant d'opinion, à un mouvement déterminé, à se préoccuper des encouragements à décerner à des institutions de telle ou telle nature. Ces encouragements (crédits de l'Etat, exemptions fiscales, etc.) ne pouvaient être accordés, bien entendu, que si les organisations bénéficiaires offraient des garanties suffisantes concernant leur objet, leur caractère et aussi leur responsabilité : obligation, dès lors, et tout naturellement, de définir leur statut juridique. C'est ce qu'on a fait dès 1894 pour le crédit agricole (loi du 5 novembre), cependant que le grand projet sur la coopération en général persistait à ne pas aboutir ; c'est ce qu'on a fait ultérieurement pour le crédit maritime ; c'est ce qu'on a fait depuis la guerre pour les sociétés coopératives ouvrières de production, pour les coopératives de main-d'œuvre, pour le crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie, pour les sociétés coopératives de consommation.

Dans quelques hypothèses où le législateur ne s'est pas exprimé en termes suffisamment précis, le pouvoir réglementaire s'est chargé d'édicter lui-même les « conditions » que devraient remplir les groupements intéressés (décrets, circulaires, parfois même statuts-types) : et c'est ce qui s'est passé pour la coopération agricole ou maritime, autre que celle de crédit, pour les sociétés d'habitations à bon marché et,

avant la loi du 18 décembre 1915, pour les sociétés ouvrières de production (1).

En matière de législation coopérative, système unitaire ou, au contraire, système diversifié, chacun d'eux peut se défendre. Les mérites respectifs de l'un et de l'autre apparaîtront plus loin (2).

5. La lecture de ces textes épars donne l'impression d'un kaléidoscope. Quelquefois, concernant certains types d'organisations, ils créent des catégories juridiques toutes nouvelles (sociétés de crédit agricole ou maritime, de caution mutuelle, banques populaires). Mais ces types sont mal construits, leur plan est lâche, il y a entre eux des différences que l'on ne s'explique pas (3). L'insuffisance apparaîtra de l'œuvre accomplie jusqu'ici par le législateur, les lacunes étant dues — et elles sont des plus regrettables — à ce qu'il n'a pas su entreprendre l'effort nécessaire et total de construction. Pour citer un exemple délicat entre tous : la part sociale, spécialement celle qu'on s'obstine à appeler une « action », est forcément toute autre chose en coopération, à raison même du but poursuivi, que dans n'importe

1. Sans vouloir douter un seul instant de la compétence juridique des différents ministères desquels émanent ces textes, il est bon de rappeler, au point de vue des principes, que telle ou telle règle qui résulterait d'une pure interprétation imposée par les Bureaux, relativement à une question controversable d'après les lois en vigueur, pourrait être éventuellement soumise à l'appréciation des tribunaux.

2. V. la conclusion de l'ouvrage.

3. Cpr. *infra* n° 156.

quel autre genre de sociétés. L'« action de travail », dans les sociétés anonymes à participation ouvrière (cette participation étant organisée en coopérative de main-d'œuvre, loi du 26 avril 1917) ne présente aucunement le caractère qui constitue le critérium de l'action, au sens juridique de ce mot (1); dans les coopératives de consommation, la part d'associé a une originalité que l'esprit perçoit nettement, mais qui n'est que très imparfaitement reconnue par la législation positive; de même, dans les sociétés de crédit (2). De ces notions distinctives, que de conséquences à faire découler! Influence sur le système de répartition des pertes éventuelles entre les sociétaires, sur le nombre de voix à attribuer aux membres des assemblées générales, sur la composition du *quorum*, etc... Toutes ces déductions normales de l'idée coopérative elle-même, on peut s'appliquer, nous dira-t-on, à les fixer dans les

1. *Sic* : Houpin, 5^e édit., t. II, n° 1377-8. Malgré certaines restrictions conventionnelles admises par la jurisprudence, l'action est essentiellement cessible (consult. Lyon-Caen et Renault, 4^e édit., t. II, n°s 520 et suiv.; Thaller, 5^e édit., n° 610; Arthuys, 3^e édit., t. I, n° 203). Or, les actions de travail sont absolument intransmissibles, puisqu'aux termes de la loi elles doivent rester la propriété de la coopérative de main-d'œuvre, entité juridique greffée sur la société anonyme à participation ouvrière (loi 24 juillet 1867, art. 75, ajouté par la loi du 26 avril 1917). On remarquera que la même objection vaut toujours si l'on s'attache particulièrement, pour distinguer l'action, à la négociabilité du titre; celle-ci implique forcément cessibilité.

2. L'action et même toute part sociale consistant en une mise de fonds entraîne ordinairement attribution d'un « dividende », c'est-à-dire d'un bénéfice proportionnel à la somme d'argent versée (v. art. 1853 C. civ.).

statuts sociaux. Mais, d'abord, si les statuts ont été imprévoyants ? Ils ne sont pas toujours confectionnés par des personnes compétentes, et même, en cette matière si moderne et si compliquée, d'excellents juristes peuvent commettre des omissions, voire des erreurs. Au surplus, — et voici ce qu'il importe principalement d'observer, — les statuts ne sont pas toujours libres de faire jouer le mécanisme coopératif comme les principes l'exigeraient, ou bien encore il s'agit de questions pour lesquelles on ne peut qu'être incertain des solutions du droit commun : tout cela précisément à cause des réticences et des silences de la législation spéciale à telle ou telle catégorie de coopératives (1). Ces législations spéciales, considérées dans leur ensemble, sont essentiellement empiriques, — à cela nul reproche, la pratique des institutions devançant très souvent leur consécration légale, — mais on pouvait souhaiter beaucoup plus de cohésion entre ces diverses lois, une meilleure mise en forme de la matière juridique, une connaissance plus approfondie et, par conséquent, une reconnaissance

1. Ainsi, en matière de vote dans les assemblées générales, la loi du 7 mai 1917 sur les sociétés coopératives de consommation n'attribue très justement qu'une voix (art. 4) à chacun des sociétaires quel que soit le nombre des parts sociales dont il est titulaire. Mais si la coopérative est constituée, comme il est de plus en plus habituel, sous la forme anonyme, le *quorum*, la loi particulière étant muette sur ce point, devra être tantôt celui de la loi du 24 juillet 1867, tantôt celui de la loi du 22 novembre 1913 : en toute hypothèse, un *quorum* basé non pas sur le nombre des associés, mais sur le chiffre du capital social. Or, ceci est un contre-sens au point de vue coopératif. V. *infra* n^{os} 54 bis, 125, 145.

plus nette des principes directeurs du système coopératif, tels que la doctrine et l'observation des faits permettent maintenant de les formuler. Il n'en est pas ainsi. Comme on le verra plus loin dans notre seconde partie, si les lois spéciales édictent certaines prescriptions auxquelles doivent se conformer les organisations intéressées, et qui ne servent qu'à définir, — de façon, en fait, plus ou moins heureuse, — la nature économique de ces dernières, ces règles sont uniquement destinées à empêcher des groupements d'un tout autre caractère de profiter des avantages d'ordres divers prévus par lesdites lois (avances de l'Etat, etc). Ces règles constituent parfois des dérogations au droit commun, et sont accordées, soit par faveur aussi, en considération du but de la société (facilités de constitution pour les caisses de crédit agricole ou maritime, sociétés de caution mutuelle ou banques populaires), soit pour assurer l'accès de l'institution, en raison de son caractère d'utilité générale, aux personnes de toutes conditions (sociétés coopératives de consommation). Mais, quant au régime juridique à adopter par les organisations visées, ces lois — on le verra également — se contentent, en général, de renvoyer aux types du droit commun ; quelques-unes seulement ont créé un type nouveau, *sui generis* (caisses de crédit agricole ou maritime, sociétés de caution mutuelle et banques populaires). Les régimes entre lesquels ces institutions pourront opter ne sont d'ailleurs pas exactement les

mêmes pour toutes ; le choix est plus ou moins libre selon les lois qui y réfèrent : celles-ci, à cet égard, statuent sans aucun ordre et de la façon la plus arbitraire, car aucune raison plausible ne peut justifier de pareilles différences.

Une étude complète de la situation juridique des coopératives en France ne pourrait donc se limiter à l'examen des lois spéciales qui les concernent (il en serait tout autrement s'il s'agissait, par exemple, des sociétés de secours mutuels ou des syndicats professionnels, qui, respectivement, tiennent leur régime de leur seule législation propre). A part quelques dérogations au droit commun, — et nous y avons fait allusion, — la plupart des lois coopératives requièrent précisément l'application de ce droit commun ; notamment, elles laissent, dans son ensemble, subsister le système des sociétés à capital variable, tel qu'il est établi par la loi de 1867 : elles s'y réfèrent généralement en termes exprès et, les autres fois, tout au moins tacitement.

6. Il y a une jurisprudence déjà assez importante en matière coopérative. Les décisions judiciaires publiées jusqu'ici dans les recueils en font foi, d'autres aussi qui n'y ont pas été référées, du moins à notre connaissance, mais dont nous avons le texte entre les mains. Assurément les tribunaux n'ont pas encore été appelés à se prononcer sur toutes les questions, assez nombreuses déjà, controversées chez les auteurs, ni sur beaucoup d'autres qui surgissent également dans l'es-

prit dès qu'on examine à fond le mécanisme des coopératives. En fait, les instances judiciaires sont relativement très rares dans les milieux coopératifs : les intérêts qui pourraient être litigieux ne portent pas d'ordinaire sur des chiffres bien considérables ; d'autre part, les coopérateurs — cela tient aux sphères dans lesquelles ils se recrutent — ne sont pas habituellement des gens processifs.

Toutefois, comme nous l'avons dit, on a eu recours à la justice pour faire trancher un certain nombre de différends. Les annales nous montrent que si, en somme, les points litigieux ont été assez divers, c'est surtout en certaines matières qu'ont dû intervenir des décisions relativement nombreuses. Nous ne voulons pas ici multiplier les exemples. Toutefois, disons-le, c'est ainsi que, en dehors des questions d'ordre fiscal (il y a toute une jurisprudence du Conseil d'Etat au sujet de l'imposition de la patente aux sociétés coopératives de consommation), maints débats en justice ont porté sur l'étendue des droits des associés sortants, par suite de démission ou d'exclusion : reprise uniquement de l'apport, ou avec une part dans les réserves ? Et les solutions intervenues sont souvent contradictoires, du moins en apparence (1).

1. Cpr. Amiens, 22 novembre 1902 (*Rec. Amiens*, 1903, 12) ; Dijon, 2 décembre 1909, frères Mathieu c. *Société des Fondateurs réunis* ; Trib. civ. Douai, 25 mai 1910, Prévost c. *Société La Fraternité* ; Trib. civ. Rouen, 28 juillet 1913, Lawday c. *Société La Solidarité Sottevillaise* (ces trois décisions au *Dalloz* 1914, 2, 89, avec note de M. Percerou). Ces décisions s'expliquent, lorsqu'elles paraissent en sens inverse, par les différences de statuts et les circonstances particulières aux espèces.

Ainsi également des nullités ont été prononcées par un certain nombre de jugements ou arrêts : nullités de sociétés pour inaccomplissement des formalités constitutives (1), nullités de délibérations prises par des assemblées générales en violation des prescriptions de la loi, concernant soit des modifications aux statuts (2), soit des exclusions de sociétaires (3). Les nullités de sociétés engageant la responsabilité des fondateurs et administrateurs, ces personnes ont été condamnées aux dommages (4).

Il serait utile de mettre ces derniers exemples sous les yeux des coopérateurs dont un grand nombre s'imaginent qu'il n'y a pas, pratiquement, de sanction réelle à la constitution irrégulière de leurs sociétés. On dit quelquefois, c'est une manière de boutade, que si l'on examinait à la loupe la formation des sociétés, sans

1. Trib. comm. Lyon, 31 mai 1900, Liquid. judic. de la Société coopérative *La Ligue ouvrière économique* (Rev. d. Soc. 1900, 541) ; Trib. com. Tarbes, 17 juillet 1903, Société coopérative *La Pyrénéenne* (Rev. d. Soc., 1904, 173) ; Douai, 6 août 1903, Société *L'Etoile Lilloise* (Rev. d. Soc., 1904, 108) ; Trib. com. Laval, 1^{er} décembre 1908, Teucilide et autres c. *La Ruche Lavalloise* (D. 1910, 5, 31) ; Trib. com. Marseille, 6 décembre 1912, Frézol et autres c. Bœuf et autres (Gaz. comm. Lyon, 5 fév. 1913). V. aussi (motifs) : Trib. civ. Seine, 5 avril 1897, Violette c. *l'Avenir de Plaisance* (Journ. d. Soc. 1897, 326).

2. Bordeaux, 7 avril 1897, Société coopérative des Tailleurs de pierre c. Lacoste (Journ. d. Soc., 1897, 508) ; Trib. com. Angoulême, 23 oct. 1913, Fontanaud et autres c. Société coopérative d'épicerie de Ruelle (jugement qui a été confirmé par la Cour de Bordeaux, selon nos informations).

3. Trib. com. Seine, 21 avril 1897, et Paris 30 juin 1898, Sudre c. *La Constance* (Journ. d. Soc., 1898, 425).

4. Trib. com. Lyon, 31 mai 1900 ; Douai, 6 août 1903 (précités).

qu'il s'agisse particulièrement des coopératives, presque toutes seraient nulles. Il est certain que bien des sociétés fonctionnent pendant de longues années, tout en n'étant, juridiquement, que des sociétés de fait. C'est une erreur de croire, ainsi qu'il est fréquent chez les dirigeants de certaines institutions, que des pratiques vicieuses, légalement parlant, pourront, en recevant la consécration du temps, se perpétuer sans aucun péril : on s'endort ainsi dans une fausse sécurité, et le réveil peut-être désagréable (1). Toutefois, il faut le reconnaître, le souci des questions de droit et aussi l'obligation de répondre aux multiples demandes de renseignements, formées par des particuliers ou par des sociétés, ont conduit les organismes centraux de la coopération, dans les diverses fractions du mouvement, à se doter d'un « service juridique ».

7. Certains auteurs ont déclaré que la coopération était une institution économique et non une institution juridique (2).

Cette affirmation a été, à notre sens, réfutée comme il convenait par M. Vivante. « Je ne connais pas, dit-

1. Témoin l'« accident » arrivé au syndicat agricole de Consenvoye : Cassation, ch. crim., 29 mai 1908 (D. 1909, 1, 25, note de M. Salmon-Legagneur). V. notre étude précitée (extraite du *Bulletin de la Société de législation comparée*).

2. On a souvent cité, dans ce sens, l'opinion de Mancini (rapport au Sénat italien en 1877, lors de la préparation du Code de commerce). V. également Zammarano, *l'Intrapresa delle assicurazioni*, p. 21 ; Gobbi, *Cooperazione e codice di commercio*, p. 11 ; Valenti, *l'Associazione cooperativa*, p. 276.

il, d'institutions économiques ayant une importance pratique dans la vie, auxquelles manque un ensemble de normes juridiques : le droit ne manque jamais là où il y a des droits et des obligations à régler. La raison que donne M. Valenti de son assertion est étrange. Selon lui, le droit ne peut régler que les rapports initiaux, formels, statiques, mais non les rapports fonctionnels et dynamiques ; et comme la coopération, à son avis, a un caractère exclusivement fonctionnel, elle ne peut trouver place dans le droit. Mais la science du droit ne peut se résigner à cette décapitation : elle sait et peut régler les rapports humains aussi bien à leur moment initial que dans toutes les phases de leur développement. Est-ce que, peut-être, le droit règle les contrats d'achat-vente, de compte-courant, d'assurance mutuelle, seulement lors de leur conclusion ? Est-ce que le droit ne les suit pas dans leur fonction, dans toutes les relations multifformes qui s'expliquent par ce rapport initial pour les conclure, pour les résoudre, pour les annuler ? » (1)

De son côté, notre éminent et regretté maître M. Thaller parle très exactement de ce qu'il nomme « la conception juridique de la coopération » (2). Sa définition se réfère en termes très concis au mode répartitif que, plus loin, nous décrirons et discuterons d'une façon

1. Vivante, *Trattato di diritto commerciale*, II, n° 634, note 4.

2. Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, 5^e édit., n° 787.

serrée, permettant de dégager nettement ce qui constitue le principe essentiel de toute coopérative, lequel peut se résumer ainsi : avantage économique proportionné, pour chaque participant, à son chiffre d'opérations ou de travaux avec la société (1).

Principe d'intérêt purement économique, dira-t-on. Non : principe aussi d'ordre juridique, et ayant une portée dominante.

La preuve peut en être fournie surabondamment :

Et d'abord la consécration légale qu'il a reçue dans différents pays, en France notamment (2). C'est son application qui conditionne les dérogations au droit commun, les dispositions spéciales consenties aux organisations intéressées.

D'autre part, n'est-ce pas l'existence de ce principe qui, mettant en cause les notions de bénéfice, de profit, de but lucratif, constitue l'élément capital, disons même l'aliment substantiel de toutes les discussions engagées sans cesse et partout sur l'assujettissement des coopératives à telle ou telle mesure fiscale ? (3)

N'est-ce pas, précisément aussi, le système distribu-

1. V. *infra* n^{os} 49 et 57.

2. V. *infra* n^{os} 84, 122 et suiv.

3. Qu'on veuille bien s'en rapporter, pour en juger complètement, aux annales parlementaires, en ce qui concerne, par exemple, la question de la patente, de l'impôt sur le revenu, sur les bénéfices commerciaux, etc. Dans les pays étrangers, controverses du même genre, à chaque instant, au sujet des prétentions du fisc. La bibliographie, sur cette matière, est énorme ! Nous renonçons à l'aborder ici. Il n'y aurait lieu de le faire que dans une étude spécialement pour objet cet ordre particulier de questions.

tif caractéristique de la coopération qui, là où le législateur ne s'est pas suffisamment exprimé sur le régime spécifique de ces institutions, entraîne l'incertitude sur la nature juridique du groupement établi, sur la question de savoir s'il est civil ou commercial, etc. ? (1).

En somme, pour en revenir à la juste observation de Vivante, les institutions coopératives ont une vie juridique. Tant en vertu de la loi que de leurs statuts propres, des conditions générales de droit ou des règles spéciales dont seul peut rendre compte leur fonctionnement économique président à leur naissance, à leur existence, à leur disparition, à leurs métamorphoses (par voie de transformation ou de fusion).

Chose extrêmement frappante : les mêmes problèmes, et ce sont les plus troublants, se posent dans les divers pays et y sont ardemment discutés, quelles que soient les différences de législation, différences qui sont parfois des divergences profondes (2). Parmi ces problèmes, la

1. Et ces problèmes sont toujours débattus, même dans les pays où les textes légaux semblent suffisamment clairs, ainsi en Italie (Vivante, Vidari, Manara, Gobbi, Bolaffio, Rodino, etc.). Sur le point de savoir si, en France, les coopératives de consommation tout spécialement étaient, avant la loi du 7 mai 1917, des *associations* (l. 1^{er} juillet 1901, art. 1^{er}) ou des *sociétés* (C. civ. art. 1832 ; l. 24 juillet 1867, art. 48 et suiv.), v. notre rapport précité au Congrès juridique international de Bruxelles. La discussion sur ce sujet n'est d'ailleurs pas close, la loi de 1917 n'interdisant pas aux coopérateurs d'adopter, s'ils le veulent — et s'ils le peuvent — d'autres formes légales que celles prévues par elle (rapport de M. le sénateur Chéron).

2. Sur cette diversité, v. plus loin (deuxième partie) le tableau du droit positif actuellement en vigueur.

notion de la « personnalité juridique » dont est douée la coopérative joue un rôle éminent, avec des corollaires parfois énigmatiques et sujets à de vives controverses. Dans la mesure où la coopérative s'extériorise, c'est-à-dire dans ses rapports avec les tiers, point de différence entre elle et tout autre groupement pourvu de la personnalité. Mais la coopérative, en raison même de son objet, est en relations constantes avec ses propres membres, elle traite ses opérations avec eux. Le coopérateur a une double qualité : d'un côté, c'est un associé ; de l'autre, il est le client ou, s'il s'agit d'une coopérative de production, l'ouvrier de sa société. Ce simple fait peut être fort gros de conséquences (1).

Il y aurait à écrire toute une philosophie juridique de la coopération. Philosophie, d'ailleurs, à but très réaliste. Car les notions que nous nous bornons à esquisser ici ont, suivant qu'on les fait jouer ou qu'on les méconnaît, suivant qu'on leur attribue telle ou telle portée, un effet direct, positif ou négatif, sur les solutions à apporter à des questions d'ordre pratique. C'est ce que savent bien ceux dont l'attention est appelée sur les nombreuses difficultés d'application juridique avec lesquelles les coopérateurs sont journellement aux prises. La jurisprudence elle-même offre quelques exemples de l'ordre pratique dont nous venons de par-

1. Nous venons de dire que le coopérateur apparaît en deux qualités distinctement : c'est le point de vue juridique. On verra qu'au point de vue économique c'est en trois qualités qu'il faut le considérer (n° 48).

ler. Dans combien d'autres cas les solutions varieront-elles, selon qu'en présence des notions délicates que nous avons évoquées ci-dessus on prendra position dans un sens ou dans l'autre ! Ce n'est pas ici le lieu de multiplier les déductions possibles de ces grandes conceptions juridiques. Quelques illustrations seulement suffiront de ce qu'on vient d'avancer.

Ainsi, la coopérative étant représentée comme une personne morale, s'interposant entre les tiers à qui, par exemple, elle achète, et ses propres membres à qui elle cède les objets achetés, de là il n'y a pas loin à conclure au caractère commercial de l'entreprise, même quand elle se refuse à servir d'autres que les sociétaires (1).

En ce qui concerne le double caractère que revêt le coopérateur, les règles à appliquer seront différentes suivant qu'il y aura lieu de considérer celui-ci en sa qualité d'associé ou en sa qualité de client ou de travailleur. Nous voyons, en effet : dans la coopérative de consommation, le sociétaire-acheteur ; dans la coopérative d'habitation, le sociétaire-locataire ou cession-

1. Dans ce cas, la jurisprudence française est à peu près unanimement opposée à cette manière de voir, parce qu'elle fait intervenir, comme critérium de la commercialité, l'intention chez les associés de réaliser un bénéfice par la revente au public. V. toutefois : Conseil d'Etat, 26 janvier 1895 (D. 1896. 3. 8 ; S. 1897. 3. 29) ; cpr. Hauriou, note sous C. d'Etat, 24 janvier 1897 (S. 1899. 3. 17) ; Thaller (*Annales de dr. comm.*, 1895, 187). Dans le sens indiqué en notre texte, la plupart des juristes italiens (aussi Cass. Rome, 13 janvier 1898, aff. Piazza, S. 1899. 4. 21).

naire ; dans la coopérative de production, le sociétaire-ouvrier ; dans la coopérative de crédit, le sociétaire-emprunteur. Le coopérateur sera pris en sa qualité d'associé lorsqu'il s'agira de l'application des clauses qui constituent intrinsèquement le pacte social (1). Il sera pris, au contraire, en sa seconde qualité lorsqu'il s'agira, par exemple, dans une coopérative de production, de tirer les conséquences du contrat de travail qui existe entre la société et ceux de ses membres lui fournissant effectivement leurs services (2) ; quand il s'agira, dans une coopérative d'habitations à bon marché, d'établir la responsabilité du propriétaire et du constructeur vis-à-vis du locataire et de faire jouer, en cas de cession, la garantie des vices cachés (3) ; lorsqu'il s'agira, à l'égard

1. V. Paris, 12 janvier 1909, *Société la Foncière du Gaz* c. Marchal (*J. d. Soc.*, 1910, 358) ; Trib. civ. Seine, 8 décembre 1909, *Société coopérative des Replanisseurs de la Seine* c. Soubeyrol (*R. d. Soc.*, 1911, 124) (incompétence de la juridiction prud'homale quand un litige entre une société coopérative de production et un ouvrier associé soulève une question d'interprétation des statuts).

2. Application de la législation sur les accidents du travail : Trib. civ. Seine, 27 février 1903, *Foisneau* c. *Compagnie des Cochers parisiens* (*R. d. Soc.*, 1903, 379) ; Paris, 12 juillet 1910, *Serayet* c. *Société coopérative les Chauffeurs de la Seine* (*Rec. Accidents du Travail*, nov. 1911, 152) ; Cass., req., 6 janvier 1914, *Société coopérative des Cochers* c. *Raymond* (D. 1917. 1. 1). Sur un autre sujet, l'exercice de la faculté de grève, un tribunal, ayant à rechercher si certains ouvriers employés par une coopérative étaient réellement associés à l'entreprise, déclare, dans les motifs de son jugement, que « le fait de se mettre en grève révèle la qualité acceptée d'ouvriers, incompatible avec celle de sociétaires » (Trib. civ. Saint-Etienne, 10 juin 1901, *Société la Mine aux mineurs de Monthieux*, *R. d. Soc.*, 1901, 445).

3. Trib. civ. Seine, 16 juin 1913, *Berger et Romain* c. *Vermare et la Foncière du gaz* (la Loi, 9 octobre 1913).

d'une coopérative de consommation, d'appliquer les règles contenant la vente au détail de certaines marchandises (1) ou destinées à protéger les acheteurs contre la fraude (2). Il est facile d'apercevoir comment, pour conduire à la distinction qui vient d'être indiquée, peut intervenir ici encore la notion de la personnalité de la société coopérative (3).

1. Cass. crim., 27 novembre 1880, Billoré, gérant de l'*Union de prévoyance* de Noisiel c. Contributions indirectes (*J. d. Soc.*, 1881, 10); Paris, ch. corr., 17 novembre 1887, *Société de prévoyance et Syndicat des Pharmaciens de la Seine* c. Delorme, président de la Société de consommation la *Revendication* de Puteaux (*R. d. Soc.*, 1888, 184); Cass. civ., 22 avril 1901, *Syndicat des Pharmaciens de la Loire-Inférieure* c. Société de consommation de Trignac (*D.* 1905. 1. 474; *R. d. Soc.*, 1901, 279).

2. Application de la loi du 1^{er} août 1905 : Trib. corr. Bourg, 25 novembre 1908 (*la Loi*, 19 décembre 1908).

Toute la question est, en effet, de savoir si une coopérative de consommation, en livrant des marchandises à ses membres, effectue entre eux une simple répartition, ou si elle fait acte de vente. La décision que nous venons de rapporter, ainsi que celles citées à la note précédente, considère que, juridiquement, il y a vente. *Contra*: Trib. simple police Toulouse, 31 mai 1913, P... et N..., c. Société coopérative toulousaine (*Gaz. des Tribunaux*, 16 août 1913) (non application d'un arrêté municipal réglementant le poids et le prix du pain).

La même question se pose — et requiert, en conséquence, exactement la même solution — en ce qui concerne les sociétés coopératives d'habitation. Il a été jugé qu'une telle coopérative, lorsqu'elle fait attribution à ses membres des maisons construites, accomplit un acte non de partage, mais de vente (Cass., Rome, 26 mars 1896, *Cooperativa Genovese* c. *Finanze*, in *Foro italiano*, 1896, col. 1077) (arrêt critiqué par Rissetti, *Foro*, loc. cit., et par Rodino, *Giurisprudenza italiana*, 1896, 1, 566). Dans le même sens : Trib. civ. Seine, 16 juin 1913, précité.

3. Cette idée est en effet exprimée dans les motifs de quelques-unes des décisions ci-dessus mentionnées (ainsi : Trib. civ. de la Seine, 27 février 1903; Paris, 12 juillet 1910; Cass. req., 6 janvier 1914; Trib. civ., 16 juin 1913; Cass. civ., 22 avril 1901). Celles qui n'y font pas

Nous disions que, malgré la diversité des systèmes législatifs nationaux, ces grands problèmes se trouvent posés et sont controversés en tous pays dans les mêmes termes (1). Pourquoi? C'est que : 1° il s'est formé entre les peuples, malgré les différences de tempérament ou de tournure d'esprit, un fonds commun de grandes idées juridiques; 2° les théories les plus abstraites du droit moderne sont mises rigoureusement à l'épreuve dès qu'on les confronte avec l'essence et le mécanisme propres à la coopération, dont les principes — sous réserve des déviations parfois constatées en fait — sont universellement les mêmes et ne

allusion s'en inspirent peut-être cependant, encore qu'à notre avis il ne soit point nécessaire d'invoquer la personnalité de la société pour expliquer la double qualité juridique du coopérateur (Cf. *infra*, n° 43, *in fine*).

1. Quelques références, dans les notes ci-dessus, l'ont indiqué pour l'Italie. Prenons un autre exemple, mais dans un Etat où le droit positif est d'origine toute différente. Ouvrons au hasard la collection (pour nous d'avant-guerre) du *Konsumverein*, organe de l'Union centrale des Sociétés autrichiennes de consommation. Le numéro du 20 septembre 1911 relate, en le discutant, un arrêt de la Cour de justice administrative d'Autriche (*Verwaltungsgerichtshof*), du 23 janvier de la même année : il s'agissait de savoir si une coopérative de consommation était tenue d'opérer, en faveur de son personnel, des versements à une caisse d'assurance-maladie, cette obligation étant imposée par la loi aux entreprises industrielles et commerciales. Le ministre de l'Intérieur s'étant prononcé dans le sens affirmatif, pourvoi de la société contre cette décision. Arrêt de rejet, dont l'argumentation, très explicite, roule sur la conception de la personnalité juridique de la coopérative (*der Konsumverein als juristische Person*), exclusive de toute copropriété (*Miteigentum*) entre les membres, sur la notion de vente aux sociétaires (*verkauft an seine Mitglieder*), ainsi que sur la nature du bénéfice poursuivi (*Erzielung eines Gewinnes*).

sauraient varier d'un rivage à un autre (1). Il ne s'agit certes pas, quand on fait la théorie de la coopération elle-même, de rester figé dans des formules, et le mouvement coopératif, comme son histoire déjà le montre, ne saurait être esclave des conciles : essentiellement vivant, il est susceptible de faire, dans ses manifestations concrètes, apparaître des changements et des transformations, de procéder à certaines adaptations en raison du milieu et des circonstances ; de même, dans une société ou un groupement quelconque, on modifie le règlement intérieur ou même les statuts, mais sans vouloir toucher à ce que l'on considère comme les bases essentielles de l'organisation. Or, à moins de vouloir baptiser carpe un lapin, il serait d'une mauvaise méthode, et par surcroît totalement inutile, car on ne parviendrait pas à donner le change, d'appeler coopération autre chose que ce qui est véritablement la coopération ; celle-ci, ayant une fonction économique propre, se reconnaît à certains caractères, nécessairement impliqués par cette fonction même, et

1. Exemple, une règle sur laquelle nous reviendrons plus tard : l'unicité du vote dans les assemblées générales (une voix par sociétaire, quel que soit le nombre de ses actions) (*infra*, n° 54). Si la pratique fait constater parfois des manquements à cette règle, celle-ci découle si bien de la nature économique des institutions coopératives que les représentants les plus qualifiés de ces organisations l'ont proclamée en toutes circonstances (ainsi au VII^e Congrès de l'Alliance coopérative internationale tenu à Crémone en 1907 : v. les rapports de M. Bertrand, pour la Belgique, et de M. Høegsbro, pour le Danemark, dans le *Vademecum* du Congrès, p. 65 et 131).

qui ne sauraient, par conséquent, dépendre ni du temps ni du lieu (1).

Ainsi, la coopération, institution toute moderne, prend une place de plus en plus considérable dans la science du droit.

En dépit des défectuosités des lois en vigueur, avec, de temps à autre, des interventions plus ou moins heureuses de la jurisprudence, et grâce aux efforts conjugués de la doctrine et de la pratique, on peut dire que, partout, un *droit coopératif* s'élabore.

8. Les considérations qui précèdent font apercevoir combien ce droit est complexe et touffu.

La matière, traitée à fond et dans tous les détails, de façon à intéresser à la fois le théoricien et le praticien, comporterait plusieurs volumes. Il n'existe encore aucun ouvrage complet de cette nature.

La législation française concernant les coopératives étant très fragmentée et correspondant, dans ses diverses parties, à tel ou tel type d'organisation, des études monographiques se conçoivent parfaitement. On ne peut pas cependant commencer par là. Toutes ces monographies présupposent, en effet, la connaissance approfondie du régime des sociétés à capital variable, régime auquel renvoient, expressément ou au

1. Ceci est si vrai que c'est précisément la connaissance de ces principes et de ces caractères, uniformes partout, qui permet, dans tel ou tel pays, de critiquer le système légal appliqué aux coopératives. V. ce que nous disons plus loin, notamment au sujet des lois italienne et allemande, n° 39 (*in fine* et en note).

moins tacitement, les différentes lois spéciales. Le mécanisme de ces sociétés est très délicat, et d'autant plus difficile à manier que les textes, à son endroit, sont restés, depuis 1867, d'une imprécision notoire ; et, sur ce mécanisme, pas plus que le législateur, la jurisprudence n'a, jusqu'à présent, projeté une grande lumière. L'effort de la doctrine est donc, en cette matière, particulièrement méritoire et peut donner à la pratique des indications d'une utilité appréciable (1).

Hâtons-nous de dire que ce n'est pas un commentaire de cette nature que nous entreprenons ici.

Nous nous proposons de faire un exposé synthétique des lois spéciales aux différentes catégories de coopératives, en les envisageant uniquement dans leurs rapports avec les principes mêmes de la coopération. A ce point de vue, on constatera entre elles un manque d'homogénéité vraiment extraordinaire. Nous signalerons le même défaut en ce qui concerne les formes juridiques dont elles entendent revêtir les institutions auxquelles elles s'intéressent.

Il va de soi que nous ne saurions donner utilement ce tableau synthétique si nous ne le faisons précéder de la recherche approfondie des traits caractéristiques de la coopération. Il n'y aura pas lieu de s'étonner de

1. Les ouvrages de droit commercial consacrent un chapitre à cette « modalité » — c'est le mot que l'on emploie — du régime des sociétés, et, dans les recueils, quelques notes sous des arrêts, s'en occupent également.

la part prise dans ce travail et de l'étendue matérielle occupée dans ce volume par les considérations d'ordre économique. Nous n'oublions pas que notre but, c'est d'examiner la législation en vigueur. Mais, comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, les notions économiques et les notions juridiques sont inséparablement liées en matière de coopération. Il conviendra donc de marquer le rôle des institutions coopératives et de les ordonner.

La grande variété de ces institutions, parfois une opposition marquée entre elles, — non seulement opposition de tendances, mais antagonisme irréductible en raison de leur mode d'activité pratique (ainsi entre les sociétés de consommation et les sociétés de production), — rendent plutôt malaisée une étude dans laquelle on se propose de les englober toutes. Nous la risquons cependant, puisque, malgré les différences, les germes de discorde et même les luttes réelles, ces organisations sont toutes qualifiées de « coopératives », et puisque, au surplus, nous avons en France, les concernant, un ensemble de lois, qu'il est bon de comparer entre elles.

En résumé, le présent livre n'a qu'un but modeste, mais non pas, peut-être, sans utilité : servir d'introduction à ce que nous avons appelé plus haut le « droit coopératif ». On ne trouvera ici, pour employer un terme usité surtout autrefois, que des *prolégomènes*. A d'autres, — et peut-être à nous-même, — d'offrir à la

coopération, pour lui rendre service, les ouvrages juridiques que son importance et sa valeur lui méritent.

9. Plan. — Cette étude comprend deux divisions :

Première partie. — Principes et définition de la coopération.

Deuxième partie. — Exposé synthétique des lois concernant les coopératives.

PREMIÈRE PARTIE

PRINCIPES ET DÉFINITION DE LA COOPÉRATION

10. Acceptions générale et spéciale du terme « coopération ». — Le mot « coopération » a un double sens.

D'abord une signification large. « Coopérer » veut dire « travailler avec » (*operari cum*). Plusieurs termes, d'une basse latinité, il est vrai, — *cooperatio*, *cooperarius*, *cooperator*, *cooperativus*, — exprimaient cette notion très générale de collaboration. Dans toute société, il y a, pourrait-on dire, coopération, en prenant alors ce mot dans son sens très large.

Il est, du terme « coopération », une autre acception, celle-ci plus étroite et d'ordre technique, toute moderne, d'ailleurs. La *coopération* est un mode d'organisation par lequel, pour pourvoir eux-mêmes à l'un quelconque de leurs besoins économiques, tels que consommation, travail, crédit, les intéressés se concertent entre eux et agissent en commun. On réserve le nom de *sociétés* ou d'*associations coopératives* (par abréviation le nom de

coopératives tout court) aux groupements qui présentent ce caractère économique (1).

Il y a lieu, d'ailleurs, de signaler dès maintenant que, pour caractériser les institutions dites coopératives, la notion formulée ci-dessus est encore assez vague. Nous n'avons entendu la donner pour le moment qu'à titre d'indication, et certes nous venons ainsi de serrer déjà l'acception du terme « coopération », qui appartient spécialement au langage de l'économie sociale. Ce terme, du reste, est passé dans la langue juridique, ainsi qu'on le verra au cours de la présente étude.

La définition précédente n'a donc été donnée que sous bénéfice de précisions ultérieures. Ne peut-on pas la

1. Au point de vue terminologique, il convient de faire une remarque analogue sur la double acception du mot *Genossenschaft* en droit germanique. Ce terme est employé, au sens large, pour désigner une *Körperschaft* (corporation), c'est-à-dire un groupe organisé, une entité juridiquement distincte des personnes physiques qui la composent. Toutefois on entend spécialement, par *Genossenschaft*, ce que nous appelons une « société coopérative ». *Genossenschaftsgesetz* veut dire : loi sur les coopératives (cf. loi allemande du 1^{er} mai 1889 ; loi autrichienne du 9 avril 1873 ; Code fédéral suisse des obligations, titre XXVII). C'est bien aussi la même signification particulière que le mot *Genossenschaft* a prise dans le langage courant : ainsi *Konsumgenossenschaft* (coopérative de consommation), *Produktivgenossenschaft* (coopérative de production), etc. — Consult. le grand ouvrage de Gierke, *Rechtsgeschichte der deutschen Genossenschaft*. Dans ce titre, le mot *Genossenschaft* est employé *lato sensu* ; *das deutsche Genossenschaftsrecht* signifie, non pas le droit « coopératif », mais « le droit corporatif allemand ». Le même auteur a été obligé, cependant, de faire rentrer dans son œuvre l'étude de la *Genossenschaft* au sens légal, c'est-à-dire étroit, du terme (*op. cit.*, p. 1030 et suiv.). Cpr. la classification coopérative de Gierke, *infra*, n° 15, en note.

considérer à la fois comme trop rétrécie d'un côté et, de l'autre, comme trop lâche ? En effet, pour mériter l'appellation de coopérative, un groupement sera-t-il tenu de limiter son champ d'activité, par la prestation aux associés seulement des services en vue desquels il a été fondé ? D'autre part, suffira-t-il que ce groupement ait été créé, puis qu'il fonctionne entre ceux-là mêmes qui sont intéressés à recevoir ces prestations de services (consommateurs dans le cas d'une société distributive, ouvriers dans le cas d'une société de production ou de travail, etc.) ? En d'autres termes, pour reconnaître qu'il y a coopération, ne faudra-t-il pas exiger l'application d'un principe capital, d'une règle essentielle, quant à la détermination de l'avantage que les coopérateurs pourront trouver dans l'entreprise, quant à l'affectation ou répartition éventuelles des excédents sociaux ?

La recherche du critérium coopératif s'impose pour nous dès maintenant ; car c'est la considération de ce critérium qui dominera les développements d'ordre juridique formant l'objet du présent ouvrage.

Nous ne parviendrons, d'ailleurs, à faire nettement ressortir ce principe fondamental de la coopération qu'après avoir fourni un tableau d'ensemble de nos institutions, suivant le genre d'activité qu'elles se peuvent proposer. Pour que ce tableau soit ordonné d'une façon méthodique, il convient de procéder d'abord à l'examen approfondi des classifications auxquelles ont donné

lieu les espèces très diverses de coopératives. Nous montrerons ensuite les alliages que peut subir la coopération. Ceci fait, et après avoir expliqué comment les théoriciens ont tenté, au moyen de diverses formules, de caractériser les groupements coopératifs, nous pourrions déterminer le critérium véritable de ces institutions. Enfin, ayant ainsi dégagé ce qui constitue l'élément spécifique de la coopération, nous ferons voir que l'application de certaines règles, considérées comme nécessaires à nos institutions, n'est que la conséquence rationnelle et pratique du principe essentiel qui inspire, qui domine et qui, seul, distingue les groupements dont nous nous occupons.

CHAPITRE PREMIER

CLASSIFICATIONS COOPÉRATIVES

11. Depuis près d'un siècle (1), on range sous le nom de coopératives des institutions en réalité très diverses par leurs fins et, en même temps, très différentes dans leur fonctionnement.

§ 1. — Classifications tripartites.

12. **Division ancienne.** — Une classification traditionnelle répartit ces institutions en trois groupes principaux : les coopératives de consommation, les coopératives de crédit et les coopératives de production (2). Cependant beaucoup d'autres organisations, créées pour des fonctions infiniment variées, peuvent être présentées comme des types coopératifs. Par exemple, ce sont les coopératives d'habitation. Ce sont,

1. La formation d'une « *Co-operative and Economical Society* » fut entreprise à Londres en 1821 (Catherine Webb, *Industrial Co-operation*, p. 54).

2. C'est là la classification la plus ancienne. V. Baudrillart, *Éléments d'économie rurale, industrielle, commerciale* (Paris, 1867), p. 312.

en Italie, les associations de *braccianti*, ouvriers qui offrent leurs « bras » pour l'exécution de travaux divers, notamment de travaux publics : ce ne sont là, strictement, que des coopératives de main-d'œuvre, à objet tout différent de celui des entreprises, industrielles ou agricoles, de production en commun. Signalons encore, en Allemagne surtout, les sociétés entre artisans ou entre cultivateurs pour l'achat de matières premières, d'engrais ou d'instruments, pour l'emmagasinement ou la vente des produits établis par chaque membre individuellement, pour la location de machines aux coopérateurs. On a donc pu se demander à quelle catégorie de coopératives devait être apparenté tel ou tel de ces groupements (1).

13. Classification de M. Cauwès. — La difficulté, lorsqu'on cherche à faire figurer les différentes formes de coopération en un cadre susceptible de les comprendre toutes dans un ordre logique, provient évidemment de leur extrême variété. On a tenté cependant ce classement, et l'on a présenté, des coopératives, un tableau plus rationnel et plus complet, également tripartite. Dans ce tableau nos institutions se trouvent ainsi réparties : 1^o les sociétés ayant pour but de procu-

1. Observons, d'ailleurs, que, tout en adoptant la division en coopératives de production, de consommation et de crédit, des auteurs, même déjà anciens, se sont gardé d'omettre une énumération plus complète. Ainsi on parlait « d'autres types ou sous-genres » (Baudrillart, *loc. cit.*), mais on rattachait bien peu méthodiquement ces « sous-genres » aux genres.

rer les objets de consommation personnelle ou bien l'habitation ; 2° les sociétés « dont le but collectif est seulement de faire avoir aux sociétaires les ressources nécessaires à l'exercice d'une industrie de production individuelle (sociétés pour l'achat des matières premières et de l'outillage, etc., sociétés de magasinage, de crédit) » ; 3° les sociétés de production collective « aux risques et pour le compte de la communauté » (1).

Cette classification a le mérite de la clarté ; on peut l'admettre, mais sous réserve de quelques observations :

1° Remarquons, d'abord, qu'elle fait rentrer dans une même catégorie les sociétés qui ont pour objet l'habitation et celles qui fournissent des articles de consommation. Ce rapprochement ne prête à aucune critique. Il n'y a qu'une différence de durée entre la « consommation » d'une maison et celle d'un kilo de café ou d'un vêtement (2). Cependant, par « société de consommation », l'on entend spécialement celle qui a pour principal objet la consommation alimentaire (3), encore que bien souvent elle procure à sa clientèle des vêtements, des articles de ménage, etc. D'autre part, quant aux sociétés de construction, il faut noter que

1. P. Cauwès, *Cours d'économie politique*, 3^e édit. t. III, n° 931, p. 295.

2. Sur la comparaison entre les deux modes de consommation, v. J.-B. Say, *Traité d'économie politique*, 5^e édit., t. III, p. 3 ; Baudrillart, *op. cit.*, p. 313 ; Piernas Hurtado, *El movimiento cooperativo*, p. 26.

3. Cf. Baudrillart, *op. cit.*, p. 323.

deux types très distincts peuvent exister : *a*) la société d'habitation ayant pour but de procurer des logements à ses membres joue, en effet, économiquement, le même rôle que la coopérative de consommation (1) ; *b*) mais une société pourrait être constituée entre ouvriers du bâtiment à l'effet de construire pour vendre ou pour louer au public : en ce cas, le rapprochement serait possible non plus avec la société de consommation, mais avec la société de production ou de travail (2).

2°. Dans la division tripartite que nous venons de mentionner en dernier lieu, on fait rentrer précisément les différents types qu'on ne pouvait guère introduire d'une façon logique dans la classification traditionnelle, trop simpliste, c'est-à-dire les sociétés pour l'achat de matières premières, d'outils ou de machines, sociétés d'emmagasiner, etc. On crée donc, très exactement, une classe particulière dans laquelle se trouvent réunis ces divers groupements. Leur objet ne permet pas de les faire figurer dans la catégorie des sociétés de consommation, car ces dernières sont organisées précisément pour la consommation définitive des choses, tandis que les premières ne sont que des annexes de la

1. Peu importe d'ailleurs, à ce point de vue, qu'il s'agisse d'acquérir la maison, l'appartement, ou de les prendre à bail.

2. Même remarque en ce qui concerne les boulangeries ou les boucheries coopératives, qui peuvent être des sociétés de consommation ou des sociétés de production selon qu'elles sont dirigées par les consommateurs pour les consommateurs ou qu'elles sont uniquement entre les mains de professionnels pour la vente au public.

production industrielle ou agricole entreprise par chacun des associés (1). D'autre part, c'est avec raison aussi que l'on ne confond pas avec les sociétés de production *collective* ou de travail *en commun* ces sociétés qui n'ont pour but, économiquement, que d'aider à l'exercice *individuel* de la profession (industrielle ou agricole) de leurs membres (2). Nous ajouterons que les sociétés coopératives de *crédit* ont une fonction analogue, et, on l'a vu, le système que nous exposons n'en fait très justement qu'une subdivision de la catégorie où se trouvent rangées, à côté d'elles, les sociétés d'achats de matières premières pour la profession individuelle des coopérateurs.

Nous venons de justifier, dans la mesure qui conve-

1. La distinction entre les coopératives de consommation proprement dites et les sociétés d'achats de matières premières entre artisans, ou les syndicats agricoles pour la fourniture des engrais à leurs membres, correspond à la distinction faite par les économistes entre ce qu'ils appellent la consommation « improductive » et la consommation « productive » (V. John-Stuart Mill. *Principes d'économie politique*, livre I, chap III, § 5, trad. de Dussard et Courcelle Seneuil, 3^e édit., Paris, 1873, t. I). Comp. Courcelle Seneuil, *Traité d'économie politique*, t. I, p. 126.

C'est donc bien à tort que la loi allemande du 1^{er} mai 1889 appelle les sociétés d'achats de matières premières utiles à l'agriculture des « sociétés agricoles de consommation » (*landwirtschaftliche Konsumvereine*). Dans notre sens : Schulze, *Die Genossenschaften in einzelnen Gewerbszweigen*, p. 200.

2. A. Marshall (*Principles of Economics*, 3^e édit. t. I, p. 210) fait justement observer, à son tour, que ces associations, qui ont pour objet « l'économie de l'effort dans certaines branches d'affaires » relèvent plutôt de la *production* que de la *consommation*, mais nous venons d'indiquer pourquoi, comme le fait la classification tripartite dont nous nous occupons, il y avait lieu de distinguer ces associations des sociétés de production proprement dites.

nait, la reconnaissance d'une catégorie de coopératives — les sociétés d'achats industriels ou agricoles et les sociétés de crédit — comme groupe distinct tant de la coopération de production que la coopération de consommation. Cette classification marque ainsi une séparation qui est très nette, en effet, quant à l'objet poursuivi par ces institutions sur le terrain économique. Toutefois, s'il est vrai, économiquement, que le groupe dont il s'agit comprend des associations contribuant après tout, quoique indirectement, à l'exercice d'entreprises de *production* basées sur le *profit*, on doit cependant observer que ces dernières, à un autre point de vue, c'est-à-dire en tant qu'elles ont pour but de fournir aux associés des matières premières ou du crédit à bon marché, rendent à leurs membres un service rappelant singulièrement les avantages procurés par les sociétés coopératives de *consommation* à leur clientèle (1).

1. Voilà pourquoi on fait parfois rentrer dans la catégorie des coopératives de consommation les sociétés de « consommation » dite « industrielle » (ainsi Piernas Hurtado, *op. cit.*, p. 22). C'est aussi ce qui explique l'expression — critiquée ci-dessus — de la loi allemande : *landwirtschaftliche Konsumvereine*. D'autre part, les caisses de crédit se proposent notamment de concéder à leurs membres ce que l'on appelle précisément, dans la langue juridique, des « prêts de consommation » (v. Code civil, art. 1892) : et cette expression s'applique indifféremment aux cas où le prêt est destiné à une consommation « industrielle » ou à un usage absolument improductif.

En somme, ces différences de classification proviennent de la diversité des points de vue auxquels on peut se placer pour distinguer les coopératives.

14. Cette dernière observation d'ailleurs nécessite elle-même une remarque. C'est que le fait qui vient d'être mentionné, — à savoir la similitude de mécanisme entre les sociétés d'achat, quelles qu'elles soient, qu'il s'agisse pour elles de fournir à leurs membres des matières premières ou des objets de consommation, — ne constitue pas un critérium économique susceptible de les rapprocher les unes des autres pour les opposer aux sociétés de production proprement dites (production en commun). Dans toutes les formes que peut prendre la coopération (que ce soit pour la production, pour la consommation, pour le crédit), la *répartition des excédents sociaux* s'opère suivant un même principe, quelque différentes que puissent paraître ses applications : les coopérateurs recherchent dans leur groupement un avantage économique *proportionnel* au chiffre des opérations faites pareux avec la société (ainsi à leurs achats dans une société de consommation ou de fournitures de matières premières, à leurs loyers dans une société d'habitation, d'emménagement ou de location quelconque, aux intérêts qu'ils ont payés en traitant avec une société de crédit, enfin à leurs prestations de travail dans une société de production) (1).

1. Notons, dès maintenant, que la question pourrait se poser de savoir si ce critérium de la coopération ne s'étendrait pas, par la force du raisonnement, aux sociétés de capitaux elles-mêmes. C'est ainsi que Gierke fait figurer la *Genossenschaft* de capitaux (société par actions) à côté des *Genossenschaften* de personnes, parmi lesquelles il range ce que nous appelons les sociétés coopératives (v. *infra*, n° 15, en note). De son

15. Est-il permis, toutefois, d'aller jusqu'à dire qu'une classification comme celle que nous venons de voir, ou comme toute autre qu'on pourrait proposer, n'est intéressante que pour des raisons de pure méthode, mais que toutes ces institutions participent d'une seule et même nature, qu'elles se rattachent à un concept identique, — en d'autres termes, que l'idée coopérative est *une*, encore que *divisible* ?

Des économistes ont essayé, d'une façon tout à fait remarquable, depuis une trentaine d'années, d'élaborer dans ce sens une véritable théorie générale de la coopération ; ou plutôt on a proposé un certain nombre de théories qui — assez différentes les unes des autres moins peut-être par leur contenu que par leur aspect — ont pour prétention commune d'englober les formes coopératives les plus dissemblables qui, jusqu'à ce jour, se sont manifestées (1). De ces tentatives synthétiques,

côté, Pantaleoni ne veut pas reconnaître, économiquement parlant, de différence d'essence entre les groupements capitalistes et les institutions coopératives (v. n° 42). C'est là, nous semble-t-il, méconnaître totalement la nature profonde et les fins sociales de la coopération, à quelque objet d'ailleurs que cette dernière puisse s'appliquer ; ce point sera discuté plus bas, n° 42 *in fine*.

1. Cette recherche, avec les efforts d'abstraction qui la caractérisent, est l'œuvre à peu près exclusive d'économistes italiens : Wollemborg, *la Teorica della cooperazione* ; Valenti, *Cooperazione rurale* ; Mariani, *Il fatto cooperativo nell'evoluzione sociale*, etc. — Parmi les auteurs qui ont étudié la matière du point de vue théorique, il faut encore citer Pantaleoni, *Esame critico dei principii teorici della cooperazione* : cet économiste, qui est actuellement le plus célèbre représentant de l'école libérale en Italie, n'admet pas, à vrai dire, la présence d'un principe économique *sui generis* dans les sociétés coopératives et, partant, considère le

nous aurons l'occasion plus loin d'offrir quelques exemples (n^{os} 40 et suiv.).

§ 2. — Deux grands courants coopératifs

16. Des maintenant, toutefois, en présence de ces essais d'une théorie abstraite prétendant embrasser toutes les variétés de la coopération, l'on peut se demander s'il n'y a pas gros risque et vraiment trop de hâte à vouloir entreprendre une pareille généralisation. N'est-il pas à craindre qu'on ne se livre à de purs jeux de l'esprit, contre lesquels viendra s'insurger la réalité des faits si l'on ne songe à se poser auparavant cette question : « N'existe-t-il pas, entre les institutions très diverses que l'on désire unir dans une même conception,

différences entre coopératives de consommation et de production comme purement apparentes (V. *infra*, n^o 42. Comp. P. Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, 5^e édit., t. II, p. 614). Parmi les théoriciens de la coopération en Italie, on doit aussi mentionner : Rabbeno, *le Società cooperative di produzione*, et Lorenzoni, *la Cooperazione agraria nella Germania moderna*.

En France, M. Gide considère que si les associations coopératives sont infiniment variées, « chaque espèce étant adaptée à un but spécial », elles sont cependant « toutes apparentées par certains caractères généraux » (*Cours d'économie politique*, 4^e édit., t. II, p. 191 ; comp., du même auteur, *la Coopération*, conférences de propagande, *passim*). — M. Bernard Lavergne, qui a écrit une thèse très intéressante sur le *Régime coopératif*, arrive, au contraire, à des conclusions restrictives sur ce qu'il faut, d'après lui, entendre spécifiquement par « coopération », (V. *infra*, n^o 18).

CLASSIFICATION DE GIERKE. — Nous indiquerons, à titre documentaire, la classification coopérative donnée par le jurisconsulte allemand Gierke

des tendances fondamentales qui les opposent les unes aux autres » ? Or, la réponse à cette question préjudicielle ne peut être qu'affirmative. Il est facile de s'en apercevoir quand on consent à envisager le caractère éminemment concret des manifestations multiples de l'activité dite « coopérative ». Deux grands courants divisent la coopération, et leurs buts sont inconciliables.

D'un côté, les sociétés de consommation représentent *l'intérêt général*, car elles ont pour mission d'éliminer à l'avantage du consommateur, c'est-à-dire de tout le monde, ce qu'on appelle le *profit* de l'entrepreneur

dans son grand ouvrage, *Rechtsgeschichte der deutschen Genossenschaft*, Berlin, 1888.

La *Genossenschaft* — mot que l'on traduit généralement par « association (coopérative) » — a, d'abord, un sens très large. Aussi Gierke fait-il remonter la *Genossenschaft* allemande aux origines même de l'ancien droit (*ältestes Recht*) germanique. Il considère ainsi, comme des *Genossenschaften* : la famille antique, les communautés populaires germaniques, etc. (*Op. cit.*, p. 16 et 29). Puis, à travers tout le moyen-âge, comme dans les temps modernes, Gierke étudie sous le nom de *Genossenschaften* les formes les plus diverses d'association. Au xix^e siècle, Gierke voit, d'abord, des vestiges encore de l'ancienne *Genossenschaft* allemande et des éléments de *Genossenschaft* dans la commune, dans l'Etat dans l'Empire, dans l'organisation ecclésiastique (*Op. cit.*, p. 657 et suiv.).

Mais, à côté, sous le nom de *freie Genossenschaften* (associations libres), il envisage des modes d'activité extrêmement nombreux — presque tous les modes d'activité en société. Il ne faut pas oublier que la *Genossenschaft* répond juridiquement, d'après Gierke, à la notion de *Körperschaft* (V. *suprà*, n° 10, en note). Aussi, dans ces *freie Genossenschaften*, doit-il faire des distinctions.

D'abord une grande division bipartite :

I) *Genossenschaften* pour des buts intellectuels, moraux ou sociaux (p. 865 et suiv.) ;

II) *Genossenschaften* à buts économiques (p. 907 et suiv.). Ici l'auteur

(marchand et fabricant). La coopération d'habitation poursuit une fin analogue (1).

En sens inverse, toutes les autres espèces de coopératives prennent à tâche de maintenir ou même d'augmenter le profit d'entreprise pour un certain nombre de

considère comme *Genossenschaften* les associations les plus diverses à but économique. Notamment il fait une distinction :

A) La *Genossenschaft* de capitaux, dont le plus haut type est la société par actions (p. 1011), que ce soit la société par actions ayant pour but le profit (société de spéculation capitaliste pour le commerce, l'industrie, les assurances, etc.) ou que ce soient des sociétés par actions d'intérêt général (pour musées, théâtres, œuvres de bienfaisance, etc.) (p. 1028-1029);

B) La *Genossenschaft* de personnes (p. 1030 et suiv.). — Ici subdivision :

a) Les *Genossenschaften* de garantie (assurances diverses) (p. 1049 et suiv.);

b) Les *Genossenschaften* pour les opérations d'argent (crédit, épargne) (p. 1065 et suiv.);

c) Les *Genossenschaften* distributives (p. 1080 et suiv.), à savoir :

Pour l'économie domestique : sociétés de consommation ou d'habitation (p. 1080);

Pour les exploitations productives identiques, mais individuelles des membres : sociétés d'achats de matières premières pour l'acquisition et l'utilisation en commun de moyens de production, sociétés de vente (p. 1083 et suiv.);

d) Les sociétés de production (en commun) (p. 1088 et suiv.).

Ainsi dans la classification de Gierke, les *Personalgenossenschaften* (toute la division B ci-dessus) comprennent d'un côté les mutualités, de l'autre les coopératives.

Gierke a également exposé sa classification des *Genossenschaften*, au sens étroit (*Personalgenossenschaften*), dans le *Staatswörterbuch* de Bluntschli et Loening (2^e édit., Leipzig et Stuttgart, 1875), t. I, v^o *Genossenschaftswesen*.

1. Sur le profit, cf. Gide, *Cours d'économie politique*, 4^e édit., t. II, p. 419 et suiv.; sur l'abolition du profit par la coopération de consommation, comp., du même auteur, *la Coopération*, 3^e éd., *passim*, et, notamment, p. 316 et suiv.

personnes, aux frais du public (1) ; ces sociétés sont constituées pour des intérêts *particularistes* (2).

De nombreux exemples nous permettraient de dépeindre cette lutte permanente et inévitable entre les deux tendances (3). Or, si l'une de ces tendances doit l'emporter sur l'autre, c'est la première : aucun doute n'est possible à cet égard. La coopération de consommation cherche, en effet, à produire pour elle-même et, déjà, des réalisations importantes marquent l'extension de son activité en ce sens dans nombre de pays. A cela rien d'étonnant ; car n'est-ce pas en vue de la consommation que sont mises en œuvre les forces productives (4) ?

1. Nous nous séparons de M. Gide qui croit que toutes les formes de coopération, même pour la production, le crédit, etc., tendent à supprimer le profit (*La Coopération*, 3^e éd., p. 317).

2. Cf. Ed. Bernstein, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozial-demokratie* (nouvelle édition), Stuttgart, 1902, p. 99 et s. ; trad. franç., sous le titre : *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, p. 171 et suiv.

3. V. la note suivante.

4. M. Gide, beaucoup plus que les auteurs italiens précités, tient compte fort justement des manifestations positives auxquelles nous venons de faire allusion : « C'est la société de consommation qui prend de plus en plus, dit-il, le rôle prédominant, qui tend à absorber les autres ou du moins qui trace les directives du mouvement » (*Cours*, 4^e éd., t. II, p. 195). V. notamment son discours — véritable programme — intitulé : *Des transformations que la coopération est appelée à réaliser dans l'ordre économique* (dans le volume *la Coopération*, 3^e éd., p. 119 et s.).

La divergence des buts a été nettement mise en relief dans un ouvrage anglais devenu classique : *The co-operative movement in Great Britain*, par Béatrice Potter (Mme Sidney Webb) qui, à la thèse de l'école « individualiste », préconisant en face des sociétés de consommation la formation de sociétés autonomes de production, oppose la thèse de l'école « fédéraliste », visant à mettre les services de production sous la régie des consommateurs eux-mêmes ; organisés fédérativement. (op. cit., p. 75, note 1,

§ 3. — Classifications bipartites.

17. Classification de M. Oppenheimer. —

On a proposé, d'ailleurs, à la place de toute classification tripartite des coopératives, une division simplement bipartite. Cependant cette substitution, telle qu'on nous la présente, n'est pas à l'abri de toute critique ; elle opère, comme nous allons le montrer, un rapprochement fallacieux contre lequel nous nous sommes déjà élevé.

p. 137 et s. ; dans la traduction de R. Briquet, p. 89, note 1, p. 156 et s.). Cette organisation figure également au programme que nous trouvons inscrit en tête du « pacte d'unité » sur lequel s'est opérée en 1912 la fusion de l'*Union coopérative des sociétés françaises de consommation* avec la *Confédération des coopératives socialistes et ouvrières*, fusion qui a donné naissance à la *Fédération Nationale des coopératives de consommation* ; les deux parties, signataires du pacte, s'y sont déclarées « d'accord sur les principes essentiels de la coopération, tels qu'ils ont été formulés par les Pionniers de Rochdale et appliqués depuis lors avec un succès croissant par des millions de travailleurs dans tous les pays, à savoir : — La substitution au régime compétitif et capitaliste actuel d'un régime où la production sera organisée en vue de la collectivité des consommateurs et non en vue du profit ; — L'appropriation collective et graduelle des moyens d'échange et de production par les consommateurs associés, ceux-ci gardant dorénavant les richesses qu'ils auront créées ».

D'autre part, on trouvera un exposé des graves événements qui ont marqué, en Allemagne, l'antagonisme des caisses de crédit (destinées principalement à favoriser le commerce ou l'industrie des associés) contre les coopératives de consommation, dans une brochure documentée de Staudinger, *Von Schulze-Delitzsch bis Kreuznach*, p. 29 et s. (V. aussi Milhaud, *la Démocratie socialiste allemande*, p. 510 et s.).

Bornons-nous à un dernier exemple, non moins suggestif. Un des promoteurs des Caisses de crédit en France, M. Louis Durand, faisant allusion aux services que ces institutions peuvent procurer aux ouvriers, écrit ceci dans une de ses brochures de propagande : « Un ouvrier ne

M. Franz Oppenheimer (1) divise donc les sociétés coopératives en deux genres qu'il oppose l'un à l'autre :

Le premier groupe comprend les coopératives d'acheteurs (*Käufergenossenschaften*). Ce groupe se subdivise, d'après cet auteur, en :

a) Sociétés de consommation (*Konsumvereine*) ;

b) Sociétés de crédit (*Kreditgenossenschaften*), sociétés d'achat de matières brutes (*Rohstoffgenossenschaften*) et coopératives d'ouvrage (*Werkgenossenschaften*) (2) ;

c) Sociétés de construction (*Baugenossenschaften*).

Le deuxième groupe général est celui des coopératives de vendeurs (*Verkäufergenossenschaften*), subdivisées en :

disposant pas d'avances suffisantes, est obligé d'acheter son charbon à l'hectolitre, son vin à la bouteille, ses pommes de terre au kilo. Tout cela lui revient beaucoup plus cher que s'il s'approvisionnait en demi-gros. Ne serait-ce pas lui faire réaliser une économie importante que de lui avancer la somme nécessaire pour acheter un hectolitre de vin, cent kilos de pomme de terres, etc. C'est un emprunt de consommation et non de production ; c'est vrai, mais c'est un emprunt qui lui permettra d'économiser 20 o/o sur le prix d'achat » (*La Caisse rurale, la Caisse ouvrière* (Lyon, 1900, p. 17.) M. Durand se garde bien d'indiquer que des achats à meilleur marché peuvent s'obtenir par la coopération de consommation ; puisqu'il énumère divers usages que l'ouvrier pourrait faire de sommes empruntées à une caisse de crédit sans signaler, entre autres, la possibilité de souscrire par ce moyen une part sociale dans une coopérative de consommation, c'est que cet auteur éprouve une indifférence complète à l'endroit de cette dernière forme de coopération.

1. *Die Siedlungsgenossenschaft*, Berlin, sans date (la préface, toutefois, est datée de 1896).

2. Ce dernier type est celui des coopératives qui se bornent à transformer des produits au compte de leurs membres, sans les vendre en commun.

a) Sociétés de production (*Produktivgenossenschaften*) ;

b) Sociétés d'emmagasiner (*Magazingenossenschaften*) (1).

M. Oppenheimer fait observer que c'est à tort qu'on avait jusqu'ici rangé la société d'emmagasiner parmi les coopératives distributives (2), « probablement pour un motif purement extrinsèque, à savoir qu'une telle association *distribue* des produits achevés ». Cet auteur essaie ensuite ainsi de justifier la répartition qu'il propose des différentes espèces de coopératives dans les deux groupes ci-dessus indiqués : « Les affaires se font dans les sociétés de consommation, de crédit, de matières premières, d'ouvrage et de construction, pour le compte et dans l'intérêt de personnes prises en leur qualité d'acheteurs ; dans les sociétés de production ou d'emmagasiner, elles se font pour le compte et dans l'intérêt de personnes prises en leur qualité de *vendeurs*. Les cinq premières formes sont des « coopératives d'acheteurs », parce que ceux-ci, tirant en commun des marchandises du dehors, se les partagent dans leur propre cercle ; tandis que les deux dernières formes sont des « coopératives de vendeurs », parce qu'elles vendent les marchandises provenant du cercle de leurs membres à des personnes du dehors ».

1. V. les développements donnés à l'appui de sa classification par Oppenheimer, *op. cit.*, p. 42 et suiv.

2. Ainsi Flaxl, *Die Produktivgenossenschaft und die soziale Frage* ; — Hæntschke, *Die gewerblichen Produktivgenossenschaften in Deutschland*.

Certes nous ne pouvons que souscrire à l'observation de M. Oppenheimer en ce qui touche la place des sociétés coopératives d'emmagasiner, lesquelles rentrent bien, en effet, parmi les groupements de vendeurs. Toutefois nous nous séparons de l'écrivain allemand au sujet des sociétés de crédit, d'achat de matières premières ou de transformation (subdivision *b* de son groupe général des coopératives d'acheteurs) ; nous nous séparons de lui parce que ce n'est pas le seul fait de l'achat en commun, quel que soit son objet, qui suffit, à nos yeux, pour cataloguer socialement (et ceci importe surtout, en vérité) les institutions dites coopératives (1). Nous considérons qu'on doit tenir compte *essentiellement* de la destination économique de l'opération (achat, crédit) effectuée par les coopérateurs. Or,

1. C'est en partant de cette considération insuffisante que M. Oppenheimer appelle les sociétés constituées en vue des achats nécessaires à l'agriculture : sociétés agricoles « de consommation » (*landwirtschaftliche Konsumvereine*), tout en spécifiant que ce sont là des coopératives agricoles ayant pour objet l'acquisition de matières premières (*Rohstoffgenossenschaften*) (*op. cit.*, p. 169). Cpr. *supra* p. 51, note 1.

M. Ghino Valenti (*Cooperazione rurale*, p. 44-45) propose également une grande division bipartite de la coopération : d'un côté les « associations coopératives de consommateurs », de l'autre les « associations coopératives de producteurs ». Or, d'après le tableau des institutions devant figurer, selon M. Valenti, dans chacun des deux groupes, cette classification, par son contenu, correspond à celle de M. Oppenheimer : la terminologie toutefois est différente (les mots « consommateurs » et « producteurs » sont employés ici à la place des expressions « acheteurs » et « vendeurs ») ; mais, évidemment, cela n'empêche que la distinction, telle qu'elle est présentée par le professeur italien, peut être critiquée pour les mêmes raisons que celles formulées ci-dessus contre la classification de l'écrivain allemand.

déjà, plus haut, nous avons insisté sur cette observation, nous avons précisé ce point de vue : les sociétés d'achats de matières premières, de transformation industrielle, de crédit, c'est-à-dire les divers types rangés par Oppenheimer dans la subdivision *b* des coopératives d'acheteurs (1), constituent des moyens d'aider à l'obtention, voire au renforcement du profit pour leurs membres, encore que ceux-ci poursuivent individuellement l'exercice de leur profession ; elles s'opposent donc nettement, par leur tendance, à la fois aux sociétés de consommation proprement dites et aux coopératives d'habitation, ces deux dernières formes de coopération ayant pour but l'intérêt général (2).

18. Système de M. Lavergne. — M. Bernard Lavergne souligne avec beaucoup de force (3) l'opposition dont nous avons parlé entre : 1^o les coopératives de consommation (qu'il appelle de préférence, d'un terme employé surtout par les Anglais, des sociétés « distributives », car si elles peuvent elles-mêmes produire, c'est en vue de la répartition entre leurs membres ; il leur adjoint les coopératives d'habitation) ;

1. Ceux qui, remarquons-le, figuraient dans la division intermédiaire de la seconde des classifications tripartites exposées précédemment.

2. Il faut noter que des coopératives de crédit pourraient avoir comme objet de venir en aide à leurs membres en leur qualité non pas de producteurs, mais de consommateurs (cf. Durand, *op. cit.*, p. 17 et suiv.). En général, ce n'est pas en vue de cette sorte d'avance que sont créées les caisses de crédit.

3. Dans son ouvrage sur le *Régime coopératif*.

2° les autres organisations qui prétendent se placer également sous le pavillon de la coopération. Faisons tout d'abord cette remarque ; les mots *sociétés distributives* sont, de leur côté, assez équivoques ; ainsi des auteurs rangent les sociétés de crédit dans la coopération distributive (1). En tout cas, M. Lavergne est très net : il démontre que l'on ne peut rationnellement étiqueter de même façon des institutions si diverses et, bien souvent, si hostiles entre elles par leurs tendances. Il considère que, en dehors des sociétés distributives, ayant pour but la consommation personnelle ou familiale, ou bien l'habitation, les institutions qui se présentent comme des coopératives s'inspirent les unes d'un principe qu'il qualifie de « corporatif », les autres d'un principe qu'il appelle « syndicaliste » (2). Pour cet auteur, le principe *coopératif* est celui « en vertu duquel les profits réalisés dans des entreprises de production ou de vente, s'ils ne sont pas affectés au fonds de réserve de l'entreprise, sont restitués aux acheteurs ou clients, à proportion des achats effectués par eux » (3).

Nous ne pouvons admettre dans ces termes le critérium préconisé par M. Lavergne. Non pas qu'il nous

1. Parisius et Crüger, *Das Reichsgesetz betreffend die Erwerbs-und Wirtschaftsgenossenschaften. Kommentar*, 4^e édit., p. 130. Cf. aussi la classification de Gierke (*suprà*, n° 15, en note).

2. *Le Régime coopératif*, p. 13 et suiv.

3. *Op. cit.*, p. 8.

paraisse trop restrictif ; car nous sommes très porté à considérer avec cet auteur que le vrai principe coopératif est celui qui, « faisant une obligation de la répartition des bénéfices au prorata des achats, envisage essentiellement les hommes dans leur rôle de consommateurs » (1). Bien au contraire : nous estimons que M. Lavergne étend indûment la qualification de « coopératives » soit aux institutions autonomes d'ouvriers producteurs « qui se contentent d'un salaire raisonnable, conforme au taux général fixé par le syndicat local ou régional » et qui « affectent les bénéfices de l'exploitation au fonds de réserve ou d'agrandissement de la société », soit aux organisations d'ouvriers producteurs « qui sont dans la dépendance plus ou moins étroite de coopératives, de syndicats ouvriers ou de fédérations coopératives » et qui « tantôt affectent leurs bénéfices à leurs acheteurs, tantôt les consacrent à leurs fonds de réserve ». M. Lavergne dénomme les premières — qui sont indépendantes — « coopératives de solidarité », les secondes — qui ne jouissent d'aucune autonomie, du moins d'une autonomie complète, — « coopératives incorporées » (2). Dans aucune de ces deux hypothèses, nous ne saurions voir des « coopératives », du moins en admettant — comme M. Lavergne déclarait le faire lui-même — que la coopération « envi-

1. *Op. cit.*, p. 9.

2. V. ses développements, *Op. cit.*, p. 20 et suiv.

sage essentiellement les hommes dans leur rôle de consommateurs ». En effet, encore que les membres des « coopératives de solidarité » poursuivent des fins partiellement désintéressées (pour tout ce qui, dans les produits de l'entreprise, excède le montant de leurs salaires), ces institutions ne fonctionnent pas essentiellement en vue du consommateur : M. Lavergne le dit lui-même, « les bénéfices de la société ne profitent qu'aux nouveaux ouvriers que le développement de l'entreprise permet de faire entrer dans la coopérative ; *ceux-ci sont les véritables bénéficiaires des bonis réalisés* ». Cette remarque est exacte. Mais, quand le même auteur ajoute immédiatement : « En d'autres termes, la classe ouvrière considérée dans son ensemble bénéficie intégralement des profits de la société » (1), franchement cette déclaration est sujette à caution ; en effet, en supposant même — ce qui est fort douteux — que de pareilles sociétés se multiplient, elles se trouveraient toujours divisées en catégories professionnelles, opposées fatalement à l'intérêt du consommateur, c'est-à-dire à l'intérêt général ; on verrait toujours là des groupements de producteurs qui, en fin de compte, chercheraient, indirectement au moins, sous forme de *surélévation de salaire*, un bénéfice prélevé sur le public. D'autre part, quant aux sociétés dites « incorporées », tant qu'elles ne sont pas complètement absorbées par

1. *Op. cit.*, p. 21.

les organisations de consommateurs (ainsi, à Hambourg, une association de travailleurs du tabac finit par disparaître comme telle, devenant un simple service intérieur de la Société de gros des coopératives allemandes de consommation), ces groupements d'ouvriers producteurs, jusqu'au jour de leur inféodation entière, ne peuvent être considérés comme réalisant le principe coopératif pur, dès lors que la fonction exclusive assignée à celui-ci doit consister à faire du consommateur le maître absolu. Du moment même que « les ouvriers producteurs, propriétaires de la minorité des parts sociales, ne peuvent pas diriger à eux seuls l'entreprise » (1), l'incorporation n'est que relative : elle n'enlève pas à l'élément producteur la possibilité de passer sur les décisions à prendre par le groupement ; car, bien qu'en minorité dans celui-ci, ils peuvent, sur telle ou telle question divisant les sociétés distributives co-associées, prendre parti pour l'opinion représentée seulement par la mineure partie de ces dernières, et ces deux minorités jointes formeront, dans l'assemblée générale, une majorité qui s'imposera à la *majorité réelle des consommateurs participant à l'entreprise*. En raison de l'éventualité de pareilles combinaisons, nous sommes fondé à ne voir, dans les sociétés dont l'incorporation n'est pas totale, que des types imparfaits de coopération. Supposons, au contraire,

1. *Op. cit.*, p. 27.

l'inféodation absolue : toutes les parts de la société productive appartiennent à des coopératives de consommation ; dès lors, peu importe que, juridiquement, il y ait, pour l'œuvre de production, un organisme distinct : le consommateur est souverain de façon absolue, le but du groupement est coopératif. Au fond, le système de M. Lavergne laisse apparaître, sinon une contradiction formelle dans ses termes, du moins une insuffisance notable qu'il convient de relever maintenant, d'ailleurs en quelques mots. Poussé par le très louable désir d'apporter en la matière une grande précision scientifique, cet auteur délimite le domaine d'application du principe coopératif, en montrant que ce dernier se pratique essentiellement dans l'organisation des consommateurs ; M. Lavergne exclut, dès lors, du domaine de la coopération proprement dite un grand nombre d'institutions qui prétendent avoir leur place sur ce même terrain, et, nous le répétons, il nous paraît ici avoir grandement raison. Par suite de quel phénomène, cependant, ne poursuit-il pas jusqu'au bout l'élimination indispensable ? pourquoi, à côté des sociétés distributives (de consommation personnelle et familiale, ou d'habitation), admet-il au rang des coopératives certaines entreprises d'ouvriers producteurs qu'il dénomme les unes « coopératives de solidarité », les autres « sociétés incorporées » ? Cela tient à ce que cet auteur omet une condition capitale, d'ordre à la fois économique et juridique, pour que, selon nous, il y ait réelle-

ment coopération : il faut — la consommation devant être maîtresse absolue — que le capital social, les moyens de production et de répartition soient *exclusivement entre les mains des consommateurs organisés* (1). Le système coopératif de M. Lavergne est donc vicié par une lacune fondamentale.

19. Notre classification. — Aussi nous marquons notre préférence pour une autre classification — également bipartite — qui rangerait :

Dans un groupe I, les sociétés poursuivant des fins d'intérêt général, puisqu'elles offrent leurs services à tout le monde (coopératives de consommation ou d'habitation) ;

Dans un groupe II, tous les autres types d'institutions dites coopératives, que ces institutions aient pour but la production, le travail en commun, en vue d'obtenir à leurs participants des bénéfices réalisés sur le public, ou la recherche de certains avantages en faveur des membres de l'association pour l'exercice individuel de leur profession. Tous ces types ne tendent qu'à un but : créer ce qu'on appelle économiquement un « profit » pour chacun des associés, ou augmenter le profit que chacun d'eux tire de l'exercice de sa profession. Ce sont là des fins particulières, poursuivies par des groupes naturellement limités à telle ou telle catégorie de personnes. Nous n'avons pas

1. V. *suprà*, n° 16.

besoin de reprendre ici l'énumération de ces divers groupements (1).

1. Signalons encore une division bipartite, qui distingue les coopératives selon qu'elles sont formées ou non entre des *entrepreneurs* (Bourguin, *les Systèmes socialistes et l'évolution économique*, p. 220 et suiv.): Cette classification nous paraît, dans le fond, devoir se rapprocher de la nôtre et même se confondre avec elle. Car, précisément, suivant les données de l'économie politique, l'avantage que recherchent les « entrepreneurs », c'est ce qu'on nomme le profit. (V. Gide, *Cours*, t. II, p. 419 et s.). Les seules coopératives dans lesquelles les associés ne figurent pas en leur qualité d'entrepreneurs (commerçants, industriels, artisans ou agriculteurs) encore que l'on puisse dire qu'ils y deviennent leur propre entrepreneur, mais en donnant à ce mot une autre acception que celle où on vient de le prendre (V. *infra*, n° 41), ce sont les sociétés de consommation ou d'habitation. La classification de M. Bourguin se distingue de la nôtre par sa formule qui est plus abstraite.

CHAPITRE II

COOPÉRATION ET MUTUALITÉ

20. Il faut noter que plusieurs auteurs font rentrer les œuvres d'assurance mutuelle (incendie, maladie, accidents, vieillesse, mort, chômage, etc.) dans les cadres de la coopération (1) : il s'agit là, en effet, d'organisations en vue d'obtenir au meilleur compte la réparation de certains sinistres.

Toutefois sont-ce bien les institutions mutualistes qui participent de la coopération, ou n'est-ce pas la coopération qui se rattache à la mutualité ? On est d'abord tenté de se demander si la question présente un intérêt quelconque. La pratique, au moins, ne donne-

1. V. Eug. Pelletier, *Du mouvement coopératif international*. Paris, 1867, p. 29 ; J.-F. Dupont (de Bussat), *Histoire populaire des sociétés coopératives*. Paris, 1872, p. 40 à 64 : cet auteur étudie même les *trade-unions* et les *syndicats ouvriers* sous le nom de « sociétés coopératives de résistance », p. 66-67 ; Bourguin, *op. cit.*, p. 220, 221, 229 ; Lavergne, *op. cit.*, p. 33 et suiv. ; Grüger, *Die Erwerbs-und Wirtschaftsgenossenschaften in den einzelnen Ländern*. Léna, 1892, p. 14 ; Gobbi, *le Società di mutuo soccorso*, n° 3 ; G. Valenti, *op. cit.*, p. 44-45 ; comp., du même auteur, *l'Associazione cooperativa e la distribuzione della ricchezza*, in *Archivio giuridico*, t. LXVII, 1901, p. 530.

t-elle pas spécialement le nom de coopératives aux sociétés poursuivant certaines fins (consommation, production), tandis qu'elle réserve celui de sociétés mutuelles à des groupements ayant un objet tout autre (garantie contre les risques : maladie, invalidité, vieillesse, etc.) ? Non, même dans la pratique, la démarcation n'apparaît pas si tranchée. Ainsi on parle indifféremment de crédit « coopératif » ou de crédit « mutuel » (1).

Il ne suffit certes pas, pour pouvoir admettre entre la mutualité et la coopération une parenté véritable, d'observer qu'elles sont toutes les deux « filles de l'association » (2). Car les groupements les plus dissimilaires par leur but et par leurs procédés, — groupements soit de personnes, soit de capitaux, — s'inspirent tous de ce qu'on a appelé « l'esprit d'association » : le concept d'association est d'une ampleur si évidente qu'il n'y a pas lieu d'y insister ici.

Le fait se présente parfois que des organisations

1. On peut noter que les lois du 31 mars 1899 et du 4 décembre 1913 parlent respectivement de crédit agricole et de crédit maritime mutuel tandis que, par exemple, on a donné à l'ancienne Banque populaire de Menton le titre de « Union franco-italienne de crédit coopératif. »

Faisons remarquer, d'autre part, qu'en Italie on accole souvent les deux termes « coopérative » et « mutuelle » ; on désigne sous le nom de *cooperative mutue di consumo* les coopératives de consommation qui ne servent que leurs membres, par opposition à celles qui étendent leur activité au delà de ce cercle.

2. Cheysson, *Coopération et mutualité*. Conférence faite au Musée social le 20 déc. 1898 (*Musée social*. Paris, 1899, p. 483).

coopératives et des œuvres mutualistes voisinent entre elles : ainsi on voit des sociétés mutuelles de prévoyance intimement liées à des coopératives de consommation ; souvent le greffage est complet : la caisse de secours n'est qu'un rouage de la coopérative qui alimente ce service au moyen de prélèvements opérés sur les bonis de fin d'année.

Toutefois, entre la coopération et la mutualité, il y a certaines différences qui sont, à nos yeux, suffisamment caractéristiques pour séparer nettement les deux ordres d'institutions.

Nous ne nous arrêterons pas à quelques dissemblances purement extérieures (1). Mais on peut faire ressortir, entre la coopération et la mutualité, une différence de but très marquée ; c'est ce que nous essayons d'établir ci-après.

21. Distinction faite par M. Cheysson. —

M. Cheysson (2) a décrit la mutualité et la coopération sous cette forme très concise :

« Les institutions mutualistes s'adressent aux crises de la famille, telles que la maladie, la vieillesse, le chômage, le décès, pour y apporter un remède ; les institutions coopératives, au contraire, s'appliquent à la situation normale de la famille, quand le père travaille et se porte bien. Aussi peut-on dire que les premières, les institutions mutualistes, visent l'état

1. V. Lavergne, *op. cit.*, p. 35 ; Cheysson, *op. cit.*, p. 486 et suiv.

2. *Op. cit.*, p. 486.

« pathologique » de la famille, tandis que les autres visent l'état « physiologique » ou, pour conserver la même image, que les unes relèvent de la thérapeutique et les autres de l'hygiène sociale. »

L'opposition présentée en ces termes, bien que saisissante au premier aspect, ne nous laisse pas plus renseignés que nous ne l'étions tout à l'heure. La question douteuse que nous signalions demeure entière : ne peut-on assigner au domaine de la coopération et à celui de la mutualité des confins assez nets pour qu'il soit permis de discerner le caractère véritable de telle ou telle institution, en dépit de la qualification qu'on lui aura donnée ?

Peut-on dire, notamment, que les caisses de crédit, soit rurales, soit urbaines, sont faites pour parer à des crises atteignant leurs membres ? Si cela est exact, c'est l'expression « crédit mutuel » qui convient réellement. Toutefois faut-il bien considérer le manque d'argent comme un « état pathologique » ? Oui, répondra-t-on peut-être : c'est même, chez certains, une maladie chronique ! Nous estimons plutôt qu'en avançant des fonds à leurs associés pour qu'ils puissent ouvrir une boutique, acheter un outillage, etc., ces organisations répondent à des nécessités *normales* chez le petit commerçant, le petit industriel ou artisan, le petit cultivateur. Autre considération : les prêts sont accordés en vue d'un emploi *productif*. L'une ou l'autre de ces raisons, et, *a fortiori*, les deux jointes ensemble,

nous déterminent à ranger plutôt parmi les institutions coopératives les sociétés de crédit dont il est ici question (1).

22. Notre critérium de la démarcation à établir entre mutuelles et coopératives. — Nous estimons, en effet, qu'on peut, dans leur but même, établir une différence fondamentale entre la coopération et la mutualité. Cette différence, la voici : — *a*) Les œuvres mutualistes sont essentiellement des sociétés d'assurance, ayant pour objet l'indemnisation des pertes que peuvent subir leurs membres : indemnisation aussi large que possible, d'autant plus large que le nombre des associés est plus grand, mais indemnisation toujours incomplète, car le sinistré supporte équitablement sa quote-part dans la perte (et cela est vrai aussi bien dans la société de secours-maladie que, par exemple, dans l'assurance contre la mortalité du bétail). Cette répartition dans les conséquences du sinistre explique le nom de « mutualité ». — *b*) Dans les organisations coopératives, il ne s'agit pas de faire supporter à l'ensemble des participants les effets d'une

1. Bien entendu, à condition de ne pas restreindre la qualification de « coopératives » aux sociétés de consommation ou d'habitation (cpr. *supra*, n° 18). En opérant cette limitation, les caisses de crédit ne rentreraient ni dans le cadre de la coopération, ni dans celui de la mutualité proprement dite (pour les motifs que nous donnons au texte) : M. Lavergne les représente comme appliquant un autre principe, qu'il appelle principe « syndicaliste » (*op. cit.*, p. 13, 43, 44, 48, 49).

infortune advenue à l'un quelconque d'entre eux. Ici le but de l'institution est de faire obtenir à chacun de ses participants un avantage positif, sans que ce résultat se produise au détriment de ses co-associés (1). Dans une mutualité, toute « opération » sociale, c'est-à-dire le règlement d'un sinistre, peut être défini : la répercussion d'une infortune sur chacun des mutualistes ; si donc les infortunes se multipliaient, la situation empirerait progressivement pour tous les membres de l'association. Dans un groupement coopératif, c'est l'inverse qui se produit : plus il « opère », et plus il a chance de prospérer ; à cette prospérité chacun des coopérateurs ne peut trouver qu'avantages. Ainsi, en tant qu'ils se font clients fidèles du magasin commun, les membres d'une société de consommation mettent

1. Certes on verra plus tard que, dans les sociétés de consommation, il arrive souvent qu'en fin de compte certains coopérateurs bénéficient d'une partie des dépenses faites au magasin par d'autres coopérateurs. Mais cela résulte fatalement du fait que, dans la plupart des cas, le taux de la ristourne au prorata des achats est uniforme, tandis que les majorations, établies par la société sur ses prix d'achat pour la livraison aux membres, ont été différentes suivant les articles. Ce système de fixation des ristournes à un « taux moyen » malgré les différences de majoration s'impose dans la pratique, pour éviter des complications excessives au point de vue de la comptabilité : son emploi entraîne sans doute cette conséquence que la règle coopérative n'est pas, en fait, appliquée avec une entière rigueur, mais cette pratique est à peu près inévitable et, comme la déviation ainsi éprouvée par le pur principe est en somme relativement légère, on ne saurait, de ce chef, refuser le titre de « coopératives » aux sociétés de consommation (presque toutes) qui opèrent de la sorte. Cpr. *infra*, n° 31, p. 90.

celle-ci en mesure d'acheter et même de fabriquer au mieux de leurs intérêts ; dans une société de production, l'activité intelligente des travailleurs unis, jointe à une bonne direction, tend à assurer à l'entreprise un rendement aussi considérable que possible et à obtenir pour chacun des sociétaires, soit par distribution en fin d'exercice, soit indirectement, sous forme d'élévation du salaire, une quote-part de profit. Bien qu'elle se présente sous des formes variées, c'est cette action commune et féconde qui constitue justement la coopération (1).

Pour bien préciser notre distinction entre la coopération et la mutualité, il est nécessaire de faire une série de brèves observations touchant : 1° les sociétés coopératives de consommation ; 2° les sociétés coopératives de crédit ; 3° les pharmacies coopératives ou mutualistes.

1. Il faut noter le rôle important que joue, dans certaines catégories de coopératives, le nombre des participants. Il faut distinguer, à cet égard, entre les sociétés d'acheteurs (notamment la coopérative de consommation) et les sociétés dont l'entreprise a pour objet d'écouler dans le public les produits de leurs membres. Dans une société de consommation, plus le nombre des coopérateurs est grand, mieux la coopérative est placée pour faire ses achats : chacun des participants bénéficiera donc des conditions favorables obtenues par la société. Les associations ouvrières de production, qui réalisent leurs profits sur le public, tendent au contraire à se fermer, de manière à ce que chacun des membres puisse grossir sa quote-part de bénéfices.

D'un autre côté, les sociétés de production dans une même industrie se concurrencent les unes les autres, tandis que les coopératives de consommation ont intérêt à fusionner, ce qu'elles font d'ailleurs de plus en plus.

23. a) **Sociétés coopératives de consommation.** — Ne nous objectera-t-on pas que, en définitive, le but de ces institutions n'est autre que celui des sociétés mutuelles de garantie contre tel ou tel risque ? Les unes et les autres n'ont-elles pas pour objet d'éviter des pertes à leurs participants, ou du moins de réduire la perte au minimum possible ? Dans une coopérative, le consommateur ne fait que dépenser, en effet ; toutefois il économise, grâce à l'association, ce qu'il aurait payé en plus s'il avait acheté chez un commerçant de détail.

Une pareille assimilation entre le rôle de la coopérative et celui d'une société d'assurances mutuelles n'est que spécieuse. La mutualité a pour but de diminuer, pour l'assuré, les conséquences pécuniaires d'une perte sèche, tandis que la coopérative de consommation organise économiquement la *dépense* et par là il faut entendre la dépense qui fait entrer une contre-valeur dans le patrimoine individuel de l'associé. Que cette contre-valeur doive immédiatement, ou plus tard, disparaître par la consommation, peu importe : si d'abord la chose est de celles qui ne périssent qu'après un usage plus ou moins long, du moins jusque-là son possesseur en aura-t-il tiré une jouissance, et cela est appréciable ; quant à l'alimentation, n'entretient-elle pas les énergies vitales de l'homme ? Au contraire, l'incendie d'une maison cause une déperdition sans aucune utilité.

D'autre part, il ne faut pas l'oublier, la réduction des

effets pécuniaires de la perte n'est obtenue par l'assuré qu'au moyen de contributions supportées par les autres mutualistes ; tout le monde perd quelque chose dans le sinistre arrivé à un seul. Dans la coopérative de consommation, tout se passe différemment : chaque consommateur ne dépense que pour lui-même ; si, d'ailleurs, il évite une perte en s'approvisionnant à meilleur compte à la coopérative que dans le commerce de détail, il est évident que ce n'est pas au détriment de ses co-associés : tous les membres de la société obtiennent ce même avantage qui résulte précisément des achats faits en commun et, par suite, aux prix du gros ou du demi-gros.

Une dernière considération permet de souligner la différence profonde existant entre l'assurance mutualiste et la coopération d'achat : dans une société de secours mutuels, par exemple, il y a intérêt à ce que la maladie ne soit pas simulée (aussi est-il utile que les administrateurs soient assez voisins du sociétaire qui réclame aide), il y a intérêt à ce que la réalisation des risques — bien que l'association soit faite pour les couvrir — soit aussi restreinte que possible ; au contraire il y a intérêt, pour la coopérative, à ce que les sociétaires apportent leur plus grande puissance d'achat au magasin social.

24. b) Sociétés coopératives de crédit. — Le mécanisme de ces institutions est le même que celui des sociétés coopératives d'achat. L'associé qui emprunte

à la caisse commune est guidé par le désir d'obtenir une avance à bon compte, alors que chez un banquier il ne trouverait peut-être pas le moyen de se procurer un sou, faute de suffisantes garanties ; l'argent est prêté, non pour être gaspillé, mais généralement — nous l'avons indiqué ci-dessus — aux fins d'un emploi productif. La caisse, d'autre part, prend toutes les mesures possibles pour s'assurer le remboursement de la somme avancée : on connaît l'emprunteur, on exige la signature d'une caution, etc...

Si, par suite de maladresses dans l'administration ou par un malheur quelconque, la caisse faisait de mauvaises affaires, si même, en vertu de la responsabilité indéfinie et solidaire stipulée souvent dans ces sortes de sociétés, les associés solvables devaient être tenus des dettes contractées par la caisse auprès des personnes à qui elle a pu emprunter, cela ne prouverait, en aucune manière, que l'institution est d'un caractère spécifiquement mutualiste ; car il est de principe que les membres de toute société, s'ils ne sont actionnaires ou commanditaires (1), doivent supporter les pertes éventuelles (art. 53 et 55 du Code civil) ; dans les sociétés commerciales en nom collectif, la responsabilité solidaire est même édictée par la loi (art. 22, Code de commerce).

Dira-t-on que les caisses de crédit n'ont pas besoin

1. Ou si, faisant partie d'une société de crédit agricole, ils n'ont pas limité leur engagement par application de l'article 2, alinéa 3, de la loi du 5 novembre 1894.

de faire des opérations nombreuses (1), qu'elles sont instituées uniquement pour aider le paysan ou l'artisan au moment où, sans contracter un emprunt, ils ne pourraient se tirer d'affaire? Dira-t-on, par suite, qu'elles se rapprochent par là des œuvres mutualistes? Non, ici encore, loin de fonctionner comme les sociétés mutuelles qui ont intérêt à ce que leurs opérations (réparation de sinistres) soient très rares, les caisses de crédit, sans devoir pour cela inciter leurs membres à traiter avec elles sans nécessité (ce qui d'ailleurs pourrait être dangereux pour elles-mêmes), ne répugnent point, par nature, au développement de leurs affaires ; car elles prêtent à un taux modéré, mais suffisant pour leur permettre de se créer un certain fonds de réserve : ce fonds s'accroît donc à raison de la quantité des opérations effectuées, il est un signe de prospérité de l'organisation, et cette prospérité sera encore utile aux associés individuellement quand ils auront besoin de frapper à la caisse, car elle permettra d'abaisser le taux de l'intérêt.

L'objet et le mécanisme des institutions que nous venons d'envisager sont de nature à faire préférer l'expression de crédit *coopératif* à celle de crédit mutuel.

25. c) Pharmacies mutualistes ou coopératives.

— S'opposant aux officines habituelles qu'à leur seul profit exploitent des pharmaciens, véritables commer-

1. Durand, *op. cit.*, p. 9.

cants, un certain nombre d'associations de prévoyance, tant en France qu'à l'étranger, ont ouvert des pharmacies où leurs membres peuvent se faire délivrer des médicaments aux meilleures conditions. Suivant les pays, ces pharmacies ont reçu des qualifications différentes : pharmacies coopératives en Belgique et en Suisse, pharmacies mutualistes en France.

Les deux désignations — « coopérative » ou « mutualiste » — appliquées à ce genre de pharmacies doivent nous retenir un instant : voyons comment peut intervenir ici le critérium que nous avons précédemment proposé pour distinguer la coopération de la mutualité. Bornons-nous, d'ailleurs, à examiner le fonctionnement de ces institutions en France, où la législation spéciale sur la matière est plutôt restrictive et provoque un recours exclusif, non seulement à la terminologie, mais encore — au point de vue juridique — à la morphologie mutualiste.

Conformément à l'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898, les unions de sociétés de secours mutuels peuvent créer des pharmacies en faveur des mutualistes.

Or, ces pharmacies peuvent opérer suivant l'une ou l'autre des deux méthodes ci-après :

1^o Elles délivrent les médicaments sans les faire payer par celui qui les reçoit. Les frais que nécessite le fonctionnement de la pharmacie sont couverts par les contributions des sociétés affiliées à l'union. Cha-

que participant n'a qu'à déboursier la cotisation périodique exigée par la société à laquelle il adhère.

2° La pharmacie peut faire payer les médicaments par le preneur, aux conditions les moins onéreuses pour celui-ci, l'institution ne cherchant pas à réaliser un profit d'entreprise et se bornant à recouvrer le montant de ses frais. La jurisprudence considère ce procédé comme licite sous le couvert de la loi de 1898 (1).

Ces pharmacies constituent bien deux types très distincts répondant parfaitement à la discrimination que nous avons établie entre la coopération et la mutualité.

Le premier type est essentiellement mutualiste. C'est le groupement qui couvre tous les frais du service médical et du service pharmaceutique dont profitera tel ou tel des cotisants.

Au contraire, les pharmacies du deuxième type font une évidente application du principe coopératif. Il n'y a pas de différence de nature entre leurs opérations et celles des sociétés coopératives de consommation. Au lieu de vendre du pétrole ou du sucre, elles vendent de l'iode ou de l'antipyrine. Pour le sociétaire, l'avantage se présente *exactement sous le même aspect*, qu'il achète à sa pharmacie ou à sa boulangerie coopérative. Toutefois, ici comme dans le premier cas, le service phar-

1. Paris, 26 décembre 1907 (*La Loi*, 2 février 1908) et Cass. crim., 10 juillet 1908 (*Bull. de l'Assoc. Gén. d. Pharmaciens de France*, août 1908, p. 477).

maceutique n'est qu'une annexe du service médical ; mais cela ne doit pas nous empêcher de voir en réalité, dans cette seconde hypothèse, une œuvre essentiellement coopérative entée sur une institution mutualiste (1).

1. On ne saurait faire valoir, contre l'assimilation faite par nous ci-dessus, que la consommation des médicaments — sauf pour certains malades — est beaucoup moins générale que celle des produits alimentaires. Ce n'est pas la fréquence plus ou moins grande des opérations qui peut changer la nature économique de chacune de ces opérations. Le fait que le recours à la pharmacie n'aura lieu qu'en cas de crise ne peut non plus suffire à établir, au point de vue des principes, une différence entre ce service et un rayon coopératif d'épicerie : nous avons répudié plus haut le critérium empirique et superficiel indiqué par M. Cheysson pour distinguer les institutions coopératives des œuvres mutualistes.

CHAPITRE III

LES ALLIAGES DE LA COOPÉRATION

26. Souvent les institutions dites coopératives ne le sont qu'à l'état impur, le principe de répartition, que nous avons exposé précédemment (1), n'étant pas toujours appliqué d'une façon exclusive.

27. A) **Sociétés mi-coopératives, mi-mutualistes.** — Nous avons signalé déjà l'introduction du principe coopératif dans le service pharmaceutique de certaines sociétés de secours mutuels.

En sens contraire, un assez grand nombre de sociétés coopératives — notamment des sociétés de consommation — opèrent, avant toute répartition de ristournes, un prélèvement global sur les bonis en vue d'alimenter une caisse de secours en faveur des membres jugés nécessaires (2).

1. N° 14.

2. Tout bien réfléchi, nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de critiquer cette combinaison (V. toutefois notre rapport au XI^e Congrès de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation tenu à Paris en juin 1905, sur les *Œuvres de solidarité dans la coopération*, compte rendu, p. 9 et suiv. ; comp. le rapport de M. P. Humbert sur la même question et au même congrès, compte rendu, p. 11, et suiv. ; cf. les

Deux cas ne sauraient être confondus avec le précédent :

a) Une société mutuelle est constituée à côté de la coopérative. Celle-ci retient au coopérateur, sur sa part individuelle de profit ou de ristourne, une somme qui sera affectée, à titre de cotisation, à l'œuvre mutualiste.

b) Une caisse de prévoyance est instituée dans la coopérative elle-même. Toutefois les comptes de cette caisse sont individuels pour chacun des coopérateurs : le fonds personnel de nécessité est formé par un prélèvement sur le boni du coopérateur et il n'en peut être disposé en faveur d'un autre sociétaire.

Dans le premier de ces cas, la société coopérative et la mutuelle sont juridiquement distinctes. Dans le second, il n'y a pas, à proprement parler, mutualité ; il

débats du Congrès, p. 51 et suiv.). Pour faire partie de la *Fédération nationale des coopératives de consommation* (art. 5 des statuts) les sociétés doivent, entre autres obligations, « réserver une part de leurs trop perçus pour les œuvres sociales créées ou à créer ». Mais, tout en reconnaissant l'intérêt profond que présente l'emploi du procédé en question, nous constatons que la société qui adopte cette pratique n'est, en réalité, coopérative que partiellement ; car elle est, partiellement aussi, mutualiste.

On pourrait, au premier abord, considérer ces subventions accordées par la coopérative à ses membres nécessiteux non comme une application de la mutualité, mais comme une œuvre de pure assistance. Nous sommes amené à voir là plutôt une manifestation du principe mutualiste. Ce sont les excédents de fin d'année qui, partiellement, alimentent le fonds de secours ; ces excédents sont des plus-values à la formation desquelles ont concouru les associés, soit par leur travail s'il s'agit d'une société de production, soit par leurs achats dans une coopérative de consommation : il y a donc bien contribution générale en prévision d'infortunes pouvant frapper des sociétaires.

y a simplement épargne individuelle. Dans les deux hypothèses, le principe coopératif de répartition est pratiqué, puisque les prélèvements sont opérés, pour chacun des sociétaires, sur son boni individuel : c'est exactement comme si, ayant touché sa part de profit ou de ristourne, le coopérateur prélevait lui-même sa cotisation pour la mutuelle ou son épargne pour la déposer (1).

28. B) Sociétés coopératives poursuivant des fins politiques ou de propagande étrangère à la coopération. — Ces groupements ne sont que partiellement coopératifs. Les fins coopératives de ces sociétés sont restreintes par l'un des moyens suivants :

a) On affecte une partie des excédents sociaux à un mouvement confessionnel, à une action politique ou à toute autre propagande étrangère à la coopération (2) ;

b) On exige comme condition d'adhésion à la coopé-

1. Peu importe, par conséquent, que le prélèvement opéré d'office par la coopérative ait ou non un caractère obligatoire en vertu des statuts. Les coopérateurs de la *Revendication* de Puteaux sont inscrits d'office dans la *Société de Prévoyance mutuelle* constituée à côté de la coopérative à l'usage exclusif des membres de cette dernière.

2. Certaines sociétés, suivant l'excellent exemple des *Equitables Pionniers* de Rochdale, prélèvent un tant pour cent de leurs bonis pour organiser ou subventionner la propagande coopérative. D'ailleurs toutes les sociétés françaises, doivent, pour faire partie de la *Fédération Nationale des coopératives de consommation* (art. 5, § 3, des statuts), se soumettre à l'obligation de « verser dix centimes par an et par membre à la propagande coopérative ; cette propagande peut se faire par conférences, causeries, fêtes, brochures, journaux, allocations à tous les groupements d'émancipation des travailleurs ». Bien entendu, ce rôle éducatif répond à la mission même de nos institutions.

rative une profession de foi religieuse, l'affiliation à un parti, à un syndicat ouvrier ou à n'importe quel groupement extra-coopératif.

29. C) Sociétés coopératives partiellement philanthropiques. — Les manières dont l'esprit de pure bienfaisance peut se manifester dans les institutions coopératives sont diverses. Des sociétés prévoient dans leurs statuts qu'une portion des excédents serviront à subventionner des œuvres d'assistance, telles que bureaux de bienfaisance, crèches, etc., ou à aider à des manifestations de solidarité ouvrière : secours aux grévistes, même non sociétaires, notamment sous forme de « soupes communistes », etc. (1).

30. D) Sociétés coopératives partiellement capitalistes. — Les groupements qui, tout en observant le principe de la répartition coopérative pour une fraction de leurs excédents, attribuent une portion de ces excédents au capital social, aux mises de fonds effectuées par leurs membres, ont pour autant, et par définition, le caractère capitaliste (2).

31. Observation. — Dans la réalité, les coopératives, du moins la plupart d'entre elles, sont d'un type *imparfait*.

1. A l'égard des grévistes sociétaires, ces secours auront un caractère plutôt mutualiste (comp. *suprà*, n° 27).

2. Au sujet des sociétés dites « coopératives » qui ont pour objet la vente en commun des produits (le lait, par exemple) apportés par leurs membres, et qui, entre ces derniers, répartissent les excédents sociaux à proportion des produits apportés, M. Lavergne déclare, peut-être à juste titre : « On chercherait en vain application plus exacte du principe capitaliste de répartition » (*op. cit.*, p. 43).

Un double signe permet de reconnaître la coopération pure.

a) L'avantage économique, résultat de l'activité de l'association, est réparti entre les membres au prorata des opérations effectuées par eux avec le groupement ;

b) Les excédents éventuels qui ne seraient point partagés selon le mode précédent sont affectés à un ou plusieurs fonds communs (de réserve, de roulement, de développement), destinés à l'extension de tous services d'intérêt coopératif, soit au point de vue économique, soit au point de vue moral et intellectuel.

C'est la notion de ce principe de répartition ou d'affectation qui permet de faire à l'association coopérative, spécialement à la coopérative de consommation, une place à part, distincte — suivant une classification chère aux économistes italiens — entre l'association de spéculation et l'association charitable (1).

La démarcation établie entre l'association coopérative, d'une part, et la société de spéculation ou de bienfaisance, d'autre part, ne peut guère exister absolument qu'en théorie. Il est rare que dans une coopérative on ne trouve pas une certaine dose de spéculation ou de bienfaisance ; ajoutons que l'une et l'autre se rencontrent parfois ensemble dans une même coopérative.

1^o Il est d'abord assez difficile, peut-être, de préciser ce qu'il faut entendre par spéculation. On ne saurait

1. Cf. Wollemborg, *la Teorica della cooperazione*, p. 6-7 ; Gobbi, *Cooperazione e codice di commercio*, p. 10.

admettre, cependant, que toute spéculation n'existe pas dans la coopérative quand, lors de la répartition des excédents, la part de quelques-uns des associés est, si peu que ce soit, augmentée au détriment de celle qui devrait revenir à d'autres : ceci pour différentes causes, notamment parce qu'on ne veut pas compliquer à l'excès la comptabilité sociale (1). Or, c'est là le cas de toutes les coopératives de consommation ou à peu près ; 2° d'un autre côté, certains sociétaires ont versé intégralement le montant d'une ou plusieurs parts de capital que, par hypothèse, ne rémunère aucun intérêt, comme il est assez fréquent ; ils risquent la perte de leur apport au cas de mauvaises affaires : cependant il se peut qu'ils n'achètent pas à la coopérative et, en conséquence, ne profitent pas de ses avantages économiques. On pourrait considérer qu'il y a là une preuve de dévouement désintéressé en faveur de l'institution, bien que ce soit le mouvement des ventes de la société qui importe pour procurer aux associés les meilleures conditions d'achat (aussi beaucoup de coopératives raient-elles de leurs cadres les sociétaires « inactifs » comme ceux que nous venons de supposer). Mais se mêlerait-il à la vie de la coopérative quelque acte de bienfaisance, que cela, au dire de M. Wollemborg lui-même (2), « ne contrarierait pas la conception qui l'explique et ne répugnerait point à sa nature ». Du reste, le même

1. Cf. *Suprà*, p. 76, note 1.

2. *Op. cit.*, p. 8, note 1.

auteur concède que « beaucoup de sociétés s'intitulent coopératives dont l'organisation peut se définir un compromis entre la société de spéculation et la société de bienfaisance et dont le fonctionnement est destiné à osciller entre ces deux pôles, finissant par graviter sur l'un plus que sur l'autre » (1). A son tour, M. Gobbi s'exprime en des termes un peu différents, mais sa phrase n'est pas moins imagée : « Si cependant on n'obtient pas le parfait équilibre des intérêts, s'il reste encore, soit de la part des associés, soit de celle des consommateurs non associés, un petit élément de spéculation, cela ne sera pas de nature à étouffer le caractère coopératif prédominant et pourrait être comparé à cette petite partie d'alliage qu'on unit à l'or et à l'argent pour les rendre mieux aptes à la préparation et à l'usage » (2).

1. *Op. cit.*, p. 6, note 1.

2. *Op. cit.*, p. 11.

En particulier, que faut-il penser du fait, par une société de consommation, d'allouer, sur les excédents nets et annuels, tant pour cent au personnel employé, aux administrateurs, aux commissaires de contrôle. Ces allocations ne constitueront-elles pas aussi, dans la coopérative, un « alliage » de nature différente, d'ailleurs, suivant les hypothèses ? Ainsi, pour les employés non acheteurs à la coopérative (ce qui est, croyons-nous, un fait assez rare), leur admission à une part des excédents sociaux n'aura-t-elle pas le caractère d'une libéralité ? S'ils sont sociétaires, ne devra-t-on pas considérer que, à raison de cette participation aux bénéfices, le personnel « spéculé » sur les affaires de la coopérative ? Ne devra-t-on pas le prétendre, *a priori*, pour les administrateurs et commissaires qui touchent une part des excédents annuels ? Nous estimons qu'ici l'on ne peut rien avancer d'absolu. Tout dépend des circonstances, et notamment du chiffre de la quotité allouée au personnel et aux organes d'administration ou de contrôle : si le tantième accordé est modique, on ne doit voir dans le bénéfice qu'une récompense légitime pour les services rendus.

CHAPITRE IV

UNIONS DE COOPÉRATIVES

32. Ces unions se présentent sous des aspects variés.

Les coopératives se fédèrent tantôt *régionalement*, tantôt *nationalement*. Il existe même une *Alliance coopérative internationale* (1).

33. A) **Organismes moraux.** — Certaines unions groupent des coopératives relevant de catégories très différentes (consommation, crédit, production) : telles *la Ligue des Coopératives italiennes*, *l'Union générale allemande* fondée par Schulze-Delitzsch, etc... Tel est aussi le cas de *l'Alliance coopérative internationale*.

Mais, bien souvent, des éléments aussi hétérogènes ne se peuvent accorder ensemble. On verra donc telle ou telle forme de coopération représentée par une union spéciale. Nous ne pouvons songer à fournir ici une longue énumération de ces groupements de coopératives ; bornons-nous à quelques exemples. Ainsi, en France, les associations ouvrières de production ont

1. Siège à Londres.

leur *Chambre consultative*; quant aux sociétés de consommation, elles forment une *Fédération nationale*, née de la fusion, en 1912, de la *Confédération des coopératives socialistes et ouvrières* avec l'*Union coopérative des Sociétés françaises de consommation*; pour le crédit, citons l'*Union des caisses rurales et ouvrières* (d'inspiration catholique), le *Centre fédératif du crédit populaire*, etc. En Grande-Bretagne, la *Co-operative Union* groupe les sociétés de consommation; les sociétés de production constituent, dans ce même pays, une importante fédération. L'*Union centrale des sociétés allemandes de consommation* s'oppose à la vieille Union générale, citée plus haut, dans laquelle prédominent les tendances des « classes moyennes » (petits commerçants, artisans, etc.) (1).

Les Unions ou Fédérations sont éminemment des organismes *moraux*, constitués pour l'étude et la défense des intérêts coopératifs, pour la propagande, pour l'établissement et le fonctionnement de services administratifs et juridiques au profit des sociétés affiliées.

34. B) Organismes économiques. — Les coopératives s'associent également entre elles pour acheter

1. Quelques Fédérations, tout en groupant différents types d'associations (sociétés d'approvisionnement, de vente, de crédit), sont spéciales en ce sens qu'elles ont un caractère professionnel : ainsi l'Allemagne possède plusieurs Unions coopératives agricoles qui sont les plus puissantes du monde. Les grandes Fédérations agricoles de l'Europe centrale ont même constitué, il y a quelques années, en dehors de l'Alliance coopérative internationale dont nous avons parlé, une Alliance internationale agricole.

en commun, pour produire ; en d'autres termes, elles se groupent sur le terrain *économique* : elles pratiquent ce qu'on a appelé souvent, et très justement, la « coopération au second degré ». C'est presque exclusivement les organisations de consommation qui nous offrent le spectacle d'un pareil processus, qui est parfois tout à fait remarquable, comme en Angleterre, en Ecosse, au Danemark, en Allemagne, ou déjà très intéressant, comme en France (1). Ces établissements portent, dans la pratique, le nom de *Magasins de gros des coopératives*. Au-dessous des Magasins de gros nationaux fonctionnent des Unions régionales d'achats.

Généralement, l'organisation économique est distincte, à cause de la nature de ses opérations, de l'organisme moral, encore qu'elle soit affiliée à ce dernier et même le subventionne quelquefois largement. *L'Union suisse des sociétés de consommation* fait cependant exception à cette règle ; cette Union présente les deux caractères que nous venons de comparer : le « Bureau d'achats » et ses annexes ne sont qu'un département, un service intérieur de l'Union.

1. L'exposé comparatif de ce processus dans les principaux pays de coopération constitue l'objet essentiel du livre déjà cité de M. Bernard Lavergne.

CHAPITRE V

DÉFINITION DE LA COOPÉRATION

§ 1. — Tendances du système coopératif

35. La coopération a été définie « une entreprise collective constituée entre ceux qui sont lésés par la répartition des richesses, dans l'intention de *rétablir l'équilibre distributif* » (1).

Il y a, en effet, des entreprises qui perçoivent un excès de revenu (*soprareddito*) soit sur leur clientèle, soit sur leur personnel. Ainsi les marchands font payer aux consommateurs un prix supérieur au coût de production ; les banques prêtent moyennant intérêts, commissions, etc., dont la somme dépasse tous frais légitimes ; les industriels s'attribuent, indépendamment de la rémunération de leurs capitaux et de leurs efforts propres, la plus-value acquise par le produit à l'établissement duquel ont concouru les ouvriers qui, eux, ne touchent que leur salaire. Les consommateurs, les personnes qui ont besoin de crédit pour leurs affaires,

1. Valenti, *Cooperazione rurale*, p. 43.

les ouvriers enfin, peuvent, en s'associant, éliminer cet excès de revenu et rétablir ainsi l'équilibre de la distribution.

Ceci est exact. Mais ce rétablissement ne sera que le résultat de la fonction coopérative, un état de fait plus juste que celui où l'on voit certains individus détenir en monopole un excès de revenu, un profit au détriment du consommateur ou de l'ouvrier.

36. Une opinion voit le critérium de la coopération dans ce fait qu'elle aurait pour objet *d'éliminer l'intermédiaire spéculant* (1).

Cette explication a été réfutée par les motifs suivants :

a) « Si la coopérative prend souvent naissance pour combattre les intermédiaires, on ne peut dire qu'elle les élimine, puisqu'elle est elle-même un intermédiaire qui a le mérite de remplacer une chaîne compliquée et coûteuse d'autres intermédiaires, mais qui ne les supprime pas tous, car autrement elle devrait se supprimer elle-même » (2) ;

1. Ainsi Bolaffio, *Società commerciali e società cooperative*, p. 47 et suiv.

2. Vivante, *Trattato di diritto commerciale*, II, n° 634, note 9. — *Contra* : v. Thaller, *Des actes de commerce*, n° 13 (dans les *Annales de droit commercial*, 1895).

Si M. Vivante envisage la coopération comme un intermédiaire entre le producteur, par exemple, et les consommateurs, bien qu'elle soit en réalité le groupement des consommateurs eux-mêmes, c'est, nous semble-t-il, en la considérant comme une entité, une personne morale, distincte de ses membres (*loc. cit.*). Mais cette fiction juridique ne nous paraîtrait pas suffisante pour constater un phénomène d'ordre économique et con-

b) « Beaucoup de grandes entreprises se fondent, spécialement les grands magasins, qui ont pour objet de supprimer plusieurs intermédiaires spéculants, et ne sont pas coopératives » (1).

Quoi qu'il en soit, si la coopération peut, en fait, éliminer certains intermédiaires, ce n'est encore qu'un résultat en quelque sorte mécanique de son fonctionnement.

§ 2. — But certain et immédiat

37. Le but positif que vise le coopérateur, dans une société de consommation, c'est *d'effectuer une économie sur ses dépenses d'achat*. Celui de la coopérative, par conséquent, c'est de faire réaliser une épargne à ses membres (2). La situation est la même s'il s'agit

cret. Toutefois nous croyons, comme le savant professeur italien, que la coopérative ne supprime pas entre ses fournisseurs et chacun de ses membres l'existence de tout intermédiaire : c'est même le contraire qu'elle implique. Aucun individu, isolément, ne peut acheter en aussi grande quantité et, par conséquent, dans des conditions aussi avantageuses que s'il unit sa puissance de consommation à celle d'autres individus. Ces derniers constituent donc du fait de l'association, par rapport à lui, et aux fournisseurs de la coopérative, une espèce inévitable d'intermédiaires. Intermédiaires d'un type nouveau, infiniment moins coûteux que les autres, mais dont il n'est pas permis de dire qu'ils sont purs de tout esprit de spéculation (V. *suprà*, n° 31).

1. Vivanti, *loc. cit.*

2. V. Gide, *les Sociétés coopératives de consommation*, 3^e édit., p. 86 ; Mariani, *Il fatto cooperativo nell'evoluzione sociale*, p. 33. — Cette épargne, d'ailleurs, peut être obtenue à l'aide de deux procédés différents. Ou bien la coopérative cédera les marchandises au prix de revient. Ou bien, ayant perçu, outre le prélèvement nécessaire pour les frais géné-

d'une société coopérative de crédit : l'associé a besoin de fonds, il désire les obtenir *au meilleur compte*. Dans l'association ouvrière de production, le coopérateur a pour objectif de trouver, *en récompense de son travail, la plus forte rémunération possible* : l'ouvrier économe de la sorte, peut-on dire, ce que lui coûterait la charge d'un patron :

C'est par le désir d'atteindre un but d'économie que s'explique l'origine historique et le succès de la coopération, spécialement de la coopération de consommation. Tout le reste : élimination des intermédiaires, suppression du sur-revenu, abolition du salariat, etc., ce ne sont que des résultats ou de simples tendances (1).

raux, une certaine majoration sur la vente de ses divers articles (les prix sont généralement ceux du commerce de détail, parfois un peu au-dessous), la société, en fin d'année, distribuera les excédents, c'est-à-dire ces trop-perçus, entre les coopérateurs à proportion de leurs achats ; c'est ce qu'on appelle la « ristourne » ou les « bonis de restitution ». C'est cette seconde méthode qui est habituellement employée.

Disons tout de suite qu'il ne saurait jamais s'agir de distribuer entre les consommateurs l'intégralité des trop-perçus, déduction faite des charges sociales. La coopérative ne doit pas manger son blé en herbe. Il faut lui donner la possibilité d'étendre ses services, car ceci est encore de l'intérêt des consommateurs eux-mêmes. Aussi les statuts de la *Fédération nationale des coopératives de consommation* (art. 5) exigent-ils que les sociétés adhérentes opèrent des prélèvements sur leurs trop-perçus pour la formation de réserves devant servir à la réalisation du programme coopératif. Il est judicieux de prévoir statutairement la limitation du boni à distribuer aux associés ; on peut citer en exemple certaines sociétés dont les statuts fixent le maximum à 4 o/o, une fois opérés tous les prélèvements statutaires, et décident que le surplus sera affecté à un fonds spécial destiné à parfaire la ristourne à concurrence de ce pourcentage, dans les années où les bonis nets seraient nuls ou insuffisants.

1. V. Mariani, *op. cit.*, p. 30.

Mais *il ne suffit pas d'indiquer son but* pour définir nettement notre institution. Un grand magasin, tels le Louvre ou le *Bon Marché*, sans être coopératif, permet souvent à ses clients de faire une économie en vendant moins cher que la petite boutique ; et si le client, par un hasard quelconque, se trouve actionnaire dans la société qui gère l'entreprise, on pourra dire qu'il s'approvisionne dans son propre magasin comme fait l'associé d'une coopérative ; il n'aura pas seulement trouvé une économie sur sa dépense, mais encore il touchera, *au prorata de son action ou de ses actions*, une part des bénéfices prélevés par la société sur les simples clients qui n'en font pas partie. Ceux-ci, tout en achetant plus économiquement, ne retireront donc pas du magasin un bénéfice comparable à celui de l'autre, qui est actionnaire ; et leur économie sera d'autant moins grande qu'ils doivent, par le montant du prix qu'on leur a fait payer, continuer à produire des dividendes au profit des associés qui, à leur différence et à la différence du premier, n'ont rien acheté au magasin. Or, la vraie coopérative procède tout différemment. Ici, *l'épargne sera la plus grande possible pour chacun des consommateurs* (1) : pour arriver à ce but, *le bénéfice de l'entreprise sera juridiquement réparti entre tous d'après un principe d'équité économique* ; mais il faudra préciser quel est ce principe. Et il conviendra de le faire non

1. Sous réserve des prélèvements que la coopérative doit effectuer pour la raison indiquée page 98, en note.

seulement pour le cas des sociétés de consommation, mais encore pour celui des associations ouvrières de production, puisqu'aussi bien une entreprise capitaliste peut, sans cesser d'être pour cela patronale, concéder à son personnel une certaine participation aux bénéfices.

Auparavant, nous devons indiquer plusieurs traits caractéristiques de la coopération, en soulignant d'une façon très nette qu'ils ne suffisent pas pour qu'on puisse décerner aux entreprises qui les présentent un brevet d'authenticité. Nous serons d'autant mieux à même, ensuite, de mettre en valeur la règle fondamentale qui, seule, peut permettre de le faire.

§ 3. — Caractères non spécifiques

38. Ils se ramènent à deux idées. Normalement la coopération implique : d'une part, la variabilité du personnel et du capital de la société ; d'autre part, l'existence chez les associés d'un besoin qui leur est commun et à la satisfaction duquel ils pourvoient en commun. A ce dernier trait se rattachent, d'ailleurs, des conséquences diverses.

39. I. Variabilité du personnel et du capital. — Ceci, à tort, est le seul critérium d'importance qu'on trouve dans presque toutes les législations qui ont voulu régir les coopératives (1).

1. Comp. une loi américaine (Etat de Pensylvanie, l. 7 juin 1887) :
« Section 3. Les articles de l'association établiront distinctement : ... »

Bien que cette variabilité soit une modalité très utile et même presque indispensable au développement des sociétés de coopération, il est impossible de la considérer comme la caractéristique essentielle de ces entreprises, et cela pour deux raisons :

1° On comprendrait parfaitement qu'une société, tout en étant imbue des idées coopératives et en obéissant aux autres règles qui seront exposées ci-après, voulût limiter le nombre de ses membres et le montant de leur part sociale (1) ;

4° Si le capital est fixe... ou si le montant de ce capital pourra varier, de temps en temps, suivant le besoin des affaires ». De même, la loi française du 5 novembre 1894 (art 1^{er}) laisse entendre que les sociétés de crédit agricole pourront, s'il plaît à leurs membres, n'être pas constituées à capital variable (v. aussi, pour les sociétés de crédit maritime mutuel, l'article 5 de la loi du 4 décembre 1913). Il est à remarquer que ces lois consacrent par ailleurs, dans leurs dispositions, en termes explicites, le pur principe coopératif, tel qu'il va se dégager au cours de nos explications (v. n^{os} 84, 128 et 129).

1. M. Godart, dans une étude fort intéressante sur *les Origines de la coopération lyonnaise*, raconte ce qui suit : « La plupart des sociétés de consommation fondées en 1849 adoptèrent comme règle l'essaimage quand la ruche devenait trop petite ; plutôt que d'agrandir, ils envoyèrent au dehors l'excédent des associés constituer une nouvelle section, avec son autonomie, ses finances, la libre disposition de ses bénéfices » (p. 11-12). Il semble bien que chaque groupe, chaque « section » constituait une véritable société distincte des autres. Du moins, rien n'empêcherait de concevoir ce plan. Toutefois il s'accorde mal en raison de son caractère particulariste, avec la nature même des coopératives de consommation, qui représentent l'intérêt général, puisque le consommateur, c'est tout le monde. Les nécessités de l'évolution moderne (économie de frais généraux, gestion centralisée, etc.) exigent au contraire que les coopératives « agrandissent » et même qu'elles fusionnent entre elles autant que possible. Aussi pose-t-on le principe de la « coopération ouverte » (v. *infra*, n^o 55).

2^o Au contraire, on a vu des sociétés se constituer à capital variable et, inspirées d'un esprit purement mercantile, admettre, à côté des clients associés, d'autres clients jouissant sans doute de certains avantages, mais beaucoup plus mal partagés que les premiers, et n'ayant pas, en fait, la faculté de devenir sociétaires. De même, il s'est trouvé des sociétés de production employant un grand nombre d'auxiliaires qui restaient salariés, sans pouvoir jamais se faire admettre au rang des associés : ces coopératives ouvrières devenaient de véritables entreprises patronales (1).

Le législateur français, à vrai dire, dans la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, n'a pas voulu nommer la coopération. Il permet bien, au titre III (« Dispositions relatives aux sociétés à capital variable »), d'assouplir, sous certaines conditions, les règles ordinaires du contrat de société ; et, dans sa pensée (telle qu'elle ressort des travaux préparatoires), les institutions de coopération devaient être en fait les seules — ou presque — à recourir aux facilités consenties. Mais nous venons de dire qu'il y a cependant des exceptions.

En France, du moins, le législateur dégage-t-il sa responsabilité à cet égard, dès lors qu'il ne prétend pas distinguer en droit la coopération. Dans les lois spéciales où il traite nommément des coopératives, il fait

1. Nous ne voulons pas citer ici des noms de sociétés françaises ; disons tout de suite qu'elles sont en très petit nombre. Pour l'Allemagne, voir la note 2 ci-après.

état, dans la plupart des cas, du principe essentiel qui domine les institutions dignes de ce nom ; quand il en met d'en parler, les règlements d'administration publique se chargent de faire appliquer ce principe (1).

A l'étranger, il en va autrement. Là, le législateur affirme en termes exprès qu'il entend régler les coopératives ; malgré tout, le fait d'établir pour unique critérium la variabilité a provoqué le danger que nous signalons, ce danger s'est produit, les véritables coopérateurs ont exhalé leurs plaintes et bien des personnes les ont approuvés (2).

40. II. Existence d'un besoin commun. — Il est évident que si des individus s'unissent en coopérative, c'est pour satisfaire à un besoin commun : celui de se procurer du travail ou certaines choses aux conditions les plus économiques (3).

1. V. *infra*, n^{os} 122 et suiv.

2. En Italie, on a regretté souvent la confusion *légale* entre les vraies et les fausses coopératives et l'abus qui se fait de la « coopération » (v. notamment Vidari, *Corso di diritto commerciale*, II, n^o 1635). M. Manara (*L'associazione cooperativa nel vigente codice di commercio*) s'exprime ainsi : « Quand est-ce qu'une entreprise est exercée coopérativement et que, par conséquent, est coopérative la société qui l'exerce ? Le législateur ne l'a pas dit, et même il semble qu'il ait mis tous ses soins à ne pas le dire. »

En Allemagne, on a pu constater que les coopératives de crédit, au lieu de viser uniquement à faire avec leurs membres des opérations d'argent à bon-marché, devenaient de plus en plus des sociétés pour placement de capitaux. V. Staudinger, *Von Schulze-Delitzsch bis Kreuznach*, p. 32.

3. Différents auteurs ont fait fond sur cette constatation, notamment Wollemborg (*La Teorica della cooperazione*, p. 4 et suiv.). V. aussi Manara, *op. cit.*, n^o 26.

C'est sur la même idée qu'insiste également M. Gide lorsqu'il écrit

Mais le besoin commun n'existe-t-il pas dans toute association ? N'en est-il pas la cause ? Dans une œuvre philanthropique, dans une œuvre de moralité, n'éprouve-t-on pas le besoin de faire acte de bienfaisance ou de réformer les mœurs ? Dans les associations dépourvues pour leurs membres d'avantages pécuniaires et exigeant d'eux, au contraire, certains sacrifices, il est vrai que les adhérents peuvent être mus par des sentiments très divers : ils agissent par pure charité, par esprit de propagande ou tout simplement « pour qu'on le sache ». Mais, pour pouvoir entrer dans l'une ou l'autre de ces œuvres, il y a ceci de commun entre eux qu'ils ont besoin de faire acte de bienfaisance ou de laisser croire qu'ils tendent à la moralisation des autres et d'eux-mêmes.

Nous n'insisterions point si l'on n'avait pas voulu voir une différence entre l'entreprise de spéculation et l'entreprise coopérative précisément en ceci que le principe de l'égoïsme particulier serait à la base de la première, tandis que la seconde s'appuierait sur le principe de l'intérêt solidaire, « le système coopératif

(*Les sociétés coopératives de Consommation*, p. 1) : « En un sens large, il y a société coopérative de consommation toutes les fois que plusieurs personnes, ressentant le même besoin, s'associent par des moyens collectifs pour y donner satisfaction mieux qu'elles ne pourraient le faire par des moyens individuels ». M. Gide nous prévient qu'il donne de la coopération de consommation une définition large : infiniment trop large, dirons-nous ; les développements ci-après vont en fournir la preuve.

dérivant de la considération d'un besoin commun auquel on pourvoit en commun » (1).

A cette observation de M. Wollemborg, économiste coopérateur, un économiste de l'école libérale, M. Pantaleoni, a répondu : « Mais ne doit-on pas dire, par hasard, de toute société commerciale qu'elle naît et qu'elle vit par le fait qu'« un certain nombre de personnes ont un besoin en commun » et qu'« elles pourvoient en commun à sa satisfaction ? » Le besoin est commun, dans ce sens qu'il y a identique besoin en divers individus, et l'on y pourvoit en commun, dans ce sens qu'un groupe d'individus reconnaît qu'une satisfaction coûtera moins en unissant les forces économiques individuelles disponibles qu'en les mettant en œuvre séparément » (2).

De ce que la coopération implique *un besoin commun* auquel *on pourvoit en commun*, sous quel aspect la verrons-nous fonctionner économiquement et juridiquement ? Pour la décrire, plusieurs formules ont été proposées.

41. A) — « L'entreprise est exercée coopérativement », dit M. Manara, « quand l'exercice en est assumé par ceux-là mêmes qui ont besoin des produits de l'entreprise » (3).

1. Wollemborg, *op. cit.*, p. 5.

2. *Esame critico dei principii teorici della cooperazione*, p. 209-210.

3. *Op. cit.*, n° 26. — Comp. Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 782 : « Coopérer » ne signifie point opérer ensemble, mais

Cette conception est juste, — en partie du moins et dans un sens que nous pouvons traduire autrement : dans les coopératives, les consommateurs ou les travailleurs, suivant l'objet de l'entreprise, deviennent leur propre entrepreneur (1).

C'est un fait que M. Vivante a essayé de contester en donnant deux raisons, dont l'une n'est pas suffisamment fondée et dont l'autre n'est vraie qu'en partie (2) :

1° « Ce ne sont pas les associés, dit-il, qui assument l'exercice de l'entreprise, mais la société qui est un être collectif distinct de chacun d'eux. » Nous répondrons que s'il est possible de conserver dans le droit une fiction comme celle de la personne morale, ce n'est pas un motif pour dénaturer la signification d'un phénomène économique. Or, à ce point de vue, la société, ce sont les associés ; et ce sont eux encore les entrepreneurs, c'est-à-dire les individus qui, tout en percevant le bénéfice de l'entreprise, en prennent aussi la responsabilité et qui la dirigent souverainement ;

2° « Aucun magistrat, ajoute l'éminent professeur italien, ne pourrait faire une investigation qui lui permît de savoir si les promoteurs et les associés ont effectivement besoin de l'industrie sociale. L'exigence juridique inflexible de cette définition contrasterait

travailler avec. La société coopérative est celle qui travaille avec ses propres associés ».

1. Voir C. Webb, *Industrial Co-operation*, p. 80.

2. *Op. cit.*, n° 634, note 9.

avec l'heureuse élasticité des règlements statutaires, qui n'est pas contredite par le Code, et grâce à laquelle l'associé peut rester toujours un coopérateur potentiel, mais inactif. » Dans cette remarque, il y a une part de vérité. Mais ce n'est pas vrai dans tous les cas : beaucoup de statuts menacent de radiation le sociétaire qui persisterait à rester « un coopérateur potentiel, mais inactif », en ne s'approvisionnant pas au magasin social (coopératives de consommation).

Toutefois, s'il est exact que l'entrepreneur et le consommateur ou l'ouvrier se confondent dans la coopérative, nous nous séparons de M. Manara sur un point capital : c'est quand il croit caractériser ainsi, de manière à la distinguer de toutes les autres, cette espèce d'entreprise (V. ci-après *B, C, D*).

42. B) — On a opposé, d'autre part, l'association coopérative à la société de spéculation, en disant que cette dernière a pour but de tirer un revenu des services qu'elle offre aux particuliers qui les demandent et qui sont étrangers à la société. Au contraire, dans la structure coopérative, « le sujet de chaque entreprise, la personnalité de l'entrepreneur, c'est la collectivité organisée des économies particulières mêmes qui ont besoin et qui se fournissent des prestations spécifiques économiques produites par l'entreprise dont il s'agit » (1).

1. Wollemborg, *op. cit.*, p. 4. — Comp. Gide : « Il est de l'essence de l'association coopérative — à la différence de la société capitaliste —

A l'antithèse ainsi formulée par M. Wollemborg, M. Pantaleoni objecte que « le caractère qu'on veut regarder comme propre aux coopératives se rencontre dans toute entreprise ». — « Il est question, continue-t-il alors, de ne pas perdre la vision nette de ce qu'on doit considérer comme les services d'une entreprise quelconque. » Et le célèbre économiste italien prend l'exemple d'une fabrique ; on pourrait en choisir un plus facilement comparable encore à nos coopératives de consommation, celui d'une société commerciale ordinaire vendant du café ou du sucre, et dire avec M. Pantaleoni : « Le service qu'elle rend aux sujets de cette entreprise (mettons aux actionnaires), c'est le dividende que ceux-ci se répartissent en fin d'année : l'entreprise est un moyen de se procurer un revenu ; ce revenu est son service ; et ce service, les associés seulement le consomment. » Mais les produits fabriqués ou vendus ? » Ne sont-ils pas aussi, eux, le service définitif et ultime de l'entreprise, et ne sont-ce pas des tiers qui consomment ce service ? » Non, dit-on : l'entreprise « n'a pas été créée, et elle n'est pas continuée par ceux qui la créèrent, pour donner à l'humanité le plaisir d'avoir » du sucre ou du café. Alors que le produit est fabriqué, « l'entreprise n'a pas encore achevé son travail propre ; elle n'est parvenue qu'à

de se préoccuper des besoins à satisfaire et non des profits à toucher. Il y a dans ce simple changement d'idées toute une révolution » (*La Coopération*, p. 219).

l'avant-dernier des nombreux stades de transition par lesquels elle doit faire passer les facteurs de la production : cela est si vrai que, dans le compte profits et pertes de son bilan, elle n'enregistre pas les produits sortis et entrés, mais les pertes et les bénéfices » ; les produits « sont encore vendus, c'est-à-dire échangés contre de l'argent, et, tant que cela n'est pas fait, le cycle des opérations de la maison n'est pas accompli. Ceux qui voudraient voir le service de l'entreprise dans la confection des produits, ne peuvent refuser de le voir pareillement dans n'importe quel autre stade précédent du processus de production, qui conduit à la confection de ces objets ». Les produits « se consomment, naturellement, par des tiers ! » Et le même auteur, établissant alors un parallèle avec les sociétés de consommation : « Même dans les coopératives, dit-il, qui produiraient des biens consommés directement par les associés, — exemple : dans une coopérative qui aurait pour but de satisfaire directement aux besoins de nourriture, de vêtement, etc..., des associés, — ces objets, produits par la coopérative, ne seraient pas encore son service définitif. Ces biens ne seraient que l'instrument de son service définitif, c'est-à-dire de la satisfaction hédonistique procurée aux associés » (1). — Précisons, quant à nous : cette satisfaction hédonistique, soit que la coopérative produise elle-même, soit qu'elle se con-

1. Pantaleoni, *Esame critico dei principii teorici della cooperazione*, p. 210-212.

tente d'acheter au dehors les marchandises qu'elle fournit à ses membres, ce sera l'économie réalisée par chacun des sociétaires sur sa dépense de consommation.

M. Pantaleoni ne reconnaît donc pas l'existence, dans la coopération, d'un principe *sui generis* la distinguant des autres formes d'entreprise.

Son raisonnement présente, il serait vain de le dissimuler, une grande force. On pourrait, d'ailleurs, en en modifiant la formule, l'exprimer dans les termes suivants : — Il n'y a pas, entre les sociétés capitalistes et les sociétés coopératives, de différence fondamentale, étant donné que le principe de répartition joue identiquement dans tous les cas, quelle que soit la diversité de ses applications suivant la nature de l'intérêt poursuivi par les associés. Dans les sociétés coopératives, où l'associé est guidé soit par ses besoins en tant que consommateur, soit par ses aspirations en tant qu'ouvrier, les excédents se partagent au prorata de la consommation ou du travail. Dans les sociétés de capitaux, où l'associé recherche comme avantage le rendement de son argent, le bénéfice est réparti à proportion des fonds apportés.

A l'analyse, toutefois, il nous paraît inexact, quelle que soit la forme sous laquelle on présente l'argument, de ramener à un même principe la nature des coopératives et celle des sociétés capitalistes. Les unes diffèrent des autres dans leur essence, les premières se

trouvant ainsi nettement caractérisées et opposées aux secondes.

D'abord, et pour reprendre l'expression même dont se sert M. Pantaleoni, la « satisfaction hédonistique » n'intervient pas selon un processus identique dans les sociétés de capitaux et les sociétés de consommation. Pour celui qui engage des fonds en vue uniquement d'un profit, il est bien certain que les fabrications de son usine ne sont qu'un instrument destiné à lui faire atteindre ce but. Dans la coopérative, l'entrepreneur, c'est-à-dire le sociétaire, est en même temps le consommateur du produit que l'entreprise a acheté, peut-être même fabriqué (le pain, par exemple). Le produit obtenu dans les meilleures conditions est donc bien le « service définitif » que le coopérateur attend de sa société.

Sans doute, il est plus embarrassant d'établir la distinction fondamentale que nous avons annoncée entre sociétés capitalistes et coopératives de production ; dans les premières comme dans les secondes, les associés, en effet, ont pour but le profit, tandis que les coopératives de consommation tendent précisément à éliminer ce dernier (1). Nous voyons cependant une opposition essentielle entre les sociétés de capitaux et les associations ouvrières de production ; autre chose est de mettre en œuvre son argent, autre chose son

1. Cf. *suprà*, nos 2 et 16.

travail ; que le profit aille aux fonds engagés ou qu'il récompense le labeur, c'est tout différent.

On peut donc rattacher de la façon suivante, selon nous, toutes les coopératives, quel que soit leur objet (consommation, travail, etc.), à un principe nettement distinctif qui en fait réellement des groupements *sui generis* en face des entreprises capitalistes : les avantages de la coopération vont à l'homme en raison de sa puissance de consommation ou de travail, c'est-à-dire pour des nécessités inhérentes à la nature humaine, tandis que, dans les sociétés de capitaux, ce sont les fonds qui cherchent l'argent (1).

43. C). — Autre forme de la théorie de l'identité entre l'entrepreneur et le bénéficiaire des prestations économiques pour lesquelles l'entreprise est créée : on a dit qu'il y a réellement coopération lorsque celui qui

1. Deux remarques :

1^o Pour les sociétés coopératives de crédit, on doit raisonner comme pour les sociétés de consommation. L'artisan, l'agriculteur, se font prêter aux meilleures conditions les sommes d'argent qui leur sont nécessaires pour être « consommées », mais consommées *productivement*.

2^o Nous avons indiqué, avec M. Lavergne, que certaines sociétés dites « coopératives », qui ont pour objet la vente en commun des produits apportés par leurs membres (notamment des produits agricoles) et qui partagent les excédents sociaux à proportion des produits apportés, appliquaient le principe capitaliste de répartition (*suprà*, n^o 30). Ce sont là des apports en nature qui donnent lieu au partage des bénéfices exactement dans les termes de l'art. 1853 C. civ. Nous étudierons ces sociétés dans le présent ouvrage, malgré leur nature, parce qu'en pratique on leur donne la qualification de « coopératives » et qu'elles forment, sous ce nom, l'objet de dispositions légales particulières (*infra*, n^o 111).

achète et celui qui vend sont une seule et même personne ; au contraire, si les deux termes de ce rapport sont distincts, la prétendue coopérative n'a rien de propre ni de caractéristique par quoi elle se différencierait des sociétés ordinaires de commerce (1).

A ce sujet, il faut faire deux remarques :

1° Il n'est pas vrai que la confusion des qualités de vendeur et d'acheteur sur la même tête soit le signe original de la coopération. Tous les actionnaires du *Bon Marché* pourraient, en fait, se fournir aux magasins de cette société, sans que celle-ci en soit influencée dans sa nature et devienne une coopérative. On dira : mais c'est que le *Bon Marché* vend aussi au public, et celui-ci n'est pas alors son propre vendeur. Non, cette raison n'est pas la seule. Car il est possible de supposer une société constituée pour approvisionner seulement certaines catégories de personnes assez nombreuses (des fonctionnaires, par exemple), et exigeant que pour s'y fournir on devienne associé, qu'on souscrive une ou plusieurs actions ; mais les bénéfices que réaliserait l'entreprise, tout en vendant moins cher que les détaillants grâce à l'économie sur les frais généraux et à l'achat par fortes quantités, serait réparti entre les associés en leur qualité d'actionnaires et non pas en leur qualité de consommateurs, c'est-à-dire au prorata

1. Lampertico, *la Proprietà*, p. 202 et suiv. Cf. A.-D. Bancel, *le Coopératisme*, p. 13.

du nombre de leurs actions et non au prorata du chiffre de leur consommation : la société ne serait pas coopérative.

2° D'autre part, il convient de préciser exactement dans quelle mesure il est permis d'affirmer que le consommateur est son propre vendeur. Or, à ce sujet, il y a deux observations à faire :

a) D'abord, pourrait-on soutenir, ce n'est pas à eux-mêmes que les consommateurs achètent, mais à la société, personne morale ;

b) Même en laissant de côté cette conception juridique abstraite, chacun des consommateurs se trouve, à chacun de ses achats, en présence de plusieurs vendeurs ; en présence d'autant de vendeurs qu'il a de co-associés qui lui cèdent leur part de l'objet qu'il achète. Il est bien, lui aussi, son propre vendeur, mais seulement pour sa part dans la chose (1).

1. Dans l'intéressante discussion de la loi belge de 1873, un membre de la Chambre, M. Bara, s'écriait : « Est-ce que l'associé qui n'achète rien ne vend pas ? — Vous faites partie, à cent personnes, d'une société de consommation qui achète 1.000 kilogrammes de blé. Tous les associés ne sont pas obligés d'acheter. — L'associé qui n'a rien acheté des 1.000 kilogrammes de blé ne vend-il pas ? Indubitablement oui. — Si tous les associés étaient obligés d'acheter une certaine quotité de blé, s'ils devaient procéder au partage de la marchandise achetée, ils en seraient copropriétaires, ils achèteraient pour leur consommation ; mais ils ne font pas cela ; ils s'associent pour faire un achat ensemble ; ils le revendent à quelques-uns d'entre eux. — L'associé qui achète est un tiers. La qualité d'associé ne change pas sa qualité de tiers acheteur, à telles enseignes que s'il ne payait pas, la société aurait une action contre lui, non comme associé, mais comme tiers, pour le forcer à payer » (Guillerry, *des Sociétés commerciales en Belgique*, III, n° 913).

44. Tout ce qui vient d'être dit pour les sociétés coopératives de consommation s'appliquerait dans les mêmes termes aux sociétés coopératives d'habitation ou de crédit.

45. Pour les sociétés ouvrières de production, il est possible de raisonner semblablement. On dira : il y a réellement société coopérative lorsque celui qui fournit le travail et celui qui l'exécute sont une seule et même personne.

Là encore nous répondrons comme tout à l'heure :

1° La confusion des qualités de patron et d'ouvrier sur la même tête ne suffit pas à affirmer qu'il y ait coopérative. Il convient d'examiner, ici encore, le mode de répartition du bénéfice de l'entreprise. Dans tous les cas, sans doute, un salaire déterminé rémunérera la main-d'œuvre ; mais si les excédents, toutes charges déduites, sont répartis à proportion du capital apporté par les associés, au lieu de récompenser à sa mesure le travail de chacun, la société usurpera la qualification de coopérative ;

2° Si l'on peut dire que, dans une coopérative de production, l'ouvrier est son propre patron, cela n'est vrai que partiellement ; car il a, dans ses co-associés, autant de co-patrons.

46. D) — Malgré un grand fonds de justesse que nous avons essayé de dégager, les explications émanant d'auteurs différents et qui viennent d'être discutées laissent encore subsister une certaine équivoque. Elles

paraissent toutes s'en tenir à l'idée, plus ou moins enveloppée dans les termes, d'une confusion entre seulement la qualité de consommateur ou d'ouvrier et celle d'entrepreneur.

Si toutefois nous pénétrons plus avant dans l'analyse du système coopératif, il nous faut observer que la disposition d'un certain capital est pour lui chose nécessaire.

L'économie politique distingue nettement l'entrepreneur et le capitaliste, bien que souvent en fait, comme elle le constate, tous les deux se confondent (1). Or, dans la société coopérative, le consommateur — ou l'ouvrier — qui intervient à titre d'entrepreneur, intervient aussi comme apporteur de capital (2), et cela pour deux raisons :

1^o Dans toute société, c'est l'associé qui est l'entrepreneur. Cet entrepreneur peut bien apporter autre chose que de l'argent ou un objet en nature. Par exemple, son industrie (art. 1833 C. civ.) : c'est le cas de l'ouvrier dans la société de production. On pourrait dire que, dans la coopérative de consommation, l'associé apporte sa clientèle, puisqu'il se fournira au magasin social. Et même cette industrie ou cette clientèle permettra à l'associé de réaliser un apport pécuniaire, car la société lui retiendra une partie du bénéfice qui lui revient en fin d'année pour le porter à son

1. V. Gide, *Cours d'Economie politique*, t. I, p. 200, et II, p. 419.

2. Cf. Thaller, *Traité élém. de droit commercial*, n^o 783.

compte et lui constituer ainsi le montant d'une action, le montant de sa part (1) ;

2° En tant que consommateur, ou qu'ouvrier, l'associé a intérêt à constituer lui-même, avec les autres coopérateurs, le capital social ; et c'est, précisément, à ce titre d'ouvrier ou de consommateur qu'il y a, pour lui, utilité à le faire. C'est dire qu'il devra éloigner, autant que possible, d'abord les bailleurs de fonds étrangers à la société (prêteurs), et ensuite, par un procédé quelconque (2), les associés qui, se bornant à faire un apport en numéraire, ne seraient cependant que des « coopérateurs potentiels, mais inactifs ». Le capital intéressé pèsera sur la coopérative si ceux qui l'ont apporté ne font pas l'acte en vue duquel elle a été créée, — s'ils n'effectuent pas leurs achats au magasin social, dans une coopérative de consommation, — s'ils ne fournissent pas leur travail, dans une société ouvrière de production. La rémunération du capital, quand n'intervient pas, de la part du bailleur, cette collaboration spécifique à l'entreprise commune, a une répercussion, fâcheuse à un double point de vue, sur les règles relatives à la répartition. D'un côté, la règle équitable de partage qui veut que les avantages sociaux aillent à ceux qui se sont conformés à l'objet même de

1. V. dans ce sens, un article de M. Boissonade, *le Code Napoléon et les soc. coop. civiles du Dauphiné* (dans la *Revue critique*, 1866, p. 265).

2. Soit par voie de remboursement du capital ; soit en ne rémunérant d'aucun dividende la part sociale ; soit en exigeant du sociétaire un minimum d'achat.

l'entreprise (acheteurs dans une société de consommation, travailleurs dans une société de production) est violée, du moins en partie, au détriment des attributaires, et le principe fondamental de la coopération se trouve ainsi faussé. D'autre part, le paiement d'intérêts aux capitaux étrangers ou aux mises de fonds des sociétaires inactifs a également pour résultat d'amoindrir la somme à prélever sur les excédents de fin d'année en vue d'alimenter le fonds de développement de la société ; il nuit, par conséquent, à la coopérative elle-même (1).

47. M. Thaller a démontré au moyen d'un exemple frappant, la nécessité de la réunion dans la même personne des qualités de client et d'associé pour qu'on se trouve en face d'une coopérative. « Que penser d'une société qui constituerait son capital avec les fonds provenant d'une catégorie de personnes n'ayant droit qu'à un intérêt limité et qui traiterait ses ventes, ses marchés de travail, etc., avec une catégorie différente, celle-ci étant bénéficiaire des « bonis de restitution » pour tout ce qui dépasserait l'intérêt servi aux associés ? Cette combinaison, voisine du régime de coopération avec adjonction d'adhérents, dont nous reparlerons (2), ne serait pas illicite. Mais elle formerait une société ordinaire, admettant sa clientèle à participation aux bénéfices » (3).

1. L'intérêt attribué au capital social ne présente pas autant d'inconvénients lorsque les associés sont en même temps des coopérateurs actifs.

2. Cf. *infra*, n° 61.

3. Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 788.

48. Comme sanction de cet exposé critique des diverses conceptions, nous croyons pouvoir proposer une formule plus compréhensive que les précédentes, à savoir, *qu'il est de règle naturelle que toute coopérative réalise, dans une même personne, l'union de trois qualités : celle d'apporteur de capital, celle d'entrepreneur et celle de client ou de travailleur* (suivant qu'il s'agit d'une société de consommation, d'habitation, de crédit, ou d'une société ouvrière de production).

Mais comme la troisième de ces qualités est celle dont l'importance prédomine, à raison du but même de l'institution, c'est elle aussi qui doit déterminer le mode de répartition de l'avantage économique résultant de l'entreprise. Ici, enfin, nous allons noter le seul critérium véritable.

§ 4. — Principe essentiel

49. Nous avons montré plus haut, en quoi consistait l'économie, le bénéfice recherché par chacun des coopérateurs suivant l'espèce de société à laquelle il appartient (1). Cet avantage *se distribue* entre les participants *au prorata du chiffre des opérations faites par chacun deux avec la maison*, — proportionnellement, par conséquent, à leurs achats dans une société de consommation ou de fourniture de matières premières, à

1. N° 37.

leurs loyers dans une société d'habitation ou d'emmagasinage, aux prélèvements qu'ils ont subi en traitant avec une société de crédit, à leurs prestations de travail dans une société de production, etc. (1).

C'est là l'unique règle fondamentale qui différencie radicalement l'entreprise coopérative de toutes les autres formes d'association (2). Elle seule permet de faire à la coopération une place à part, distincte — comme nous l'avons vu — entre l'association de spéculation et l'association de bienfaisance (3). Le mode coopératif de répartition a ainsi la valeur d'un principe d'*équité économique*.

Il présente, d'autre part, sur le terrain *juridique*, un intérêt de premier ordre (4).

Considérée dans l'ensemble des traits qui marquent la coopération, cette règle de partage constitue l'élément *intrinsèque*, dominant, qu'il faut toujours souligner dans une définition qui veut être scientifique. Tous les autres caractères que nous avons décrits sont *extrinsèques* et ils ne s'expliquent que par lui. Variabilité du capital et du personnel, — union, dans chacun des associés, des trois qualités d'ouvrier ou consommateur, d'entrepreneur et d'apporteur de fonds, — ce ne sont là que des moyens pour permettre au principe essentiel de

1. Cf *supra*, n° 14.

2. N° 42 (*in fine*).

3. N° 31.

4. Voir *infra*, nos 127 et suiv.

la coopération de donner tous ses fruits en conformité du but que s'assigne l'entreprise.

§ 5. — **Des divers caractères de la coopération envisagés comme conséquences de ce principe.**

50. Ces autres caractères, bien qu'aucun d'eux ne soit réellement spécifique, n'en sont pas moins de la nature de nos institutions, et leur présence se déduit de la volonté de réaliser l'objet primordial, indispensable, de la coopération aussi complètement que possible, c'est-à-dire de procurer rationnellement au consommateur une économie sur ses dépenses ou de faire obtenir à l'ouvrier des travaux équitablement rémunérés.

51. I. — C'est en se mettant à *la tête de l'entreprise*, donc en la dirigeant, que le *consommateur* peut voir la distribution des produits s'opérer au mieux de ses intérêts (1), que le *travailleur* peut s'assurer l'attribution du profit que ses efforts ont su réaliser.

52. C'est également parce qu'il est le maître de la maison qu'à la coopérative, plus que partout ailleurs, le consommateur a chance de s'approvisionner en denrées de *bonne qualité*, livrées au *juste poids* (2).

1. Pendant la guerre, les coopératives de consommation se sont fait une règle de ne pas vendre au-dessus des prix taxés.

2. Cf. Gide, *la Coopération*, p. 200 ; *les Soc. coop. de consommation*, p. 3.
Si des fraudes se commettent dans un magasin coopératif, par la mal-

53. C'est, d'autre part, en fournissant les *mises de fonds*, d'ailleurs peu importantes, qui sont nécessaires pour la location d'un magasin, pour l'achat des premiers stocks de marchandises, que les consommateurs associés éviteront de grever le budget de la coopérative des charges (intérêts et remboursements) qui résulteraient d'un appel à des capitalistes étrangers. La marche même des affaires assurera, par la suite, le fonds de roulement de la coopérative : les associés n'auront, pour cela, qu'à rester clients fidèles de leur propre magasin et à payer comptant chacune de leurs emplettes. Le *paiement au comptant* est généralement prêché par les propagandistes de la coopération ; on le considère non seulement comme une règle de saine économie à la fois pour la coopérative et les coopérateurs, mais encore comme un principe d'élévation morale (1). Si, en fait, surtout dans les grandes villes, on voit assez souvent les coopératives pratiquer stricte-

veillance d'un employé, les associés ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes ; car c'est tout simplement la preuve qu'ils ne se sont pas appliqués à organiser une bonne gestion et un contrôle sérieux. Les coopérateurs qui suivent les conseils de la *Fédération nationale* pour tout ce qui concerne l'administration et la gérance, et qui exigent que leur société achète au *Magasin de gros des Coopératives*, se placent dans les meilleures conditions pour empêcher ces faits répréhensibles. Les organismes centraux, forts de l'affiliation d'un grand nombre de coopératives, sont à même de se procurer des experts pour vérifier la qualité des marchandises livrées aux sociétés adhérentes. Ce service est organisé, notamment, d'une façon remarquable, à l'*Union des Sociétés suisses de consommation*.

1. V. par exemple : Gide, *la Coopération*, p. 201 ; les Soc. coop. de consommation, p. 62 ; Müller, *Die Schweiz. Konsumgenossenschaften*, p. 115.

ment le système de la vente au comptant, il en est d'autres toutefois qui, pour des raisons diverses (1), consentent à leurs membres un crédit mesuré, sous certaines garanties : par exemple, jusqu'à concurrence de l'avoir inscrit au compte du sociétaire, ou seulement d'une partie de cet avoir.

Les sociétés de production, sauf pour l'exercice de certaines professions, auront besoin d'un capital plus important, à raison de l'outillage, des installations et de l'approvisionnement en matières premières que nécessite la mise en marche d'une industrie. Il sera souvent impossible de se dispenser du concours de capitalistes. La société coopérative de crédit est une institution tout-à-fait recommandable en faveur des associations ouvrières ; mais celles-ci auront toujours intérêt à effectuer sans retard le remboursement des prêts consentis (2).

54. Enfin, à l'idée générale que, si le coopérateur doit exercer son influence sur la direction de la société, c'est toujours en sa qualité de travailleur ou de con-

1. Parce que les clients sont des ouvriers ou des employés payés à la quinzaine ou au mois, ou parce qu'il est difficile de lutter contre la concurrence des commerçants qui n'exigent pas des paiements immédiats. Ces motifs toutefois ne sont pas suffisants ; une coopérative sérieusement gérée offre à sa clientèle bien d'autres avantages, et ceci rend la lutte pour elle sans danger.

2. Une même loi, du 18 décembre 1915, concerne à la fois les sociétés coopératives ouvrières de production, les sociétés coopératives ouvrières de crédit et les banques coopératives ouvrières. Cette loi organise le « crédit au travail ».

sommateur, se rattache le principe de l'*unicité de vote* dans les assemblées. Autrement dit, les statuts n'accorderont qu'une seule voix à chacun des sociétaires, quel que soit le montant de son apport en capital. C'est là une règle qui, d'après les théoriciens, s'impose d'une manière absolue (1).

Peut-être aurait-on pu dire, strictement (2), que le nombre des voix serait proportionné au chiffre annuel d'achats, dans une société de consommation, à la somme de travail fournie, dans une société de production. Toutefois, sans parler des difficultés pratiques d'un pareil procédé, ce mode de votation n'est pas nécessaire au point de vue coopératif lui-même. Ce qui importe seul, c'est d'abolir la prédominance du capital (3); c'est de remettre à chaque *homme* sa part de direction en tant que consommateur, en tant que travailleur : une voix par tête, c'est-à-dire le principe du suffrage universel, comme l'a fait justement remarquer M. Gide (4).

On peut dire qu'en pratique cette règle est assez généralement suivie.

1. Gide, *les Soc. coop. de consommation*, p. 97; Müller, *op. cit.*, p. 112.

2. Et cela pour faire le pendant des sociétés de capitaux, dans lesquelles l'actionnaire, considéré en cette qualité uniquement, possède autant de voix que d'actions.

3. Cpr. la note précédente.

4. *Loc. cit.* Aussi les statuts de la *Fédération nationale des coopératives de consommation* déclarent-ils (art. 4) refuser l'adhésion de toutes sociétés « qui ne confèrent pas la souveraineté à l'Assemblée des sociétaires ». Ceci empêche, d'abord, la constitution des coopératives sous forme de

Parmi les législations étrangères qui régissent les coopératives, un certain nombre s'y rapportent pour le cas où les statuts n'en auraient pas décidé autrement (loi belge du 18 mai 1873, art. 88 et 89 ; loi autrichienne du 9 avril 1873, § 27 ; Code fédéral suisse des obligations, art. 707). D'autres la consacrent même en termes impératifs (Code de commerce italien, art. 225 ; C. com. portugais, art. 214 ; C. com. roumain, art. 230 ; loi allemande du 1^{er} mai 1889, § 43).

Si maintenant nous considérons l'ensemble des lois françaises qui déterminent les conditions que devront remplir les coopératives de telle ou telle catégorie pour pouvoir bénéficier de certains avantages accordés par l'Etat à titre d'encouragements, nous n'en trouvons qu'une pour exiger l'application du principe de l'unicité de voix dans les assemblées générales. C'est la loi du 7 mai 1917 sur les *sociétés coopératives de consommation*. L'article 4 en est ainsi conçu : « Aucun associé ne pourra avoir pour les parts sociales ou actions dont il est titulaire plus d'une voix aux assemblées générales de la société coopérative de consommation à laquelle il adhère. » En fait, c'était la règle habituellement suivie dans les coopératives de cette nature : les

commandite, à raison de la défense faite aux commanditaires de s'immiscer dans les affaires sociales (art. 27, Code de commerce) ; d'autre part, cette règle a pour conséquence de soustraire la société à la dictature d'un cercle ou d'un comité. La coopération est d'essence démocratique.

statuts avaient, à cet égard, pourvu au nécessaire (1). La disposition que nous venons de reproduire est absolue et doit s'appliquer à toutes les assemblées générales : constitutives, ordinaires ou modificatives des statuts ; il n'y a point lieu, en effet, d'établir des distinctions que ce texte ne fait pas. Celui-ci déroge donc, en ce qui concerne les sociétés coopératives de consommation ayant adopté la forme anonyme (et elles sont nombreuses, et elles sont importantes), à la prescription de la loi du 22 novembre 1913 (nouvel art. 31 de la loi du 24 juillet 1867), qui attribue à chaque actionnaire, dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur des modifications aux statuts, un nombre de voix égal aux actions qu'il possède, sans limitation, et cela nonobstant toute clause contraire de l'acte de société (2).

Aucune des lois qui visent les autres catégories de coopératives n'ayant fait allusion à la question du vote, les décrets et les statuts types de l'Administration sont intervenus, non pas, à vrai dire, pour ordonner dans tous les cas la stricte application de la règle « une voix par sociétaire », mais au moins pour limiter le nombre de voix dont pourra disposer un associé, quel que soit

1. Pour les unions, v. *infra*, n° 125 (*in fine*).

2. Nous avons, peu après la promulgation de la loi du 22 novembre 1913, indiqué dans une interview publiée par *l'Action coopérative* (n° du 15 janvier 1914) l'atteinte grave portée par cette loi au principe de l'unicité des voix : la clause contraire, qui figurait généralement dans les statuts, devenait inopérante pour les assemblées modificatives.

le nombre des parts possédées par lui. On eût pu vraiment, sans cela, se demander s'il s'agissait bien de coopératives ! Ainsi les statuts doivent spécifier expressément le nombre maximum de voix que pourra avoir un sociétaire dans les assemblées générales (règlement d'administration publique du 26 août 1907 pour les sociétés coopératives agricoles, art. 5-1^o ; décret du 12 avril 1914 pour les coopératives maritimes, art. 4-2^o ; règlement d'administration publique du 31 janvier 1918 pour les banques populaires et les sociétés de caution mutuelle, art. 1^{er}, alinéa 2-2^o). Le nombre des voix se trouve limité :

A quatre ou cinq par les statuts de caisse locale de crédit agricole mutuel (art. 30) ou de caisse régionale (art. 33) ;

A quatre par les statuts de caisse locale ou régionale de crédit maritime mutuel (art. 34) ;

A dix par les statuts de société de caution mutuelle (art. 39) et par les statuts de société coopérative d'habitations à bon marché (art. 27).

Les statuts-types de société coopérative civile de culture des terres (avec apports en nature) laissent un blanc pour le chiffre maximum à fixer par les parties quand elles feront leur contrat (art. 17).

Nous notons avec satisfaction que les statuts offerts par l'Administration aux autres types de coopératives déclarent que les associés n'auront droit qu'à une voix quel que soit le nombre des parts dont ils seront titu-

laïres, — savoir : les statuts de société coopérative agricole civile (art. 28) ou anonyme (art. 31) ; de société coopérative civile de culture des terres, avec capital versé (art. 17) ; de société coopérative maritime (art. 31) ; de banque populaire (art. 31).

Ajoutons que le modèle de statuts élaboré par la Chambre consultative des associations ouvrières de production limite également à une voix le vote du sociétaire dans les coopératives de cette sorte (1).

Malheureusement, quand elles revêtent la forme anonyme, tous les coopératives dont nous venons de parler sont — à l'exception des sociétés de consommation qui peuvent se réclamer de la loi du 7 mai 1917 — soumises à la loi du 22 novembre 1913, qui, lorsque l'assemblée générale doit délibérer sur des modifications aux statuts, porte au principe de l'unicité du vote l'atteinte que nous avons expliquée plus haut. Bien entendu l'Administration a dû, dans les modèles qu'elle a élaborés pour les sociétés qui se constitueraient sous le régime anonyme, tenir compte de cette disposition catégorique.

54 bis. La loi du 7 mai 1917 ne fait, dans son article 4, que sanctionner le principe de l'unicité du vote pour

1. Les statuts que nous venons d'étudier restreignent également, à des degrés divers, le nombre de voix dont un membre de l'assemblée pourra disposer en tant que *mandataire* d'autres porteurs de parts. Nous n'insistons pas sur ce point ; car ici le principe coopératif ne se trouve plus engagé.

chaque sociétaire dans les assemblées générales des sociétés coopératives de consommation susceptibles de recevoir des avances de l'Etat. Elle ne touche en rien aux autres conditions de régularité de l'assemblée générale, et notamment aux règles concernant le *quorum*.

A cet égard, les sociétés coopératives de consommation, comme toutes autres coopératives, sont soumises aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867 quand elles ont la forme anonyme. On sait que les divers *quorums* requis par cette loi, suivant la nature des délibérations de l'assemblée générale, sont dans tous les cas des *quorums* en capital et non en sociétaires (art. 30 pour les assemblées constitutives, art. 29 pour les assemblées ordinaires, et art. 31 modifié par la loi du 22 novembre 1913 pour les assemblées modificatives des statuts) (1).

1. On est tout étonné de voir que dans les « statuts-types de coopératives de consommation » préparés par la Commission de répartition instituée au ministère du Travail en application de la loi du 7 mai 1917, — statuts insérés au *Bulletin du ministère du Travail*, n° de janvier 1918, p. 39, et qui sont des statuts de société anonyme à capital et personnel variables, — des *quorums* en sociétaires ont été substitués à la représentation du capital requise par la loi de 1867 et par celle de 1913 ; on a observé d'ailleurs, en les transposant simplement, les proportions prévues par ces lois (quart ou trois quarts par exemple, suivant les cas) (art. 19 et 20). Il n'y aurait à cela aucun mal si chaque sociétaire n'avait le droit de posséder qu'une action, car il y aurait alors équivalence du *quorum* en sociétaires et du *quorum* en capital. Mais ce n'est pas le cas, puisque les mêmes statuts autorisent un même consommateur (art. 6) à souscrire plusieurs actions. Il se pourra ainsi qu'une assemblée, tout en atteignant le *quorum* en sociétaires établi par les statuts, ne représente point le capital dans la mesure exigée par la loi, par suite de

On doit regretter que la loi ne se contente pas, pour toutes les coopératives de quelque nature qu'elles soient, de *quorums* basés uniquement sur le nombre des sociétaires. Nous verrions là une conséquence normale du principe suivant lequel c'est l'élément personnel et non le capital qui doit dominer dans les sociétés de coopération. Il est inadmissible — quoique ce soit, dans les coopératives anonymes, la solution légale — qu'un sociétaire, parce qu'il aura usé de la faculté de souscrire plusieurs actions, puisse par son absence mettre en échec des résolutions que la majorité des membres désirerait adopter.

55. Dans les sociétés anonymes ordinaires, dont les membres ont pour but de faire fructifier leur argent, on fixe par avance le nombre des actions qui seront nécessaires pour former le capital social et commencer l'entreprise (l'établissement d'un chemin de fer, par exemple). Si, plus tard, le capital social devient insuffisant, la société pourra en décider l'augmentation, mais — d'après les auteurs et la jurisprudence — en observant toutes les conditions, et de fond et de forme, prévues par la loi pour la constitution des sociétés par actions (1). Il suffit à ces entreprises, pour marcher,

l'absence de plusieurs forts actionnaires ou même d'un seul. On voit le danger qui menace la validité des délibérations prises dans ces conditions.

Les statuts-types publiés par le ministère de l'Armement dans sa brochure sur les *Institutions de ravitaillement du personnel des usines de guerre* bien que reprenant le « modèle » critiqué ci-dessus ont rectifié l'erreur.

1. V. Lyon-Caen et Renault, 4^e édit., t. II, n^{os} 870 et suiv. ; Thaller, 5^e édit., n^o 695 ; Arthuys, 3^e édit., t. II, n^{os} 622 et suiv. ; Houpin,

d'avoir des fonds considérables. Peu importe que les individus qui les ont apportés ou qui détiennent actuellement les titres soient nombreux ou non (la loi leur prescrit d'être au moins sept) ; le bénéfice pour chacun d'eux sera même d'autant plus élevé que l'associé possédera plus d'actions, — que sera moins grand, par conséquent, le nombre des actionnaires.

Inversement, il importe qu'une coopérative soit constituée à *personnel et capital variables*, dans le sens de l'augmentation comme dans celui de la réduction

Les sociétés de consommation offrent à cet égard le plus typique exemple :

a) Dans le sens de *l'augmentation* du personnel et du capital. La coopérative doit chercher à recruter le plus grand nombre de clients pour pouvoir prospérer ; car, plus s'accroît ce nombre, moins sensibles sont les frais généraux, ceci à l'avantage des consommateurs qui s'attendent à recevoir une partie des excédents de fin d'année à titre de trop-perçu. Mais, en outre, la coopérative doit chercher, parmi cette clientèle, à recruter de nouveaux sociétaires, et indéfiniment, puisque, comme nous l'avons vu, le consommateur doit être placé, en cette qualité précisément de consommateur, à la tête de l'entreprise commune (1) ;

5^e édit., t. II, n^o 725 et suiv., et les références à la jurisprudence données par ces auteurs.

1. C'est pour cela que la *Fédération nationale* n'admet pas parmi ses affiliées « les sociétés qui imposent à leurs membres l'adhésion à une

b) Dans le sens de la *réduction*. Il est légitime que lorsque le coopérateur (qui est souvent un ouvrier ou un employé appelé à changer de résidence) n'a plus aucune raison de rester sociétaire, il ait la faculté de se retirer. Réciproquement, il est bon que la coopérative puisse exclure les associés qui ne remplissent pas leur devoir, ainsi quand ils cessent de se fournir au magasin commun, si les statuts prescrivent pour chaque exercice un minimum d'achat ; ces « coopérateurs » qui s'abstiennent de coopérer sont même à la charge de la société lorsque les parts de capital sont rémunérées par un intérêt (1).

Les coopératives qui ont un autre objet que de satisfaire à la consommation ne sont pas insensibles non plus à cette faculté d'augmenter ou réduire capital et personnel sociaux.

Aussi les législations des différents pays offrent-elles aux coopératives certaines facilités de constitution et de fonctionnement qui ne sont pas octroyées aux autres sociétés. C'est le cas, en France, des sociétés dites « à capital variable », qui seraient plus précisément, plus complètement désignées sous le nom de « sociétés à capital et personnel variables », ce qu'elles sont en réalité (2).

organisation politique ou confessionnelle », ainsi que celles « qui limitent le nombre des actionnaires » (art 4). C'est le principe de la « coopération ouverte ».

1. Cf. *supra* n° 46.

2. C'est cette dernière expression qu'emploie l'article 1^{er} de la loi du 7 mai 1917 sur les sociétés coopératives de consommation, en se référant

§ 6. — Notre définition des coopératives

56. Nous pensons qu'une définition de la coopération, pour être satisfaisante, doit se présenter sous une forme assez explicite, qu'elle doit par conséquent retenir les traits saillants de ce mode d'organisation, comprendre en même temps l'indication du but visé et celle du mécanisme propre permettant de l'atteindre.

57. Voici celle que nous proposons, comme résumé de notre étude. Elle est évidemment un peu longue, mais nous n'avons pas pensé devoir sacrifier la clarté à la concision.

Les coopératives sont des institutions sociales se définissant à la fois par leur but et le moyen employé pour parvenir à ce but.

Le but, c'est — suivant l'objet de la coopérative — soit de faire réaliser aux intéressés la plus grande économie possible sur l'acquisition ou la location des choses dont ils ont besoin, soit de leur faire obtenir la plus forte rémunération de leur travail.

Le moyen, c'est l'union entre les personnes désireuses de se procurer le même avantage et la formation d'une entreprise commune avec un capital provenant des apports de tous les associés.

au titre III de la loi du 24 juillet 1867. Celui-ci porte simplement cette rubrique: « Dispositions particulières aux sociétés à capital variable ».

Pour que le moyen fonctionne de manière à atteindre le but, les excédents sociaux sont partagés entre les acheteurs, les emprunteurs, les locataires ou les producteurs, suivant le cas, au prorata de leur chiffre d'affaires ou de travaux avec l'organisation, après prélèvement des sommes à affecter aux services et aux réserves prévus par les statuts en vue du rayonnement de la coopération (développement de l'entreprise, propagande, œuvres de solidarité, etc.).

58. — Cette définition fait ressortir comme il convient la *subordination* dans laquelle doit se trouver le capital par rapport à la *personne humaine*.

CHAPITRE VI

DE

QUELQUES USAGES QUI PEUVENT SE CONCILIER

AVEC LE PRINCIPE COOPÉRATIF

59. La pratique a été amenée à s'accommoder de plusieurs combinaisons où se trouvent, dans une certaine mesure, dissociées les trois qualités que nous avons reconnues comme réunies en la personne du coopérateur. D'un côté, des clients ou des ouvriers de la maison peuvent ne point figurer parmi les maîtres de l'entreprise, parce qu'ils n'y sont pas « associés », au sens propre de ce mot ; d'autre part, des associés, qui juridiquement doivent être tenus pour tels à raison de leur apport en capital, peuvent effectivement ne pas coopérer : ils n'achètent pas à leur coopérative de consommation, ils ne travaillent pas dans la société de production dont ils font partie.

Nous devons marquer, tout d'abord, que ces combinaisons sont admises dans l'intérêt même de l'œuvre coopérative. D'autre part, pourvu qu'elles fonctionnent d'accord, en ce qui concerne la répartition des excédents

sociaux, avec le principe sur lequel nous avons insisté, il ne serait pas vrai de dire qu'elles font perdre à la société son caractère coopératif. Ce caractère, enfin, s'affirme d'autant mieux que la société tend, par son mécanisme, à éliminer le phénomène de dissociation dont nous venons de parler ; en d'autres termes, les statuts doivent toujours faciliter la réunion, en une même personne, des trois qualités ci-dessus analysées : celle de client ou de travailleur (suivant qu'il s'agit d'une coopérative de consommation ou de production), celle d'apporteur de capital, celle de sociétaire ayant voix au chapitre en ce qui concerne l'orientation des affaires sociales. On verra que cette condition se réalise, à tous points de vue, beaucoup plus remarquablement dans les sociétés de consommation que dans les sociétés de production.

§ 1. — **Consommateurs ou ouvriers non associés**

60. A) **Coopératives de consommation.** — *Vente au public.* — Ce fut un point longtemps débattu que de savoir si les coopératives de consommation pouvaient vendre à tout le monde ou devaient restreindre leur clientèle au cercle des sociétaires. La question de la vente au public se pose différemment selon qu'on se place avant ou après la loi du 19 avril 1905 relative à la contribution des patentes.

Jusqu'à cette date, l'application de la patente aux sociétés coopératives de consommation n'était prévue par aucun texte législatif. La jurisprudence élaborée à ce sujet par le Conseil d'Etat peut se résumer ainsi : une distinction devait être établie entre la société ne vendant qu'à ses propres membres, et alors elle était exemptée de patente, et la société ouvrant ses magasins au public pour le profit des sociétaires, et dans ce cas la patente lui était imposée. Ce critérium, établi d'ailleurs très exactement, avait eu pour conséquence d'inciter un grand nombre de sociétés coopératives à exclure la clientèle non associée; beaucoup d'entre elles, étant donnée cette limitation, adoptaient même, pour se constituer, le mode civil de préférence aux formes commerciales. Certaines coopératives, cependant, aimaient mieux payer la patente et vendre à tout venant, sociétaire ou non.

Voici la loi de 1905 (art. 9). Elle décide que les sociétés coopératives de consommation sont passibles des droits de patente dès lors qu'elles ne se bornent pas à grouper les commandes de leurs membres et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes. En fait, les sociétés de consommation ne peuvent pas fonctionner d'une manière aussi restrictive : le client doit trouver l'article en magasin dès qu'il en a besoin, sans attendre que la coopérative ait groupé des commandes avant de pouvoir acheter. Aussi

les sociétés de consommation se sont-elles résignées à subir la patente. Mais qu'est-il arrivé? Payant l'impôt, elles ont renoncé généralement à limiter leurs opérations au cercle de leurs membres.

La disposition votée en 1905 a été un effet de la lutte menée de tout temps contre les coopératives de consommation par les porte-parole des petits commerçants. Nous avons annoncé, comme conséquence de cette mesure, que les coopératives, en généralisant la vente au public, feraient une concurrence de plus en plus vive au commerce, qui seul payerait ainsi les pots cassés (1).

Sans doute, pour les coopératives déjà existantes à l'époque de la loi, des difficultés d'ordre juridique pouvaient se présenter en raison de la forme de leur constitution. Mais les plus sérieuses n'existaient, en somme, que pour les sociétés civiles, qui alors, il est vrai, étaient assez nombreuses; les obstacles, même pour elles, n'étaient pas généralement insurmontables: sous diverses conditions, moyennant l'accomplissement de certaines formalités, elles pouvaient se convertir en sociétés anonymes (type commercial suivant la loi du 1^{er} août 1893). Les coopératives qui existaient alors sous la forme anonyme pouvaient plus facilement encore instituer la vente au public; il s'agissait ainsi

1. Alfred Nast. Rapport sur la Situation qui serait faite aux Sociétés coopératives de consommation si on leur appliquait la patente, in fine (Union coopérative du 15 avril 1903).

pour elles d'une simple décision concernant l'étendue de l'objet social. Enfin, les nombreuses coopératives qui sont nées depuis 1905 ont pu se mettre, dès leur constitution, en mesure de vendre à tous acheteurs, qu'ils aient ou non qualité d'associés.

La vente au public, d'ailleurs, se concilie parfaitement avec les règles coopératives, dès lors qu'elle intervient sous les conditions ci-après :

a) Tout client doit pouvoir devenir sociétaire, pourvu qu'il soit capable de contracter, et en se conformant, bien entendu, aux dispositions statutaires (1). Voilà, en premier lieu, un point qui s'accorde avec le principe de la « coopération ouverte » ;

b) D'autre part, suivant l'idée essentielle qui veut que l'entreprise représente l'intérêt général des consommateurs et, partant, ne soit pas une source de bénéfices pour les associés au détriment de la clientèle, on ne comprendra jamais, dans les répartitions effectuées entre les sociétaires, les trop-perçus réalisés sur les ventes au public : cette portion des excédents sociaux sera affectée aux fonds de développement ou de propagande de la coopérative.

Ce procédé a un double avantage :

1. L'article 2 de la loi du 7 mai 1917 s'exprime ainsi : Les sociétés coopératives de consommation « peuvent ne pas vendre exclusivement à leurs membres, mais elles sont tenues alors de recevoir comme associés tous ceux qu'elles ont déjà admis comme clients habituels, pourvu qu'ils s'engagent à remplir les obligations statutaires ».

1° Il empêche la société de se fermer et de devenir une exploitation mercantile au profit de quelques-uns ;

2° Il permet à la coopérative de développer son action et de mieux lutter encore contre les entreprises commerciales concurrentes, et ceci toujours pour le bien des consommateurs considérés en général (1).

61. *Adhérents.* — Il est possible, d'ailleurs, grâce à une combinaison parfois usitée en pratique, d'admettre à la répartition des trop-perçus les clients qui ne peuvent ou ne veulent souscrire une part sociale, à cause du minimum de versement imposé par les statuts et qui légalement, dans les sociétés anonymes, est du dixième du montant de l'action (ce versement minimum peut être de 2 fr. 50, mais il est parfois de 5 francs et même de 10 francs) (2). A côté des sociétaires, on acceptera, dans le système dont nous voulons parler, de simples adhérents.

L'adhérent a droit au partage des trop-perçus au prorata de son chiffre d'achats, dans la même proportion que s'il était sociétaire, parfois dans une proportion moindre (là où l'associé peut toucher, par exemple, 4 0/0, on n'attribuera que 2 0/0 à l'adhérent, et, dans

1. Cf. sur cette question de la vente au public, les développements de M. Gide (*Les Sociétés coopératives de consommation*, p. 66 et suiv.).

En Allemagne, la législation interdit, sous peine d'amende, la vente aux tiers dans les sociétés de consommations (Sur cette prohibition, son origine et sa portée, v. Alfred Nast, *Etude juridique sur les sociétés coopératives de consommation en Allemagne*, p. 13 et suiv.).

2. Cf. l. 7 mai 1917, art. 12.

ce cas, le surplus ira grossir le fonds de développement). Toutefois le boni qui revient à l'adhérent ne lui est pas restitué en espèces ; il est inscrit à son compte pour lui constituer une action.

Assez habituellement, on exige de l'adhérent un léger droit d'entrée, qui peut être considéré soit comme prix du carnet de compte délivré à l'intéressé, soit comme versement à valoir sur sa future action.

L'adhérent est donc un tiers lié à la société par une convention spéciale résultant d'une clause des statuts, et qui devient automatiquement sociétaire par l'accumulation de ses trop-perçus ou des versements successifs, lorsque se trouve ainsi constitué l'à-compte minimum exigé par la loi et le pacte social sur le montant de la part d'associé (le dixième dans les sociétés par actions).

Une coopérative de consommation peut donc avoir à la fois trois catégories de clients : les sociétaires, les adhérents et le public en général (1).

62. B) Coopératives de crédit. — *Simple clients.* — Des établissements de crédit coopératif

1. Tel est le cas, notamment, de l'*Union des consommateurs de la banlieue sud de Paris*. Article 7 : « Tout consommateur peut devenir sociétaire en souscrivant une action (100 francs) et en versant immédiatement le dixième (10 francs)... La société peut admettre, à titre d'adhérents, les consommateurs qui verseront seulement 2 francs, mais qui s'engageront à devenir sociétaires par des versements mensuels de 2 francs et par l'accumulation des bonis à leur consommation ; ils seront sociétaires lorsque les sommes ainsi inscrites à leur compte formeront le dixième d'une action ». Les statuts prévoient, par ailleurs, la *vente au public* (art. 15).

pourraient nouer des relations d'affaires avec d'autres personnes que leurs sociétaires, traiter par conséquent avec de simples clients.

Dans ce cas, la règle à adopter, pour garder à l'institution son caractère coopératif, serait analogue à celle que nous venons d'examiner au sujet des coopératives de consommation vendant au public (1).

63. C) Coopératives de production. — Auxiliaires. — Les coopératives de production ne peuvent pas toujours se contenter du travail fourni par leurs membres ; elles sont souvent amenées à employer de la main-d'œuvre extérieure. On désigne sous le nom d'« auxiliaires » les ouvriers non associés.

La nature de l'industrie formant l'objet de la société peut exiger par intermittences le concours d'auxiliaires. Il faut observer, d'autre part, que des ouvriers accepteront de travailler pour une entreprise coopérative, qui cependant ne voudront ou ne pourront s'associer ; ils renonceront à apporter un certain capital, à encourir toute responsabilité, même limitée au montant d'un chiffre déterminé d'actions.

Au point de vue coopératif, l'idéal serait que le sociétariat fût accessible, aussi largement que possible,

1. C'est ce principe que consacre la loi du 13 mars 1917, dans son article 10, relatif aux banques populaires. Une fois payés les intérêts à 5 o/o au maximum des versements effectués sur les parts sociales, et les réserves ayant reçu leur quote-part des bénéfices, le surplus des excédents « doit être réparti entre les clients de la banque, au prorata des prélèvements de toutes sortes qu'ils ont subis ».

aux ouvriers de la profession, car c'est là, comme nous l'avons montré, le moyen pour eux de s'affranchir du patronat, en devenant leur propre patron par l'effet de la communauté. Cependant, à la différence des coopératives de consommation, les sociétés ouvrières de production ont plutôt tendance à se fermer. Cela pour deux raisons :

a) Tandis que la société coopérative de consommation vise toujours, par sa nature même, à étendre ses services, puisque, créée pour le consommateur, elle ne connaît d'autres limites au recrutement de ses clients et de ses membres que celles pouvant résulter des boutiques de commerce concurrentes, la société coopérative de production peut n'avoir que des débouchés relativement restreints. La main-d'œuvre qui lui est nécessaire d'une façon permanente peut, par suite, se trouver limitée; elle n'aura besoin que par intervalles d'un appoint de travail. Elle ne peut, au détriment de l'entreprise, entretenir une main-d'œuvre excessive qui provoquerait dans ses ateliers une surproduction. D'ailleurs, souvent, à raison même de son genre de travail (par exemple, s'il s'agit de peinture en bâtiment), la coopérative ne peut qu'exécuter les commandes obtenues. Il serait fâcheux de voir le chômage sévir parmi les associés, parce que trop nombreux.

b) Tandis que pour faire partie d'une coopérative de consommation, l'essentiel est d'être consommateur, et tout le monde l'est, l'élément personnel — qualités

diverses et notamment d'ordre professionnel — joue un rôle prédominant dans les sociétés de production. Cet élément doit donc être pris tout spécialement en considération quand il s'agit d'admettre un candidat au rang des sociétaires. Les causes de mésentente sont plus nombreuses que partout ailleurs au sein d'une société dont les membres se côtoient fréquemment, comme l'exige le travail en commun.

Encore que, par les motifs que nous venons d'exposer, on puisse admettre, pour l'admission au sociétariat, des conditions sévères, parfois même susceptibles de ne jouer que très rarement, il importe en tout cas, si l'on ne veut point faire bannir la société du domaine de la coopération, que le personnel auxiliaire ne soit pas simplement salarié; sinon, la prétendue coopérative ne se distinguerait pas d'une entreprise patronale ordinaire. Aussi doit-on appeler les auxiliaires à participer aux bénéfices dans une proportion convenable (1). L'auxiliaire est donc, par définition, un ouvrier salarié, non associé, mais participant aux bénéfices de l'entreprise.

La participation aux bénéfices a été aussi instituée pour le personnel dans certaines maisons purement patronales. Quand donc une société de production reste fermée en fait, ou à peu près, et qu'elle emploie, en dehors du travail associé, de la main-d'œuvre extérieure,

1. La loi du 18 décembre 1915 est venue préciser quelle devait être cette participation (V. *infra*, n° 135).

l'entreprise présente un caractère mixte : elle est coopérative pour ses membres, patronale à l'égard de ses auxiliaires.

§ 2. — Associés non-ouvriers ou non-acheteurs

64. Nous avons précédemment expliqué comment pouvaient se rencontrer, dans les sociétés de consommation, des associés non-acheteurs, et, dans les sociétés de production, des associés non-ouvriers. Les uns et les autres, « coopérateurs inactifs », sont membres de la société en tant qu'apporteurs de fonds, et en cela uniquement. Nous avons suffisamment insisté sur le devoir qui s'impose à la coopérative de les éliminer aussi vite que possible (1).

§ 3. — Déviations à éviter

65. En somme, c'est dans le seul domaine de la consommation que la coopération se présente positivement avec le plein ensemble des traits que nous venons de dégager. Les sociétés de production ne nous offrent par contre, sous ce rapport, qu'une physionomie extrêmement imparfaite.

1° Les sociétés de consommation s'affranchissent beaucoup plus rapidement que les sociétés de production des charges pouvant leur incomber en raison d'ap-

1. V. *suprà*, n° 46. Pour les associations ouvrières de production, v. également ci-dessous, n° 65.

ports en capital effectués par des « coopérateurs inactifs ». Les associations ouvrières de production, par cela même qu'elles font œuvre industrielle, ont besoin de certains capitaux qu'elles ne peuvent exclusivement se procurer parmi les associés appelés à travailler pour l'entreprise : elles sont ainsi obligées de payer des intérêts, dont le chiffre global peut être considérable, jusqu'au remboursement des fonds, et ce remboursement est susceptible de s'échelonner sur un temps assez long. Les sociétés de production sont, par conséquent, tenues, à raison de leur nature, de conserver des associés non ouvriers : c'est un fait, une nécessité. Si, d'ailleurs, les statuts allouaient au capital un dividende en sus de l'intérêt, l'entreprise perdrait tout caractère coopératif : elle serait capitaliste. —

Dans une société de consommation, tout associé peut être acheteur. L'inertie du « coopérateur » peut être ici sanctionnée d'une manière efficace. Par exemple, après avoir admis que l'action porterait un intérêt de 5 0/0, les statuts décideront que « l'actionnaire n'y aura droit qu'autant que sa consommation, pendant l'exercice précédent, aura atteint au moins 300 fr. » (1).

2° Les sociétés ouvrières de production ont une tendance, nous l'avons vu, à se fermer. L'emploi de la main-d'œuvre auxiliaire est même prévu, sous certaines conditions en faveur du personnel non associé, par les

1. *Union des consommateurs de la banlieue sud de Paris*, art. 6.

pouvoirs publics (1). Ce procédé peut être d'un usage nécessaire, nous n'en disconvenons pas. Il n'en reste pas moins que les sociétés ouvrières de production deviennent de ce chef des exploitations patronales.

Tandis que ces entreprises de production ont su s'attirer la bienveillance des milieux officiels qui leur ont accordé diverses prérogatives, les coopératives de consommation, avant une date récente, n'ont vu le législateur intervenir à leur égard que pour leur appliquer l'impôt de la patente. Elles auraient pu, dès lors, se fermer, elles aussi, ne plus vouloir grouper qu'un certain nombre d'associés cherchant à réaliser des bénéfices sur la vente au public. A leur honneur, elles ont préféré demeurer fidèles à leur mission d'intérêt général et tenir toujours ouvert le livre des sociétaires pour tous ceux qui veulent avoir leur place dans l'organisation des consommateurs.

D'ailleurs toute société de consommation qui manquerait à cette mission d'intérêt général renoncerait, par cela seul, à être une coopérative. Ainsi :

a) N'aurait pas le caractère coopératif une société qui vendrait au public au profit des associés seulement, même si les bénéfices doivent se partager entre eux au prorata de leur chiffre d'affaires, ou qui attribuerait aux actions un dividende en sus d'un intérêt limité.

Dans l'un ou l'autre cas, la société tendrait à se

1. *Supra*, n° 63.

fermer, le bénéfice alloué à chaque associé devant être d'autant plus élevé que le nombre des intéressés serait plus restreint.

Dans l'un ou l'autre cas, la société serait capitaliste. Ceci est nettement visible quand le bénéfice se répartit au prorata des actions. Et c'est également vrai dans la première hypothèse ; car, du moment que les bonis réalisés par la vente au public doivent aller aux seuls sociétaires, ceux-ci toucheront plus que leur part dans les trop-perçus, et c'est l'argent par eux versé comme prix de leurs achats qui leur rapportera un tant pour cent des bénéfices.

b) N'aurait pas non plus le caractère d'une coopérative une société qui, destinée à l'alimentation d'un personnel d'usine, serait, directement ou indirectement, tributaire du patron, du chef d'industrie. Coopérative à première vue, une société peut n'être cependant qu'un économat déguisé.

Ce sont toutes ces espèces d'organisations que, malgré le nom qu'elles se pourraient donner, la *Fédération nationale des coopératives de consommation* qualifie de « sociétés capitalistes ou patronales » (art. 4 de ses statuts).

Il faut ici nous expliquer sur l'expression « sociétés patronales », qui, en ce qui concerne les sociétés de consommation, a un sens très différent de celui dans lequel nous l'avons employée plus haut à propos des sociétés de production. Celles-ci ont pour objet d'orga-

niser le travail par l'association des travailleurs eux-mêmes ; elles sont sociétés patronales en tant qu'elles occupent des ouvriers non associés. Quant aux coopératives de consommation, elles ont un personnel d'employés qui, considérés comme tels, sont liés à elles en vertu uniquement d'un contrat de travail : elles ne peuvent pas, en effet, à raison même de leur objet, les admettre comme associés en tant que travailleurs ; mais il est toujours loisible à ceux-ci, en leur qualité de consommateurs, de faire partie de la coopérative. Ce qui peut imprimer à une société de consommation le caractère patronal qu'interdisent les principes coopératifs, c'est sa dépendance, directe ou indirecte, vis-à-vis du chef d'entreprise chez lequel travaille tout ou partie de sa clientèle.

CHAPITRE VII

AFFECTATION DE L'ACTIF SOCIAL RÉPARTITION DES PERTES

66. Tous les excédents constatés en fin d'exercice ne sont pas répartis entre les sociétaires : des prélèvements sont faits, comme nous l'avons expliqué, pour constituer des réserves à la coopérative et pour les développer. En cas de dissolution, quel sera le sort de l'actif social ? Ceci est une première question.

Deuxième question : Si, au lieu de réaliser des bonis, la société se voit induite en pertes, dans quelle proportion ces pertes seront-elles supportées par chacun des coopérateurs ?

Non seulement ces deux problèmes sont très distincts. Mais encore le caractère de l'un s'oppose nettement au caractère de l'autre. Le premier — celui qui concerne la dévolution de l'actif — présente un intérêt d'ordre essentiellement collectif qui, étant donné le rôle que joue déjà et que doit jouer de plus en plus la coopération sur le terrain de l'économie sociale, domine de très haut les fins égoïstes non seulement de

quelques individus, mais encore de toute une génération et même des générations successives. Le second problème — celui qui a trait à la contribution aux pertes — n'intéresse que les associés considérés individuellement.

§ 1. — Attribution de l'actif en cas de dissolution

67. Ce qu'il faut entendre ici par ce mot de dissolution doit être immédiatement précisé. La dissolution peut être partielle ou générale. Qu'un associé vienne à se retirer, volontairement (démission) ou par force (exclusion, décès), la société se continue ; toutefois cette retraite a pour effet de la dissoudre en quelque sorte partiellement, de la dissoudre dans ses rapports avec le sociétaire sortant. D'autres événements peuvent, au contraire, provoquer une dissolution complète de la coopérative (1).

1. En pratique, pensera-t-on sans doute, le cas ne doit qu'être exceptionnel si la société n'est pas induite en pertes. Nous indiquerons cependant à la fin de cette note pourquoi il existe une tendance vers la dissolution de beaucoup de sociétés, dans l'intérêt même du développement de la coopération. En tout cas, pas de reliquat d'actif si la société est au-dessous de ses affaires ; aussi bien n'est-ce pas l'hypothèse qu'on examine ici. Mais une société, même en bonne posture financière, peut être éventuellement amenée à se dissoudre : la dissolution, par exemple, est prononcée par le tribunal pour de justes motifs, tels que mésentente entre les sociétaires, etc. (art. 1871 C. civ.).

Parmi les coopératives de consommation, il arrive de plus en plus que de petites sociétés, même prospères, se dissolvent pour laisser la place, dans la localité, à l'action d'une coopérative à rayon plus étendu, société dite « de développement », qui tend à établir ses succursales dans toute

Nous n'avons pas à rechercher ici l'étendue des droits de l'associé qui se retire au cours de la société, tels que peuvent les déterminer la loi ou les statuts. Disons toutefois — car nous aurons tout à l'heure à faire allusion à ces droits — que, dans le silence du pacte social, c'est une question de savoir si l'associé, en se retirant, est fondé à réclamer autre chose que le strict remboursement de ce qu'il a apporté. Disons encore que les statuts peuvent limiter à ce remboursement les prétentions du sociétaire ou, au contraire, admettre ce dernier à une plus large participation dans les fonds de la société (1).

La question envisagée ici suppose une dissolution complète de la société coopérative. Une fois restitués les apports, payés les intérêts du capital social et le boni de l'exercice, la liquidation fait apparaître un reliquat d'actif. Sur quelle base opérera-t-on la dévolution de cet actif ?

Celui-ci peut être attribué aux sociétaires eux-mêmes ou recevoir une autre destination.

68. 1. Partage du fonds social. — Répartir l'excédent d'actif entre les sociétaires dans la mesure de

la ville, voire dans tout le département, et les disparitions dont nous parlons résultent d'un accord et sont consenties pour permettre d'intensifier le mouvement coopératif. Ce procédé est préférable à une fusion proprement dite, au sens juridique de ce mot, pour des raisons d'ordre coopératif et pratique en même temps. Il serait trop long et d'ailleurs inutile d'exposer ces raisons ici : elles devraient figurer dans une étude spéciale des sociétés coopératives de consommation.

1. Cf. *supra*, n° 6, p. 27, note.

leurs apports ou par portions égales viendrait heurter le mode coopératif de distribution sur lequel nous avons insisté.

Ici encore, il n'y a qu'à appliquer, si l'on ne veut pas fausser le caractère économique de l'entreprise, la règle qui préside aux répartitions périodiques d'excédents pendant la durée de la coopérative : participation au prorata du chiffre des opérations effectuées par chacun des attributaires avec la société (1).

Toutefois, en ce qui concerne le partage de l'actif, le problème se complique. En effet, qui sera copartageant ?

Donner vocation aux seules personnes encore membres de la société à l'époque de sa dissolution ne serait pas admissible, au point de vue coopératif lui-même, du moins dans l'hypothèse, à peu près générale, où cette société est à capital et personnel variables ; car l'excédent subsistant après liquidation a été constitué par l'accumulation des réserves prélevées sur les bénéfices de chaque année au cours de la société : des générations peut-être anciennes, des membres aujourd'hui sortis de la coopérative ont, en laissant dans la caisse sociale une partie des trop-perçus qui grevèrent leurs achats (sociétés de consommation), ou des bénéfices réalisés sur la vente des produits de leur travail

1. V. dans ce sens, Lecaisne, *Etude juridique sur les coopératives de consommation*, p. 94 et suiv.

(sociétés de production), contribué à la formation de ce patrimoine devenu partageable (1). Que faudra-t-il donc décider à l'égard des associés qui se sont retirés antérieurement à la dissolution ?

Il est évident qu'il n'y a rien à leur donner après liquidation, s'ils étaient autorisés, lors de leur retraite, à revendiquer une quote-part des réserves.

Mais souvent les statuts en auront disposé autrement : car admettre les sociétaires sortants à réclamer autre chose que le remboursement de leurs versements sur apports, c'est amoindrir l'importance des fonds qui doivent demeurer affectés aux besoins de l'œuvre collective, et, comme une ou plusieurs retraites peuvent se produire d'un moment à l'autre, c'est, malgré les délais qui peuvent être stipulés pour les remboursements, laisser la coopérative dans l'incertitude des moyens pécuniaires à sa disposition. Lors de la dissolution, il conviendra donc d'appeler au partage les anciens socié-

1. Le fond social peut s'accroître aussi par des causes étrangères à toute idée de contribution des associés eux-mêmes : ainsi par des subventions, des dons ou des legs, des lots échus à des obligations appartenant à la société. Dans ce cas, c'est encore la répartition suivant le mode coopératif qui doit venir en récompense de l'effort et de la fidélité du sociétaire envers l'œuvre commune (*Contra* : Lecaisne, *op. cit.*, p. 96, qui propose, pour ces éléments d'actif, le partage égal entre les associés). On remarquera que nous demandons l'application de la règle rappelée ci-dessus dans l'hypothèse seulement où, en droit, le partage devrait intervenir. Notre avis, c'est qu'il faut avoir des statuts tels qu'on ne puisse voir là autre chose qu'un accroissement du fonds impartageable dont la dévolution serait faite conformément au principe indiqué plus loin, n° 69.

taires. Ce partage, pour être coopératif, devra par conséquent s'effectuer selon ces deux règles : 1° intervenir entre tous ceux qui, à ce moment, appartiennent à la coopérative ou qui lui ont appartenu depuis sa fondation ; 2° être opéré au prorata de leur consommation ou de leur travail, non pas au cours seulement du dernier exercice, mais durant leur temps complet de sociétariat.

Toutefois, il sera impossible de convoquer au partage tous les coopérateurs d'autrefois, dont beaucoup n'auront plus donné signe de vie. Si ces derniers n'avaient pu toucher leur quote-part des réserves au moment de leur retraite, les co-partageants, à l'époque de la dissolution, s'enrichiront à leur détriment. Le principe coopératif sera ainsi violé, à moins qu'on ne décide d'affecter à une autre institution coopérative la somme représentant les parts d'anciens coopérateurs devenus introuvables (1). Nous avons dit : à une autre institution coopérative ; il convient d'ajouter : ou à une œuvre quelconque d'intérêt collectif, — pourvu, bien entendu, que cette œuvre ne soit pas constituée uniquement à l'avantage des sociétaires présents à l'époque de la dissolution. Cf. numéro suivant (2).

1. Système à rapprocher de celui exposé précédemment en ce qui concerne les trop-perçus réalisés sur la vente au public par les sociétés de consommation (n° 60).

2. Une remarque très importante au point de vue coopératif s'impose à l'attention. C'est que la question de l'étendue des droits des associés sortants au cours de la société et celle de l'attribution de l'actif social après

69. II. Dévolution à une institution similaire ou à toute autre œuvre d'intérêt collectif. —

Une clause des statuts dans ce sens coupe court à toutes les difficultés que nous venons de signaler.

Cette clause, d'autre part, qui, ne devant jouer qu'après dissolution, vient s'ajouter à toutes celles qui règlent coopérativement la marche de l'entreprise commune, achève d'imprimer à celle-ci un caractère véritablement social. Elle assure la pérennité à la pensée des fondateurs, c'est-à-dire au système d'organisation dont ils ont jeté les bases. De même qu'une coopérative continue

liquidation sont absolument inséparables et en fonction l'une de l'autre, sinon juridiquement, du moins pour l'application des principes de la coopération, qui sont essentiellement, comme nous l'avons démontré, des principes d'équité. Dès lors que l'on n'admet pas pour les sociétaires qui se retirent pendant l'existence de la société un droit quelconque sur le fonds social, sauf pour le remboursement de leur apport diminué de leur part dans les pertes (et c'est la règle habituelle, qui s'impose surtout pour certaines catégories de coopératives, telles que les sociétés de consommation, en raison de leur caractère d'intérêt général, et qui s'impose d'autre part à toutes les institutions coopératives en raison de leur besoin de développement), on ne saurait accepter que ce fonds social puisse, en cas de dissolution, profiter aux derniers sociétaires. Or, nous ne trouvons, dans l'ensemble des lois concernant les coopératives, qu'un seul texte qui limite ainsi la part de l'associé sortant ; c'est la loi du 13 mars 1917, au sujet des sociétés de caution mutuelle entre commerçants, fabricants, artisans, etc. : « Le remboursement des parts ne peut être effectué qu'après apurement de toutes les opérations sociales engagées au moment de la demande de restitution. Il ne peut excéder ni la valeur, à cette époque, des parts du membre démissionnaire, ni leur valeur nominale. La plus-value, s'il y en a, reste acquise au fonds de réserve, sur lequel le membre remboursé n'a aucun droit » (art. 2, dernier alinéa). Mais la même loi admet, en cas de dissolution, le partage du fonds social entre les sociétaires, proportionnellement à leurs souscriptions !

La loi du 4 décembre 1913 qui, comme on le verra, exige au contraire,

d'exister malgré les changements de personnes qui s'opèrent dans son sein (1), son patrimoine restant un en dépit de toutes les fluctuations, de même la société que nous envisageons veut que, si elle disparaît, ses biens ne soient point dispersés, et qu'ils demeurent partie intégrante du patrimoine général de la coopération qui, elle, subsiste malgré les modifications survenues dans les personnalités juridiques dont elle est constituée. La coopération, bien organisée, forme un bloc. Il y a, du moins, plusieurs blocs coopératifs; celui qui paraît appelé à avoir de plus en plus de consistance est celui de la consommation (2).

Parmi nos textes législatifs, il n'y en a qu'un seul qui proscrive le partage entre les membres de la société dissoute et exige l'attribution désintéressée que nous

en cas de dissolution, l'affectation de l'actif à une œuvre d'intérêt maritime, ne stipule rien concernant les droits de l'associé sortant pendant le cours de la société; anomalie, donc, en sens inverse.

Les règlements d'administration publique et les modèles officiels de statuts n'ont pas vu non plus les deux éléments liés de ce problème si important. Ils n'interviennent impérativement que pour empêcher toute plus-value des parts pendant la période de fonctionnement de la société (statuts pour caisse locale de crédit agricole mutuel, art. 14; pour caisse régionale, art. 39; décret du 26 août 1907 sur les sociétés coopératives agricoles, art. 6-1°; statuts pour caisse locale de crédit maritime mutuel, art. 39; pour caisse régionale, art. 39; décret du 12 avril 1914, art. 4-1°, au sujet des sociétés coopératives maritimes; statuts pour banque populaire, art. 14). Survienne la dissolution: la même règle peut perdre son caractère obligatoire, à une exception près, en l'état actuel des textes émanés de l'Administration. C'est ce que les pages ci-après vont permettre de juger.

1. Voir loi du 24 juillet 1867, art. 54.

2. Voir le phénomène signalé plus haut à la fin de la note sous le n° 67.

venons de préconiser : c'est la loi du 4 décembre 1913 concernant le *crédit maritime mutuel* (art. 7, al. 5); et ce texte s'applique aussi bien à la dissolution d'une caisse locale ou régionale de crédit qu'à celle d'une société coopérative maritime destinée, par exemple, à l'exploitation de la pêche (1).

La stipulation statutaire décidant l'affectation des biens sociaux à une œuvre similaire ou à toute autre institution d'intérêt collectif sera, par abréviation, appelée ci-après : « clause de dévolution collective ».

Certaines lois, qui ne rendent pas cette clause obligatoire, l'ont toutefois prévue expressément : lois du 5 novembre 1894 pour les *caisses locales de crédit agricole* et du 13 mars 1917 par les *sociétés de caution mutuelle* (2).

Les autres lois n'en parlent pas.

Pour les *sociétés d'habitations à bon marché*, le règlement d'administration publique du 10 janvier 1907 a entendu, si l'on veut bien nous passer cette locution familière, couper la poire en deux : la portion d'actif excédant la moitié du capital social versé doit être attribué à une ou plusieurs institutions de même nature (3).

En ce qui concerne les autres types d'organisations coopératives, les divers modèles de statuts offerts par l'Administration donnent à la question qui nous occupe

1. *Infrà*, n° 126.

2. *Infrà*, n° 126.

3. *Infrà*, n° 126.

ici des solutions toutes différentes suivant les ministères (Agriculture, Commerce). En voici le tableau :

Caisse locale de crédit agricole : affectation à une œuvre d'intérêt agricole désignée par l'assemblée générale (1) ;

Caisse régionale de crédit agricole : même affectation (2) ;

Société coopérative agricole (production, vente, transformation, etc.) : 1° S'il s'agit d'une société purement civile, chaque sociétaire lors de la dissolution participerait dans l'actif au prorata de la quantité des produits fournis par lui à la société (3), à moins que l'assemblée générale ne décide de le transférer à une société analogue ou à une autre œuvre d'intérêt agricole (4) ; 2° Si la société a été constituée sous la forme anonyme à capital variable, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, pourra décider de l'emploi du fonds de réserve, après paiement des dettes et remboursement du capital, à des entreprises ayant pour but d'améliorer les conditions de vente des produits agricoles : toutefois, les fonds pourront être répartis entre les porteurs de parts suivant le mode indiqué à l'article 42 des présents statuts pour les

1. Article 42 du modèle donné dans la publication du ministère de l'Agriculture, intitulée : *Le Crédit agricole*, fascic. I, 1916, p. 35.

2. Article 45 (*op. cit.*, fascic. I, p. 54).

3. Il participerait aussi au passif, d'après les mêmes statuts, comme on le verra plus loin (n° 71).

4. Art. 30 (*op. cit.*, fascic. II, 1917, p. 74).

excédents annuels (c'est-à-dire proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société) (1) ;

Société de caution mutuelle entre commerçants, fabricants, artisans, etc. ; partage entre les sociétaires proportionnellement à leurs souscriptions (2) ;

1. Art. 48 (*op. cit.*, fascic. II, p. 95). Le même ministère de l'Agriculture admet un système ou, plutôt, deux systèmes différents de celui-là dans les statuts qu'il a préparés pour les « sociétés coopératives civiles de culture des terres », organisations suggérées par la loi du 7 avril 1917 sur les terres abandonnées. Ces statuts sont de deux sortes suivant que la société est constituée avec apports en nature ou avec capital versé. Pour le premier type, il est dit (art. 18) : « En cas de dissolution de la société, chaque sociétaire participera à l'actif et au passif au prorata de ses apports dans la société » ; or, aux termes de l'article 5, chaque sociétaire s'engage à faire apport à la société de l'usage de ceux de ses biens qui seront énumérés dans son bulletin d'adhésion, et l'article 9 décide que le nombre de parts de chaque sociétaire sera évalué en tenant compte de la quantité ou de la qualité des biens mis à la disposition de la société conformément à l'article 5, et que ce seront ces apports qui serviront de base à la répartition des produits de l'exploitation. Quant aux sociétés à capital versé, l'art. 18 dit que, « en cas de dissolution, chaque sociétaire participera à l'actif et au passif au prorata des parts souscrites par lui ». Mais ici l'hypothèse diffère très nettement de la précédente et cette disposition est très normale, car le même article ajoute que, « en cas d'excédent d'actif, chaque sociétaire ne pourra prétendre à d'autres droits pour le remboursement de ses parts, qu'à ceux qui sont prévus dans l'article 6 » : or, ce texte dispose que les parts en dehors d'un intérêt de 4 o/o l'an, « ne donnent aucun autre droit dans l'actif social que celui d'être remboursées à un taux qui ne pourra être supérieur à leur prix initial » (100 fr.). Le surplus d'actif et les réserves seront, dans ce second type de société, affectés à une œuvre d'intérêt général proposé par l'assemblée générale et acceptée par le ministère de l'Agriculture (art. 18 précité).

2. Art. 53 (*le Crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie*, guide publié par le ministère du Commerce, 1918, p. 101). Une note sous cet article rappelle, et c'est encore heureux, que la loi du 13 mars 1917 permet d'affecter statutairement à une œuvre de crédit l'emploi du reliquat de l'actif net et des fonds de réserve. Comp., pour

Banque populaire : après extinction du passif et des frais de liquidation, le surplus distribué aux actions (1).

Les sociétés coopératives de consommation, aux termes de l'article premier de la loi du 7 mai 1917, répartissent leurs bénéfices entre les associés au prorata de la consommation de chacun d'eux ou les affectent, en totalité ou en partie, à des œuvres de solidarité sociale dans les conditions déterminées par leurs statuts. Cette disposition ne précise pas s'il s'agit de l'emploi en fin d'exercice ou après dissolution. Elle s'applique, selon nous, à l'une et à l'autre hypothèse. Tout ce qu'elle exclut, pour les deux cas, c'est le partage au prorata des mises de capitaux (la loi ne permet que l'allocation au capital versé d'un intérêt maximum de 6 0/0 prélevé sur les excédents, art. 3). La meilleure clause de dévolution nous paraît être la suivante : « Après paiement des dettes sociales et remboursement des sommes versées sur actions, l'assemblée générale attribue l'actif net à des œuvres de solidarité, à d'autres sociétés coopératives ou au fonds de dotation institué par la loi du 7 mai 1917 en faveur des coopératives de consommation (2). »

l'application de deux textes légaux conçus identiquement, cette disposition présentée comme « modèle » par le ministère du Commerce avec celle, citée plus haut et proposée par le ministère de l'Agriculture, pour les caisses de crédit agricole.

1. Art. 50 (Guide précité du ministère du Commerce, p. 82).

2. Cpr. art. 30 des statuts-types donnés par le ministère de l'Armement dans sa brochure sur les *Institutions de ravitaillement du personnel*

70. Examen juridique de la clause de dévolution collective. — Quelle est la *valeur légale* de la clause d'attribution à une autre œuvre ? Quelle pourra être son *efficacité* ou — en d'autres termes — comment jouera-t-elle pratiquement ?

70 A. Explication de la clause. — Aucun doute sur la validité de cette disposition, lorsqu'elle résulte purement et simplement d'un texte impératif de la loi (sociétés maritimes, l. 4 décembre 1913) ou lorsque la loi l'a au moins expressément prévue (sociétés de crédit agricole, l. 5 novembre 1894 ; de caution mutuelle, l. 13 mars 1917). Ce dernier cas est aussi celui des sociétés coopératives de consommation, d'après l'interprétation que nous avons donnée de la loi du 7 mai 1917 à la fin du numéro précédent (1).

Même pour les sociétés qui ne rentrent pas dans

des usines de guerre (Paris, 1918, p. 82) ; ces statuts sont, avec quelques modifications, ceux préparés par la Commission de répartition des crédits instituée au ministère du Travail en application de la loi du 7 mai 1917. A notre connaissance, les sociétés coopératives de consommation ont une tendance à adopter de plus en plus la clause de dévolution collective, sous réserve de quelques différences quant à la spécification des œuvres bénéficiaires ; en tout cas, cette clause vise toujours d'autres sociétés coopératives. L'on voit son importance quand il s'agit de dissoudre la société pour laisser le champ libre à une coopérative dite « de fusion et de développement » ; par application du plan indiqué ci-dessus (n° 67, en note). Cette clause a un double avantage : elle permet à la fois d'éviter des contestations avec les membres de la société dissoute sur l'étendue de leurs droits et de doter la coopérative qui doit substituer son action à celle de l'ancienne société.

1. En Allemagne, la législation sur les coopératives autorise formellement la clause d'affectation (v. *infra*, n° 81).

les catégories ci-dessus visées, nous considérons que la clause de dévolution serait valable (1).

Deux objections pourraient être faites contre cette validité :

1° Une telle disposition constitue, de la part des sociétaires, une donation de biens à venir, c'est-à-dire une donation prohibée par le Code civil (art. 943) (2);

2° Le donataire n'est pas une personne juridique suffisamment déterminée.

Nous ne croyons pas que ces objections portent.

L'acte qui intervient ici doit exactement s'analyser en une *stipulation pour autrui*. On sait l'extension que la jurisprudence et la doctrine ont donnée à la possibilité de faire des stipulations de ce genre. A vrai dire,

1. La question présente de l'intérêt, par exemple pour les sociétés coopératives agricoles, car la loi du 29 décembre 1906 est muette sur la question. De même, pour les sociétés coopératives ouvrières de production, la loi du 18 décembre 1915 ne disant rien non plus à cet égard. Nous avons vu plus haut que l'attribution à une œuvre d'intérêt agricole était prévue dans les statuts du ministère pour les premières de ces sociétés. Quant aux secondes, la Chambre consultative des associations ouvrières de production a établi, à leur intention, des statuts-types dans lesquels il est dit (art. 51) : « Le fonds de réserve et la caisse de solidarité appartiennent à la société. Tout associé quittant l'association pour quelque cause que ce soit, ne peut rien revendiquer du fonds de réserve et perd tous ses droits à la caisse de solidarité. — A l'expiration de la société, si la prorogation n'en était pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'attribution en serait faite par l'assemblée générale... à une association ou à une œuvre se rapprochant le plus du but coopératif poursuivi par la société. »

2. C'est en vertu de cet argument que la légalité d'une pareille clause a été contestée, en ce qui concerne les syndicats, par M. Glotin (*Etude sur les Syndicats professionnels*, p. 310 et suiv.).

nous sommes ici purement et simplement dans l'un des deux cas prévus par les termes mêmes de l'article 1121 du Code civil : il s'agit bien d'une stipulation faite « au profit d'un tiers » et qui est « la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ».

C'est ce que nous allons expliquer. La stipulation qu'une personne fait pour elle-même, quand elle entre en société, c'est que chacun de ses co-associés réalisera l'apport promis et exécutera toutes les autres obligations qui naissent du pacte social ; elle stipule en même temps que les bénéfices et autres valeurs qui composeront l'actif net au moment de la dissolution seront transportés par eux à une tierce personne (exactement à une autre société). Le stipulant prend lui-même, vis-à-vis de ses co-contractants, un engagement semblable. Chacun des associés joue donc à la fois le rôle de stipulant et celui de promettant. Il stipule de ses co-associés qu'ils transporteront l'excédent d'actif, en cas de dissolution, à une autre institution, au lieu de se le partager ; il prend, de son côté, le même engagement. Certes, le stipulant n'a qu'un intérêt moral à l'accomplissement de la promesse : cet intérêt consiste à voir l'actif de la coopérative, si elle doit disparaître, servir à une autre œuvre qu'il désire encourager. Mais l'intérêt moral est suffisant pour que soit valable une stipulation pour autrui (1).

1. Cpr. Cass. civ., 2 juillet 1884 (S., 1885. 1. 5 ; D., 1885. 1. 150) Cass. civ., 16 janvier 1888 (S., 1888. 1. 121 ; D., 1888. 1. 77) ; Cass.

Assurément l'attribution de l'actif social à une autre œuvre constituera pour celle-ci une libéralité. Effectuée au moyen d'une stipulation pour autrui, la libéralité est dispensée des conditions de forme requises pour la validité des donations directes (1), mais elle ne saurait échapper à l'application des règles de fond imposées à celles-ci (2). Or, l'article 943 du Code civil déclare nulle la donation de « biens à venir ». Toutefois l'on ne saurait considérer comme telle notre clause de dévolution, pas plus qu'on ne tient aujourd'hui pour donation de biens à venir, au sens du texte précité, la convention par laquelle un associé donne à un tiers une part du gain que la société pourra lui faire réaliser. Si, en effet, la chose est future, le droit lui-même est acquis dès l'instant de la désignation de l'œuvre bénéficiaire, et cela seul suffit (3).

Le bénéficiaire de la stipulation peut être désigné dans les statuts ou par une délibération des associés, prise au cours de la durée de la coopérative. Il peut, au contraire, demeurer indéterminé jusqu'à la dissolution.

req., 30 avril 1888 (S., 1890. 1. 407; D., 1888. 2. 291). Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des Obligations*, t. I, n° 149.

1. Art. 931 et suiv., C. civ. (Planiol, *Droit civil*, 7^e édit., t. II, n° 1265; Baudry et Barde, *op. cit.*, t. I, n° 167).

2. Planiol, Baudry et Barde, *loc. cit.*

3. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Société*, n° 6; Guillaouard, *Société*, n° 65; Lyon-Caen et Renault, 4^e édit., t. II, n° 14; Aubry et Rau, *Droit civil*, 4^e édit., t. IV, p. 543, § 377, note 3; Pont, *Société*, t. I, n° 59 (Contra : dans l'ancien droit, Pothier, *Société*, n° 8).

1^o L'institution bénéficiaire *est désignée par les statuts* ou *par une délibération en cours de société*. — Exemple : « Après liquidation, s'il subsiste un reliquat d'actif, celui-ci sera dévolu au *Magasin de gros des coopératives de France*, ou, à son défaut, à toute autre organisation coopérative... »

Cette clause peut figurer dans l'acte social dès l'origine. Mais, si les statuts primitifs portaient simplement que l'actif serait attribué « à une organisation... », on pourrait, sans attendre la dissolution de la société, procéder à cette désignation. Nous estimons que la désignation, pour être valable, devrait résulter d'une décision des associés prise dans les conditions nécessaires pour modifier les statuts : il s'agit, en effet, dans notre hypothèse, d'apporter une précision, c'est-à-dire une addition au pacte social (1). Cette délibération, d'ailleurs, n'aurait pas besoin d'être insérée dans un journal d'annonces, même si la société coopérative était de celles qui sont soumises aux formalités de publicité requises par la loi du 24 juillet 1887. En effet, les créanciers sociaux n'ont aucun intérêt à con-

1. Nous croyons toutefois que les statuts pourraient, pourvu que ce soit d'une façon expresse, conférer le droit de procéder à la désignation pendant le cours même de la société à une assemblée statuant dans les conditions ordinaires. Dans ce cas, il ne faudrait voir dans la désignation qu'une simple mesure d'exécution prise en vertu du pacte social. Mais il sera plus sûr, pour la validité de cette résolution, d'obtenir le *quorum* et la majorité exigés pour la modification des statuts, à raison de l'argument indiqué ci-dessus au texte.

naître cette clause; elle ne peut jouer contre eux, puisqu'elle vise l'attribution du *reliquat* d'actif, s'il y en a un, toutes dettes payées. Quant aux créanciers personnels des associés, alors même qu'avec la jurisprudence et la majorité des auteurs on les admettrait au nombre des « intéressés » qui peuvent, d'après l'article 56 de la loi du 24 juillet 1867, se prévaloir de la nullité pour défaut de publicité (1), ils ne seraient aucunement fondés à poursuivre l'annulation, pour non-insertion dans les journaux, de la décision prise par les associés. Sans doute, au cas où cette décision viendrait à être appliquée par suite de dissolution de la société, il leur importerait de pouvoir faire rentrer dans le patrimoine de leur débiteur, ex-associé, la part du fonds social qui lui serait revenue si l'actif avait été partagé entre les anciens membres de la coopérative. Toutefois les tiers dont nous parlons ne peuvent être considérés comme ayant un intérêt juridique à connaître l'assignation à une œuvre déterminée de l'actif qui pourrait être constaté après liquidation. Ils sont prévenus du genre d'affectation que recevra l'ancien patrimoine social, et cela est suffisant. (Ceci présuppose que la clause d'attribution a figuré dans l'extrait inséré dans le journal d'annonces, lors de la publication de l'acte de société. Nous estimons, en effet, cette insertion nécessaire, précisément pour pouvoir, le cas échéant, opposer la stipu-

1. V. Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 228, et les références données par ces auteurs.

lation aux créanciers personnels quand la coopérative sera dissoute et qu'il s'agira de faire jouer la clause).

Encore que l'institution, bénéficiaire éventuelle de l'actif, soit formellement désignée par les statuts, l'indication dans ces derniers que, à *son défaut*, la dévolution se fera au profit d'une autre organisation (voir notre exemple de formule ci-dessus), se justifie par les motifs suivants : — l'œuvre ainsi désignée peut être liquidée pendant l'existence de la société dont elle devait recueillir le patrimoine; on peut supposer aussi qu'elle ne veuille pas profiter de la stipulation; elle peut être incapable de recevoir (1); enfin, tant qu'elle n'aurait pas déclaré vouloir bénéficier de la stipulation, celle-ci pourrait être révoquée (art. 1121, C. civ.).

Révoquée sous certaines conditions. Cette révocation constituerait, en effet, un changement aux statuts : elle effacerait de ces derniers la disposition relative à l'institution jusqu'alors désignée comme bénéficiaire éventuelle de la clause. La révocation ne pourra donc s'opérer que dans les conditions requises pour la validité des modifications statutaires. Si, comme il arrive parfois, le pacte social considèrerait la stipulation relative

1. Si l'institution est une société coopérative régulièrement constituée, elle a la capacité de recevoir des dons et des legs, dès lors qu'elle est considérée comme pourvue de la personnalité juridique. La loi du 18 décembre 1915 le dit expressément pour les sociétés coopératives ouvrières de production (art. 12), et celle du 7 mai 1917 (art. 9) pour les sociétés coopératives de consommation. Pour les sociétés en général, v. Lyon-Caen et Renault, t. I, nos 118 et suiv.

à l'attribution de l'actif comme une clause *essentielle*, ce qui est le cas lorsqu'il est dit : « L'assemblée générale peut apporter des modifications aux présents statuts, à condition de ne point changer l'article... », il faudrait, pour pouvoir y toucher, le consentement *unanime* des sociétaires (1). Quand les statuts déclarent textuellement qu'une de leurs dispositions sera « irrevisable », cela ne saurait s'entendre, juridiquement, d'une façon absolue : la volonté de tous les associés est souveraine pour défaire la convention ou pour la remanier (art. 1134, C. civ.).

L'assemblée générale qui aurait, dans les conditions indispensables pour la modification des statuts, révoqué l'attribution du fonds social à une institution déterminée, pourrait, dans les mêmes conditions, substituer au nom de cette dernière le nom d'une autre bénéficiaire (2).

Si la clause de dévolution était déclarée irrevisable dans les statuts, serait-il nécessaire, une fois la révocation prononcée par tous les associés, d'obtenir également leur consentement unanime pour qu'une nouvelle désignation soit valable ? On devrait, selon nous, distinguer :

1. La loi du 22 novembre 1913 sur les pouvoirs des assemblées des sociétés par actions en matière de modification des statuts n'interdit pas de décider dans le pacte social que certaines clauses ne pourront être changées.

2. Sous réserve de l'observation formulée précédemment, p. 166, note.

Premier cas : — Les statuts, conformément à la formule que nous avons donnée, portent que, à défaut de telle institution dénommée, l'actif social sera dévolu à « toute autre organisation coopérative. » Le but des associés a été de favoriser le mouvement coopératif et, pour cela, d'exclure tout partage de l'actif entre eux (sauf la reprise de leurs apports). Ce qui reste irrévocable, c'est le mode d'affectation prévu dans le pacte social. Sans doute la désignation de l'œuvre bénéficiaire, telle qu'elle est faite dans l'acte primitif, n'est révocable que de l'assentiment unanime des sociétaires : nous avons expliqué pourquoi. Mais, du moment que cette révocation est intervenue (ou que l'institution dénommée a décliné le bénéfice de la stipulation), nous nous trouvons dans la seconde hypothèse prévue par la formule (« à défaut... ») : en conséquence, une nouvelle désignation pourra être faite par l'assemblée générale, à la majorité. Cette majorité devra être, d'ailleurs, celle requise pour la modification des statuts (1).

Deuxième cas : — Supposons maintenant que l'acte social porte qu'en cas de dissolution l'actif irait à une œuvre désignée (*le Magasin de Gros* par exemple), sans rien ajouter pour le cas où cette œuvre ne recueillerait

1. Sauf peut-être dans une hypothèse indiquée précédemment (p. 166, note). Si, dans cette dernière hypothèse, la désignation pouvait être valable sans que l'assemblée eut besoin de réunir le *quorum* extraordinaire, il va de soi que la désignation ainsi faite serait révocable aux mêmes conditions.

pas le bénéfice de la stipulation. Cette clause a été déclarée irrevisable. Cependant l'unanimité des sociétaires la révoque (nous avons dit qu'elle en avait le pouvoir). Nous estimons que l'unanimité serait également nécessaire si on voulait procéder à une nouvelle désignation. En effet, dans l'espèce présente, les associés, en stipulant la dévolution de l'actif au *Magasin de Gros*, avaient essentiellement pris ce dernier, et lui seul, en considération. Du moment que le bénéfice de la clause doit lui échapper par l'effet de la révocation, l'on ne saurait admettre que, sans une manifestation unanime de volonté, l'actif social puisse être transporté à une autre institution. L'un quelconque des associés aura la faculté de revendiquer sa part dans l'actif de la société liquidée ; les autres pourront faire de la leur l'emploi qui leur plaira.

2° L'institution bénéficiaire *est indéterminée*. Exemple : « après liquidation, s'il subsiste un reliquat d'actif, celui-ci sera transporté à une autre organisation coopérative... »

Une stipulation pour autrui n'est pas viciée par l'indétermination du bénéficiaire, « à la condition que le bénéficiaire actuellement indéterminé soit déterminable au jour où la convention doit recevoir effet à son profit » (1) ; la jurisprudence est dans ce sens (2). Or,

1. Planiol, t. II, n° 1236.

2. Voir les décisions rapportées par Planiol (n° 1237). Les arrêts font application de l'article 1122 du Code civil. Comme le dit très bien

précisément, notre clause remplit parfaitement la condition requise.

On pourra cependant nous faire ici une objection qui permettrait de douter, sinon de la validité, du moins de l'*efficacité* de la clause. En effet, il est admis implicitement par l'article 1121 du Code civil que l'auteur de la stipulation peut la révoquer, si le tiers n'a pas déclaré vouloir en profiter. Or, dans notre hypothèse, le tiers (une autre institution) ne peut pas faire cette déclaration, puisqu'il ne sera déterminé qu'au moment où l'on dissoudra la société. Le cas suivant, semble-t-il, pourra donc se produire. A l'assemblée générale prononçant la dissolution, tous les associés qui le voudront auront la faculté de rendre lettre morte, pour leur part, la stipulation pour autrui contenue dans les statuts. Les autres ne pourront pas s'y opposer, en leur qualité de promettants ; car il est admis, en principe, que la révocation est de droit quand elle est opérée par le seul stipulant (1). En révoquant la stipulation que le tiers n'a pas encore pu (et pour cause !) ratifier, lesdits associés prendront, sans plus d'embarras que si cette clause n'avait pas été insérée, leur part dans le fonds social.

M. Planiol (n° 1238), « si le stipulant entend se réserver le droit de désigner lui-même plus tard ceux qui en bénéficieront [de la stipulation], en réalité il s'approprie le bénéfice du contrat, et la créance ainsi créée reste dans son patrimoine *tant qu'il n'en a pas disposé* ». Mais la désignation peut intervenir à un moment donné, faisant naître immédiatement le droit au profit du tiers, comme il sera expliqué plus loin.

1. Planiol, t. II, n° 1248 ; Baudry et Barde, t. I, nos 169 et 173.

Aux autres de faire de la leur l'usage qui leur plaira.

Nous ne pensons pas que la disposition statutaire portant la clause dont il s'agit soit aussi facilement vouée à l'inefficacité qu'on pourrait le prétendre. Bien que l'article 1121 reconnaisse implicitement le droit de révocation au seul stipulant, il est admis que dans certains cas ce droit ne pourra être exercé que si le promettant lui-même veut bien y consentir ; ce dernier, en effet, peut être intéressé au maintien de la stipulation (1), Un intérêt moral suffit au promettant pour empêcher la révocation en n'y consentant pas (2). L'un quelconque des coopérateurs pourra opposer valablement son veto à la suppression de la clause qui a pour but d'affecter l'actif, en cas de liquidation, à une œuvre d'utilité sociale, au lieu d'en permettre le partage, la dispersion entre les individus membres du groupement dissous. Ce coopérateur a un intérêt moral à ce que le patrimoine de la société dont il fait partie et dont, par conséquent, il apprécie l'objet économique aille, si cette société doit disparaître, favoriser une organisation similaire. Tout coopérateur — nous l'avons indiqué plus haut — est dans la situation de promettant par rapport à ses coassociés, qui sont stipulants. Ainsi, pour révoquer la stipulation pour autrui contenue dans l'acte social, il faudrait réunir à la volonté de tous les stipulants la

1. Planiol, *loc. cit.* ; Baudry et Barde, n° 169.

2. V. l'exemple cité par M. Planiol, *loc. cit.* Dans le même sens : Grenoble, 6 avril 1881 (D. 1882.2.9 ; S. 82.2.13).

volonté de tous les promettants, c'est-à-dire réaliser l'accord de tous les associés : voilà qui offre au moins quelque garantie de son exécution, car il est bien rare que dans une coopérative il n'y ait pas un certain nombre de membres fidèles à leurs principes. La décision d'un seul suffirait, d'ailleurs, à empêcher d'anéantir la clause d'affectation. Nous croyons cette solution absolument juridique. En tout cas, pour plus de sûreté, on ferait bien de déclarer dans les statuts notre stipulation « irrevocable », ou d'employer toute formule équivalente : alors, en effet, sans contestation possible, un seul des associés pourrait s'opposer utilement à ce que la majorité rendit lettre morte notre stipulation (1).

1. Il serait d'autant moins légitime de considérer comme non avenue la clause d'affectation à une œuvre similaire, quand elle se trouve incluse dans les statuts d'une société, qu'on en reconnaît assez généralement la validité quand elle est stipulée dans une association (v. Chambre des députés, séance du 25 février 1901, *Jour. off.*, Débats, p. 530; Trouillot et Chapsal, *Du Contrat d'association*, p. 146; Adenis, *les Associations à but non lucratif et le droit de succession*, p. 75 et suiv., 140 et suiv.). D'ailleurs, le décret du 16 août 1901, dans une disposition commune aux associations déclarées et aux associations reconnues d'utilité publique (art. 15), déclare, en envisageant le moment de la dissolution : « L'assemblée générale... ne peut... attribuer aux associés, en dehors de la reprise des apports, une part quelconque des biens de l'association ». Ce décret ne fait ainsi que préciser l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901, qui décide : « En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts ou, à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale ». C'est donc que, sans attendre une délibération d'assemblée générale en fin d'association, les statuts peuvent contenir une clause de dévolution, c'est-à-dire une stipulation pour autrui : et cela n'est qu'une application pure et simple du droit commun.

Ajoutons maintenant qu'il serait fallacieux de proclamer théorique-

Bien entendu, l'institution désignée après que la société aura été déclarée dissoute ne pourra recueillir le reliquat d'actif qu'autant que cette désignation sera *valablement* intervenue.

Il convient d'indiquer maintenant à quelles conditions sera subordonnée la validité de cette désignation.

a) *Dissolution volontaire*, dans une hypothèse prévue ou non par les statuts.

Sera-t-il indispensable que l'assemblée atteigne le *quorum* exigé pour la modification des statuts ?

Il faut, selon nous, distinguer :

Répondre oui, si la désignation intervient dans l'assemblée même qui prononce la dissolution de la coopérative (1) ;

Mais si l'on désigne l'œuvre bénéficiaire pendant la période de liquidation de la société coopérative (soit que celle-ci ait été dissoute de plein droit par l'arrivée du terme fixé pour sa durée, soit que sa dissolution ait été prononcée par une assemblée antérieure), nous estimons que l'assemblée procédera valablement à cette désignation sans qu'elle ait besoin de réunir le *quorum* exigé pour modifier les statuts. Nous avons, il

ment la validité de cette stipulation, si l'on ne devait pas admettre des moyens pratiques d'en garantir l'efficacité. Or, nous pensons que l'on peut très juridiquement parvenir à cette fin par l'application des règles que nous avons déjà indiquées en partie et dont nous poursuivons l'examen ci-après au texte.

1. La question, d'ailleurs, ne se posera pas si la dissolution se produit par l'arrivée du terme auquel, d'après les statuts, doit finir la société, la durée de cette dernière n'étant pas supposée prorogée.

est vrai, soutenu — du moins en principe — l'opinion contraire pour le cas où la désignation interviendrait pendant la durée même de la société ; mais nous avons fait valoir comme motif que le choix de la bénéficiaire constituerait alors une addition aux statuts. Sans doute on enseigne que les assemblées appelées à se réunir pendant la liquidation doivent être composées suivant les mêmes règles que durant la société (1). Un changement ne pourra être apporté aux statuts, en période de liquidation, que dans les conditions qui auraient été requises pour cette modification en cours de société (2). Nous ne prétendons pas contredire ce principe. Notre manière de voir est simplement la suivante : A moins que les associés n'aient entendu spécifier l'institution bénéficiaire dans les statuts eux-mêmes soit dès l'origine, soit au cours de la société, la désignation de cette institution *doit* normalement être faite après la dissolution de la coopérative. Quand elle intervient pendant la période de liquidation, elle ne constitue plus une addition, c'est-à-dire une modification, mais une *application* pure et simple de la clause des statuts portant que « l'actif sera dévolu à une autre société coopérative ». Le moment est venu de spécifier au profit de qui s'accomplira la dévolution ainsi prévue. Il est rationnel et juridique, à notre avis, de ne pas

1. V. Cass. civ., 20 juillet 1897 (S. 97.1.409).

2. Cpr., dans ce sens, Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 909.

voir un obstacle à cette désignation dans le fait que certains associés n'ont pas pris la peine d'assister à l'assemblée où leur présence eût permis d'atteindre le *quorum* requis pour la modification des statuts ; sans qu'ils aient à se soucier de l'obtention de ce *quorum* spécial, les membres de la réunion doivent pouvoir prendre valablement une décision qui ne tend à rien autre qu'à l'exécution d'une clause insérée dans le pacte social (1).

b) *Dissolution judiciaire.* — Nous ne pensons pas que le tribunal saisi d'une demande en dissolution et même en nomination de liquidateur ait compétence pour suppléer aux statuts en précisant lui-même l'œuvre bénéficiaire du patrimoine social. Il s'agit là d'un acte d'affectation en dehors des attributions de justice.

Il appartiendra aux anciens associés de faire eux-mêmes cette précision, valable suivant les indications données dans les pages précédentes pour l'hypothèse de dissolution volontaire. Si les associés demeurent inactifs à cet égard ou s'ils ne s'entendent point, voir la solution étudiée ci-après.

c) *A quel moment doit intervenir la désignation de l'œuvre bénéficiaire ?* — Dans tous les cas, c'est-à-dire que la dissolution soit volontaire ou prononcée par la

1. En conséquence des explications précédentes, le *quorum* exigé pour les modifications aux statuts n'aurait pas à être pris en considération si, la désignation de l'œuvre bénéficiaire étant intervenue postérieurement à la dissolution de la société, on voulait revenir sur cette désignation et en effectuer une autre.

justice, l'assemblée peut procéder à cette désignation pendant la période de liquidation de la société coopérative. Cette hypothèse a été examinée il y a un instant.

Mais il se peut que les anciens associés veuillent attendre la reddition des comptes de gestion du liquidateur, de manière à ne se prononcer que s'ils savent qu'il y a réellement un reliquat d'actif.

Les associés pourront donc, dans l'assemblée qui recevra les comptes du liquidateur et immédiatement après l'approbation de ces comptes, c'est-à-dire après la clôture de la liquidation, déterminer à quelle institution cet actif sera dévolu. Ou bien ils prendront une délibération à ce sujet dans une réunion ultérieure.

Ici une remarque s'impose. D'après un principe constant, quand une société est dissoute, sa personnalité survit pour les besoins de la liquidation (1). Supposons toutes les dettes payées. La fiction de personnalité va finir, dit-on, lorsque les associés auront reçu les comptes du liquidateur (2). Normalement, s'il reste un actif, les anciens associés se le répartiront : jusqu'au partage, l'actif est indivis entre eux ; en d'autres termes, ils en sont *copropriétaires* et ils pourront provoquer ce partage par application de l'article 815 du Code civil. Mais, en vertu de la clause que nous étudions ici, tout

1. V. Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 366 ; Arthuys, t. II, n° 759 ; Houpin, t. I, n°s 187, 238 et suiv. ; Thaller, n°s 447, 701 ; Pic, t. I, n°s 614 et suiv. ; et la jurisprudence considérable rapportée par ces auteurs.

2. V. Lyon-Caen et Renault, t. II, n°s 366 et 403.

partage est exclu entre les coopérateurs ; ils ont renoncé au droit de devenir propriétaires, de tirer profit des biens qui pourraient subsister après liquidation de leur société. A qui cette masse va-t-elle revenir, si les associés n'ont pas fait acquérir un droit sur elle à une institution déterminée *avant la clôture de la liquidation* ? A l'Etat, semble-t-il, aux termes des articles 539 et 713 du Code civil. Ne sont-ce pas là, en effet, des biens sans maître ?

Il va de soi que, pour éviter toute difficulté juridique, les associés feront bien de procéder à la désignation *avant d'attendre la clôture de la période de liquidation*.

70 B. Pouvoirs du liquidateur quant à la dévolution. — Le liquidateur de la société ne pourrait — sans un mandat spécial qui lui serait conféré à cet effet par les statuts ou par l'assemblée — désigner lui-même l'œuvre bénéficiaire du reliquat d'actif, car les actes de disposition excèdent ses pouvoirs généraux (art. 1988, C. civ.) (1).

Quand l'institution bénéficiaire a été choisie par les associés au cours du fonctionnement de la coopérative ou pendant la période de liquidation, le liquidateur, croyons-nous, peut, conformément à ce choix, procéder

1. Cpr. le cas d'un liquidateur qui voudrait, *de lui-même*, transférer l'actif à une société nouvelle contre remise d'actions aux membres de l'ancienne société : il excéderait ses pouvoirs, et cependant il ne ferait pas ici une cession gratuite (Cass. req., 20 mars 1860 [S. 1861.1.61 ; D. 1860.1.398] ; cpr. Riom, 7 fév. 1888 [D. 1889.2.67]. Arthuys, t. II, n° 620).

à la dévolution, car il s'agit là d'une dette sociale : le droit est né au profit du groupement bénéficiaire du jour de la désignation, ainsi qu'on va le voir dans un moment. Toutefois il serait plus sûr encore de donner expressément au liquidateur le mandat d'effectuer les opérations de dévolution.

70 C. *Naissance du droit de l'institution bénéficiaire.*

— Lorsqu'il y a stipulation pour autrui, le droit est acquis au tiers dès le moment où cette stipulation intervient ; l'acceptation du bénéficiaire n'est pas nécessaire pour que le promettant soit lié (1). Dans l'hypothèse que nous examinons, le droit à la dévolution de l'actif social naîtra du jour de la constitution de la société si le nom de l'œuvre bénéficiaire figure dans les statuts originaux ; sinon, du jour où l'assemblée générale aura procédé à la désignation. Mais, quoique né, ce droit est susceptible d'être *révoqué* tant que l'institution bénéficiaire *n'a pas déclaré vouloir profiter de la stipulation* (cpr. art. 1121, C. civ.).

Ni la révocation ni la déclaration du tiers ne sont soumises par la loi à des conditions de forme (2),

Toutefois, si cela est vrai en principe, il y a lieu, dans la pratique, de prendre certaines précautions :

1. V. Planiol, t. II, nos 1251 et s., 1261 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. I, nos 154 et suiv. ; Edouard Lambert, *la Stip. pour autrui* (droit français), §§ 56 et suiv., p. 70 et suiv. ; Bufnoir, *Propriété et Contrat*, p. 575 et suiv. ; Huc, t. VII, no 48.

2. Baudry et Barde, t. I, nos 167 et 169 ; Planiol, no 1251.

1. Soit du côté du bénéficiaire, s'il veut mettre son droit à l'abri de toute révocation ;

2. Soit du côté du stipulant (c'est-à-dire, dans notre cas, du côté de la société dont les statuts contiennent la clause de dévolution et qui a désigné l'œuvre bénéficiaire) : ceci dit pour l'hypothèse où, la déclaration de la bénéficiaire n'étant pas encore intervenue, la société coopérative désirerait pouvoir révoquer utilement, c'est-à-dire éviter que l'institution préalablement désignée puisse déclarer vouloir bénéficier de la stipulation et répondre, si on lui opposait la révocation, que cette dernière n'est nullement parvenue à sa connaissance.

Examinons donc ces deux ordres de mesures.

Aussitôt que les représentants d'une institution déterminée — le *Magasin de gros* des coopératives, par exemple — apprendront la désignation de cette dernière comme bénéficiaire de la dévolution éventuelle de l'actif d'une société, ils feront bien d'écrire aux représentants de cette société (c'est-à-dire, suivant les cas, aux administrateurs ou aux liquidateurs) que leur organisation déclare vouloir profiter de la stipulation (1). Si on leur

1. S'il s'agissait ici de l'acceptation d'une libéralité, et si les statuts ne conféraient pas expressément aux administrateurs de la société donataire le pouvoir d'accepter, il faudrait à ces derniers une autorisation formelle de l'assemblée générale; si l'on attendait, pour cette autorisation, la réunion de l'assemblée ordinaire, qui n'aura peut-être lieu qu'au bout de plusieurs mois, on courrait le risque de voir la société donatrice profiter de l'intervalle pour révoquer la stipulation, ou bien il faudrait, ce qui est toujours un dérangement, convoquer une assemblée extraordinaire pour ne pas perdre de temps : même en ce cas il est possible que l'as-

accuse réception de leur lettre en des termes formels qui ne puissent pas laisser de doute sur l'objet de cet accusé de réception, tout ira pour le mieux ; mais il sera prudent pour l'œuvre bénéficiaire de faire enregistrer immédiatement ce dernier pour lui donner date certaine (art. 1328, C. civ.). Si l'on ne répond pas ou si l'on tarde à répondre à la déclaration, les représentants de l'institution désignée notifieront à la société, par ministère d'huissier, que leur organisation ratifie la stipulation faite à son profit. Cette institution aura ainsi un titre dont elle pourra se servir en tant que de besoin.

De son côté, la société qui a fait la désignation peut, nous l'avons dit, révoquer la stipulation tant qu'elle

semblée ne soit pas en état de prendre tout de suite une décision valable, faute de *quorum*. Toutefois, l'opinion généralement admise aujourd'hui, c'est que la stipulation pour autrui, même quand elle constitue une donation, n'a pas besoin d'être « acceptée » pour faire naître le droit du tiers : il y a ainsi dérogation à l'article 932 du Code civil. Contrairement à ce texte, l'article 1121 n'exige pas une acceptation expresse et constatée en forme authentique. Le tiers gratifié ne fait que *ratifier* le droit que la stipulation a fait naître immédiatement à son profit ; la ratification a pour effet de rendre ce droit irrévocable de la part du stipulant (v. les arguments décisifs et la jurisprudence à l'appui de cette théorie dans Planiol, t. II, n^{os} 1251 et s. ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. I, n^{os} 151 et suiv.). Puisqu'il ne s'agit pas d'« accepter » une offre de donation, mais de ratifier un *droit acquis*, nous devons en conclure que les représentants de la société bénéficiaire peuvent agir sans autorisation spéciale des associés. Ils devront même ratifier la stipulation sans tarder, car, si leur négligence avait pour effet de laisser survenir une révocation du droit né au profit de la société, ils seraient vis-à-vis de celle-ci responsables de leur faute.

n'a pas été ratifiée par l'œuvre attributaire (1). Elle peut vouloir désigner une autre bénéficiaire, au lieu et place de celle qui avait été choisie précédemment. Pour que la révocation intervenue ne puisse être contestée par la première de ces institutions, il apparaît tout de suite que, dans ses rapports avec cette institution, la société devra employer les mêmes moyens que ceux indiqués ci-dessus pour l'hypothèse de la ratification : les rôles seront seulement renversés.

70 D. Droits des associés et de certains tiers sur l'actif social. — Examinons successivement les deux cas.

1° Les statuts peuvent expressément édicter que l'actif sera attribué à une autre institution après liquidation et *déduction faite des reprises d'apports*. Mais, si le pacte social était muet sur ce dernier point, les associés auraient-ils la faculté de se faire restituer leurs apports ? Dans le sens de l'affirmative, on peut dire que, nonobstant la clause de dévolution, les membres de la société à capital variable (forme habituelle des coopératives) avaient le droit, en se retirant de cette société pendant son existence, de reprendre leurs apports ; le même droit doit appartenir aux associés subsistant à l'époque de la dissolution.

1. Nous avons expliqué plus haut dans quelles conditions, lorsqu'une stipulation pour autrui est greffée sur un contrat de société, l'assemblée générale des associés décidera valablement la révocation (p. 168).

2° Supposons qu'il y ait, dans l'actif dont il s'agit d'opérer le transfert, des objets, mobiliers ou immobiliers, qui ont été donnés à la coopérative, le donateur ayant stipulé le retour pour le cas où la société donataire viendrait à se dissoudre avant son décès. Cette *clause de retour* devra, si le donateur survit, produire effet à son profit (cpr. art. 951 et suiv. C. civ.).

§ 2. — Répartition des pertes

71. Il ne faut pas confondre l'*obligation aux dettes sociales* et la *contribution aux pertes*.

L'obligation des associés aux dettes, c'est ce qui intéresse les créanciers sociaux. Quelle est la part dont ceux-ci ont le droit de poursuivre le paiement sur chacun des associés ? Ces derniers sont-ils tenus solidairement ou non ? C'est ce qu'en matière de sociétés on nomme la *responsabilité* de l'associé envers les tiers. La mesure de la responsabilité est tantôt indéfinie, tantôt limitée aux mises de capitaux. Cela dépend de la forme de la société. Cette question n'est pas celle qui doit nous occuper ici, et qui est celle de la contribution définitive aux pertes sociales.

La contribution aux pertes n'intéresse en rien les créanciers, les tiers. C'est un simple mode de répartition entre associés, qui n'interviendra qu'une fois les dettes libérées d'une manière ou d'une autre. Si chaque associé a payé pour sa portion virile, ou si l'un d'eux,

obligé solidairement, a payé le montant total de la dette, celui qui a déboursé plus que sa part contributive aura un recours contre ses coassociés.

Or, ici, nous devons seulement nous demander si la part de contribution aux pertes, pour chacun des coopérateurs, doit se mesurer exactement sur le droit qui lui est conféré dans le partage des excédents d'actif. Au surplus, il faut observer que cette question se pose pour fixer aussi bien la part des associés qui se retirent en cours de société que celle des anciens sociétaires après liquidation.

Avant de trancher la question, nous croyons utile d'insister sur la remarque suivante. C'est qu'il n'y a, en principe, aucun lien, aucune corrélation entre la contribution aux pertes et le droit aux bénéfices. La première n'a, en aucune manière, sa cause dans le second. L'une et l'autre dérivent simplement du fait qu'il y a entreprise, comme peuvent en résulter par ailleurs d'autres conséquences juridiques : notamment le droit de direction souveraine (quelle que soit, du reste, la façon dont statutairement il sera exercé). Les unes et les autres sont donc parfaitement divisibles. Et, en effet : 1° Un prêteur d'argent peut bailler des fonds à la société à un taux supérieur au taux légal de l'intérêt (ce qui est toujours permis en matière commerciale et même, provisoirement, pour les prêts civils par une loi du 20 avril 1918) ; il suffit, d'ailleurs, de constater, dans notre hypothèse, qu'il reçoit en rémunération

une somme excédant le loyer courant de la monnaie. Il draine donc à lui une partie de ce qui aurait constitué le profit de l'entreprise. Et pourtant il ne contribue pas aux pertes comme feront les associés : il aura un droit de préférence sur les mises de ceux-ci ; il viendra, sur les valeurs sociales, en concurrence au marc le franc avec les autres créanciers. De même, les employés de l'entreprise peuvent avoir un droit de participation aux bénéfices, et cependant ils ne contribueront pas pécuniairement aux pertes. 2° Exemple inverse : une association peut se former, dont les membres ne poursuivent aucun but lucratif ; et pourtant ils assumeront la charge des déficits éventuels.

Malgré tout, cette réserve une fois faite, il peut sembler très équitable, dans une société qui a pour objet de procurer à ses membres certains avantages facilement appréciables en argent, d'appliquer entre la contribution aux pertes et le droit aux excédents d'actif le principe de la proportionnalité.

Il est intéressant de souligner à ce propos les deux règles contenues au Code civil (article 1853, premier alinéa) :

1° Ce texte admet que, conformément à la distinction que nous faisons ci-dessus, l'acte de société détermine la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, sans exiger que la part qu'il supporte dans les secondes soit égale à celle qu'il prend dans les premières ;

2° Toutefois, pour le cas où la convention serait muette à cet égard, le Code en vient à prescrire la concordance des deux parts et il décide qu'elles seront en proportion de la mise de l'associé dans le fonds de la société.

La comparaison de ces deux règles nous amène à une double conclusion : c'est que, d'abord, les parties sont libres de prendre comme base de la répartition, soit des bénéfices, soit des pertes, autre chose que le montant des mises et que si, d'autre part, un seul des deux éléments — le partage des bénéfices, par exemple — a été expressément visé dans les statuts, le second doit être soumis à la même règle proportionnelle. Le mode de répartition prévu par le Code civil pour le cas de silence absolu des parties à la fois sur l'un et l'autre partage (ci-dessus 2°) n'est qu'une application de ce principe général, auquel on ne peut supposer de dérogation sans une certitude complète sur la volonté des contractants.

Dès lors faut-il admettre que, dans les sociétés coopératives où les excédents d'actif se partagent au prorata des achats ou des heures de travail, la contribution aux pertes éventuelles devra jouer suivant la même mesure ? Oui, dira-t-on, et l'on invoquera, pour démontrer que c'est logique, le mécanisme, par exemple, d'une société coopérative de consommation. S'il y a des excédents à distribuer entre les sociétaires, c'est qu'on a vendu au-dessus du prix de revient ; les associés ont

payé plus qu'ils n'auraient dû : la ristourne est une simple restitution de trop perçus. Mais si, au contraire, ce sont des pertes qui viennent à apparaître, c'est que l'on a vendu au-dessous du prix de revient : le consommateur a payé en moins, c'est à lui de parfaire la différence. Trop-perçu, moins-perçu : il s'agit, dans l'un et l'autre cas, de sommes mathématiquement proportionnelles au chiffre des achats effectués par le sociétaire.

Toutefois, en adoptant la valeur de la consommation comme critérium pour le partage des pertes, on arrivera à un résultat particulièrement choquant. Les sociétaires ne seraient pas embarrassés pour trouver le moyen de se soustraire à cette contribution. Ils n'auraient qu'à cesser leurs approvisionnements à la société dès qu'ils la verraient périliter, au lieu de lui apporter leur clientèle plus fidèlement encore : ce qui seul pourrait lui donner quelque chance de se relever. Et, en ce cas, ce sont les bons, ceux qui ont fait acte de coopérateur jusqu'à la dernière minute, avec l'espoir déçu de la tirer précisément d'affaire, qui seraient obligés de supporter tout le poids de ce malheur ! La logique n'est donc pas ici d'accord avec la justice.

Cependant il nous paraît impossible, dans l'état actuel des statuts de la plupart des coopératives, de donner légalement une autre solution pour le règlement des pertes. Ces statuts sont, en effet, généralement muets sur la manière dont elles seront supportées. Ils parlent bien des pertes, mais uniquement pour

dire que l'associé qui se retire au cours de la société ne pourra reprendre son apport que sous déduction de sa part dans ces pertes telles que celles-ci résulteront de l'inventaire ; mais la règle suivant laquelle sera déterminée la valeur de cette part n'y est point énoncée. Cette clause est faite pour empêcher le sociétaire de prétendre au remboursement de son apport franc et quitte. D'autre part, après liquidation de la société, si l'excédent d'actif est inférieur à l'ensemble des sommes versées sur les apports, c'est qu'il y a eu perte, et qui supportera cette perte si ce ne sont les anciens membres de la société ? Mais, chacun d'eux, dans quelle proportion ? Les statuts ne prévoient généralement que le partage des trop perçus dans des conditions que nous avons déjà maintes fois exposées. Pour déterminer la participation des associés aux pertes, il faudra donc, aux termes de l'article 1853 précité du Code civil, tenir compte de leur chiffre d'affaires avec la société et, dans une certaine mesure, de leur mise de capital, si les statuts prévoyaient l'attribution d'un intérêt aux apports libérés. Le calcul, certainement, ne sera pas simple. De plus, on devra s'en rapporter non seulement au chiffre d'affaires de la dernière année, mais au chiffre global des opérations faites par chaque sociétaire depuis le jour où la société a constaté le déficit qui l'a conduite à la liquidation (1).

1. Bien entendu, lorsque la coopérative a revêtu une forme légale qui limite l'engagement des associés, cette limitation ne produira pas effet

Pour éviter de semblables résultats, nous croyons qu'il serait plus sage que les coopératives prissent l'habitude de prévoir dans leur pacte social que les pertes se répartiraient *par parts égales* entre tous les sociétaires, sans autre comptabilité (1).

72. Aucune de nos lois sur les coopératives ne règle la question, n'y fait même une allusion quelconque (2).

seulement à l'égard des tiers; la contribution aux pertes ne pourra pas s'étendre non plus au delà du montant de l'engagement.

1. Quand chaque associé n'a droit qu'à la possession d'une seule part, cette égalité serait assurée aussi bien par une clause qui répartirait les pertes au prorata du montant de l'action. Mais généralement la souscription facultative de plusieurs parts est autorisée par les statuts, et il n'y a pas de raison d'admettre qu'un sociétaire qui a voulu consacrer ses épargnes à soutenir sa coopérative doive proportionnellement supporter une plus lourde part du déficit social.

Un auteur va plus loin et propose une thèse inacceptable en droit. « Les associés, dit-il, qui ont fait un apport supérieur à l'apport minimum exigé ont fait un véritable *prêt* à la coopérative et sont ses *créanciers*. Sans doute, à l'égard des tiers, ils ne peuvent pas se prévaloir de cette qualité, car ce prêt se présente *sous la forme d'un apport* et est affecté au gage des créanciers coopératifs, mais à l'égard de leurs coassociés il n'y a aucune raison de les traiter plus mal que les autres et de leur faire subir une plus grosse perte. Aussi, leur qualité de prêteurs réapparaissant, ils doivent être remboursés pour leur excédent d'apport avant toute autre répartition des apports proprement dits » (Lecaisne, *Etude juridique sur les coopératives de consommation*, p. 99). Nous ne comprenons pas cette notion amphibie de l'apport en société : l'apport-prêt. On peut arriver au résultat indiqué par cet auteur en créant des « actions de priorité » (C. de comm., art. 34 modifié par la loi du 16 novembre 1903); mais cette création ne peut résulter que d'une clause expresse insérée dans le pacte social, soit dès l'origine, soit en vertu d'une décision d'assemblée générale prise dans les conditions exigées par la loi.

2. Plusieurs d'entre elles contiennent des dispositions qui visent uniquement l'obligation aux dettes. Ainsi loi du 5 novembre 1894 (art. 2, al. 3), au sujet des caisses de crédit agricole : les statuts « régleront l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun

Tâcher de connaître la règle qui fixerait la quote-part définitive des associés dans les pertes possibles, c'est pourtant un problème d'importance dans les sociétés qui, en vue d'obtenir du crédit, ne limitent pas la responsabilité de leurs membres, ceux-ci acceptant même de s'engager solidairement. L'Etat, évidemment, lorsqu'il consent une ou plusieurs avances, ne se soucie point des recours éventuels que les associés pourront avoir à exercer les uns contre les autres ; tout ce qu'il désire obtenir, c'est le maximum de garanties. Ainsi les sociétés coopératives civiles de culture des terres, lorsqu'elles sont créées dans les départements qui n'ont pas été envahis, doivent prévoir dans leurs statuts que « les sociétaires s'engagent solidairement à rembourser les avances qui pourraient être faites par l'Etat en application des lois du 29 décembre 1906 et du 7 avril 1917 et, s'il y a lieu, les emprunts contractés aux caisses de crédit agricole » (1).

des sociétaires dans les engagements pris par la société ». V. aussi l. 4 décembre 1913 (art. 6, al. 3) pour les sociétés de crédit maritime mutuel ; l. 13 mars 1917 (art. 2, al. 2, pour les sociétés de caution mutuelle ; art. 10-2° pour les banques populaires).

La loi du 24 juillet 1867 (art. 52, al. 3) dit bien, à propos des sociétés à capital variable, que l'associé qui cesse de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée générale, reste tenu, pendant cinq ans, non seulement vis-à-vis des tiers, mais encore envers ses coassociés, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite. Mais ce texte n'indique nullement la règle qui déterminera l'étendue de sa contribution.

1. Ces engagements solidaires figurent dans l'ensemble des garanties spécifiées par les règlements d'administration publique pour l'applica-

Aussi voyons-nous très généralement les statuts préparés par l'Administration passer à côté de la question précise que nous posons : celle de la contribution des associés aux pertes.

Nous en trouvons, de ces statuts, qui disent que chaque année l'assemblée générale « fixe la valeur des parts », et qui ajoutent que ces parts ne pourront pas, d'ailleurs, dépasser le montant des sommes versées (1). Mais on ne spécifie pas expressément d'après quelle proportion sera calculée, en cas de perte, la participation de chaque sociétaire ; on peut toutefois induire, de la formule employée, qu'un abattement au marc le franc serait fait sur le montant de chacune de ces parts. C'est le système des sociétés de capitaux. C'est aussi

tion des lois sur les sociétés coopératives agricoles ou maritimes (V. décret du 26 août 1907, art. 11 ; décret du 12 avril 1914, art. 4-6°, modifié par décret du 22 janvier 1915). Et alors c'est chose vraiment curieuse de voir cette clause d'engagement solidaire inscrite dans les statuts de sociétés *anonymes* proposés par les ministères compétents à ces deux catégories de coopératives, statuts dans lesquels (art. 1^{er}) se trouve expressément visée la loi du 24 juillet 1867. (MM. Lyon-Caen et Renault, 4^e édit., t. II, n° 679 *ter*, enseignent que « c'est la responsabilité limitée qui est le caractère essentiel auquel on doit s'attacher pour décider qu'une société est anonyme et soumise comme telle à la loi du 24 juillet 1867 »). Les statuts-types de coopératives agricoles ne manquent même pas de rappeler expressément (art. 7) que « les porteurs de parts, conformément à la loi, ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant des parts souscrites par eux », mais immédiatement ils ajoutent que « les sociétaires s'engagent solidairement pour garantir le remboursement des avances qui pourront être consenties par l'Etat ».

1. Caisses régionales de crédit agricole, art. 39 ; sociétés coopératives agricoles constituées sous la forme anonyme à capital variable, art. 14 et 38 ; caisses locales de crédit maritime mutuel, art. 39 ; caisses régionales (art. 39). Cpr. caisses locales de crédit agricole, art. 36.

celui qui, à première vue, paraît le plus pratique. Cependant il ne serait pas difficile de dire aux membres d'une coopérative : « Le chiffre de la perte s'élève à tant ; cette perte se répartit par égalité entre tous les sociétaires : chacun sait, par conséquent, quelle somme il doit déduire aujourd'hui de ses versements sur apport ou, au contraire, quel complément il a à payer sur la valeur nominale de sa part. »

Nous n'avons rencontré quelque précision relativement à la contribution aux pertes que dans les statuts de société civile proposés aux coopératives agricoles, et encore uniquement pour le cas de dissolution. L'article 30 déclare que « chaque sociétaire participerait alors à l'actif et au passif *au prorata de la quantité des produits fournis par lui à la société* ». Nous remarquons d'abord, dans cette disposition, l'application du même principe de proportionnalité à la répartition de l'actif et du passif ; et ce principe semble bien être celui du partage purement coopératif, puisqu'il s'agit d'une société ayant pour objet la vente des produits apportés — il n'y a pas d'autre mot — apportés par ses membres. Et c'est le terme employé, précisément, par la société coopérative civile de culture, dans l'un de ses deux types de statuts : « En cas de dissolution, chaque sociétaire participera à l'actif et au passif *au prorata de ses apports dans la société* » (art. 18) ; ces apports sont ici en nature : usage de biens que la société doit exploiter (art. 5). Comme nous avons déjà eu l'occa

sion de le faire observer, l'emploi du mode coopératif de répartition se confond souvent, dans les sociétés agricoles, avec l'application de la règle du partage capitaliste, et cela parce qu'il s'agit d'y faire fructifier des fonds, peu importe alors que ce soient des fonds de terre au lieu d'être de l'argent. C'est pourquoi, lorsque, également dans leur article 18, les statuts d'une autre société coopérative civile de culture (celle-ci constituée non avec des apports en nature, mais avec un capital versé) disposent que, « en cas de dissolution, chaque sociétaire participera à l'actif et au passif *au prorata des parts souscrites* par lui », nous ne reconnaissons aucune différence de principe entre cette hypothèse et la précédente (1).

1. Cf. *supra*, n^{os} 30 et 42 (*in fine*, en note).

DEUXIÈME PARTIE

EXPOSÉ SYNTHÉTIQUE DES LOIS CONCERNANT LES COOPÉRATIVES

73. Lorsqu'on examine les législations régissant les institutions coopératives dans les divers pays, deux systèmes sont en présence, nous l'avons dit dans notre introduction :

a) Le premier, c'est le système *unitaire* : la coopération, sans distinction de catégories, est dotée d'une loi organique, et d'une seule. C'est le mode adopté très généralement à l'étranger (1) ;

b) Le second, que nous appelons système *diversifié*, c'est le système français : les divers types d'organisation coopérative forment chacun l'objet d'une législation particulière.

74. Nous donnerons un coup d'œil sur les lois étrangères avant d'étudier notre système français :

1. Ainsi en Grande-Bretagne, en Belgique, en Italie, au Portugal, en Roumanie, en Serbie, en Finlande, en Suède, en Suisse, en Hollande, en Espagne, en Allemagne, en Autriche, en Bulgarie, et aussi dans plusieurs Etats d'Amérique. Il existe également une loi coopérative au Japon (d'après la *Rivista del diritto commerciale*, 1913, p. 325).

plan préférable, en cette matière, à la méthode inverse.

On pourra faire ainsi ressortir d'une façon particulièrement saisissante la supériorité de notre législation, en ce qu'elle serre de beaucoup plus près que celles des autres pays (à l'exception de la Pensylvanie) les principes coopératifs dégagés dans la première partie du présent ouvrage.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU DES LOIS ÉTRANGÈRES (1)

75. Une remarque préliminaire s'impose. Les textes qui, à l'étranger, régissent les coopératives, ne s'en rapportent pas généralement, pour définir ces institutions, au critérium scientifique, seul décisif en la matière : le principe économique de répartition (2). Aussi doit-on reconnaître que, s'il existe des lois ayant pour objet spécial la coopération, il n'en est guère qu'on puisse appeler avec juste raison des « lois coopératives » (3).

Mais si aucune des lois organiques régissant l'ensemble des formes que peut revêtir la coopération ne prescrit, sauf en Pensylvanie, ou même ne suggère

1. On ne parlera ici de ces textes qu'en les prenant tels qu'ils se présentaient avant 1914. Il faut faire cette réserve, car il est possible que des innovations, encore ignorées de nous, aient eu lieu depuis la guerre dans certains pays.

2. V. *supra*, n° 49.

3. Cf. *supra*, n° 39. C'est à la manière dont est prévue l'affectation des excédents éventuels que nous nous en rapportons par-dessus tout pour apprécier la valeur coopérative d'une législation quelconque. Sur l'application à l'étranger de la règle de l'unicité du vote, v. plus haut, n° 54.

simplement la distribution des bonis au prorata du chiffre d'affaires ou de travaux effectué par les associés avec la société, il est vrai — et c'était chose forcée — qu'elles ont laissé aux *statuts* la plus entière liberté pour établir le mode qui leur convenait. Il est donc certain que les statuts profiteront en fait de cette latitude et qu'ils détermineront les règles fondamentales qui précisément doivent justifier le but coopératif de la société. Toutefois il arrivera trop souvent que cette réglementation, telle qu'elle est établie par l'acte social, demeurera imparfaite, incomplète ; car si elle vise presque toujours la répartition des bonis en fin de chaque exercice, elle oublie très souvent de prévoir les pertes et même l'attribution de l'actif après liquidation. Il sera donc intéressant d'examiner les solutions légales à intervenir dans le silence des statuts, et ainsi apparaîtra, sans autre observation maintenant de notre part, leur méconnaissance presque absolue du principe essentiellement caractéristique de la coopération.

76. Ces solutions sont très diverses. D'abord, elles varient selon les législations. Puis, parmi ces dernières, certaines visent expressément la répartition annuelle, tandis que plusieurs ne parlent que du partage après liquidation ; d'autres enfin ne précisent rien à ce sujet, de telle sorte qu'elles paraissent devoir s'appliquer indifféremment dans les deux cas.

Toutefois on peut les diviser en cinq catégories :

Dans la première, nous rangerons celles qui s'en

rapportent uniquement à l'acte de société pour le mode de répartition périodique des bonis ou des pertes, ne réglementant, quant à elles, pour le cas où cet acte serait muet, que le partage final ;

Une seconde catégorie comprendra les lois qui, dans le silence des statuts, fixent la répartition au prorata des apports de capital ;

On rencontre en sens différent un troisième type de législation qui implique le partage égal entre tous les sociétaires ;

Puis, en quatrième lieu, un système mixte qui se rattache à la fois aux deux précédents ;

Enfin nous devons considérer à part la disposition américaine qui, très détaillée, — surtout très impérative, — se rapproche dans une certaine mesure, à la différence de toutes les autres législations, de l'idéal distributif que nous nous sommes tant efforcé de faire ressortir.

§ 1. — Lois renvoyant aux statuts

77. Deux de ces lois s'en réfèrent absolument à l'acte de société, sans distinguer s'il s'agit de l'attribution du bénéfice en fin de chaque année ou du partage de l'actif net à la dissolution.

A) C'est d'abord une vieille loi du 24 juin 1867 pour l'incorporation d'unions coopératives et industrielles dans l'*Etat de New-York* (section 6). Mais cette légis-

lation a évolué quelques années après dans un sens extrêmement intéressant au point de vue qui nous occupe ici. Le texte primitif de la loi new-yorkaise de 1867 laissait aux règlements de la « compagnie » la faculté de prévoir — entre autres choses — « la manière dont seraient distribués les profits et la proportion suivant laquelle il paraîtrait convenable de les répartir entre le capital, le travail et le patronage (*capital stock, labor and patronage*) dans les affaires de ladite compagnie ». Comprendre ainsi dans la distribution du bénéfice les trois éléments désignés ci-dessus était en harmonie avec la définition de la société donnée par la même loi (1). Or celle-ci a été modifiée par une autre loi du 29 mars 1878 qui, sans cependant toucher d'aucune manière l'ancienne définition, est venue limiter la part du capital ; les statuts auront à établir dans quelle proportion seront distribués les bénéfices « entre le travail et le patronage dans les affaires de la compagnie ». (La part du travail signifie évidemment, dans la mesure où la loi peut s'appliquer aux sociétés de consommation, la part revenant aux associés sur leurs achats : car c'est en ce sens qu'il est permis de dire qu'ils « travaillent » avec la coopérative). Puis le nou-

1. Section I : « Plusieurs personnés, au nombre de trois au moins, pourront s'associer et former une corporation ou compagnie en vue d'unir leur travail, leur capital et leur patronage, dans quelque affaire ou occupation suivant le plan coopératif » (*in any business or occupation upon the co-operative plan*). Mais la loi n'explique nullement ce qu'il faut entendre, d'après elle, par le « plan coopératif ».

veau texte ajoute (section 6, *in fine*) : « La compagnie devra, au commencement de chaque année financière, fixer et déterminer le dividende maximum qui peut être alloué au capital sur les profits réalisés dans le cours de l'année ».

B) La loi *autrichienne* du 29 avril 1873 sur les coopératives (1), prescrit d'insérer dans les statuts une clause relative à la répartition de bénéfices et pertes entre les sociétaires (§ 5, al. 6) ; et, pour la distribution de l'actif net après liquidation, elle renvoie purement et simplement au mode de partage des bénéfices tel qu'il est prévu dans le pacte social (§ 48, al. 3).

78. Deux autres lois s'en rapportent expressément à l'acte de société en ce qui concerne l'attribution du bénéfice. Ce sont :

En *Suisse*, le Code fédéral des obligations, au titre des coopératives (2) (art. 680-7°) ;

En *Finlande*, la loi du 10 juillet 1901 sur le même genre d'associations (art. 3-7°).

La loi *suédoise* du 28 juin 1895 est, au contraire, absolument muette à ce sujet. L'article 15 admet sim-

1. Les mots « coopération » et « coopératives » ne sont point passés dans le vocabulaire allemand. Mais l'expression « *Genossenschaft* » a pris dans la pratique un sens beaucoup plus spécial que celui où l'entend Gierke dans son œuvre maîtresse, et ce terme signifie exactement ce que nous désignons en français sous le nom de « coopérative ». *Das Genossenschaftswesen* veut dire « la coopération » (V. *supra*, n° 15, en note).

2. Titre XXVII : « Des associations », disent les éditions suisses en langue française. Mais la rubrique allemande emploie le mot *Genossenschaften* que nous avons expliqué dans la note précédente.

plement pour la coopérative la possibilité de distribuer des bénéfices pendant la durée de l'association « dans la mesure où l'actif subsistant, d'après les comptes dûment vérifiés, excédera les dettes de moins du montant correspondant aux apports réalisés ou échus, augmenté du fonds de réserve » ; et l'article 12 fait incidemment allusion au « dividende » voté, c'est-à-dire au chiffre déterminé par l'assemblée générale à la clôture de l'exercice.

Mais, en cas de dissolution, les trois lois qui viennent d'être citées prévoient en termes exprès que l'excédent d'actif se partagera *également* entre tous les sociétaires, si les statuts n'ont pas stipulé un autre mode de répartition ou l'emploi de ce reliquat à quelque objet différent.

79. La loi *anglaise* du 12 septembre 1893 (Industrial and provident Societies act) renvoie simplement aux statuts pour ce qui concerne le « mode d'application des profits » (section 10-1^o et Cédule II-10^o).

§ 2. — Partage au prorata des mises

80. Ceci est la règle du droit commun, auquel il y a lieu de se référer si les statuts sont muets, dans un groupe de pays latins à législations similaires. En Allemagne, ce mode de partage est expressément prévu par la loi sur les coopératives.

A) Le Code civil *italien* contient dans son article 1717

une disposition identique en tous points à celle du Code civil français (art. 1853), qui donne cette règle générale pour toute société, quel que soit son objet : sauf convention contraire, les bénéfices et pertes sont répartis entre les associés en proportion de leur apport (v. également Code civil *roumain*, art. 1511; Code civil *portugais*, art. 1262).

Mais, en revanche, le Code de commerce italien a limité à un chiffre maximum l'intérêt que peut avoir tout associé dans le fonds d'une coopérative : sa part sociale ou le montant total de ses actions ne saurait excéder 500 livres (art. 224).

Des textes restrictifs du même genre se rencontrent dans quelques autres législations :

En Roumanie, 5.000 francs (C. com., art. 225) ;

Au Portugal, 500 milreis (C. com., art. 212) (1).

81. B) La loi *allemande* du 1^{er} mai 1889 sur les coopératives (*Genossenschaften*) dispose que la répartition des bénéfices et des pertes se fera entre les sociétaires, pour la première année, dans la proportion des versements effectués par eux sur la part sociale et, pour

1. Même restriction dans d'autres pays n'appartenant pas au groupe latin :

En Angleterre, « aucun membre, autre qu'une société enregistrée, ne peut avoir ou prétendre aucun intérêt dans les parts de la société excédant 200 livres sterling » (Act de 1893, sect. 4). On voit que la limitation ne s'applique qu'aux individus et non aux sociétés elles-mêmes qui peuvent s'être affiliées à la coopérative.

Dans l'Etat de Pensylvanie, limitation de l'intérêt social à 1.000 dollars (loi du 7 juin 1887, sect. 6).

chacune des autres années, dans la proportion de leur avoir social (§ 19).

Il est nécessaire cependant de préciser la portée de cette règle en présence d'un autre article qui en suit presque immédiatement l'énoncé: nous voulons dire le § 21, qui interdit de bonifier sur l'avoir social des intérêts à un taux déterminé, même si le sociétaire a fait des versements supérieurs aux montants dus. Ce qui est prohibé par le texte, ce n'est pas l'attribution au capital d'une part fixe des bénéfices nets résultant du bilan: c'est l'allocation d'un intérêt constituant une charge pour le patrimoine lui-même de la société. La raison de cette interdiction a été juridiquement indiquée dans l'exposé des motifs: « Le risque de perte plus grand, auquel sont exposés les plus forts participants lorsque l'avoir des sociétaires est de montant différent, trouve son équivalent dans la plus grande part de bénéfices qui leur revient d'après le § 19. Il serait contradictoire que, pour des versements plus élevés volontairement effectués, l'on comptât même des intérêts fixes qui devraient être supportés par les autres sociétaires » (1). Les commentateurs de la loi ont encore renforcé l'argument dans les termes suivants: « Les versements sur les parts sociales appartiennent au patrimoine de l'association, et si l'avoir social est une créance des sociétaires, ce sont cependant toujours les

1. Exposé des motifs du premier projet, 108; exposé du second projet, 73.

versements sur la part qui lui servent de base : l'association qui voudrait intéresser l'avoir social durant le temps de sociétariat intéresserait donc son propre patrimoine. » Ils ajoutent plus loin : « L'attribution d'intérêts déterminés serait, dans tous les cas, une dette à la charge de l'association » (1). Mais les mêmes auteurs démontrent finement que cette prohibition ne vise en aucune manière le droit de faire participer les sociétaires aux bénéfices à proportion de leur avoir : « Par contre, disent-ils, en effet, il est permis aux sociétés qui ne partagent pas la plus grande partie du bénéfice en proportion de l'avoir social, de suivre le procédé usuel consistant à accorder par avance à cet avoir, en cas de bon succès, une partie relativement petite des bénéfices comme dividende de capital, en la fixant à un taux maximum (par exemple 5 0/0) : et cela à condition qu'il y ait bénéfice, à savoir un bénéfice qui suffise pour en couvrir le montant. S'il n'y a pas de bénéfices, on ne paiera aucun dividende sur le capital ; si les bénéfices ne sont pas suffisants pour couvrir entiè-

1. Parisius et Crüger, *op. cit.*, p. 238-239. On peut toutefois concevoir quelques doutes sur la valeur de cette argumentation juridique. Si elle était vraie, on ne s'expliquerait pas — car les raisons d'admettre l'opinion contraire seraient les mêmes — la disposition du Code de commerce de 1897 (§ 215, 2^e al.) relative aux sociétés par actions, et aux termes de laquelle « il peut être stipulé au profit des actionnaires des intérêts d'un taux déterminé pendant la préparation de l'entreprise jusqu'au commencement de son plein exercice ; le contrat de société doit déterminer l'époque à laquelle cessera au plus tard le paiement des intérêts. » On ne peut alléguer en faveur de ce dernier texte qu'un pur motif d'intérêt pratique.

rement le montant du dividende de capital consenti d'avance par les statuts sur l'avoir des sociétaires, il n'en sera accordé qu'une quotité moins grande, et il ne sera servi aucun dividende sur les marchandises procurées au cours de l'exercice. »

D'autre part, nous trouvons dans la législation allemande un ensemble de dispositions libérales, facultatives, dont la mise en pratique conduirait à un résultat extrêmement intéressant. D'abord, le patrimoine coopératif peut être tenu à l'abri des convoitises de sociétaires qui, dans le cas où l'on aurait constitué des réserves assez fortes et demeurées intactes, se sentiraient tentés, pour en faire le partage, de provoquer la dissolution de la société dans les conditions prévues au § 78. Il est vrai que le § 91 décide que l'excédent d'actif se répartira également entre les associés (*nach Kopfen*, par tête), si les statuts n'ont pas fixé une autre proportion pour la distribution. Mais la novelle du 12 août 1896 est venue introduire dans ce même paragraphe une addition expresse, aux termes de laquelle « les statuts peuvent exclure tout partage du fonds social. » Dès maintenant, certaines coopératives de consommation prévoient l'exclusion du partage. Mais que faire dès lors de ce patrimoine indivisible ? Le paragraphe répond à la question : « Dans le cas où l'actif net, impartageable à la dissolution de l'association, ne serait pas transporté d'après les statuts à une personne physique ou morale en vue d'une affectation détermi-

née, il sera dévolu à la commune dans laquelle l'association avait son siège. Les intérêts de ce fonds serviront à des objets d'utilité générale » (1). On peut aller plus loin. La loi de 1896, modifiant le § 20 de la loi de 1889, permet de décider, par voie statutaire, que le boni — au lieu d'être distribué — sera inscrit au fonds de réserve. Il y a donc là, pour les coopératives d'Allemagne, un moyen juridique d'accroître leur force en capitaux. Et la combinaison d'une telle disposition avec celle du § 91 (exclusion du partage de l'actif social) mènerait purement et simplement à cette conséquence : tout mis en commun (2).

§ 3. — Partage égal

82. L'article 20 de la loi *hollandaise* du 17 novembre 1876, portant règlement des associations coopératives, implique qu'en cas d'absence d'une clause dans les statuts le partage aura lieu par tête entre les sociétaires ; cet article est en effet conçu dans les

1. Voici, par exemple, ce que dispose dans ses statuts la grosse société *Production* de Hambourg (qui, malgré son nom, est à proprement parler une coopérative de consommation) : « Après que la société sera dissoute et que toutes les dettes seront payées, le surplus de l'actif ne pourra, dans aucune circonstance, être réparti entre les membres ; mais il devra être affecté, suivant décision de la dernière assemblée, à des objets d'intérêt général ».

2. L'autorisation de créer un fonds indivisible a eu, en fait, pour but d'adapter la législation au fonctionnement des associations agricoles, d'inspiration catholique, bien connues sous le nom de « caisses Raiffeisen » (V. Parisius et Crüger, *Kommentar*, sous le § 20).

termes suivants ; « Si les profits de l'association, d'après l'acte de fondation, sont partagés inégalement entre les membres, à proportion du montant de leur apport en argent ou de quelque autre mesure, il peut être édicté par l'acte de fondation que la répartition du déficit total ou partiel se fera d'après la même mesure. »

§ 4. — Règle mixte

83. C'est le système assez bizarrement imaginé par le législateur *belge*. Si les statuts n'indiquent pas la répartition des bénéfices et des pertes, comme les y invite l'article 88 de la loi du 18 mai 1873 sur les sociétés (sect. VI « Des sociétés coopératives »), bénéfices et pertes se partageront chaque année, aux termes de l'article 89-5° :

Moitié par parts égales entre les associés ;

Moitié à raison de leur mise.

D'après le commentateur le plus autorisé de la loi, cette disposition « rend un nouvel hommage au principe de la fraternité qui forme le véritable lien social » (1). C'en'est pas un hommage, en tout cas, au principe de la coopération.

1. Guillery, *Sociétés*, t. III, n° 953.

§ 5. — **Partage conforme au principe
coopératif**

84. Nous connaissons une loi étrangère qui consacre, dans une très large mesure, pour toutes les sociétés coopératives, la règle que nous avons considérée comme essentielle : c'est-à-dire la distribution du boni au prorata du chiffre d'affaires ou de travaux de chaque associé. Cette loi, à la différence de toutes celles que nous venons d'examiner, peut être enfin, à juste titre, qualifiée de « loi coopérative ». Il importe au plus haut point de faire connaître cette charte véritable de la coopération. Elle est américaine : c'est la loi du 7 juin 1887, ayant pour objet d'encourager et d'autoriser la formation d'associations coopératives dans l'*Etat de Pensylvanie*.

Cette loi comporte une réglementation particulièrement minutieuse dont nous ne retiendrons ici que les dispositions concernant le partage des profits. Contrairement à toutes les autres lois restées sur ce chapitre absolument indifférentes, — ce qui permet à bien des entreprises qui ne sont rien moins que coopératives de s'abriter sous leur bienveillant pavillon, — les dispositions de Pensylvanie ont, en une matière aussi capitale, un caractère obligatoire : « Les bénéfices réalisés *devront* être employés comme suit (*shall be applied as follows*). »

Après avoir fixé un taux minimum d'amortissement et de réduction de certaines dépenses (17 1/2 0/0), la loi (sect. 15) attribue une part de 6 0/0 au capital « permanent » et 5 0/0 au capital « ordinaire » (1). Ensuite, les directeurs détermineront une certaine somme qui sera portée au fonds de réserve, destiné, entre autres choses, à pourvoir aux nécessités éventuelles. Enfin, après un prélèvement de 2 1/2 0/0 au moins pour la constitution et l'entretien d'un « fonds social et de propagande » (2), *le surplus est réparti entre les consommateurs au prorata de leurs achats*, — bien entendu de leurs achats payés comptant au cours de l'exercice.

En outre, — et ceci n'est pas le trait le moins remarquable de cette loi, — la société est obligée de faire participer les acheteurs non sociétaires à la répartition du trop perçu et de les transformer automatiquement en sociétaires, à peu près comme dans notre système français des adhérents, qui a été exposé plus haut (3). Seulement, le taux de la répartition pour les acheteurs libres est moindre que celui dont jouissent les membres de la coopérative ; il n'est que de la moitié, en sorte

1. Le « *permanent stock* » est celui qui ne peut être retiré par les sociétaires ; l'« *ordinary stock* » est, au contraire, remboursable (sect. 4)

2. Il est très intéressant de constater ici que les sociétés de Pensylvanie sont tenues, *de par la loi elle-même*, d'instituer ce fonds spécial si analogue au fameux fonds d'éducation prévu dans les statuts des Pionniers de Rochdale, et c'est précisément le taux du prélèvement rochdalien (2 1/2 0/0) qui a passé dans la loi américaine (cf. *supra*, p. 87, note 2).

3. V. n° 61.

que ces derniers bénéficient d'une partie des prélèvements opérés sur les non sociétaires (1).

Enfin il faut noter que la société est également tenue de faire participer ses employés aux bénéfices, et leur pourcentage est du même taux que celui des acheteurs non associés, c'est-à-dire la moitié du taux accordé aux sociétaires. Ce pourcentage est calculé au prorata de leurs salaires, et le montant des sommes qui leur sont attribuées de ce chef, au lieu de leur être versé, est porté à leur crédit (même procédé là encore que pour les simples clients), de manière à leur constituer des parts de capital.

1. Cette demi-ristourne accordée aux acheteurs non associés est une règle empruntée encore par le législateur américain à la pratique anglaise (v. Gray, *The industrial and provident societies act 1893*, p. 15).

CHAPITRE II

LÉGISLATION FRANÇAISE

85. Le procédé auquel, en France, a préféré recourir le Parlement, est celui qui consiste à sérier les institutions coopératives et à donner aux diverses catégories entre lesquelles elles se répartissent des lois séparées, intervenant successivement, au fur et à mesure que, poussé par les circonstances, on décide d'octroyer à telle ou telle de ces catégories les faveurs de l'Etat. Celui-ci, dès lors qu'il se préoccupait d'accorder à ces organisations des encouragements sous quelque forme que ce fût, était amené à édicter, d'une façon plus ou moins stricte, les règles qui présideraient à leur constitution et à leur fonctionnement, à déterminer les conditions qu'elles devraient remplir pour présenter le caractère coopératif auquel on s'intéressait.

Le législateur n'a pas, d'ailleurs, opéré de la même manière à l'égard des différents types de coopératives auxquels il voulait témoigner sa sollicitude. La procédure suivie a manqué totalement de la cohésion qu'il n'eût pas été impossible d'obtenir si, tout en adoptant

et conservant ce système fragmentaire de législation, l'on avait eu quelque souci de l'ordre et de la méthode; l'absence de l'un et de l'autre a provoqué, comme on le verra, un bariolage extraordinaire dans le régime de ces institutions. Certains de ces groupements tiennent de la loi qui les vise leur statut juridique et, sous ce rapport même, les textes, vus dans leur ensemble et comparés entre eux, accusent une singulière disparate, que rien ne justifie (1): il s'agit ici des caisses de crédit agricole ou maritime, des sociétés ouvrières de production ou de crédit, des coopératives de main-d'œuvre, des banques populaires, des sociétés de caution mutuelle, des sociétés coopératives de consommation. Pour les autres groupements, les dispositions légales se bornent à énoncer certaines conditions auxquelles ils devront satisfaire pour pouvoir bénéficier des avantages prévus; les textes concernant ces organisations n'entendent pas spécifier quelle forme juridique elles seront susceptibles d'adopter (coopératives agricoles ou maritimes autres que celles de crédit, sociétés d'habitations à bon marché). Les institutions qui se trouvent dans ce cas ont reçu toutefois de l'Administration, par voie de règlements et de statuts-types, des indications relatives au régime sous lequel elles pourront fonctionner (2).

1. Comme nous le démontrerons plus loin, nos 145 et suiv.

2. Ceci dit sous réserve de la remarque faite précédemment, page 22, note 1.

86. On trouvera ci-après, dans une première section, le tableau des textes législatifs et réglementaires qui, en vue des encouragements consentis par l'Etat, déterminent l'objet des sociétés bénéficiaires et les conditions auxquelles elles sont tenues de satisfaire.

Dans une seconde section, nous signalerons l'effort fait par la loi et l'Administration pour exiger de ces groupements le respect des principes coopératifs.

Une troisième section marquera ce qu'il y a d'arbitraire dans le choix fait par le législateur de tel ou tel type juridique plutôt que de tel autre, selon la catégorie coopérative dont il avait à s'occuper (production, consommation, etc.).

SECTION PREMIÈRE

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES SOCIÉTÉS AUXQUELLES ILS S'APPLIQUENT

87. Etant donné le but de ce travail, on ne citera que les lois et décrets qui intéressent la coopération dans ses principes ou qui, pratiquement, peuvent avoir pour elle une portée organique. On laissera de côté toutes dispositions n'ayant trait qu'à la nature ou à l'importance des encouragements et avantages divers prévus pour les coopératives à condition que celles-ci observent les textes relatifs à leur constitution et à leur fonctionnement.

88. L'énumération donnée au premier paragraphe ci-dessous suivra l'ordre chronologique des lois fondamentales.

Dans le second paragraphe, où seront exposés les objets d'activité coopérative que le législateur a pris en considération, les textes seront, au contraire, groupés méthodiquement.

§ 1^{er}. — **Enumération chronologique des lois et décrets**

89. Loi du 5 novembre 1894 relative à la création de *sociétés de crédit agricole* (modifiée par celles des 20 juillet 1901, 14 janvier 1908, 18 février et 19 mars 1910).

90. Loi du 31 mars 1899 ayant pour but l'institution des *caisses régionales de crédit agricole mutuel* et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel (modifiée par les lois des 25 décembre 1900, 29 décembre 1906 et 19 mars 1910).

Loi du 8 juillet 1901 instituant des caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie.

Décret du 11 avril 1905 relatif au contrôle et à la surveillance des caisses régionales de crédit agricole mutuel.

91. Loi du 12 avril 1906 sur les *habitations à bon*

marché (1) (modifiée par les lois des 23 décembre 1912 et 29 juillet 1916).

Loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché (modifiée par celles des 8 avril 1910, art. 146, et 26 février 1912).

Loi du 21 mars 1913 admettant les sociétés et unions de sociétés de secours mutuels à bénéficier d'avances de l'Etat en vue de l'application de la loi du 10 avril 1908.

Loi du 14 juillet 1913 relative à l'assistance aux familles nombreuses (art. 13).

Loi du 9 avril 1918 relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre.

Décret du 10 janvier 1907 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 12 avril 1906 relative aux habitations à bon marché (modifié par le décret du 3 mai 1913).

Décret du 24 août 1908 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché (modifié par les décrets des 17 août 1912 et 3 mai 1913).

Décret du 19 juillet 1918 portant règlement d'admini-

1. Abrogeant les lois, concernant le même objet, des 30 novembre 1894 et 31 mars 1896, qui demeuraient applicables toutefois à toutes les habitations se trouvant en situation d'en bénéficier lors de la promulgation de la nouvelle loi (dernier article de celle-ci).

nistration publique pour l'application de la loi du 9 avril 1918.

92. Loi du 29 décembre 1906 autorisant des avances aux *sociétés coopératives agricoles*.

Décret du 30 mai 1907 déterminant la nature des opérations que pourront entreprendre les sociétés coopératives agricoles susceptibles de recevoir des avances.

Décret du 26 août 1907 portant règlement d'administration publique en exécution de la loi du 29 décembre 1906 autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles,

93. Loi du 4 décembre 1913 réorganisant le *crédit maritime mutuel* (1).

Décret du 12 avril 1914 réglementant les détails d'application de la loi du 4 décembre 1913 et déterminant les moyens de contrôle et de surveillance à exercer par le ministre de la Marine sur les sociétés de crédit maritime mutuel (modifié par le décret du 22 janvier 1915).

94. Loi du 18 décembre 1915 sur les *sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit au travail* (complétée par celle du 5 avril 1919).

Décret du 28 juillet 1916 portant règlement d'administration publique, en ce qui concerne les conditions d'application de la loi du 18 décembre 1915.

1. Cette loi, dans sa disposition finale, abroge celles des 23 avril 1906, 18 juin 1909 et 25 mars 1910, concernant le même objet.

95. Loi du 13 mars 1917 ayant pour objet l'organisation du *crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie*.

Décret du 31 janvier 1918 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 13 mars 1917.

96. Loi du 26 avril 1917 sur les *sociétés anonymes à participation ouvrière* (coopératives de main-d'œuvre).

97. Loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux *sociétés coopératives de consommation* (1).

Décret du 5 septembre 1917 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 7 mai 1917, sur l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation.

§ 2. — Objets des sociétés prévues par les textes précédents

98. La loi définit les institutions qu'elle régit en vue des encouragements de l'Etat par l'énoncé de leur objet.

Exemples :

1. A la même date a été promulguée une autre loi, ayant pour objet d'accorder aux sociétés coopératives de consommation un fonds de dotation de deux millions de francs, et qui avait été disjointe de la première pour une raison de procédure parlementaire qu'il est sans intérêt de relater ici.

« Pourront seules recevoir les avances... les sociétés coopératives agricoles constituées par... en vue de... »

Ou bien : « Les sociétés coopératives de consommation sont des sociétés... constituées... dans le but de... »

Mais la détermination de l'objet ne suffit pas à marquer le véritable caractère social de l'organisation, ni à préciser exactement sa fonction économique. A cet égard, les définitions données par les différentes lois sont plus ou moins complètes, et, partant, de valeur très inégale. C'est ce qu'on va démontrer par la suite.

99. Nous en tenant d'abord à l'objet même des diverses catégories de coopératives distinguées par la loi, nous répartirons ces institutions en quatre groupes suivant qu'elles concernent :

A) Le crédit ;

B) La production, le travail, la vente, etc.

C) La consommation (1) ;

D) L'habitation (2).

1. On retrouve, avec ces trois premiers groupes, la division classique (v. *supra*, n° 12). Ils ne sont pas ainsi classés dans l'ordre de l'importance que nous leur attribuons au point de vue économique (v. n° 19) ; mais cette classification correspond à l'ordre successif des efforts accomplis par l'Etat en matière coopérative sur chacun des domaines agricole, maritime, industriel : d'abord le crédit, ensuite la production et le travail. C'est en tout dernier lieu qu'il a songé au consommateur.

2. Nous mettons à part, et à la fin, cette question, bien que le législateur se soit occupé des habitations à bon marché tout au début, c'est-à-dire à l'époque même où il instituait le régime du crédit agricole

1^o Crédit

100. Crédit agricole. — Organisé par les lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899 (modifiées comme il a été indiqué ci-dessus, n^{os} 89 et 90).

« Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées, soit par la totalité ou par une partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par la totalité ou par une partie des membres d'une ou plusieurs sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900 (1) ; elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant la production agricole et effectuées par ces syndicats et ces sociétés d'assurances ou par des membres de ces syndicats ou de ces sociétés d'assurances, ainsi que par les sociétés coopératives agricoles constituées d'après les dispositions de la loi du 29 décembre 1906. Les sociétés de crédit agricole peuvent également consentir des prêts individuels à long terme destinés à faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales » (le 5 novembre 1894, article 1^{er}, modifié

(1894); toute la réglementation, du point de vue coopératif, provient, en cette matière, de l'Administration.

1. La totalité des membres d'un syndicat ou d'une société d'assurances mutuelles pouvant faire partie d'une société de crédit agricole, on admet qu'un syndicat agricole ou une société d'assurances mutuelles agricoles peuvent adhérer, en tant que syndicat ou société d'assurances, à une caisse de crédit. V. modèle de statuts d'une caisse de crédit agricole mutuel (art. 1^{er}) dans le guide intitulé : *le Crédit agricole*, fascic. I, publication du ministère de l'Agriculture, 1916, p. 28.

par les lois des 14 janvier 1908 et 19 mars 1910 (1). Suit une énonciation des opérations auxquelles peuvent se livrer les sociétés de crédit agricole. Ces sociétés sont des *caisses locales*, par opposition aux caisses régionales dont on parlera dans un instant.

Si l'on considère la première partie du texte ci-dessus on observe que les caisses locales peuvent garantir les opérations effectuées par les sociétés coopératives agricoles de la loi de 1906, et il semble que ceci ne concorde pas exactement avec la disposition du début, concernant les personnes qui peuvent être membres des sociétés de crédit: on a omis de compter, parmi ces membres, les sociétés coopératives agricoles créées dans les conditions de la loi du 29 décembre 1906 et avec lesquelles les sociétés de crédit sont autorisées à faire des opérations (2). Mais le manque de concordance n'est qu'apparent: il faut, en effet, se reporter à l'article 2 de la loi de 1906 qui vise expressément l'affiliation des sociétés coopératives aux caisses de crédit mutuel. D'ailleurs, ces sociétés coopératives doivent être constituées elles-mêmes de tout ou partie des membres d'un ou de plusieurs syndicats agricoles (art. 4 de la même loi).

1. C'est à la disposition finale de ce texte que se réfère la loi du 9 avril 1918 relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre, dont l'article 1^{er} débute ainsi: « Les sociétés de crédit immobilier et les sociétés de crédit agricole peuvent consentir, dans les conditions prévues respectivement par les lois du 10 avril 1908 et du 19 mars 1910: — 1^o... » (énumération des diverses catégories de bénéficiaires).

2. V. *infra*, l'objet de ces sociétés coopératives agricoles (n^o 111).

101. « Les *caisses régionales* de crédit agricole mutuel ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de la circonscription et garanties par ces sociétés » (l. 31 mars 1899, art. 2) ou « par les sociétés coopératives agricoles régulièrement affiliées à une caisse locale de crédit mutuel régie par la loi du 5 novembre 1894 » (l. 29 décembre 1906, art. 2). Les opérations auxquelles, à cet effet, elles ont le droit de procéder sont spécifiées par les lois des 31 mars 1899 et 29 décembre 1906 (articles précités). Ces caisses régionales doivent être constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894 (l. 1899, art. 1^{er}).

102. Crédit maritime. — « L'institution du crédit maritime mutuel, dit l'article 1^{er} de la loi du 4 décembre 1913, a exclusivement pour objet de faciliter aux personnes désignées à l'article 2 les opérations se rattachant à la capture, à l'élevage, au parcage, à la conservation et à la vente des produits des eaux maritimes ou du domaine maritime. » Suit l'émunération desdites opérations (1).

« Peuvent participer à l'institution du crédit maritime mutuel les personnes appartenant à l'une des quatre catégories ci-après : 1^o Les marins pêcheurs pratiquant la pêche maritime comme moyen d'existence,

1. V. *infra*, n^o 112.

les femmes exerçant la même profession ; 2° Les anciens marins pêcheurs pensionnés de la Caisse des Invalides de la marine ou de la Caisse nationale de prévoyance des marins français, ou devenus physiquement hors d'état de naviguer, s'ils sont propriétaires de tout ou partie d'une embarcation de pêche ; 3° Les concessionnaires d'établissements de pêche sur le domaine maritime exploitant eux-mêmes ces établissements ou ayant cessé de les exploiter pour cause d'incapacité physique ; 4° Les veuves des personnes visées aux trois paragraphes précédents et leurs orphelins jusqu'à la majorité du plus jeune » (art. 2).

Peuvent également faire partie des sociétés de crédit maritime mutuel, à titre de membres honoraires, dit l'article 3, les personnes ne figurant pas dans les quatre catégories ci-dessus, mais disposées à leur prêter un appui tant moral que financier. Toutefois ces personnes n'ont droit à aucun des avantages du crédit maritime mutuel, et ne peuvent prétendre à aucune rémunération autre que celle leur revenant comme intérêts de leurs parts (1). La loi décide que les parts souscrites par les membres honoraires ne pourront dépasser le tiers du capital social (art. 4).

1. Ceci est une innovation. Ces membres honoraires ou non participants ne sont pas prévus par les lois de 1894 et 1899 sur le crédit agricole. Mais nous allons les retrouver dans les sociétés de caution mutuelle et dans les banques populaires (v. nos 108 et 109). Cpr. avec les actionnaires non ouvriers dans les sociétés coopératives de production (*infra*, n° 114).

Comme le crédit agricole, le crédit maritime mutuel s'exerce par la constitution de *caisses régionales* et de *caisses locales*. « Ces caisses peuvent être formées par un ou plusieurs des groupements ci-après énumérés, ainsi que par les personnes visées à l'article 2, à la condition qu'elles soient affiliées à l'un de ces mêmes groupements : syndicats professionnels maritimes, sociétés coopératives maritimes, sociétés d'assurances mutuelles contre les risques du matériel de pêche, prud'homies de pêche » (art. 3).

103. Les *caisses locales* de crédit maritime « ont pour but de faciliter à leurs adhérents, avec l'aide des caisses régionales, les opérations qui ont trait à l'exercice de leur profession » (art. 11). Suit l'énoncé de leurs opérations.

104. L'objet des *caisses régionales* est indiqué à l'article 12 par l'énumération même des opérations qu'elles peuvent faire. Elles ont pour but : d'escompter les effets souscrits par les membres des caisses locales et endossés par ces caisses ; de mettre à la disposition des caisses locales les sommes nécessaires aux prêts individuels à long terme ; de mettre à la disposition des sociétés coopératives maritimes les sommes nécessaires au fonctionnement de ces sociétés dans les conditions fixées par les articles 17 et suivants (prêts à long terme ou à court terme suivant les cas).

105. Crédit au travail. — Il est prévu par la loi du 18 décembre 1915, qui en fait une simple annexe de

l'organisation des sociétés coopératives ouvrières de production.

Les *sociétés coopératives ouvrières de crédit* ne peuvent, en effet, admettre comme actionnaires individuels que des membres des sociétés coopératives de production ; comme collectivités actionnaires, elles ne peuvent accepter que des sociétés coopératives de production ou d'autres sociétés coopératives ouvrières de crédit (art. 9).

Elles se proposent d'effectuer des opérations de crédit soit avec leurs associés, soit avec d'autres sociétés coopératives (art. 7). Ces opérations sont précisées aux articles 9 et 10.

106. La loi de 1915 prévoit, d'autre part, l'organisation de *banques coopératives ouvrières*, agréées par le gouvernement pour le service des avances consenties par l'Etat aux sociétés coopératives ouvrières de production ou de crédit (art. 16 et suiv.).

La loi ne dit pas entre qui ces banques coopératives devront être formées. Toutefois, comme ce sont des établissements de crédit et comme, d'autre part, la loi les qualifie de banques coopératives ouvrières, on doit considérer ces institutions, semble-t-il, comme des sociétés coopératives ouvrières de crédit, au sens de la même loi, et chargées par celle-ci d'un service déterminé. C'est ce qui paraît résulter aussi d'une disposition du règlement d'administration publique du 28 juillet 1916 (art. 10), aux termes de laquelle l'agrément gouverne-

mental serait retiré à la banque dans le cas où elle modifierait ses statuts de manière à perdre son caractère de « société ouvrière ».

107. Crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie. — La loi du 13 mars 1917 distingue les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires.

108. Les *sociétés de caution mutuelle*, « constituées entre commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales, ont pour objet exclusif l'aval et l'endos des effets de commerce et billets créés, souscrits ou endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles » (art. 1^{er}).

Ces sociétés peuvent avoir, en dehors des membres qui participent à leurs avantages, des membres non participants, qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports (même article).

109. La loi ne détermine pas les opérations que peuvent faire les *banques populaires*. On doit en conclure qu'elles peuvent effectuer toutes opérations de banque, pourvu seulement que celles-ci ne soient faites « qu'avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales, pour l'exercice normal de leur industrie, de leur commerce et de leur métier. Toutefois elles peuvent recevoir des sommes en dépôt de toutes personnes et sociétés » (art. 10-3°).

Ces banques peuvent admettre, en dehors des membres qui participent à leurs avantages, des membres

non participants, mais qui n'ont droit, comme tels, qu'à la rémunération de leurs apports (art. 10-1°). Les associations fondées par des commerçants, industriels, fabricants, artisans, sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, les syndicats professionnels, les sociétés de caution mutuelle et les caisses d'épargne sont autorisés à concourir à la formation du capital de ces banques.

2° Production, travail, transformation, vente

110. Sociétés coopératives agricoles ou maritimes. — Nous les réunissons dans ce titre. Elles ont pour but des opérations analogues, bien que sur des domaines tout-à-fait différents. On signalera, toutefois, une dissemblance au moins apparente entre ces deux catégories de sociétés, en ce qui concerne l'étendue de leur objet légal.

111. Pourront seules recevoir les avances prévues par la loi « les *sociétés coopératives agricoles* constituées par tout ou partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, soit l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif, sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux » (loi 29 décembre 1906, art. 4).

Cet énoncé, ayant paru assez vague, a provoqué un

décret spécial en vue de « déterminer la nature des opérations que pourront entreprendre les sociétés coopératives agricoles susceptibles de recevoir des avances » (décret du 30 mai 1907). Ces opérations sont les suivantes : « la production, la transformation, la conservation et la vente des produits agricoles ; l'acquisition, la construction, l'installation et l'appropriation des bâtiments, ateliers, magasins, matériel de transport, l'achat et l'utilisation des machines et instruments nécessaires aux opérations agricoles d'intérêt collectif ».

Chose singulière : cette énumération ne comprend plus « l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif », dont il est parlé dans la loi. Est-ce que, par exemple, on exclurait du bénéfice des avances des sociétés ayant pour but l'exploitation en commun de la terre ? Il n'en est rien. D'abord, un décret ne peut pas rayer ce qui est inscrit dans la loi. D'ailleurs, on lit, dans une brochure du Ministère de l'Agriculture lui-même, ce passage très judicieux : « La coopération peut également rendre les plus grands services aux agriculteurs pour l'exploitation en commun du sol. Cette forme de coopération, qui s'est rapidement développée pendant ces dernières années en Italie, est encore presque inconnue en France et cependant elle serait avantageuse dans les régions de grande propriété comme dans celles de morcellement extrême » (1). Au

1. *Le Crédit agricole*, t. II, Imprimerie nationale, 1917 (p. 7).

surplus, ces coopératives de culture sont prévues par les lois des 7 avril 1917 et 4 mai 1918 concernant l'exploitation des terres abandonnées (1).

112. Les *sociétés coopératives maritimes* sont des sociétés « constituées par des personnes, sociétés, syndicats ou associations de personnes appartenant aux catégories définies à l'article 2 de la présente loi, en vue exclusivement des opérations prévues à l'article 1^{er} » (l. 4 décembre 1913, art. 16).

Pour les catégories de personnes définies à l'article 2, voir ci-dessus n° 102.

Les objets que peuvent poursuivre ces sociétés sont ceux précisément qui ont déterminé l'institution du crédit maritime mutuel et que nous avons exposés plus haut (n° 102). Les opérations se rattachant à ces objets sont, dit l'article 1^{er} (alin. 2), « notamment les suivantes : construction et achat de bateaux de pêche ; achat d'instruments nautiques, de matériel d'armement, d'engins de pêche ; d'appâts, de combustibles et de matières grasses ; exécution de travaux pour l'exploitation du domaine maritime ; achat de crustacés, d'huîtres et d'autres mollusques pour le peuplement des parcs

1. Nous n'avons pas à énumérer ici les actes juridiques dont l'accomplissement est possible aux sociétés coopératives en raison de leur capacité. Pour les sociétés coopératives agricoles, toutefois, il est intéressant d'en signaler un qu'un texte prévoit expressément. La loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles spécifie dans son article 1^{er} (al. 2) que les sociétés coopératives agricoles peuvent contracter des emprunts sur les produits dont elles sont devenues propriétaires, lorsque les statuts ne s'y opposent pas.

et réservoirs ; achat d'objets d'équipement individuel spécial à la pêche ou à l'exploitation des concessions et d'objets destinés directement à l'approvisionnement des bateaux de pêche ; transport des produits de la pêche aux stations de chemins de fer ».

En résumé, les sociétés coopératives maritimes ont pour but tout ce qui concerne l'organisation et l'exploitation de la pêche.

113. Si l'on compare l'objet légal des coopératives agricoles et celui des coopératives maritimes (1), on voit qu'il s'agit expressément, pour les unes comme pour les autres, de « production », de « transformation », de « conservation » et de « vente ». Mais les achats ? Ainsi des agriculteurs pourraient-ils, exclusivement pour se procurer en commun des engrais chimiques, se constituer en société coopérative au titre de la loi de 1906 et prétendre obtenir, de ce chef, une avance de l'Etat ?

Pour les coopératives maritimes, heureusement, la question est tranchée par la loi. Les opérations pouvant se rattacher à leur objet sont, dit l'article 1^{er}, « notamment » les suivantes, et, à titre d'exemples, il indique expressément, entre autres, l'achat de bateaux de pêche, d'instruments nautiques, de matériel, d'engins, d'appâts, etc... Et il s'agit bien ici d'acheter pour l'exercice individuel de la profession.

1. *Suprà*, n^{os} III et III 2.

Quant aux coopératives agricoles, est-ce que le décret du 30 mai 1907 n'ajoute pas à la loi de 1906 quand il prévoit l'acquisition de bâtiments, l'achat de machines et instruments nécessaires aux opérations agricoles d'intérêt collectif ? Non, car on peut considérer que ces actes se rattachent à l'objet spécial que la loi désigne par l'expression : « exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif ». Mais ni la loi ni le décret ne semblent, à première vue, permettre d'aller plus loin. L'achat, effectué en commun, mais pour l'exercice individuel de la profession, paraît formellement exclu de leurs dispositions. Cependant des acquisitions, opérées dans le même but, quand il s'agit de marins, sont considérées par la loi de 1913 comme découlant « notamment » de l'objet de la coopérative, défini dans des termes qui signifient la même chose que les expressions dont se sert la loi de 1906 pour les agriculteurs. Mais alors, que conclure ? Pourquoi un régime différent, selon qu'il s'agit d'acheter de la roque ou de l'engrais ? (1)

1. Sans doute, bien avant la loi de 1906, les syndicats agricoles, constitués en vertu de la loi du 21 mars 1884, pratiquaient des achats pour leurs membres. D'autre part, ils bénéficient pour leurs opérations des avantages de la loi de 1894 concernant le crédit mutuel agricole. Mais la forme syndicale, pour des opérations de cette nature, est discutable au point de vue juridique (v. notre étude précitée sur les *Syndicats agricoles*). D'ailleurs la question se pose ainsi : des agriculteurs qui se constitueraient en société coopérative pour acheter des engrais chimiques et qui prétendraient à une avance veraient-ils leur demande écartée par application de la loi du 29 décembre 1906 ? Les

114. Sociétés coopératives ouvrières de production. — « Les sociétés coopératives ouvrières de production ont pour but l'exercice en commun de la profession des associés pour l'entreprise de travaux, pour la vente des objets fabriqués ou travaillés par eux ou produits par leur exploitation » (l. 18 décembre 1915, art. 1^{er}).

« Elles doivent comprendre au moins sept personnes appartenant, soit comme ouvriers, à l'industrie exercée dans l'entreprise sociale, soit comme employés, à l'entreprise elle-même » (art. 2). Au cas où la société comprendrait un certain nombre de sociétaires n'étant ni ouvriers de l'industrie, ni employés permanents de cette entreprise, les sociétaires non ouvriers ou employés ne devront avoir aucun droit aux fonds de réserve autres que la réserve légale et ne pourront toucher qu'un intérêt dont le maximum sera fixé par les statuts sans autre participation dans les bénéfices (art. 3).

115. Sociétés anonymes à participation ouvrière. Coopératives de main-d'œuvre. — Aux termes de l'article 74 de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par celle du 26 avril 1917, dans les sociétés anonymes qui admettent la participation ouvrière, les « actions de travail », que cette loi oppose aux « actions de capital », « sont la propriété collective du personnel

achats de matériel, de cheptel, semences, engrais, etc., sont prévus par les lois du 7 avril 1917 (art. 1 et 2) et du 4 mai 1918 (art. 6). V. l'article 9 de cette dernière loi qui cite, notamment, les « coopératives de culture ».

salarié (ouvriers et employés des deux sexes) constitué en société commerciale coopérative de main-d'œuvre... Cette société de main-d'œuvre comprendra, obligatoirement et exclusivement, tous les salariés attachés à l'entreprise depuis au moins un an et âgés de plus de vingt-et-un ans. La perte de l'emploi salarié fait perdre au participant, et sans indemnité, tous ses droits dans la coopérative de main-d'œuvre sous la réserve de l'article 79 de la présente loi ». Cet article 79 détermine les conditions que devront remplir les anciens participants pour être admis, en cas de dissolution, à la répartition de la part représentative des actions de travail dans la société anonyme. Le même article a jugé utile, d'ailleurs, de dire explicitement que la dissolution de la société anonyme entraînerait celle de la coopérative de main-d'œuvre.

Il faut observer que lorsque la loi parle de la participation ouvrière, il ne s'agit pas seulement de la participation aux bénéfices, mais encore de la participation à la gestion de la société anonyme, c'est-à-dire de l'entreprise :

1° Les participants à la société coopérative de main-d'œuvre sont représentés aux assemblées générales de la société anonyme par des mandataires élus par eux (art. 76 et 77) ;

2° La coopérative de main-d'œuvre est représentée au conseil d'administration de la société anonyme (art. 78).

3° Consommation.

116. Sociétés coopératives de consommation.

— Les *sociétés coopératives de consommation* « sont constituées par des consommateurs dans le but :

« 1° De vendre à leurs adhérents les objets de consommation qu'elles achètent ou fabriquent soit elles-mêmes, soit en s'unissant entre elles ;

« 2° De distribuer leurs bénéfices entre leurs associés au prorata de la consommation de chacun ou d'en affecter tout ou partie à des œuvres de solidarité sociale dans les conditions déterminées par leurs statuts » (l. 7 mai 1917, art. 1^{er}).

Enfin voilà une loi qui, dès sa toute première disposition, inscrit dans l'objet même de la société le but coopératif, ce but qui se manifeste d'une façon tangible par le mode d'affectation des excédents réalisés.

117. Les sociétés coopératives de consommation « peuvent constituer, soit entre elles, soit avec des sociétés coopératives de production, des *unions*... pour l'achat et la fabrication en commun des objets de consommation qu'elles débitent et du matériel dont elles se servent, ainsi que pour l'accomplissement de leurs opérations de crédit » (art. 5).

Pour le service des avances de l'Etat, ces unions peuvent se faire agréer par le gouvernement, comme

nous l'avons vu des banques ouvrières pour les sociétés coopératives de production.

4° Habitations à bon marché.

118. Coopératives d'habitation. — Le but des sociétés d'habitations à bon marché, leur nom suffit à l'indiquer.

Des opérations très diverses peuvent concourir à la réalisation de leur objet : prêts, construction, vente, location, etc...

La législation qui concerne ces institutions est très touffue (v. ci-dessus, n° 91, la liste des textes). Modifiée déjà mainte et mainte fois, nous en entendons toujours demander une revision complète.

Nous n'avons pas ici grand'chose à dire au sujet des habitations à bon marché.

La loi ne prévoit pas spécialement pour cet objet la forme coopérative, et, en ce qui concerne les détails d'application, les conditions que doivent remplir les sociétés, qu'elles aient revêtu cette forme ou qu'elles soient de caractère philanthropique, pour pouvoir bénéficier des faveurs justifiées par le but poursuivi, les dispositions prises sont l'œuvre de l'Administration. Le règlement d'administration publique du 10 janvier 1907 modifié par le décret du 3 mai 1913, pas plus que la loi du 12 avril 1906, ne dit mot des coopératives. Mais les statuts-types arrêtés par le ministère du Tra-

vail, en vue de l'approbation ministérielle que doivent obtenir les institutions qui veulent avoir droit au titre d'habitations à bon marché, sont de deux sortes : les premiers visent la forme coopérative, les seconds celle de la société anonyme ordinaire.

L'un et l'autre type se trouvent ainsi définis dans une notice établie par l'Administration :

« Dans les sociétés coopératives, les locataires ou acquéreurs de maisons doivent être actionnaires ; en d'autres termes la société est constituée par les bénéficiaires des maisons.

« Dans les sociétés anonymes simples, les locataires ou acquéreurs des maisons ne sont pas nécessairement et en pratique ne sont jamais actionnaires. Elles sont fondées par des personnes possédant des capitaux et qui ne cherchent à en retirer qu'un revenu modéré, en les faisant participer à une œuvre philanthropique et sociale » (1).

Observations générales

119. Pour résumer l'objet de cette législation, faite de tant de morceaux, nous dirons qu'elle organise le crédit dont a besoin l'activité économique dans son ensemble :

Crédit agricole ;

1. C. *Recueil de documents sur la prévoyance sociale réunis par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Habitations à bon marché et encouragements à la petite propriété.* Paris, 1913 (p. 7).

Crédit maritime ;

Crédit au travail ;

Crédit au petit et au moyen commerce ;

Crédit à la petite et à la moyenne industrie ;

Crédit à la consommation ;

Crédit aux habitations à bon marché.

L'Etat a su comprendre que ce crédit ne pouvait être mieux donné qu'aux organisations coopératives : hommage rendu à un grand principe.

120. Ainsi les pouvoirs publics ont voulu tout spécialement prêter leur concours à des organisations d'inspiration et de but professionnels.

Mais ils ont dû aussi se préoccuper des institutions d'intérêt général, car ils y ont été poussés par des problèmes pressants qui touchent l'ensemble de la population : celui du logement et celui de la consommation.

121. De toute façon, quel que fût le type d'organisation qu'il s'agissait d'encourager, il était nécessaire de se référer à sa fonction économique, et il n'y avait qu'un seul principe, à cet égard, que l'Etat pouvait décemment consacrer : le principe coopératif. Et c'est ce qu'il a fait.

Cela est vrai, même lorsque la loi n'emploie pas l'expression « société coopérative » pour désigner l'institution dont elle s'occupe. Ainsi pour les banques populaires de la loi du 13 mars 1917. Ainsi pour les caisses de crédit mutuel, agricole ou maritime, pour les socié-

tés de caution mutuelle. Le champ d'activité de ces organismes de crédit, à l'exception des banques populaires (1), est limité par ce fait que leurs opérations doivent être effectuées seulement avec leurs propres membres : c'est précisément ce caractère que marque l'épithète « mutuel » (2). Mais si le mot « coopératif » ne se rencontre pas dans les lois qui régissent ces institutions, nous y trouvons la chose. Les sociétés dont il s'agit doivent respecter le principe essentiel de la coopération ; leur mécanisme obligatoire nous permettra de le démontrer tout à l'heure (section II).

1. V. n° 109.

2. La loi du 5 novembre 1894 sur le crédit agricole n'indique pas expressément que l'emprunteur doit être membre de la caisse locale ; mais si on se reporte à l'article 2 de la loi du 31 mars 1899, on voit bien qu'il résoud la question, en déclarant que les caisses régionales ne pourront faciliter que des opérations effectuées par les membres des sociétés locales.

Pour les caisses locales de crédit maritime, la loi du 4 décembre 1913 (art. 11) précise elle-même qu'elles ont pour but de faciliter « à leurs adhérents » les opérations relatives à l'exercice de leur profession.

De même, la loi du 13 mars 1917 (art. 1^{er}) pour les sociétés de caution mutuelle (v. *supra*, n° 108).

C'est ainsi que les Italiens appellent *cooperativa mutua* une société coopérative qui ne traite qu'avec ses membres les opérations en vue desquelles elle a été constituée. Dans ce sens, ils parleront de « coopératives mutuelles de consommation », pour désigner celles qui ne vendent pas au public (V. Rodino, *Le cooperative mutue di consumo e gli atti di commercio*, dans le *Diritto commerciale*, 1897, 669 et suiv. ; *Carattere giuridico delle società cooperative mutue di consumo*, dans la *Corte supr. di Roma*, 1897, I, 546 et suiv.). Une ordonnance de référé de la Seine appelle « membres mutualistes » les sociétaires d'une coopérative de consommation (sous Paris, 20 mars 1888, *La Revendication de Puteaux*, D. 1889, 2. 280).

Enfin, d'autre fois, la loi emploie le mot « sociétés coopératives », mais sans déterminer les conditions auxquelles on pourra leur reconnaître ce caractère : l'Administration a dû prendre ce soin. C'est le cas des coopératives agricoles ou maritimes, autres que celles de crédit.

SECTION II

APPLICATION DES PRINCIPES COOPÉRATIFS

122. Le principe *essentiel*, nous le rappelons, c'est le principe *distributif* : l'avantage économique procuré au coopérateur par sa société doit être en proportion du chiffre de ses opérations ou de ses travaux avec elle, suivant l'objet du groupement (1).

Les autres caractères de la coopération se déduisent, nous l'avons démontré, de la nature même de ce principe (2).

Nous nous attacherons ici, à peu près exclusivement, à relever dans les textes l'obligation, pour les sociétés qui veulent bénéficier des encouragements de l'Etat, sous quelque forme qu'ils soient consentis, de pratiquer la règle distributive d'ordre coopératif. Ce critérium importe par-dessus tout. C'est un fait capital que nous le rencontrions dans nos différents textes, plus ou moins strictement observé, mais enfin reconnu.

1. V. *supra*, n° 49.

2. N° 50 et suiv.

123. Ce n'est pas qu'en bonne législation la seule application de ce principe puisse être considérée comme suffisante.

Il est regrettable de ne voir, dans les textes actuels, que très imparfaitement sanctionnées des déductions qu'impose la nature même de l'organisme coopératif.

Nous allons tout de suite faire constater quelques lacunes fâcheuses.

124. La critique doit reconnaître d'abord que le législateur n'a pas manqué à sa tâche sur un point où, d'ailleurs, l'expérience coopérative était si concluante et si connue de tout le monde qu'il y avait nécessité à ne pas faire autrement : c'est en ce qui concerne la possibilité pour la société de se constituer à *capital et personnel variables*. A ce sujet, voir *infra* nos 153 à 155, et 157 (1).

125. Une règle que dictent les principes, et à laquelle nous attachons un très grand prix, c'est l'*unicité de voix* pour chaque sociétaire dans les assemblées générales (2).

Seule la loi du 7 mai 1917 sur les sociétés coopératives de consommation en fait une rigoureuse application. Article 4 : « Aucun associé ne pourra avoir pour

1. Lorsque la loi n'a pas spécifié de régime juridique pour certaines catégories de coopératives, l'Administration a préparé des statuts-types dans lesquels elle tient compte de la nécessité que nous venons d'indiquer (V. plus loin nos 147 bis, 148 et 149).

Sur la variabilité du capital et du personnel, v. *supra* n° 55.

2. V. plus haut n° 54.

les parts sociales ou actions dont il est titulaire plus d'une voix aux assemblées générales de la société coopérative de consommation à laquelle il adhère ».

Les textes concernant les autres formes d'organisation sont muets sur ce chapitre.

Notons que dans les unions, — celles-ci ne peuvent admettre comme sociétaires que des coopératives de consommation ou de production ou des membres de sociétés adhérentes, — les membres individuels sont soumis pour leur droit de vote à la prescription impérative de l'article 4, tandis que le nombre des voix attribuées aux sociétés adhérentes peut être proportionné au nombre des membres de ces sociétés (art. 6). Ceci est très normal, étant donné que les unions groupent des sociétés, dont l'influence doit pouvoir s'exercer en raison du nombre des coopérateurs qu'elles représentent.

125 bis. Nous avons montré précédemment (1) le prix qui s'attacherait à ce que la loi n'exigeât pas que le quorum des assemblées générales des coopératives fût évalué par rapport au capital social. On comprendrait plutôt un quorum fixé d'après le nombre des sociétaires.

Sans doute la représentation d'une certaine portion de capital n'est obligatoire que pour les sociétés constituées sous la forme anonyme, par le jeu des dispositions de la loi du 24 juillet 1867. Et encore, en laissant

1. N° 54 bis.

de côté la question des assemblées constitutives, cette exigence n'a-t-elle grande importance pratique que pour modifier les statuts (l. 1867, art. 31). Dans les assemblées ordinaires, la loi prescrit bien la représentation du quart au moins du capital social ; mais si ce quorum n'est pas atteint, une seconde réunion sera convoquée, dans laquelle les délibérations seront valables, quel que soit le nombre des actionnaires présents (art. 29). Il est tout de même bizarre que l'utilité ou l'inutilité de la première assemblée puissent dépendre de la présence ou de l'abstention d'un sociétaire porteur de plusieurs parts : ceci ne cadre pas avec la conception coopérative, qui met l'élément personnel au-dessus du capital.

Il faut remarquer que dans les lois qui créent pour certaines coopératives un type juridique nouveau, — ce sont les lois qui emploient l'expression de « crédit mutuel » (1), — aucun quorum n'est déterminé : on fera, à cet égard, tout ce que l'on voudra. Les statuts pourraient, par exemple, exiger seulement un quorum en sociétaires et le faire varier, d'une façon raisonnable, suivant l'importance des objets à l'ordre du jour des assemblées (2). Cependant les statuts-types rédigés

1. *Infra*, n° 156.

2. Les trois lois dont nous parlons ici se bornent à dire, en employant la même formule exactement, que les statuts détermineront les conditions nécessaires à la modification des statuts et à la dissolution de la société (l. 5 novembre 1894 sur le crédit agricole, art. 2 ; l. 4 décembre 1913 sur le crédit maritime, art. 6 ; l. 13 mars 1917 sur les sociétés de caution mutuelle, art. 2).

par l'Administration pour ces sociétés-là basent encore le quorum sur le montant du capital (1).

126. En ce qui concerne la clause de *dévolution de l'actif social*, dans le cas de dissolution, à une œuvre similaire ou à toute autre institution d'intérêt collectif (2), les textes ne s'en soucient guère.

Et pourtant il y avait un exemple bon à prendre, tout en accentuant, à notre avis, le caractère de la disposition et en rendant impérative la clause d'attri-

1. Les statuts pour caisse locale de crédit agricole contiennent les dispositions suivantes : « Article 32. Les assemblées générales pour délibérer valablement doivent être composées d'un nombre de porteurs de parts représentant le quart au moins du capital souscrit. Si l'assemblée ne réunit pas ce nombre, une nouvelle assemblée est convoquée et délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représenté par les porteurs de parts présents. — Article 33. Des assemblées générales extraordinaires délibèrent notamment sur les modifications aux statuts et sur la dissolution de la société. Ces assemblées ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre de porteurs de parts représentant la moitié au moins du capital souscrit ». Pour les caisses régionales, les articles 35 et 36 indiquent les mêmes proportions, que nous retrouvons également dans les statuts du crédit maritime (caisses locales, caisses régionales, art. 36 et 37). Les statuts pour société de caution mutuelle posent une règle différente : ils stipulent à la fois un quorum en capital et un quorum en sociétaires. D'abord, dans les assemblées qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts : le nombre des membres présents ou représentés doit atteindre la moitié du nombre total des sociétaires inscrits et le quart du capital souscrit être représenté ; à défaut, sur seconde convocation, les délibérations sont prises valablement, quels que soient le nombre des membres présents et l'importance du capital représenté (art. 42). Double quorum également dans les assemblées modificatives : les trois quarts au moins du nombre total des sociétaires inscrits et la moitié du capital souscrit ; à défaut, une seconde réunion prendra des décisions valables, quels que soient le nombre des présents et l'importance du capital représenté (art. 45).

2. V. *suprà*, n° 69.

bution à une œuvre d'intérêt collectif, exemple donné par la première en date de nos lois coopératives, celle du 5 novembre 1894 sur les caisses locales de crédit agricole. A la dissolution de la société, dit l'article 3 (*in fine*), le fonds de réserve et le reste de l'actif seront partagés entre les sociétaires, proportionnellement à leur souscription, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole. Pour les caisses régionales de crédit, la loi du 31 mars 1899 (art. 5, *in fine*) se borne à dire que les statuts détermineront les conditions et les règles applicables à la liquidation de la société. Mais le modèle de statuts, donné par le Ministère de l'Agriculture, contient une clause (art. 45) aux termes de laquelle « le capital social, après remboursement des avances de l'Etat et des dettes sociales, sera affecté à une œuvre d'intérêt agricole désignée par l'assemblée générale ».

Le législateur a même accompli un progrès, dans le sens désirable que nous marquions plus haut, en ce qui concerne le crédit maritime mutuel (l. 4 décembre 1913, art. 7, *in fine*) : le fonds de réserve et le reste de l'actif, après remboursement des parts sociales, « ne pourront être partagés entre les membres. Ils seront affectés, après agrément du ministre de la Marine, sur l'avis de la commission prévue à l'article 13, à des sociétés similaires de crédit maritime mutuel ou, à leur défaut, à des œuvres d'intérêt ou de bienfaisance maritimes désignées par le conseil d'administration ». On

pourrait faire des réserves sur quelques modalités de cette disposition, mais le principe est excellent. Et ce texte vise la dissolution « de toute société, ayant bénéficié, d'une manière directe ou indirecte, des avances de l'Etat » : il s'applique donc non seulement aux caisses, locales ou régionales, de crédit, mais encore aux sociétés coopératives maritimes définies à l'art. 16.

Avec la loi du 13 mars 1917, nous revenons, pour les sociétés de caution mutuelle, au système de la loi de 1894 : partage de l'actif entre les sociétaires, proportionnellement à leur souscription, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre de crédit (art. 5, *in fine*).

Le règlement d'administration publique du 10 janvier 1907, modifié par le décret du 3 mai 1913, exige (art. 10) que les sociétés d'habitations à bon marché indiquent dans leurs statuts qu'à l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale appelée à statuer sur la liquidation ne pourra, après paiement du passif et remboursement du capital versé, attribuer la portion d'actif qui excéderait la moitié du capital social versé qu'à une ou plusieurs autres sociétés régies par la loi du 12 avril 1906 (institutions se consacrant à l'œuvre des habitations à bon marché), sous réserve de l'approbation du ministre du Travail, après avis du Conseil supérieur des habitations à bon marché (1).

i. Nous avons dit précédemment (note à la fin du n° 68) que la ques-

127. Nous examinerons maintenant comment les textes législatifs ou réglementaires entendent l'application du principe coopératif concernant la répartition des excédents (abstraction faite des règles juridiques à intervenir en cas de dissolution).

Nous grouperons les organisations comme nous l'avons fait précédemment suivant leur objet.

§ 1. — Crédit

128. **Crédit agricole.** — La loi du 5 novembre 1894 (art. 3) décide, en ce qui touche le fonctionnement des caisses locales : « Les statuts détermineront les prélèvements qui seront opérés au profit de la société sur les opérations faites par elle. — Les sommes résultant de ces prélèvements, après acquittement des frais généraux et paiement des intérêts des emprunts et du capital social, seront d'abord affectées, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins la moitié de ce capital. — Le surplus pourra être réparti, à la fin de chaque exercice, entre les syndicats et entre les membres des syndicats *au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations*. Il ne pourra, *en aucun cas, être partagé, sous forme de dividende, entre les membres de la société.* »

tion de la dévolution de l'actif était liée à celle de l'étendue des droits des sociétaires sortants en cours de société. V. dans la note précitée la critique, à ce point de vue, de l'œuvre du législateur et de l'Administration.

C'est justement ce mode de distribution des excédents, cette ristourne faite aux associés au prorata des prélèvements effectués par la société sur leurs opérations, au lieu d'un partage de dividendes proportionnellement aux mises de fonds, qui constitue le critérium auquel on distingue une institution coopérative. Il y a lieu, cependant, au même point de vue coopératif, de critiquer l'absence de limitation du taux de l'intérêt accordé au capital social.

Les règles qui, dans cette loi, régissent les sociétés locales de crédit agricole, sont applicables aux caisses régionales en vertu de la loi du 31 mars 1899 (art. 1^{er}). Celle-ci échappe même à la critique faite ci-dessus, l'article 5 interdisant d'allouer aux parts sociales un intérêt supérieur à 5 0/0 du capital versé (1).

1. En ce qui concerne les sociétés locales, il est vrai que, sous ce rapport, la lacune de la loi de 1894 a été comblée, du moins dans une certaine mesure, par le décret du 11 avril 1905, relatif au contrôle et à la surveillance des caisses régionales de crédit agricole mutuel. Article 5 : les caisses régionales ne peuvent faire des opérations qu'avec des caisses locales ne donnant pas plus de 5 0/0 d'intérêt à leurs porteurs de parts. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'une société de crédit agricole, qui voudrait se passer du concours de la caisse régionale et chercherait les avantages purement juridiques que confère la loi de 1894, pourrait se constituer et fonctionner suivant les dispositions de cette dernière, sans qu'aucun texte ne vienne limiter le montant de l'intérêt que la société aurait le droit d'allouer aux apports : moyen détourné de distribuer des dividendes de capital, et sur lequel un député, M. Lacombe, avait, à l'époque des travaux préparatoires, essayé — mais en vain — de retenir l'attention du législateur ; le même parlementaire avait montré — second point sur lequel nous avons nous-même ci-dessus critiqué la loi — que la faculté de répartir le fonds de réserve, à la dissolution de la société, au prorata des apports, permettait à des capitalistes de se réu-

129. Crédit maritime. — Les dispositions générales, s'appliquant aussi bien aux caisses régionales qu'aux caisses locales, sont (l. 4 décembre 1913, art. 7) sensiblement les mêmes que celles que nous venons de lire dans la loi de 1894. La rédaction du texte en est simplement un peu différente ; et, d'autre part, toute répartition des excédents entre les sociétaires au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations est interdite tant que le fonds de réserve n'a pas atteint la moitié du capital social (la loi de 1894 admet que les trois quarts seulement des excédents annuels soient affectés à la constitution de la réserve).

La critique formulée au sujet du taux de l'intérêt prévu par la loi de 1894 est également valable ici. Ajoutons même que pour les caisses régionales nous ne retrouvons pas dans la loi de 1913 la limitation à 5 0/0 que nous avons relevée dans la loi de 1899. Toutefois le décret du 12 avril 1914, réglant les détails d'application de la loi du 4 décembre 1913, limite l'intérêt du capital social à 4 0/0 tant dans les caisses locales que dans les caisses régionales de crédit maritime (art. 8).

130. Crédit au travail. — La loi du 18 décembre 1915 ne contient absolument aucune disposition sur le mode de répartition des excédents sociaux, aussi bien

nir pour un certain temps et de se partager, au bout de ce temps, le reste de l'actif, « autrement dit, les dividendes, qui n'auront été que différés » (*Dalloz*, 1895, 4, 30).

dans les sociétés coopératives ouvrières de crédit que dans les banques coopératives ouvrières.

131. Crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie. — Aux termes de la loi du 13 mars 1917 (art. 5), les statuts des sociétés de caution mutuelle « déterminent les prélèvements et commissions qui seront perçus au profit de la société sur les opérations faites par elle. — Les sommes provenant de ces prélèvements et commissions, après acquittement des frais généraux, seront employées de la manière suivante : — 1° 10 p. 100 serviront à la constitution d'un fonds de réserve ; — 2° On pourra ensuite donner aux parts un intérêt égal à 4 0/0 au plus des versements effectués ; — 3° Les trois quarts du surplus iront à nouveau au fonds de réserve ; — 4° Ce qui restera sera réparti entre les membres, au prorata des prélèvements supportés par eux, en raison de leurs opérations. Toutefois les versements au fonds de réserve cesseront d'être obligatoires lorsque ce fonds sera devenu égal à la moitié du capital. »

C'est bien le mode de répartition purement coopératif, avec limitation du taux de l'intérêt.

131 bis. Même observation en ce qui concerne les banques populaires.

Selon l'article 10-2° de la loi, « les capitaux souscrits ne peuvent recevoir un intérêt supérieur à 5 0/0 des versements effectués. Le surplus des bénéfices, après attribution aux réserves, doit être réparti entre

les clients de la banque, au prorata des prélèvements de toutes sortes qu'ils ont subis ». Entre les clients de la banque : par conséquent, sociétaires ou non.

§ 2. — Production, travail, vente

132. Sociétés coopératives agricoles. — La loi du 29 décembre 1906 (art. 4) se borne à dire que les sociétés coopératives concernant soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles *provenant exclusivement des exploitations des associés*, soit l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif, ne pourront obtenir des avances de l'Etat que si elles n'ont pas pour but *de réaliser des bénéfices commerciaux* (1).

Le texte de cet article 4 est fort mal rédigé. Nous devons examiner le dernier membre de phrase — « sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux » — pour savoir si ces mots ont un sens réellement coopératif, seul point de vue qui nous préoccupe en ce moment. En eux-mêmes, ils n'ont pas cette portée. Ils ne s'expliquent point — ou plutôt ils paraissent inutiles — après la disposition visant les sociétés qui ne font d'opérations que sur les produits agricoles « *provenant exclusivement des exploitations des associés* ». Or, des opérations qui, dans ces conditions, restent purement agricoles, pourront pro-

1. V. *supra*, n° III.

duire des bénéfices ; mais ceux-ci ne seront jamais considérés comme des bénéfices *de commerce*, d'après un principe incontesté de notre droit commercial français. Le dernier membre de phrase du texte précité s'expliquait dans le projet du gouvernement parce que les mots : « provenant exclusivement... » n'y figuraient pas ; et, en interdisant aux coopératives qui voulaient profiter du crédit agricole de faire des bénéfices commerciaux, on visait le cas suivant : une société coopérative de viticulteurs, par exemple, ne pourrait pas étendre le cercle de ses opérations en vendant non seulement le produit de leurs vignes, mais encore du vin acheté à des tiers ; ils eussent été alors incontestablement des intermédiaires commerçants. La défense pour eux de réaliser des bénéfices commerciaux suffisait donc pour rassurer les commerçants professionnels (courtiers ou commissionnaires) contre la possibilité d'une concurrence profitant, d'une façon déloyale, d'« encouragements » spéciaux et officiels. Toutefois ces commerçants ont, par l'effet de leur insistance, obtenu l'insertion — après les mots « des produits agricoles » — de ceux-ci : « provenant exclusivement des exploitations des associés ». Mais la fin de l'article portant défense de réaliser des bénéfices commerciaux, est demeurée, ne conservant plus que la valeur d'un simple pléonasme. On ne pourrait donc pas soutenir que, par elle-même, elle prescrit le partage des bénéfices selon la méthode réellement coopérative ; car

s'il se faisait sous forme de dividende au prorata des mises de fonds, ce serait néanmoins la répartition d'un bénéfice agricole et non pas commercial. Nous trouvons pourtant, à propos de cet article 4, dans l'exposé des motifs du projet du gouvernement, une indication très significative : « Le titre de coopératives, y est-il dit, doit être réservé aux sociétés dont les bénéfices sont répartis non aux capitaux rémunérés par un intérêt fixe, mais aux coopérateurs, sous forme de ristournes »; et cette appréciation, dans les mêmes termes, a été reproduite par le rapporteur, M. Vigouroux.

D'ailleurs le règlement d'administration publique du 26 août 1907 s'est chargé de donner les précisions nécessaires sur le caractère que devront avoir ces sociétés. Aux termes de l'article 6, les statuts devront spécifier... « 3° Qu'aucun dividende ne sera attribué au capital ou aux fractions de capital, et que le taux des intérêts ne pourra dépasser 4 0/0; — 4° Quelles dispositions sont prévues pour la constitution d'une réserve à prélever sur les bénéfices éventuels, en vue de l'amortissement du montant de l'avance de l'Etat; — 5° Que les excédents annuels, déduction faite des charges, amortissements, intérêt du capital, frais généraux et réserve légale, etc., ne pourront être répartis, s'il y a lieu, entre les coopérateurs, que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société coopérative ».

133. Sociétés coopératives maritimes. — La

loi du 4 décembre 1913, dans sa définition des sociétés coopératives maritimes (art. 16), se borne à indiquer l'objet de ces organisations, tel que nous l'avons rapporté ci-dessus (n° 112). Elle exprime une réserve (art. 2-3° *in fine*) analogue à celle de la loi de 1906, concernant les exploitations des associés (v. n° 102 *suprà*.)

Le décret du 12 avril 1914 est venu toutefois, comme on l'avait fait pour les sociétés agricoles, et avec une rédaction à peu près identique, fixer le caractère coopératif des sociétés maritimes.

134. Sociétés coopératives ouvrières de production. — La loi du 18 décembre 1915 ne précise pas directement, et à titre de disposition générale, sur quelle base devra se faire la répartition des excédents sociaux. Elle procède d'une toute autre manière. Elle examine successivement deux hypothèses :

1° Dans l'article 4. — S'il y a des actionnaires de capital, qui ne sont ni ouvriers ni employés de la société :
a) ces actionnaires n'auront aucun droit aux fonds de réserve autre que la réserve légale ; *b*) ils ne pourront toucher qu'un intérêt dont le maximum sera fixé par les statuts, sans autre participation dans les bénéfices ; *c*) les sociétaires devront se réserver la faculté de rembourser, au fur et à mesure de leurs ressources, les parts appartenant aux actionnaires non ouvriers.

2° Dans l'article 5. — Si la société emploie des ouvriers non sociétaires à titre d'auxiliaires, elle devra accorder à tous les travailleurs, associés ou non, au

prorata des salaires touchés ou du temps de travail fourni par chacun d'eux au cours de l'exercice, une participation dont le taux ne devra jamais être inférieur à 25 0/0 du total des bénéfices nets et devra être au moins égale au taux du dividende — c'est-à-dire à l'intérêt — attribué au capital. Cette disposition ne s'appliquera pas aux auxiliaires qui seront employés à titre exceptionnel et pour les besoins nécessaires de l'entreprise, si, au cours d'un même exercice, ils n'y séjournent pas plus d'un mois.

135. Certaines coopératives de production affectent la totalité de leurs bénéfices aux réserves, sauf l'intérêt servi au capital, et cependant elles emploient des auxiliaires. Comment concilier cet état de choses avec l'article 5 dont le texte, on vient de le voir, semble exiger dans ce cas une participation des associés et des non-associés à concurrence au moins de 25 0/0 des bénéfices nets ?

Lorsque le projet de loi vint en délibération devant le Sénat, M. Albert Métin, ministre du Travail, fit à la séance du 2 décembre 1915 la déclaration suivante :

« Cette stipulation (celle de l'article 5), c'est la condition même de la coopération. Elle doit être appliquée, mais elle peut l'être de différentes façons. Si les membres des sociétés en question se bornent à prendre chacun la participation indiquée et à l'utiliser à leur gré pour la dépenser ou l'épargner, ils sont dans leur droit ; mais si, d'un commun accord, ils consentent à en con-

sacrer tout ou partie à des cotisations de sociétés de secours mutuels, ou à toute autre œuvre de prévoyance volontaire, qui peut intéresser non seulement leur avenir personnel, mais encore l'avenir de leurs femmes et de leurs enfants, l'avenir de leurs familles tout entières, chacun reconnaîtra qu'au mérite coopératif ils ajoutent un autre mérite social et qu'ils font un pas de plus en avant dans la voie du progrès par l'assurance et la solidarité. Il serait donc injuste de les pénaliser à ce sujet. L'article 5 doit, dans ce cas, continuer à s'appliquer à eux. Ce point avait été formellement établi à la Chambre des députés. Nous ne doutons pas que le Sénat, à son tour, veuille adopter la même opinion ».

136. En somme, en ce qui concerne les conditions de constitution et de fonctionnement des sociétés ouvrières de production, le législateur n'a fait que reprendre, quelquefois mot à mot, mais en l'amoindrisant, l'œuvre qui avait été accomplie par la Commission extraparlamentaire de répartition des encouragements que l'Etat consentait à ces organisations bien avant 1915 (1).

Le document suivant a été publié dans le *Bulletin de l'Office du travail* (n° de mai 1913). Nous le reproduisons en raison de l'intérêt qu'il présente par compa-

1. Depuis 1893, des subventions ou prêts leur étaient accordés en vertu d'un crédit inscrit par le Parlement d'abord au budget du ministère du Commerce, puis à celui du ministère du Travail. Il avait été porté à 373.000 francs par la loi de finances du 27 février 1912.

raison avec la loi actuelle. On remarquera la partie finale pour les associations ne répartissant pas de bénéfices au travail et employant des ouvriers non associés. Le dernier paragraphe, au sujet de la dévolution de l'actif, en cas de dissolution, prouvera qu'on avait bien prévu la solution qui empêcherait les auxiliaires d'être « exploités » par les ouvriers sociétaires.

CONDITIONS A REMPLIR
PAR LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES
DE PRODUCTION OU DE CRÉDIT

POUR PARTICIPER AUX ENCOURAGEMENTS DE L'ÉTAT

Voici, aux termes de la jurisprudence habituelle de la Commission extraparlamentaire de répartition, les conditions générales auxquelles doit satisfaire une association ouvrière de production ou de crédit pour obtenir un encouragement de l'État :

1° Être légalement constituée et avoir fonctionné depuis six mois au moins ;

2° Être composée d'au moins sept membres ;

3° Être administrée par des délégués nommés et révocables par l'assemblée générale des sociétaires ;

4° Au cas où la société comprendrait un certain nombre de sociétaires n'étant ni ouvriers de l'industrie ni employés de l'entreprise, les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration devront être pris statutairement parmi les sociétaires ouvriers de la profession exercée ou les employés de l'entreprise ;

5° Les sociétaires ouvriers ou employés devront seuls avoir droit, à l'exclusion des autres sociétaires :

a) Aux fonds de réserve autres que la réserve légale ;

b) Aux pensions de retraites et aux secours de diverses natures.

6° Les sociétaires non ouvriers ne pourront toucher qu'un intérêt dont le maximum sera fixé par les statuts, sans autre participation dans les bénéfices ;

7° La société devra se réserver la faculté de rembourser au fur et à mesure de ses ressources les actions appartenant aux sociétaires non ouvriers ;

8° Si la société emploie des ouvriers non sociétaires à titre d'auxiliaires, elle devra justifier qu'elle accorde à tous les travailleurs, associés ou non, au prorata des salaires touchés ou du temps de travail — quelle qu'en soit la durée — fourni par chacun d'eux dans l'exercice, une participation convenable dans les bénéfices ;

9° La société doit justifier que, indépendamment du fonds de réserve légal, elle constitue un fonds de développement pour assurer l'extension de l'entreprise, soit en y consacrant une partie des bénéfices nets, soit en augmentant le capital social par des versements réguliers et continus ;

10° La société devra être assurée contre l'incendie et les accidents du travail et avoir observé rigoureusement, à l'égard de son personnel, associé ou non, les prescriptions légales visant la protection des travailleurs.

Pour les associations ouvrières ne répartissant pas de bénéfices au travail et employant des auxiliaires non associés, la condition 8° est remplacée par les conditions suivantes :

a) Ne pas répartir non plus de bénéfices au capital, sauf dans la limite d'un intérêt maximum de 5 0/0 du capital versé ;

b) N'employer en principe que des sociétaires ;

c) Si toutefois, pour une cause quelconque, il est nécessaire de recourir à un personnel non associé :

1° Les salaires de ce personnel doivent être, à défaut de

tarif syndical, égaux au moins au taux normal des établissements similaires de la localité ;

2° Pour attester que la société apprécie autrement qu'un patron ordinaire les services rendus par les travailleurs salariés, une prime de 3 0/0 au moins du salaire est inscrite au compte de chaque auxiliaire à titre d'acompte sur souscription d'actions ;

3° L'auxiliaire est admis à faire sa demande d'admission comme sociétaire avant le délai maximum d'un an. En cas de non admission, le compte de primes est payé en espèces à l'auxiliaire à la fin de chaque année ou au moment de son départ.

d) Pour le cas de liquidation ou dissolution, les statuts déterminent expressément le ou les établissements publics ou d'utilité publique, la ou les sociétés ou associations ayant un caractère d'utilité générale, aptes à recevoir légalement, auxquels l'actif sera attribué.

137. Sociétés anonymes à participation ouvrière. — La loi du 24 juillet 1867 (art. 74, ajouté par la loi du 26 avril 1917) laisse aux statuts et aux assemblées générales de la société coopérative de main-d'œuvre le soin de fixer les règles d'après lesquelles les dividendes attribués aux ouvriers et employés faisant partie de la coopérative ouvrière seraient répartis entre eux. En aucun cas, les actions de travail ne pourront être attribuées individuellement aux salariés de la société anonyme, membres de la coopérative de main-d'œuvre.

§ 3. — Consommation

138. Sociétés coopératives de consommation.

— Nous avons indiqué précédemment que le mode coopératif d'attribution des excédents avait été édicté par la loi du 7 mai 1917 (art. 1^{er}) à propos de l'objet même de ces sociétés : « elles ont pour but... 2^o de distribuer leurs bénéfices entre leurs associés *au prorata de la consommation de chacun* ou d'en affecter tout ou partie à des œuvres de solidarité sociale dans les conditions déterminées par leurs statuts ».

Elles peuvent, si les statuts les y autorisent, distribuer au capital versé un intérêt prélevé sur les bénéfices et qui ne sera, en aucun cas, supérieur à 6 0/0 (art. 3).

139. Cette loi paraît, à première vue, consacrer le principe de la « porte ouverte » (1). L'article 2 dispose que ces sociétés « peuvent ne pas vendre exclusivement à leurs membres, mais elles sont tenues alors de recevoir comme associés tous ceux qu'elles ont déjà admis comme clients habituels, pourvu qu'ils s'engagent à remplir les obligations statutaires ». Ce n'est pas là cependant admettre le principe du libre accès dans toutes les sociétés coopératives de consommation prévues par cette loi. Elles n'ont qu'à ne pas pratiquer

1. V. *supra*, p. 139.

la vente au public, et elles peuvent alors, tout en restant des sociétés à capital et personnel variables comme l'exige l'article 1^{er}, se fermer dans une certaine mesure, se réserver à telle ou telle catégorie de consommateurs et inscrire, dans leurs statuts, un droit de *veto* pour le conseil d'administration (1).

1. Dans un ordre d'idées inverse, M. Houpin (5^e édit., t. II, n° 1377-59) croit devoir inférer du texte de l'article 2 la prohibition de la vente au public dans les sociétés coopératives de consommation qui veulent se réclamer des avantages et du régime de la loi de 1917, c'est-à-dire l'interdiction de vendre à d'autres que les sociétaires et les « clients habituels ». Cet auteur dit textuellement : « Quant aux clients de passage, n'ayant pas été autorisés à se fournir d'une manière habituelle dans les dépôts et magasins de la société, il paraît difficile que la société puisse les admettre comme acheteurs ». —

Cette opinion nous paraît inadmissible :

1^o Elle est contraire aux données historiques de la loi du 7 mai 1917. En réalité, cette loi doit son origine à l'initiative de la Fédération nationale des coopératives de consommation. Celle-ci n'a jamais eu l'idée — bien au contraire — de faire interdire la vente au public, et rien ne démontre que le législateur ait eu la volonté formelle de décider en sens inverse. Qu'aurait signifié cette loi d'« encouragement » si elle avait prétendu remonter le grand courant qui entraîne la coopération de consommation vers toutes les méthodes techniques d'expansion commerciale, mais avec cette supériorité que c'est dans l'intérêt général qu'elle agit, en luttant contre les abus, en régularisant les cours, en poussant au juste prix ;

2^o D'autre part, où veut-on que se recrutent les clients « habituels » sinon parmi les clients de passage ? Il faudra, dit M. Houpin, que le client de passage ait été autorisé à devenir un client habituel : mais, certainement, il y est toujours autorisé ! Libre à lui ! La coopérative ne demande que cela, et même qu'il devienne sociétaire ! S'agira-t-il de lui donner une investiture, un certificat ? Nous ne pensons pas que M. Houpin soit formaliste à ce point.

En résumé, le texte légal dont il s'agit, qui est, comme c'est évident, assez imprécis dans sa rédaction, ne doit pas être interprété abstraitement, artificiellement : il faut et on peut en éclaircir le sens à la

139 bis. Mais voici maintenant un reproche très grave que mérite la loi de 1917. L'article 2 exige bien, dans le cas de vente au public, l'admission comme sociétaires des consommateurs acceptés auparavant comme clients habituels, dès lors qu'ils s'engagent à remplir les conditions statutaires. Mais il n'est pas dit que, tant qu'ils restent clients, ils seront admis à participer, dans une mesure quelconque, à la distribution des trop-perçus. Cela n'était pas nécessaire, mais il fallait dire alors que les bénéfices réalisés sur les clients non associés seraient exclus du partage entre les sociétaires (affectés par exemple au fonds de développement de la coopérative) et qu'en cas de dissolution de la société l'actif irait à une œuvre similaire ou, par exemple, au fonds de dotation institué par la seconde loi du 7 mai 1917 en faveur des sociétés coopératives de consommation (1).

lumière des faits. Qu'on regarde seulement comment les choses se pratiquent dans les grandes organisations coopératives, c'est-à-dire *celles qui créent l'exemple et les usages*. En conséquence, nous dirons :

a) La loi du 7 mai 1917 n'exclut pas la vente au public (v. Piot, *Journ. des Soc.*, 1917, 153).

b) L'art. 2 constitue simplement pour la coopérative de consommation une garantie, en ce sens qu'elle n'est pas obligée — tout en appliquant en règle générale le principe de la « porte ouverte » — d'accepter comme sociétaire, sans examen et à tout risque, la première personne venue. Cette admission ne sera obligatoire que lorsque la coopérative, n'ayant eu aucune raison d'éconduire cet acheteur, lui aura laissé le temps d'accomplir un petit stage au bout duquel il sera devenu le « client habituel ». Quand pourra-t-on considérer ce stage comme suffisant ? Ceci est une autre question, et une pure question de fait, sur laquelle, éventuellement, on pourra discuter, peut-être même plaider.

1. V. *supra*, l'examen de cette question au point de vue des principes coopératifs (n° 60).

Que peut-il arriver, en l'état actuel de la loi ? C'est que la coopérative, réalisant des bénéfices sur le public, les répartisse entre les sociétaires, qui n'ont pas contribué à la formation de ces trop-perçus : répartition qu'on déclarera — et ce sera vrai — tout-à-fait conforme à l'article 1^{er}-2^o de la loi !

Et une société de cette espèce, qui violerait ainsi d'une façon flagrante le principe essentiel de la coopération, ne pourrait être exclu du bénéfice des avances de l'Etat. Du moins sa demande ne pourrait être écartée de ce chef : il faudrait, pour la repousser, découvrir à l'encontre de cette société d'autres motifs qui, d'ailleurs, si par hasard ils existaient, seraient incontestablement beaucoup moins graves (1).

140. Unions. — Elles sont soumises, par l'article 6, aux règles de répartition prévues par la loi pour les sociétés coopératives de consommation (2) ; aux mêmes dispositions qu'elles, également, pour la vente à d'autres organisations que celles qui sont membres de l'union (3).

§ 4. — Habitation à bon marché.

141. Coopératives d'habitation. — Nous l'avons dit, ce n'est pas dans la loi du 12 avril 1906 qu'il faut

1. Cpr. Houpin, n^o 1377-61 ; Piot, *loc. cit.*, p. 155.

2. *Supra*, n^o 138.

3. N^{os} 139 et 139 bis.

chercher les conditions auxquelles des sociétés d'habitations à bon marché pourront être considérées comme ayant le caractère coopératif, non plus que dans le règlement d'administration publique du 10 janvier 1917. La loi se borne à dire (art. 13) que les sociétés d'habitations à bon marché ne seront admises au bénéfice des diverses faveurs qu'elle consent « qu'autant que leurs statuts, approuvés par le ministre du Commerce (aujourd'hui le ministre du Travail), sur les avis du comité de patronage et du Conseil supérieur institué par l'article 14, limiteront leurs dividendes annuels à un chiffre maximum. Toutefois, ces avis ne seront pas nécessaires lorsque les statuts seront conformes aux statuts-types arrêtés par le ministre du Commerce (le ministre du Travail), après avis du Comité permanent ». L'article 10 du règlement d'administration publique (modifié par le décret du 3 mai 1913) limite les dividendes à 4 0/0, cette limitation devant figurer dans les statuts soumis à l'approbation ministérielle.

Mais tous ces textes, il faut bien le remarquer, s'appliquent à toutes les sociétés d'habitations à bon marché, coopératives ou autres.

Consultons les statuts-types du ministère du Travail, établis à l'intention des sociétés coopératives. Ils excluent (art. 31) toute répartition d'excédents en dehors de l'intérêt de 4 0/0. Cet intérêt déduit, ainsi que 5 0/0 pour la réserve légale, le surplus, s'il en existe, « forme une réserve spéciale destinée à assurer le développe-

ment de l'œuvre, à parer aux éventualités et, en cas d'insuffisance dans le produit net, à permettre la majoration des intérêts jusqu'à concurrence du maximum de 40/0 du capital non remboursé. Mais, si nous examinons ensuite les statuts-types de sociétés anonymes ordinaires, nous voyons que l'article 25 établit exactement le même mode d'affectation des excédents. Deux petites différences seulement qui n'ont aucune importance au point de vue auquel nous nous plaçons : a) On y parle de « dividende » au lieu d'« intérêt » ; mais ils sont ici, l'un et l'autre, juridiquement semblables : c'est donc jouer sur les mots ; b) On dit, dans les statuts-types de coopératives, que l'intérêt revenant aux actions non libérées devra être employé à la libération ; cette disposition n'est pas reproduite à propos du « dividende » dans les statuts-types de sociétés anonymes simples. Ceci n'a qu'un intérêt d'ordre juridique, indifférent au fait que la société est coopérative ou non.

Il n'y a donc, entre les deux types de sociétés, qu'une seule différence que nous avons déjà signalée : c'est que, dans la société coopérative, le locataire d'une maison est en même temps actionnaire (plusieurs articles des statuts-types se réfèrent à cette circonstance, ainsi les articles 9 et 16), tandis qu'il n'en est pas de même, quand il s'agit d'une société anonyme non coopérative (1).

1. *Supra*, n° 1118.

SECTION III

DIVERSITÉ DES TYPES JURIDIQUES PRÉVUS
PAR LES LOIS SUR LES COOPÉRATIVES

142. Principe du non-assujettissement aux formes juridiques visées dans les textes spéciaux. — Cas unique dans lequel existe cette obligation. — Les coopératives ne sont pas obligées, pour être constituées et fonctionner légalement, de se conformer aux catégories juridiques stipulées dans les textes spéciaux que nous avons énumérés.

Il ne faut pas oublier que les lois particulières concernant la coopération n'ont été faites *qu'en vue des encouragements de l'Etat*, de quelque nature qu'ils soient (1).

La conformité aux types juridiques spécifiés dans ces textes n'est donc obligatoire que pour les institutions qui se proposent de bénéficier des faveurs de la loi.

143. Utilité de l'adoption des régimes juridiques prévus dans les textes spéciaux, indépendamment de la recherche des avantages particuliers conférés par ces textes. — La détermination, dans la plupart des lois particulières, de tel ou tel régime approprié aux coopératives qu'elles ont

1. V. *supra*, n° 85.

en vue, rend à ces organisations le plus éminent service, dans ce sens qu'elle leur offre une situation juridique certaine. Il y a là un refuge pour celles de ces institutions dont la nature en droit et, par suite, les conditions de formation pourraient, sans cette reconnaissance légale, être controversées. Il va de soi que, sans l'adoption de toutes les règles spéciales prescrites par la loi dont il s'agit, ces organisations retombent sous la coupe du droit commun et risquent la discussion (1).

144. Inconvénient du principe du non-assujettissement. — Il est incontestable que les lois spéciales en cette matière présentent bien des déficiences, qu'elles ne sont pas bien « faites », et cela tant du point de vue coopératif que du point de vue pure-

1. Ainsi la nature juridique des coopératives de consommation ou de crédit a été très vivement débattue. Ce ne sont pas des sociétés au sens de l'art. 1832 du Code civil, a-t-on dit, parce que la ristourne consentie aux associés au prorata de leurs opérations n'est qu'une restitution de trop-perçus, la réalisation d'une économie et non un bénéfice ; elles ne peuvent même pas s'abriter derrière les dispositions du titre III de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés à capital variable (Orléans, 28 mars 1906, Caisse rurale d'Olivet c. le Progrès du Loiret, *Pandectes*, 1906. 2. 186. Hayem, *Domaines respectifs de l'association et de la société*, n° 98 et suiv.). On répond que le régime des sociétés à capital variable a été institué en 1867 à l'intention spécialement des coopératives et que cela résulte clairement des travaux préparatoires de cette loi (Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1033-3 ; Thaller, n° 800 ; Arthuys, t. I, n° 101, note 1 ; Houpin, t. II, n° 1170 ; Lyon-Caen, note S. 1895. I. 65 ; M. Wahl, note S. 1910. I. 385, etc.). Dans le même sens : Cass. civ., 3 août 1909, cassant l'arrêt d'Orléans précité. (S. 1910. I. 385).

L'application des différentes lois concernant le crédit coopératif ou la coopération de consommation met fin pratiquement à ces débats.

ment juridique. Les statuts peuvent, d'ailleurs, corriger ces fautes dans une certaine mesure. En tout cas, les divers textes légaux ne vont jamais à l'encontre du principe coopératif, ils s'en inspirent même toujours, quoique d'une façon plus ou moins ostensible, comme nous l'avons expliqué ; du point de vue juridique, ils ne mettent par les coopératives dans une plus mauvaise situation que celle qui résulterait d'autres régimes du droit commun : bien au contraire, nous venons de l'indiquer.

Il n'y aurait donc eu aucun inconvénient à déclarer, dans les textes, que les coopératives seraient tenues de se constituer, en droit, selon tel ou tel type.

La non-obligation entraîne, au contraire, une conséquence des plus fâcheuses. Elle permet de constituer, en dehors des cadres prévus par la loi pour les vraies coopératives, des groupements qui se parent, eux aussi, du titre de « coopératives », mais qui s'en servent comme on fait d'un pavillon pour couvrir certaines marchandises. Le scandale des fausses coopératives a été dénoncé depuis longtemps (1). Malheureusement, notre système légal n'aboutit pas à la protection du nom coopératif. Elle serait pourtant nécessaire, aussi bien dans l'intérêt de nos institutions que dans celui

1. V. Alfred Nast, *Documents du Congrès juridique international des sociétés par actions et des sociétés coopératives*, Bruxelles, 1910, t. II, p. 371 et 378 ; les *Faussees coopératives et la législation* (dans les *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 1911, p. 268 et suiv., 307 et suiv.) ; Louis Tardy, *Rapport au Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricoles*, Rouen, 1910.

du public dont il est toujours fâcheux de voir surprendre la bonne foi.

Il a été déclaré par le ministre du Travail, M. Albert Métin, à la séance du Sénat du 2 décembre 1915, que, seules, les associations définies dans la loi pourront porter le titre de sociétés coopératives ouvrières, soit de production, soit de crédit.

Est-ce vrai, dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire sans qu'un texte l'affirme formellement ? Nous ne le pensons pas.

Une remarque d'abord. Si la déclaration du ministre du Travail devait être tenue pour exacte à l'égard des institutions visées par la loi de 1915, il faudrait admettre le même principe en faveur des organisations de toute autre catégorie, toutes les fois qu'elles observent les conditions formulées dans leurs lois respectives. Il y a un texte, par exemple, qui, en vertu de sa rédaction même, paraît beaucoup plus catégorique sous ce rapport que la loi de 1915. « Les sociétés coopératives de consommation, dit la loi du 7 mai 1917, *sont* des sociétés à capital et personnel variables, constituées dans le but... etc. » C'est bien celles-ci, n'est-il pas vrai ? qui pourraient invoquer le monopole du nom.

En réalité, nous l'avons démontré, toutes ces lois se bornent à accorder des encouragements aux sociétés qu'elles définissent.

Qu'est-ce qui empêchera un groupement, dès lors

qu'il ne fera pas reposer ses combinaisons financières sur les avances de l'Etat ou sur telle autre prérogative prévue par les lois spéciales, de s'intituler : société coopérative de consommation, société coopérative de production ou de crédit ? En effet, il n'y a pas de sanction répressive (1).

145. Absence de coordination des diverses lois françaises, quant au type juridique des coopératives. — Nous avons montré plus haut (2) ce qu'était à l'étranger le système unitaire en matière de législation coopérative : un cadre légal déterminé, dans lequel pouvaient se mouvoir les institutions, quel que fût l'objet de leur activité économique.

En France, à cet égard, les lois particulières, vues

1. Rien d'analogue, par conséquent, à ce qui a été fait pour les habitations à bon marché (loi du 23 décembre 1912, art. 6) :

« Il est interdit de donner à l'avenir le nom de société d'habitations à bon marché à toute société non approuvée par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en conformité des dispositions de la loi du 12 avril 1906. Les sociétés qui auraient ce titre antérieurement à la promulgation de la présente loi devront spécifier dans leurs contrats, prospectus, affiches et tous autres documents, qu'elles ne sont point approuvées par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

« Les fondateurs et administrateurs des sociétés contrevenant au présent article sont passibles d'une amende de 25 francs à 3.000 francs et d'un emprisonnement de un à trois mois.

« Les tribunaux peuvent ordonner l'insertion et l'affichage des jugements et la suppression de la dénomination de société d'habitations à bon marché à peine d'une astreinte pour chaque jour de retard. L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables aux condamnations prononcées en vertu du présent article. »

2. Deuxième partie, chapitre premier.

dans leur ensemble, n'offrent absolument aucune cohésion. C'est même le plus complet désordre. Dire que les coopératives ont toujours la faculté de choisir dans le droit commun le régime qui leur plaît ne serait pas une excuse, puisque ce serait pour elles renoncer aux avantages de toute nature que leur confèrent les lois spéciales.

En ce qui concerne la forme juridique à adopter par les coopératives qui entendent réclamer le bénéfice de ces lois spéciales, celles-ci peuvent être classées d'abord suivant une grande division : d'un côté, il y a deux lois qui ne donnent la préférence à aucun type particulier ; les autres, au contraire, statuent à cet égard. Mais ces dernières ne suivent pas une règle uniforme : nous aurons à les subdiviser.

146. I. — Lois ne déterminant pas le régime juridique des coopératives. — Ce sont celles qui concernent, d'un côté, les *sociétés coopératives agricoles* ou *maritimes* (autres que celles de crédit), et, d'autre part, les *sociétés d'habitations à bon marché*. Il faut y ajouter, sous la réserve indiquée ci-dessous au n° 149, la loi sur le crédit au petit commerce et à la petite industrie, en ce qui touche les *banques populaires*.

147. Peuvent seules recevoir des avances, dit la loi du 29 décembre 1906 (art. 4), « quel que soit d'ailleurs leur régime juridique, les sociétés coopératives agricoles constituées par... »

L'article 16 de la loi du 4 décembre 1913 est conçu

dans les mêmes termes : « Les sociétés coopératives maritimes sont des sociétés qui, quel que soit leur régime juridique, sont constituées par... »

L'effort du législateur, en cette double matière, ne va pas jusqu'à établir les règles essentielles qui pourraient servir à déterminer la forme juridique des coopératives, comme il l'a fait pour le crédit mutuel, ni à renvoyer à tel ou tel type existant, comme il l'a fait dans les autres cas.

Dira-t-on que c'est ainsi pour le mieux, que c'est là un système très libéral ? Système très libéral, oui, si le législateur avait déclaré *expressément* que ces institutions pouvaient adopter l'un quelconque des régimes du droit commun, sans qu'il y ait à se préoccuper du point de savoir si elles faisaient un bénéfice ou non au sens juridique de ce mot (1). Il se borne à dire, — et encore seulement à propos des sociétés agricoles, mais non des coopératives maritimes (2), — qu'elles ne devront pas poursuivre la réalisation de bénéfices « commerciaux » (3). Mais supposons que ce soient exclusivement des opérations d'achat qu'une coopérative agricole ou maritime, se propose d'effectuer (4) : ces opérations rentrent dans la catégorie des actes que l'on considère

1. Voir un peu plus haut la note, p. 266.

2. Différence sur ce point entre la loi du 4 décembre 1913 et la précédente en la matière (l. 18 juin 1909, art. 3).

3. *Supra*, n° 132.

4. *Supra*, n° 113.

généralement comme accomplis sans intention de réaliser un « bénéfice » au sens de l'article 1832 du Code civil, dès lors que le but poursuivi est une économie et non un profit sur la revente (1). Alors, est-ce que les discussions irritantes que nous avons rappelées précédemment vont se continuer au sujet de tout groupement de cette sorte ? Constitue-t-il une « société » ou une « association » ? Est-il suffisamment à l'abri sous le couvert de la loi de 1867, parce que : 1° c'est une coopérative, et 2° il a pris la forme d'une société à capital variable (2) ? A vrai dire, les lois sus-visées sont restées indifférentes à ce problème.

147 bis. L'Administration n'eût pas été fondée, dans ces conditions, à suppléer le législateur ; les décrets sont muets, par conséquent, sur la forme juridique des coopératives agricoles ou maritimes. Tout ce qu'ont pu faire les bureaux, ce fut, pour les offrir aux organisateurs, d'élaborer des modèles de statuts. Parmi ceux-ci, les uns prévoient la forme commerciale (société anonyme) ; les autres sont ceux d'une société civile. Dans

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Société*, n° 121 ; Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1033-3 ; Thaller, n° 799 et 800 ; Arthuys, t. II, n° 851 ; Houpin, t. II, n° 1170 ; Hayem, *op. cit.*, n° 92 et suiv. ; Wahl, note S. 1910. I. 394 ; cf. motifs de Cass. civ. 4 août 1909 (S. 1910. I. 393 ; D. 1910. I. 153), et Cass., Ch. réun., 11 mars 1914 (D. 1914. I. 257) (Caisse rurale de Manigod). — *Contra* : Planiol, t. II, p. 638, note 1, et n° 1991 ; Lacour, *Droit commercial*, p. 247, note 2 ; Pichat, *Contrat d'association*, n° 13.

2. Voir *supra* la fin du n° 143.

tous les cas, la société est à capital variable, conformément à l'article 48 de la loi de 1867.

148. Mêmes observations en ce qui touche les habitations à bon marché.

Rien dans la loi du 12 avril 1906 ni dans le règlement d'administration publique du 10 janvier 1907.

Les statuts-types approuvés par le ministre du Travail prévoient, nous avons eu déjà l'occasion de le dire : d'un côté, des sociétés anonymes ordinaires ; de l'autre, des sociétés coopératives anonymes à capital variable.

149. La loi du 13 mars 1917 consacre aux banques populaires son titre II. Elle déclare applicables à ces organismes les articles 7 et 8 de son titre premier, relatif aux sociétés de caution mutuelle. Or, ces dispositions ne visent, d'un côté, que des questions d'ordre fiscal (art. 8), et, de l'autre, des mesures spéciales de publicité. Le titre II ne réfère point aux articles précédents, qui organisent la forme particulière des sociétés de caution mutuelle (1).

On doit en conclure que ces banques populaires ont le choix entre les régimes de droit commun, l'article 10 se bornant à énoncer certaines conditions qu'elles doivent remplir pour avoir, quoique la loi n'emploie pas

1. Le règlement d'administration publique du 31 janvier 1918 (art. 1^{er} et 2), indépendamment de certaines autres conditions qu'il édicte pour les banques populaires, leur déclare applicables les dispositions du premier paragraphe de l'article 2 de la loi du 13 mars 1917, indiquant certains points que les statuts des sociétés de caution mutuelle devront déterminer.

ce mot, le caractère coopératif (1). Toutefois la forme à adopter doit être, semble-t-il, une forme commerciale (argument de l'art. 7).

L'Administration a élaboré pour ces institutions un projet de statuts leur donnant la forme de société anonyme à capital variable (2).

150. II. — Lois spécifiant la forme juridique des coopératives. — Les unes se bornent à renvoyer à telle ou telle forme du droit général des sociétés. Les autres créent enfin des types juridiques nouveaux.

151. A) Types du droit général des sociétés. — Ici encore la législation marque des différences selon les catégories de coopératives : il y a des degrés dans l'importance du choix qu'on veut bien leur offrir.

152. Dans les sociétés anonymes à participation ouvrière, le personnel salarié est constitué en « *société commerciale coopérative de main-d'œuvre*, en conformité de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 1^{er} août 1893 » (art. 74 ajouté à la loi de 1867 par celle du 28 avril 1917).

Pratiquement, cela veut dire que la coopérative de main-d'œuvre est une société anonyme... à l'intérieur de la société anonyme à participation.

L'article 68 précité vise, en effet, les sociétés en commandite et les sociétés anonymes. La forme de la com-

1. Voir *supra*, n° 131 bis.

2. V. *infra*, p. 280, note 2.

mandite — avec son gérant indéfiniment responsable qui doit être un associé en nom — ne signifie rien en ce qui concerne, si l'on peut s'exprimer ainsi, l'administration des actions de travail. Il est déjà assez malaisé de savoir quelles sont exactement les règles de constitution des sociétés anonymes qui s'appliqueront à ces coopératives de main-d'œuvre (1).

153. La loi du 18 décembre 1915, pour les trois catégories de sociétés *ouvrières* qu'elle reconnaît, — les *coopératives de production*, celles *de crédit* et les *banques coopératives*, — dispose que leur constitution doit être faite sous l'une des formes déterminées par les titres I, II et III de la loi du 24 juillet 1867 (l. 1915, art. 2, 8 et 16, al. 2).

En d'autres termes, ce sont des sociétés à capital variable (titre III) (2). Comme cette variabilité n'est qu'une modalité des autres formes de sociétés, les coopératives ci-dessus désignées n'auront le choix qu'entre le titre I et le titre II de la loi de 1867, c'est-à-dire entre la commandite par actions ou l'anonymat. Elles ne sauraient adopter une autre forme du droit commercial, telle que la société en nom collectif, ni se placer sous le régime des sociétés civiles (qui aurait pu se concevoir pour une entreprise extractive, comme

1. Cfr. Houpin, 5^e édit., t. II, n^{os} 1377-16 et suiv.

2. L'expression « à personnel variable » n'ajoute rien, juridiquement, aux mots « à capital variable », car l'article 48 cité ci-dessous admet la variabilité aussi bien de l'un que de l'autre élément.

l'exploitation d'une mine, — cette industrie n'étant pas par elle-même commerciale).

En somme, les formes admises pour les sociétés ouvrières sont celles qui limitent la responsabilité des sociétaires au montant de leurs mises de fonds. Mais on ne voit pas pourquoi la loi a accepté d'exclure de ses faveurs des sociétés dont les membres, en adoptant un autre régime juridique, dans lequel ils n'auraient pas restreint leur engagement ou même l'auraient rendu solidaire, eussent ainsi augmenté leur garantie de remboursement des avances de l'Etat.

154. Pour les *sociétés coopératives de consommation*, la loi du 7 mai 1917 est plus large.

Aux termes de l'article 1^{er} les sociétés coopératives de consommation sont des sociétés à capital et personnel variables constituées conformément au titre III de la loi du 24 juillet 1867.

Ce titre III contient uniquement les « dispositions particulières aux sociétés à capital variable ». Et l'article 48 dispose qu'il peut être stipulé « dans les statuts de toute société » que le capital sera susceptible d'augmentation et de diminution.

Par conséquent, toute forme du droit commun des sociétés — avec adjonction de la clause relative à la variabilité du capital, — peut être adoptée par les coopératives de consommation. Bien entendu, elles ne pourront choisir l'un quelconque de ces régimes du droit commun qu'en tenant compte du critérium de dis-

inction admis par la jurisprudence en ce qui concerne le caractère commercial ou civil des sociétés suivant la nature de leurs opérations (1).

155. Les unions entre sociétés coopératives de consommation ou entre coopératives de consommation et coopératives de production seront également constituées sous la forme de sociétés à capital et personnel variables (art. 5). Sur ces unions, voir *suprà*, n° 117.

156. B) Types juridiques nouveaux. — Ces types sont créés :

1. Les sociétés coopératives de consommation sont considérées comme ayant un objet purement civil — et elles ne sont point tenues alors de se constituer sous une forme commerciale — quand elles ne fournissent que leurs membres ou ne vendent à des tiers qu'à titre tout à fait accidentel. Jurisprudence constante. En dehors des décisions du Conseil d'Etat antérieures à la loi du 19 avril 1905 sur la patente (v. *suprà*, n° 60), nombreux jugements et arrêts en matière de compétence : Bourges, 19 janvier 1869 (D. 1869. 2. 133); Ord. réf., 31 janvier 1888, et Paris, 20 mars 1888, Revendication de Puteaux (D. 1889. 2. 280); Trib. civ. Saint-Etienne, 26 janvier 1891, l'Union coop. des Travailleurs (*Rev. des Soc.*, 1891, 271); Trib. com. Seine, 8 novembre 1895, Société l'Economat populaire (*J. des Trib. de com.*, 1897, 71); Trib. com. Seine, 22 novembre 1895, La Chapelloise (*J. des Trib. de com.*, 1897, 7); Trib. com. Marseille, 17 décembre 1896 (*J. des Soc.*, 1897, 238); Trib. com. Saint-Etienne, 17 février 1903 (*Gaz. jud. et com. de Lyon*, 12 mars 1903); Trib. com. Marseille, 14 février 1910 (*Rec. Marseille*, 1910. 1. 166); Trib. com. Perpignan, 23 avril 1912, La Fraternelle de La Guerche (*Le Droit*, 16 octobre 1912); motifs de Trib. com. Nantes, 26 juin 1886, Soc. coop. de consom. de Nantes (*Rev. des Soc.*, 1887, 79), et Trib. civ., Béthune (jugeant commerc.), 25 juin 1909, Union fraternelle de Liévin (*J. des Soc.*, 1910, 259) confirmé par Douai, 11 janvier 1910 (S. 1910. 2. 310; D. 1911. 2. 145). V. aussi Trib. civ. Périgueux, 5 août 1887, Boulangerie coop. (*Rev. des Soc.*, 1887, 580); Montpellier, 25 mai 1908 (*Mon. Midi*, 18 oct. 1908); Cass. civ., 22 novembre 1911, Soc. de consom. des agents de l'Est (S. 1912. 1. 5, note de M. Lyon-Caen).

1° Pour le *crédit agricole*, par les lois des 5 novembre 1894 et 31 mars 1899 :

2° Pour le *crédit maritime*, par la loi du 4 décembre 1913.

3° Pour le *crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie*, par la loi du 13 mars 1917.

Les sociétés imaginées par ces textes sont construites sur un même plan.

On trouve entre elles beaucoup de traits communs. Ainsi :

1° La loi confère aux unes et aux autres le caractère commercial (1). Ces sociétés sont incontestablement civiles par leur objet, d'après le critérium jurisprudentiel, puisqu'elles ne fonctionnent qu'entre leurs membres : d'où l'expression « crédit mutuel » qu'on leur applique (2). Si la loi les déclare « sociétés commerciales », c'est qu'elles le sont *en raison de leur forme*, suivant un phénomène qui se présente également sur d'autres domaines juridiques ;

2° Les parts sociales ne sont pas des actions (3). Les

1. Lois du 5 novembre 1894, art. 4 ; du 31 mars 1899, art. 1^{er} ; (l. du 4 décembre 1913, art. 8 ; du 13 mars 1917, art. 6, et arg. de l'art. 10.

2. V. *supra*, n° 121.

3. La loi le dit expressément pour les sociétés de crédit agricole (du 5 novembre 1894, art. 1^{er}, et du 31 mars 1899, art. 1^{er}). C'est également ce qu'il faut inférer, pensons-nous, pour les sociétés de crédit maritime (l. du 4 décembre 1913, art. 4) et pour les sociétés de caution mutuelle (l. du 13 mars 1917, art. 1^{er}). Un auteur croit que ces dernières pourraient se constituer par actions (Houpin, t. II, n° 1377-26) : l'art. 8 de la loi, dit-il, prévoit implicitement la création d'actions dans une société

banques populaires, cependant, peuvent être constituées par actions (arg. art. 13, l. 13 mars 1917).

La responsabilité des membres dans les engagements sociaux peut être limitée, et c'est cela qui caractérise ces parts, même lorsqu'elles ne sont pas des actions (il en est ainsi d'ailleurs, en droit commun, dans la commandite simple ou par intérêt). Les statuts détermineront le montant de cette responsabilité (1).

D'autres points communs pourraient être signalés, ainsi en ce qui concerne les formalités de publicité (2).

de caution mutuelle. Cet auteur ne peut faire ainsi allusion qu'au deuxième alinéa de l'article, ainsi conçu : « Les certificats de parts non négociables ne sont soumis qu'au timbre de dimension prévu par l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII ». *Contra* (c'est-à-dire dans le sens de l'opinion que nous avons nous-même exprimée plus haut) : la notice placée en tête de la brochure officielle, précitée, sur le *Crédit au petit et moyen commerce*. Après avoir montré qu'une commune inspiration juridique a guidé le législateur de 1894 et celui de 1917, cette notice déclare (p. 22) : « Les sociétés de caution mutuelle ne sont pas des sociétés par actions. L'article 1^{er}, § 3, de la loi du 13 mars 1917 dit que « leur capital est formé de parts nominatives », et, dans toutes ses dispositions relatives à cette sorte de sociétés, la loi a soigneusement évité d'employer le mot *actions* ». Nous allons voir qu'il en est tout différemment pour les banques populaires. La conclusion de la notice est que la société de caution mutuelle correspond à un type juridique nouveau, celui précisément que la loi de 1894 a créé pour les sociétés agricoles et que la loi de 1917 a calqué dans ses principales lignes. Ajoutons que l'allusion faite par M. Houpin à l'article 8 au sujet du timbre de dimension pour les certificats de parts non négociables ne nous paraît pas avoir une portée décisive en sens contraire. Ce texte ne fait que préciser un point d'ordre fiscal et n'a sans doute pas la prétention de résoudre la question dans un sens ou dans l'autre.

1. Lois du 5 novembre 1894, art. 2 ; du 31 mars 1899, art. 1^{er} ; du 4 décembre 1913, art. 6 ; du 13 mars 1917, art. 2 et 10.

2. Lois du 5 novembre 1894, art. 5 ; du 31 mars 1899, art. 1^{er} ; du 4 décembre 1913, art. 9 ; du 13 mars 1917, art. 7.

157. A la lecture même des textes, certaines modalités différentes apparaissent, ne portant généralement que sur des questions de détail.

Une distinction très notable est à signaler entre le régime admis, d'un côté, pour les sociétés de crédit agricole ou maritime, et, de l'autre, pour les sociétés de caution mutuelle entre commerçants, fabricants, etc.

La loi du 5 novembre 1894 (art. 1^{er}) (1) autorise les sociétés de crédit agricole à se former soit à capital variable, soit à capital fixe. De même, la loi du 4 décembre 1913 (art. 5), en ce qui concerne les sociétés de crédit maritime.

Au contraire, l'article 2 de la loi du 13 mars 1917 stipule que les statuts des sociétés de caution mutuelle réserveront aux sociétaires le droit de se retirer et de réclamer le remboursement des parts leur appartenant, à condition qu'il ne soit fait usage de ce droit qu'en fin d'exercice et moyennant un préavis de trois mois. Le capital de ces sociétés est donc toujours variable (2).

1. Adde : le 31 mars 1899, art. 1^{er}.

2. Cf. Houpin, *loc. cit.* — Le titre II de la même loi, relatif aux banques populaires, ne contient aucune disposition à ce sujet. Faut-il en conclure que ces banques auront la faculté de se constituer à capital variable ou à capital fixe ? Les statuts-modèles pour banque populaire donnés dans la brochure du ministère du Commerce prévoient la forme de « société anonyme coopérative à capital variable », qui sera, dit l'article 1^{er}, « régie par les présents statuts, par les dispositions de la loi du 13 mars 1917 relatives aux banques populaires, et par les lois en vigueur sur les sociétés anonymes à capital variable, dans la mesure où les dispositions de celles-ci ne sont pas formellement contredites par la loi du 13 mars 1917 » (le *Crédit au petit et moyen commerce*... p. 64). Le

158. Nous n'entrerons pas plus avant dans les détails concernant ces nouveaux types de sociétés, que l'on ne peut même pas, en bonne méthode, ramener à un seul ; car, s'ils appartiennent incontestablement à la même famille, et si leur ressemblance est certes très frappante, ils apparaissent cependant plus différenciés entre eux que parfois ne le sont des frères jumeaux.

règlement d'administration publique du 31 janvier 1918 s'exprime ainsi (art. 2) : « Lorsque la banque populaire est constituée sous la forme de société à capital variable... » C'est admettre qu'elle pourrait se constituer à capital fixe. Sur le régime juridique des banques populaires. v. *supra* n° 149.

CONCLUSION

159. Nous nous sommes proposé uniquement, dans cette étude, la recherche des traits d'ensemble pouvant caractériser la coopération.

Cette recherche ne pouvait se faire sans, parfois, certaines discussions et sans l'examen de maints détails qui devaient souligner les difficultés de l'effort de synthèse que nous avons entrepris.

Les nombreuses modalités qu'implique l'existence des diverses formes d'organisation coopérative exigeraient un travail analytique ayant en bonne méthode, selon nous, sa place toute désignée dans une série de monographies.

160. Quel est le succès des investigations tentées en vue de découvrir l'existence d'un critérium irréfutable pouvant s'appliquer indifféremment à tous les organismes qui se réclament de la coopération ?

Sans doute il est possible de formuler un principe essentiel, *abstrait*, — distinctif de la coopération, sous quelque type qu'elle se présente, — principe sur lequel nous avons tant de fois et si énergiquement insisté. Ce principe n'est en réalité qu'un fil conduc-

teur pour l'esprit dans le dédale des institutions. Mais, quand on connaît les manifestations concrètes, vivantes, de ces institutions si diversement aiguillées, on s'aperçoit qu'une théorie générale prétendant englober les multiples formes d'activité économique dites coopératives, n'est en effet qu'une pure théorie, et que ce rapprochement est bien qu'artificiel. Au contraire, l'étude du mouvement coopératif révèle des tendances divergentes, des courants inverses, des conflits latents ou éclatants, qui sont inéluctables, parce que correspondant à des besoins et à des forces qui s'opposent de par leur nature même : antinomie, d'ailleurs, qui se retrouve dans le même homme, selon qu'il cherche son intérêt en tant que consommateur ou en tant que producteur.

161. Et le droit se précise, et il se modèle à la fois sur la théorie et la pratique.

Nous avons affirmé la supériorité, en matière coopérative, de notre législation française sur presque toutes les lois étrangères.

C'est que ces dernières, presque toujours, ont méconnu le principe directeur que nous évoquions il y a un moment, tandis que le législateur, chez nous, a compris qu'il devait s'en servir.

Sans doute nos lois coopératives sont venues empiriquement, tantôt l'une, tantôt l'autre, on pourrait dire « au petit bonheur », et c'est certainement ce qui explique leur bigarrure.

Mais elles sont là, elles rendent des services et elles sont perfectibles.

Nous avons fait personnellement campagne, jadis, en maintes circonstances, pour obtenir une loi organique de la coopération en général (1). C'était une nécessité provoquée par les circonstances, parce qu'à cette époque le législateur ne favorisait que certaines catégories de coopératives, laissant les autres se débattre au milieu des difficultés les plus irritantes ; nous voulions que des organisations aussi intéressantes que les coopératives de consommation, pour lesquelles alors nous n'aurions rien obtenu directement, pussent bénéficier d'un régime qui eût prévu la coopération dans son ensemble, .

Mais les événements ont changé. Le législateur a procédé suivant une autre méthode, et il a fini par jeter toutes les fondations indispensables. En constatant aujourd'hui ce résultat, nous pensons qu'après tout il est peut-être préférable de donner à chaque type d'institution, séparément, un cadre qui sera ainsi mieux approprié à ses tendances et à ses besoins.

Ce sont également ces besoins et ces tendances qui, de leur côté, imposeront de nouvelles solutions.

Il est possible qu'à un moment donné on se sente suffisamment étouffer dans l'épaisse forêt de nos lois coopératives, et que l'on cherche à obtenir un peu d'air et de clarté.

1. V. *supra*, p. 20.

Rien n'empêcherait, maintenant que les définitions se précisent, d'avoir un jour, au-dessus des textes particuliers, — ce qui permettrait même d'élaguer ceux-ci convenablement, — une charte générale, une constitution d'ensemble, à la fois juridique et simple, toute en grandes lignes, intransigeante sur les principes, mais pratiquement très souple, sachant si bien s'adapter au mouvement des organisations et en suivre le rythme, qu'elle se trouverait investie de l'autorité nécessaire pour défendre enfin le nom coopératif contre l'usurpation (1).

1. Cf. *supra*, n° 144.

Vu : le Président de la thèse,

E. THALLER

Vu : Le Doyen

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

N°	Pages
1. Importance de la coopération.	5
2. Au point de vue de l'économie politique et sociale. . .	5
3. Au point de vue pratique.	8
4. Objet et caractère de la présente étude. — Le régime légal des coopératives.	18
5. Suite.	22
6. La Jurisprudence.	26
7. La Doctrine. — Les Coopératives sont des institutions juridiques. — Le droit coopératif.	29
8. But de cet ouvrage.	39
9. Plan.	42

PREMIÈRE PARTIE

PRINCIPES DE LA COOPÉRATION ET DÉFINITION

10. Acceptions générale et spéciale du terme « coopération ».	43
---	----

CHAPITRE PREMIER

CLASSIFICATION DES COOPÉRATIVES

11. Diversité des institutions coopératives.	47
§ 1. — <i>Classifications tripartites.</i>	
12. Division ancienne.	47
13. Classification de M. Cauwès.	48

14. Répartition proportionnelle de l'avantage économique procuré par la société. Règle commune à toutes les formes de coopération. 53
15. Recherche d'une théorie générale de la coopération. 54

§ 2. — *Deux grands courants coopératifs.*

16. Sociétés d'intérêt général. — Sociétés à buts particularistes. 55

§ 3. — *Classifications bipartites.*

17. Classification de M. Oppenheimer. 59
18. Système de M. Lavergne 63
19. Notre classification. 69

CHAPITRE II

COOPÉRATION ET MUTUALITÉ

20. Considérations générales. 71
21. Distinction faite par M. Cheysson. 73
22. Notre critérium de démarcation. 75
23. a) Examen de ce critérium au point de vue des sociétés de consommation. 78
24. b) ... Dessociétés de crédit. 79
25. c) Pharmacies mutualistes ou coopératives. . . . 81

CHAPITRE III

LES ALLIAGES DE LA COOPÉRATION

26. Indication générale. 85
27. A) Sociétés mi-coopératives, mi-mutualistes. . 85
28. B) Sociétés coopératives poursuivant des fins politiques ou de progagande étrangère à la coopération. 87
29. C) Sociétés coopératives partiellement philanthropiques. 88
30. D) Sociétés coopératives partiellement capitalistes. 88
31. Observation. 88

CHAPITRE IV

UNIONS DE COOPÉRATIVES

32. Fédérations régionales et nationales. Alliance coopérative internationale. 92
33. A) Organismes moraux. 92
34. B) Organismes économiques. 93

CHAPITRE V

DÉFINITION DE LA COOPÉRATION

§ 1. — *Tendances du système coopératif.*

35. L'équilibre distributif. 95
36. Elimination de L'intermédiaire spéculant 96

§ 2. — *But certain et immédiat.*

37. Avantage économique. 97

§ 3. — *Caractères non spécifiques.*

38. Enonciation. 100
39. I) Variabilité du personnel et du capital. . . . 100
40. II) Existence d'un besoin commun. 103
41. Identité entre l'entrepreneur et le bénéficiaire des prestations économiques pour lesquelles l'entreprise est créée. 105
42. Suite. 107
43. Suite. 112
44. Suite. 115
45. Suite. 115
46. Identité entre le bénéficiaire des prestations économiques de l'entreprise et l'apporteur de capital. 115
47. Suite. 118
48. Les trois qualités réunies dans la personne du coopérateur. 119

§ 4. — *Principe essentiel*

49. Partage proportionnel entre les coopérateurs de l'avantage économique résultant de l'entreprise. 119

§ 5. — *Des divers caractères de la coopération envisagés
comme conséquences de ce principe*

50. Observation générale.	121
51. Identité entre l'entrepreneur et le bénéficiaire des prestations économiques de l'entreprise : condi- tion la plus favorable aux intérêts de ce dernier.	121
52. Suite.	121
53. Identité entre le bénéficiaire des prestations de l'en- treprise et l'apporteur de capital. — Charges résultant du concours de capitalistes non coopé- rateurs.	122
La règle de la vente au comptant dans les sociétés de consommation.	122
Crédit au travail	123
54. Règle de l'unicité de voix dans les assemblées géné- rales.	123
54 bis. Quorum des assemblées.	128
55. Variabilité du personnel et du capital.	130

§ 6. — *Notre définition des coopératives*

56. Eléments de la définition.	133
57. Définition	133
58. Subordination du capital à la personne humaine.	134

CHAPITRE VI

DE QUELQUES USAGES

QUI PEUVENT SE CONCILIER AVEC LE SYSTÈME COOPÉRATIF

59. Nécessités pratiques	135
------------------------------------	-----

§ 1. — *Consommateurs ou ouvriers non-associés*

60. A) Coopératives de consommation. — Vente au public	136
61. Adhérents	140
62. B) Coopératives de crédit. — Simples clients.	141
63. C) Coopératives de production. — Auxiliaires.	142

§ 2. — *Associés non ouvriers ou non acheteurs*

64. Considérations sur l'apport de capital.	145
---	-----

§ 3. — *Déviation à éviter*

65. Comparaison entre les sociétés de consommation et les sociétés de production au point de vue coopératif. — Sociétés capitalistes. — Sociétés patronales. 145

CHAPITRE VII

AFFECTATION DE L'ACTIF SOCIAL

RÉPARTITION DES PERTES

66. Considérations générales 150

§ 1. — *Attribution de l'actif en cas de dissolution*

67. Dissolution partielle. — Dissolution générale. — Eten-
due des droits de l'associé sortant. 151
68. A) Partage du fonds social. 152
69. B) Dévolution à une œuvre d'intérêt collectif. . . 156
70. Examen juridique de la clause de dévolution
collective. 162
70 a. Explication de la clause 162
70 b. Pouvoirs du liquidateur 179
70 c. Naissance du droit de l'institution bénéficiaire. . 180
70 d. Droits des associés et de certains tiers sur l'actif
social. 183

§ 2. — *Répartition des pertes*

71. Distinction entre l'obligation aux dettes et la contri-
bution aux pertes. — Différents modes de répar-
tition. 184
72. Statuts. 190

DEUXIÈME PARTIE

EXPOSÉ SYNTHÉTIQUE DES LOIS
CONCERNANT LES COOPÉRATIVES

73. Deux systèmes législatifs suivant les pays : système
unitaire ou système diversifié. 195
74. Plan. 195

CHAPITRE PREMIER

APERÇU DES LOIS ÉTRANGÈRES

75. Remarque préliminaire. Méconnaissance à peu près
générale du principe essentiel de la coopération. 197
76. Classification des lois étrangères. 198

§ 1. — *Lois renvoyant aux statuts*

77. Etat de New-York. 199
- Autriche. 201
78. Suisse. — Finlande. — Suède. 201
79. Angleterre. 202

§ 2. — *Partage au prorata des mises*

80. Italie. — Roumanie. — Portugal. 202
81. Allemagne. 203

§. 3. — *Partage égal*

82. Hollande. 207

§ 4. — *Règle mixte*

83. Belgique. 208

§ 5. — *Partage conforme au principe coopératif*

84. Etat de Pensylvanie. 209

CHAPITRE II

LÉGISLATION FRANÇAISE

85. Motif des interventions successives du législateur. —
Lois spéciales. — Défaut d'homogénéité. . . . 212
86. Division du chapitre. 214

SECTION PREMIÈRE

Textes législatifs et réglementaires Sociétés auxquels ils s'appliquent

87. Observations préliminaires. 214
88. Division de la section. 215

§ 1. — *Énumération chronologique des lois et décrets*

89. Crédit agricole	215
90. Suite.	215
91. Habitations à bon marché.	215
92. Sociétés coopératives agricoles.	217
93. Crédit maritime mutuel.	217
94. Sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit au travail.	217
95. Crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie.	218
96. Sociétés anonymes à participation ouvrière (coopé- ratives de main-d'œuvre).	218
97. Sociétés coopératives de consommation.	218

§ 2. — *Objets des Sociétés prévues par les textes précédents*

98. Détermination de ces objets.	218
99. Classification.	219

1^o Crédit

100. Crédit agricole. — Caisses locales.	220
101. Caisse régionales.	222
102. Crédit maritime.	222
103. Caisses locales.	224
104. Caisses régionales.	224
105. Crédit au travail. — Sociétés coopératives ou- vrières de crédit.	224
106. Banques coopératives ouvrières.	225
107. Crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie.	229
108. Sociétés de caution mutuelle.	226
109. Banques populaires.	226

2^o Production, travail, transformation, vente

110. Sociétés coopératives agricoles ou maritimes.	227
111. Sociétés coopératives agricoles.	227
112. Sociétés coopératives maritimes.	229
113. Coopératives d'achat (agricoles ou maritimes).	230
114. Sociétés coopératives ouvrières de production.	232

115. Sociétés anonymes à participation ouvrière. —	
Coopératives de main-d'œuvre	232
3° Consommation	
116. Sociétés coopératives de consommation	234
117. Unions	234
4° Habitation à bon marché	
118. Coopératives d'habitation.	235
<i>Observations générales sur ce paragraphe</i>	
119. Organisation du crédit aux coopératives	236
120. Institutions professionnelles et institutions d'intérêt	
général	237
121. Consécration du principe essentiel de la coopéra-	
tion	237

SECTION II

Application des principes coopératifs

122. Rappel du critérium de la coopération : le principe	
distributif	239
123. Insuffisance des textes actuels en ce qui concerne	
les autres caractères de la coopération.	240
124. Variabilité du personnel et du capital	240
125. Unicité de voix dans les assemblées	240
125 bis. Quorum.	241
126. Dévolution de l'actif social	243
127. Objet et plan des paragraphes suivants	246

§ 1. — Crédit

128. Crédit agricole	246
129. Crédit maritime.	248
130. Crédit au travail	248
131. Crédit au petit et au moyen commerce, à la	
petite et à la moyenne industrie	249

§ 2. — Production, travail, vente

132. Sociétés coopératives agricoles	250
133. Sociétés coopératives maritimes	252

134. **Sociétés coopératives ouvrières de production.** 253
135. Remarque sur la participation des auxiliaires . . . 254
136. Conditions posées antérieurement à la loi du 18 décembre 1915 par la Commission extraparlamentaire de répartition des encouragements de l'Etat. 255
137. **Sociétés anonymes à participation ouvrière.** —
Coopératives de main-d'œuvre 258

§ 3. — *Consommation*

138. **Sociétés coopératives de consommation** . . . 259
139. Clients habituels 259
139 bis. Affectation des trop-perçus réalisés sur les non-sociétaires 261
140. **Unions** 262

§ 4. — *Habitation à bon marché*

141. **Coopératives d'habitation** 262

SECTION III

Diversité des types juridiques

142. **Principe du non-assujettissement aux formes juridiques visées dans les textes spéciaux.**
Cas unique dans lequel existe cette obligation. . . 265
143. **Utilité de l'adoption des régimes juridiques prévus dans les textes spéciaux, indépendamment de la recherche des avantages particuliers conférés par ces textes.** — Situation légale de la coopérative 265
144. **Inconvénient du principe du non-assujettissement.** — Les fausses coopératives 266
145. **Absence de coordination des diverses lois** . . 269
146. 1) **Lois ne déterminant pas le régime juridique des coopératives.** 270
147. **Sociétés coopératives agricoles ou maritimes (autres que celles de crédit)** 270
147 bis. **L'œuvre de l'Administration (statuts-types).** . 272
148. **Sociétés d'habitations à bon marché.** 273
149. **Banques populaires.** 273

150. II. Lois spécifiant la forme juridique des coo- pératives	274
151. A) <i>Types du droit général des sociétés</i>	274
152. Coopératives de main-d'œuvre (dans les sociétés anonymes à participation ouvrière)	274
153. Sociétés coopératives ouvrières (production, crédit, banques).	275
154. Sociétés coopératives de consommation	276
155. Unions entre sociétés coopératives de consomma- tion ou entre coopératives de consommation et coopératives de production	277
156. B) <i>Types juridiques nouveaux</i> . — Nombreux points communs.	277
157. Distinction, quant au choix du régime, entre, d'une part, les sociétés de crédit agricole ou maritime et, de l'autre, les sociétés de caution mutuelle.	279
158. Suite	281

CONCLUSION

159 à 161	283
---------------------	-----

